

MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002, modifiés par les articles 4 à 8 de la loi portant des dispositions diverses du 20 juillet 2005.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :
www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, chaussée d'Anvers 53,
1000 Bruxelles - Conseiller général : A. Van Damme

Numéro tél. gratuit : 0800-98 809

183e ANNEE



N. 348

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002, gewijzigd door de artikelen 4 tot en met 8 van de wet houdende diverse bepalingen van 20 juli 2005.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :
www.staatsblad.be

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Antwerpsesteenweg 53, 1000 Brussel - Adviseur-generaal : A. Van Damme

Gratis tel. nummer : 0800-98 809

183e JAARGANG

MERCREDI 27 NOVEMBRE 2013
DEUXIEME EDITION

WOENSDAG 27 NOVEMBER 2013
TWEEDE EDITIE

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Gouvernements de Communauté et de Région

Région wallonne

Service public de Wallonie

26 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Nivelles (planche 39/3) en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future halte RER de Braine-l'Alliance, p. 91906.

26 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planches 40/1 et 40/2) en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la gare de Louvain-la-Neuve, p. 92019.

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnances en verordeningen

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Waals Gewest

Waalse Overheidsdienst

26 SEPTEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van de toekomstige GEN-halte Braine-l'Alliance, bl. 91981.

26 SEPTEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (bladen 40/1 en 40/2) met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van het station van Louvain-la-Neuve, bl. 92102.

Gemeinschafts- und Regionalregierungen

Wallonische Region

Öffentlicher Dienst der Wallonie

26. SEPTEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung des Sektorenplans Nivelles (Karte 39/3) zwecks Förderung der Benutzung des RER (regionales Nahverkehrsnetz) in der Nähe der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance, S. 91941.

26. SEPTEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karten 40/1 und 40/2) zwecks der Förderung der Verwendung des "RER" (regionales Nahverkehrsnetz) in der Umgebung des Bahnhofes von Neu-Löwen, S. 92059.

240 pages/bladzijden

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2013/27247]

26 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Nivelles (planche 39/3) en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future halte RER de Braine-l'Alliance

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE);

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1981 établissant le plan de secteur de Nivelles modifié par arrêtés du 6 septembre 1991, 6 août 1992, 30 octobre 1993, 2 mars 1995, 23 juillet 1998, 1^{er} avril 1999, 22 avril 2004 et 30 septembre 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 septembre 2010 décidant la mise en révision du plan de secteur de Nivelles et adoptant l'avant-projet de plan (planche 39/3) en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future gare RER de Braine-l'Alliance;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 adoptant provisoirement le projet de révision du plan de secteur de Nivelles (planche 39/3) en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future gare RER de Braine-l'Alliance;

Vu les réclamations et observations émises par les particuliers, les associations de personnes, les organismes publics et d'intérêt public lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 3 décembre 2012 au 21 janvier 2013 dans les communes de Braine-l'Alleud et de Lasne et répertoriées en annexe au présent arrêté;

Vu les séances d'information qui se sont tenues le 6 décembre 2012 à Braine-l'Alleud et Lasne;

Vu les procès-verbaux des séances de clôture de l'enquête publique qui se sont tenues à Braine-l'Alleud et Lasne le 21 janvier 2013;

Vu les procès-verbaux des réunions de concertation qui se sont tenues à l'issue de l'enquête publique le 24 janvier 2013 à Braine-l'Alleud et Lasne;

Vu l'avis, assorti de remarques, du conseil communal de Braine-l'Alleud du 25 février 2013;

Vu l'avis défavorable, assorti de remarques, du conseil communal de Lasne du 26 février 2013;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques, du Conseil wallon de l'Environnement pour le développement durable (CWEDD) du 15 avril 2013 et référencé CWEDD/13/CS.510;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques, de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) du 30 mai 2013 et référencé CRAT/13/CS.169;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques, de la Commission royale des monuments, sites et fouilles (CRMSF) du 6 mai 2013 et référencé RT/PG/AE/ae/060513/4.6;

Considérant qu'à défaut d'avoir transmis d'avis, l'avis de la Direction générale opérationnelle n° 1 (DGO1) du Service public de Wallonie est réputé favorable;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques, de la Direction générale opérationnelle 4 (DGO4) du Service public de Wallonie du 18 avril 2013 et référencé DPat/DPP/GG/PP/FD/FB/sp/NoteCDT-TB;

Etude d'incidences

Réclamations et observations

Considérant qu'un réclamant regrette que le potentiel foncier situé dans le centre-ville (24,11 ha) à proximité immédiate de la gare de Braine-l'Alleud (zone blanche au plan de secteur) n'ait pas été intégré dans la partie de l'étude d'incidences relative à l'évaluation de l'offre;

Considérant qu'un réclamant estime que le report de la mise en œuvre du RER réduit à néant plusieurs hypothèses de l'auteur d'étude dont celle liée à la zone d'activité économique mixte;

Considérant que des réclamants estiment que l'étude d'incidences pêche par un manque de pertinence pour le volet évaluation des incidences (facteurs de modification du milieu - facteurs de modification liés à l'urbanisation du territoire);

Considérant qu'un réclamant estime que l'étude d'incidences ne donne pas vraiment de réponse claire aux problèmes de mobilité liés à la route de Piraumont et n'analyse pas les autres voiries potentiellement concernées par le projet de plan (ex : pénétrante sud, rues des Saussois et du Vignoble), sur lesquelles on observe déjà certains phénomènes de saturation;

Considérant que des réclamants estiment que les effets de l'avant-projet de plan sur les biens matériels n'ont pas été suffisamment évoqués et que les habitants des quartiers proches des nouvelles zones subiront inévitablement une moins-value vu la dégradation de l'environnement de leurs biens;

Considérant qu'un réclamant estime que l'étude d'incidences ne reflète que la situation de densité la plus favorable à la lumière des prescriptions du Gouvernement wallon puisque l'auteur d'étude a pris comme hypothèse maximale une densité des logements de 80 logements à l'hectare alors que la prescription supplémentaire imposée par le Gouvernement wallon ne fixe pas de maximum;

Considérant que les réclamants estiment que l'auteur d'étude aurait dû analyser des hypothèses moins favorables de 100 à 120 logements/ha de sorte que son étude manque totalement de pertinence et que l'autorité administrative ne peut valablement se forger une opinion sur les effets de sa décision;

Considérant que des réclamants estiment que l'auteur d'étude n'a pas accordé suffisamment d'intérêt à la compensation planologique proposée par le Gouvernement wallon, au vu de l'indigence des considérations qui la concernent;

Considérant que le CWEDD estime que l'auteur d'étude a livré une étude de qualité satisfaisante et que l'autorité compétente y trouvera les éléments pour prendre sa décision;

Considérant que le CWEDD estime que le développement de Braine-l'Alleud devrait faire l'objet d'une analyse plus globale en raison de l'importance régionale de la zone concernée par la révision de plan de secteur;

Considérant que la CRAT estime que l'étude d'incidences est de bonne qualité;

Considérant que la CRAT relève qu'elle analyse de manière complète et détaillée les effets du projet de plan sur l'environnement et propose en outre des alternatives cohérentes et réalistes à l'avant-projet de plan;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que l'article R.82 du Code de l'Environnement stipule que le CWEDD remet un avis sur la qualité de l'étude d'incidences et sur l'opportunité environnementale du projet pour tout projet soumis à étude d'incidences sur l'environnement;

Considérant qu'au regard des avis du CWEDD et de la CRAT relatifs à la qualité de l'étude d'incidences, le Gouvernement wallon estime ne pas avoir à remettre en cause les hypothèses et les méthodes de l'auteur d'étude;

Considérant que le potentiel foncier situé dans le centre-ville (24,11 ha) à proximité immédiate de la gare de Braine-l'Alleud (zone blanche au plan de secteur) n'a pas été pris en compte dans l'évaluation de l'offre car il est déjà mobilisé par différents projets de développement, essentiellement communaux;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle que l'objectif principal qu'il poursuit à travers la révision du plan de secteur de Nivelles est de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future halte RER de Braine-l'Alliance par l'urbanisation des zones situées à proximité de celles-ci et que le projet ne vise pas l'implantation du RER, dossier antérieur à sa décision de réviser le plan de secteur de Nivelles;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle, en réponse à l'observation du CWEDD, que l'auteur d'étude a identifié deux territoires de référence, l'un pour l'étude des besoins et l'autre pour la localisation des zones d'affectation; qu'il a délimité le territoire de référence pour l'étude des besoins aux communes de Braine-l'Alleud et Lasne et le territoire des zones attenantes à la future halte RER de Braine-l'Alliance pour la localisation des zones d'affectation, élargi au périmètre situé entre la ligne de chemin de fer L124 et la chaussée de Tubize pour l'analyse de la suppression au plan de secteur du périmètre de réservation et du tracé de la voirie en projet entre la chaussée d'Ophain et la chaussée de Tubize; qu'il n'a pas jugé nécessaire de les élargir au cours de son analyse;

Considérant que le Gouvernement wallon s'est, également, rallié à l'avis de l'auteur d'étude qui estimait que la proximité des zones concernées par l'avant-projet de plan avec la Région de Bruxelles-capitale et la Région flamande n'induisait pas d'incidences environnementales significatives sur celles-ci;

Concertation

Réclamations et observations

Considérant que des réclamants sont étonnés du manque de concertation entre les différents responsables de l'aménagement du territoire, ceux de la Région wallonne et les élus locaux de la commune de Braine-l'Alleud;

Considérant que plusieurs réclamations mettent en évidence ce manque de concertation alors que plusieurs orateurs soulignent qu'il est nécessaire d'avoir une bonne concertation entre tous les responsables de l'aménagement du territoire pour placer la bonne activité au bon endroit;

Considérant que des réclamants estiment que la décision de la Région wallonne de réviser le plan de secteur de Nivelles a été imposée sans concertation avec les autorités locales, ce qui semble aberrant car les frais induits de la désurbanisation resteront à charge de la collectivité de Braine-l'Alleud;

Considérant qu'un réclamant demande de suspendre l'instruction du projet de plan afin de pouvoir le réexaminer avec les riverains, en concertation avec les différentes autorités concernées;

Considérant que des réclamants estiment qu'une concertation de tous les responsables de l'aménagement aurait donné une meilleure vue du noyau d'habitat;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle que le CWATUPE n'impose pas de consultation des autorités communales dans le cadre de la révision d'un plan de secteur à l'exception de l'avis du conseil communal après l'enquête publique;

Considérant que la révision d'un plan de secteur vise en outre l'inscription de zones dont l'impact, les enjeux et les incidences dépassent le cadre des objectifs d'aménagement poursuivis sur le plan local;

Considérant que l'auteur d'étude a malgré tout jugé pertinent d'identifier les liens de l'avant-projet de plan avec les schémas de structure communaux et les plans communaux de mobilité dûment adoptés ainsi qu'avec les dossiers communaux en cours; qu'il a quantifié par exemple l'espace nécessaire à la réalisation du complexe aquatique souhaité par les autorités communales de Braine-l'Alleud pour laquelle un besoin existe;

Enquête publique

Réclamations et observations

Considérant que des réclamants estiment qu'ils ont dû réagir dans l'urgence à l'avis d'enquête et regrettent que le délai d'enquête n'ait pas été suspendu durant la période de vacances alors qu'une telle suspension leur semble applicable à la plupart des autres enquêtes publiques;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon précise que le CWATUPE ne prévoit pas de suspension d'enquête durant les vacances de Noël;

Réclamations et observations générales

Réclamations et observations

Considérant que des réclamants estiment que la révision du plan de secteur de Nivelles est prématurée en raison du report de la mise en service du RER à 2025;

Considérant que des réclamants estiment qu'il conviendrait d'attendre la fin des travaux de la ligne RER et que la liaison entre Bruxelles et Braine-l'Alleud soit opérationnelle pour se rendre compte au mieux des besoins réels et avoir une vue plus réaliste des conséquences que pourrait engendrer la halte RER de Braine-l'Alliance;

Considérant que des réclamants estiment qu'une mise en œuvre trop rapide des nouvelles zones, combinée au retard pris par le RER, pourrait avoir des effets négatifs en terme de mobilité dans Braine-l'Alleud et ses alentours, de pollution et de dégradation du cadre de vie et pour conséquence insidieuse que les navetteurs escomptés parmi les nouveaux habitants n'optent finalement plus pour le train;

Considérant qu'un réclamant estime qu'il serait opportun d'occuper chacune des zones par phases;

Considérant que des réclamants estiment que le projet de plan ne respecte pas l'étude d'incidences de l'arrivée du RER;

Considérant qu'un réclamant estime contestable de s'appuyer sur un équipement qui offrira des services limités pour justifier le développement de nouvelles zones destinées à l'urbanisation;

Considérant que des réclamants se demandent en quoi le projet de plan permet de promouvoir l'usage du RER autour d'une future halte RER d'autant qu'il ne prévoit ni parking en suffisance, ni transport en public en nombre ou rythme suffisants;

Considérant que des réclamants doutent de l'intérêt de la clientèle du chemin de fer pour la halte RER de Braine-l'Alliance, qui n'offrira aucune facilité pour les voyageurs (pas d'abris en cas d'intempéries, pas de commerces, pas de bus de rabattement, pas de bus de lignes importantes, etc.), par rapport aux avantages que l'auteur d'étude porte au crédit de la gare de Braine-l'Alleud (situation en zone urbaine, meilleure desserte, accès aisé pour les navetteurs, etc.);

Considérant que des réclamants estiment contradictoire de prôner l'accroissement de la densité de l'urbanisation, particulièrement autour des lieux centraux, sur le plan théorique et de proposer dans les faits d'urbaniser, non pas les zones agricoles situées à proximité du centre de Braine-l'Alleud, mais celles qui sont situées en périphérie;

Considérant que des réclamants estiment nécessaire de réexaminer le projet de plan en accord avec le SDER optimisé;

Considérant qu'un réclamant estime que la disposition de la Déclaration de politique régionale (DPR) relative à la densification des noyaux urbains existants dans le cadre de la finalisation du RER ne peut s'appliquer au Parc de l'Alliance qui est loin d'être « un noyau urbain »;

Considérant que des réclamants estiment que le Gouvernement wallon ignore délibérément les effets du projet de plan sur le centre de Braine-l'Alleud (désurbanisation) et sur sa périphérie (périurbanisation);

Considérant qu'un réclamant estime que le développement du centre de Braine-l'Alleud est clairement menacé par le projet de plan qui veut établir autour de la future halte RER de Braine-l'Alliance un contre pôle nettement plus dense qu'au centre (80 logements/ha au lieu de 45 logements/ha dans le centre ville) qui concentrerait 20 % de la population de Braine-l'Alleud;

Considérant que des réclamants dénoncent dans le projet du Gouvernement wallon le risque de déplacer le centre de Braine-l'Alleud vers la future halte RER de Braine-l'Alliance et d'entraîner des frais importants pour la collectivité en infrastructures, équipements et services divers;

Considérant que des réclamants soulignent que le choix de la localisation de nouveaux logements a une très grande importance afin d'éviter les effets de la désurbanisation et de réduire l'effet de serre, critères défendus vigoureusement par la conférence permanente du développement territorial (CPDT);

Considérant que des réclamants estiment que le choix de la centralité doit rester la principale ligne de conduite du développement urbain de Braine-l'Alleud car il permet entre autres choses de tirer parti de toutes les infrastructures existantes (écoles, commerces, services à la population, etc.);

Considérant qu'un réclamant estime que les nouvelles zones projetées au sud de la route de Piraumont sont incompatibles avec l'objectif de centralité poursuivi par le Gouvernement wallon et largement soutenu par les études de la CPDT;

Considérant que des réclamants font observer que le centre urbain de Braine-l'Alleud est déjà équipé d'infrastructures performantes, contrairement à la zone de l'Alliance qui se trouve en zone agricole, c'est-à-dire sans infrastructure, ni commerces, ni services rendus à la population;

Considérant qu'un réclamant fait observer que plusieurs établissements d'enseignement secondaire de grande importance (plusieurs milliers d'étudiants) existent sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud qui sont tous situés au nord ou au centre de la commune; qu'il serait donc préférable de densifier le centre urbain de sorte que les nombreux étudiants puissent les atteindre à pieds ou à vélo;

Considérant que des réclamants font observer que le projet de plan est en contradiction avec le schéma de structure communal et le plan communal de mobilité de Braine-l'Alleud, puisqu'ils ne retiennent ni l'un ni l'autre l'option :

- de développer l'urbanisation vers le sud;
- de mettre en œuvre les zones d'aménagement communal concerté;
- de supprimer au plan de secteur le projet de tracé de la prolongation de la route de Piraumont;
- d'urbaniser la zone dite du « Paradis »;

Considérant qu'un réclamant rappelle qu'il a été décidé dans le schéma de structure communal de geler la mise en œuvre de toutes les zones d'aménagement communal concerté situées sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud afin de stabiliser la population;

Considérant que des réclamants font observer que l'adoption du plan aura pour effets de nécessiter une révision en profondeur du schéma de structure communal et du plan communal de mobilité de Braine-l'Alleud et de remettre en cause les accords qui sont intervenus à l'issue des concertations dont ils ont fait l'objet;

Considérant qu'un réclamant s'étonne du fait que le Gouvernement wallon n'a pas remis en cause l'option du schéma de structure communal de Braine-l'Alleud de ne pas urbaniser le territoire communal au sud de la route de Piraumont au moment où le dossier lui a été envoyé par le conseil communal et a décidé, quelques mois plus tard, de l'affecter en partie en zone d'aménagement communal concerté, en y imposant une densité des logements minimum de 80 logements à l'hectare, et en partie en zone d'activité économique mixte;

Considérant qu'un réclamant trouve paradoxal que le Gouvernement wallon ne tienne pas compte des options du schéma de structure communal de Braine-l'Alleud pour fixer l'implantation des nouvelles zones destinées à l'urbanisation et se fonde en revanche sur celui de Lasne pour justifier le choix de la zone d'aménagement communal concerté qu'il propose au titre de compensation planologique;

Considérant que des réclamants estiment qu'un arrêt situé à l'intersection de la chaussée Bara aurait un potentiel de développement supérieur à celui de Braine-l'Alliance; qu'ils ne comprennent dès lors pas l'option du Gouvernement wallon d'aménager les zones agricoles situées au sud de Braine-l'Alleud plutôt que le plateau de l'Infante qui est situé au centre des zones urbanisées et équipées de Braine-l'Alleud et de Waterloo;

Considérant qu'un réclamant estime que l'on ne peut tirer argument du fait que la valorisation de la future halte RER de Braine-l'Alliance soit citée dans le plan air/climat à titre d'illustration des actions à entreprendre dans le cadre de la mesure 72 pour rejeter l'option Bara en raison du fait qu'elle n'est fondée sur aucune étude d'aménagement du territoire; que les avantages de la valorisation des terrains situés à l'intersection de la ligne 124 et de la chaussée Bara sont en revanche déterminants en termes d'effets sur l'air et le climat du fait de leur localisation au centre de zones destinées à l'urbanisation;

Considérant que des réclamants font observer que plusieurs études ont déjà confirmé la situation idéale du plateau de l'Infante pour le destiner à l'urbanisation;

Considérant que plusieurs agriculteurs font part des difficultés qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur activité sur le plateau de l'Infante en raison de l'éloignement de leurs sièges d'exploitation, de l'enclavement des terres qu'ils exploitent et de la proximité des zones habitées et font observer, en revanche, que le site de l'Alliance se situe encore dans un contexte rural qui permet de préserver la tranquillité aussi bien des agriculteurs que des rares riverains;

Considérant que des réclamants font observer que le projet de plan est en contradiction avec la superficie minimum des habitations et les dispositions relatives au parcage des véhicules qui sont couramment imposées par les autorités communales;

Considérant que des réclamants estiment que le Gouvernement wallon n'a pas examiné sérieusement les effets de l'avant-projet de plan sur :

- les eaux de surface (inondations, notamment aux Hayettes);
- les eaux souterraines (captages, notamment celui des Hayettes, assèchement et pollution);
- l'ambiance sonore des zones situées au sud-ouest de la route de Piraumont;
- la diversité biologique de la zone agricole située dans le quadrant sud-ouest;
- les zones forestières et d'espaces verts qui figurent au plan de secteur à l'emplacement de certains captages;
- la mobilité en général et la route de Piraumont en particulier;
- l'activité agricole (potentiel agronomique des terres, exploitations);

Considérant qu'un réclamant estime que le projet de plan ne tient pas compte de la situation existante; que sa propriété devrait figurer en zone d'habitat et que les voiries pour lesquelles un plan d'alignement a été approuvé devraient également être indiquées;

Considérant qu'un réclamant demande la modification de la planche 39/3 du plan de secteur car il signale que son terrain cadastré section B n° 92/A ne se trouve pas en zone d'aménagement communal concerté mais bien en zone d'habitat;

Considérant que Vivaqua signale que des captages se trouvent dans les zones dont le projet de plan modifie la destination et qu'il aura dès lors un effet sur l'augmentation du risque de pollution de l'eau;

Considérant que Vivaqua signale que le fait de modifier une zone agricole en zone destinée à la résidence et d'augmenter en conséquence le nombre d'habitations à l'hectare entraînera une pression significative sur l'environnement et donc un risque accru de pollution lié aux logements, au trafic, à la percolation de substances chimiques (pesticides, fuite d'huile ...) et au risque d'inondation augmenté par l'urbanisation;

Considérant que Vivaqua souligne que l'augmentation de l'imperméabilisation des sols aura un effet sur la réalimentation des nappes phréatiques;

Considérant que Vivaqua estime primordial que l'accès à leurs installations soit garanti;

Considérant que Vivaqua demande de revoir la délimitation des nouvelles zones en fonction des zones de prévention éloignées de captage et ce, essentiellement pour les nouvelles zones d'habitat;

Considérant que la commission communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) de Braine-l'Alleud estime que Braine-l'Alliance n'est pas une gare mais un arrêt et s'interroge sur les motifs qui justifient de déplacer le centre actuel de la commune, au risque de le massacrer, alors qu'il doit faire l'objet de toutes les attentions car la gare principale entre Bruxelles et Charleroi se situe en son cœur;

Considérant que la CCATM de Braine-l'Alleud est défavorable au projet de plan car elle estime que les aménagements du RER ne sont pas encore assez aboutis pour pouvoir penser à réaménager cette partie de la commune;

Considérant que la CCATM de Braine-l'Alleud est défavorable au projet de plan car il n'est pas conforme au schéma de structure communal et au plan communal de mobilité ainsi qu'aux souhaits des habitants de la commune qui se sont exprimés lors de l'instruction de ces documents;

Considérant que le conseil communal de Braine-l'Alleud estime que le projet de plan est incohérent par rapport au plan communal de mobilité qu'il a adopté le 11 mai 2009 et au schéma de structure communal qui est entré en vigueur le 4 août 2012;

Considérant que le conseil communal de Braine-l'Alleud reconnaît l'importance de la future halte RER de Braine-l'Alliance en matière de transfert modal mais affirme que cette polarité doit demeurer secondaire par rapport au centre-ville qui, dans la structure territoriale projetée par le schéma de structure communal, doit être conforté comme pôle principal;

Considérant que le conseil communal de Lasne estime que l'aménagement de la future halte RER de Braine-l'Alliance ne propose pas suffisamment de parking pour que les habitants des communes voisines et notamment de Lasne puissent la reconnaître comme une alternative pour leurs déplacements;

Considérant que la CRAT estime regrettable que le Gouvernement wallon ait choisi de créer un besoin de mobilité par l'inscription de nouvelles zones destinées à l'urbanisation au plan de secteur pour justifier l'implantation d'une gare RER;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon s'est donné pour objectif de finaliser le RER et qu'il n'y a aucune raison de douter du bon aboutissement des travaux de mise à 2 x 2 voies de la ligne 124, ni de la mise en service prochaine du réseau RER;

Considérant que le Gouvernement fédéral a décidé, dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement 2013-2025 consolidé du Groupe SNCB adopté le 19 juillet 2013, d'accélérer des travaux prioritaires afin de mettre le RER en service avant 2025; que cette décision conforte le Gouvernement wallon dans sa volonté de faire aboutir la révision du plan de secteur de Nivelles; qu'en ce qui concerne la ligne Nivelles-Bruxelles, les travaux devraient être achevés pour 2023;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle qu'il lui appartient de gérer l'aménagement du territoire et que son rôle est de valoriser au mieux l'offre supplémentaire qu'un tel équipement apporte en matière de mobilité et d'anticiper les besoins de développement qu'il permettra de rencontrer; que les conclusions de l'étude d'incidences qu'il a fait réaliser le confortent dans ce sens;

Considérant que la valorisation des abords des futures gares RER s'inscrit pleinement dans le cadre des options conçues par le SDER quant à la nécessité de mener une politique concertée et intégrée en matière de mobilité, de développement économique, de logement et d'aménagement du territoire, respectueuse du développement durable que le Gouvernement wallon a décidé de mettre en œuvre à travers le Plan Marshall;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle que son projet a pour ambition de gérer la mobilité à travers une localisation des activités moins génératrice de déplacements en voiture; que le fait de concentrer le développement de la résidence et de l'activité économique à proximité immédiate des gares et des haltes du réseau RER a un effet positif sur le report de la mobilité routière vers la mobilité ferroviaire; que ce gain ne peut être négligé;

Considérant qu'en se donnant pour objectif de prendre des mesures spécifiques visant à garantir la densification des noyaux urbains existants dans le cadre de l'accompagnement du RER le Gouvernement wallon énonçait un principe général qui s'applique également au cas de la future halte RER de Braine-l'Alliance qui constitue effectivement une exception à cette configuration puisqu'elle n'est pas située dans un noyau urbain existant; que la conjonction d'une offre ferroviaire de qualité et d'un potentiel foncier important permet d'envisager une densité d'activités et de logement élevée qui permet de mieux équilibrer les flux RER sortants et entrants; que cette configuration n'existe nulle part sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud, ce qui lui confère une importance stratégique en terme de gestion durable de la mobilité;

Considérant que le Gouvernement wallon a décidé de ne pas prendre d'initiatives particulières de nature planologique pour accompagner le report de la mobilité routière vers la mobilité ferroviaire au centre de Braine-l'Alleud compte tenu du potentiel de densification qu'offrent encore les zones destinées à l'urbanisation existantes; que les quelques zones non destinées à l'urbanisation évoquées par les réclamants sont par ailleurs situées à une distance qui commence à être dissuasive pour envisager de se rendre à la gare en mode doux ou desservies par des cheminements piétons ou cyclistes peu lisibles à partir de la gare;

Considérant que le Gouvernement wallon a justifié au moment d'adopter le projet de plan les raisons de ne pas imposer le phasage de l'occupation des nouvelles zones; que le temps qui a été nécessaire pour développer un programme de construction de grande ampleur, particulièrement maîtrisé, tel que le Parc de l'Alliance, et les préalables à observer avant de pouvoir mettre en œuvre concrètement la zone d'aménagement communal concerté projetée dans le quadrant sud-ouest devraient en outre rassurer les réclamants qui redoutent un développement trop rapide des nouvelles zones;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne, en réponse à l'observation de la CRAT, que la halte RER de Braine-l'Alliance était projetée par Infrabel bien avant qu'il décide de réviser le plan de secteur de Nivelles et que cette décision était justifiée par l'existence au plan de secteur de deux vastes zones alors inoccupées que des schémas directeurs destinaient à la résidence et aux activités de service; qu'il est dès lors erroné d'affirmer que le Gouvernement wallon vise à rencontrer un besoin de mobilité qui n'existerait pas;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle que les arrêts de Braine-l'Alleud et de Braine-l'Alliance, distants de moins de deux kilomètres, constituent un bi-pôle ferroviaire et sont amenés à se développer dans une logique de complémentarité avec une clientèle qui se répartira sur les deux sites; que la différence des services offerts par chacun d'eux résulte de leurs fonctions respectives;

Considérant que le Gouvernement wallon en veut pour preuve le dimensionnement des parkings, en cours de réalisation sur les deux sites, qui résulte des études auxquelles Infrabel a procédé préalablement au dépôt des demandes de permis, et confirme le rôle prépondérant de la gare de Braine-l'Alleud par rapport à la halte RER de Braine-l'Alliance;

Considérant que la gare de Braine-l'Alleud restera la gare principale en raison de son attractivité plus importante liée au temps de parcours plus court vers Bruxelles et à l'offre proposée; que c'est également pour ces motifs que le présent arrêté adopte le titre de gare pour l'arrêt de Braine-l'Alleud et celui de halte pour celui de Braine-l'Alliance;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne que le plan communal de mobilité anticipe aussi la mise en service de la future halte RER de Braine-l'Alliance puisqu'il estime que son arrivée est l'occasion d'y proposer une accessibilité en bus et de mettre l'accent sur l'inter-modalité avec les modes doux, voire la dépose-minute, afin d'assurer son utilisation ainsi que la fluidité des circulations notamment aux heures de pointe du matin et du soir;

Considérant que la procédure de la révision du SDER dont le Gouvernement wallon a pris l'initiative n'a pas encore abouti; que le projet de plan n'a pu dès lors s'inspirer des indications et orientations contenues dans un document qui n'a pas encore été adopté, même provisoirement;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne que le projet de plan ne déplace en rien le centre de Braine-l'Alleud vers la future halte RER de Braine-l'Alliance;

Considérant que le Gouvernement wallon précise que la centralité historique de Braine-l'Alleud a été remplacée au fil du temps par une structure polycentrique composée de plusieurs centralités - polarités structurées par des équipements et des activités; le Parc de l'Alliance, en ce compris le complexe cinématographique multisalles « Imagibraïne », et le lieu-dit « Paradis » étant deux de ces « nouveaux » pôles que la nouvelle centralité située autour de la future halte RER de Braine-l'Alliance renforcera;

Considérant que l'auteur d'étude a identifié les équipements qui seront nécessaires à l'échelle des nouveaux quartiers projetés; qu'ils n'entrent pas en concurrence avec les grands équipements existants, notamment scolaires, qui verront leur attractivité renforcée;

Considérant que le Gouvernement wallon insiste sur le fait que l'option d'étendre les zones destinées à la résidence et à l'activité économique à proximité de la future halte RER de Braine-l'Alliance et celle d'imposer une densité minimum pour les espaces destinés à la résidence ne limite en aucune façon le développement du centre de Braine-l'Alleud;

Considérant qu'il est réducteur d'assimiler centralité et concentration; qu'en effet, la concentration de population ou d'emplois en un lieu n'est pas nécessairement synonyme de centralité puisque cette dernière est généralement caractérisée par la masse des activités et des emplois, l'importance des commerces semi courants, les équipements et les services de niveau supra-local, ce que le centre de Braine-l'Alleud réunit à l'évidence aujourd'hui et que les autorités communales pourront contribuer à développer en fonction des besoins des nouvelles zones;

Considérant qu'inscrire de nouvelles zones destinées à l'urbanisation et d'aménagement communal concerté autour de la future halte RER de Braine-l'Alliance n'est pas contradictoire avec l'ambition de renforcer la centralité autour de la gare de Braine-l'Alleud; que les zones destinées à l'urbanisation qui sont inoccupées ou faiblement occupées situées à côté de cette dernière garderont leur attrait pour l'urbanisation du fait de leur meilleure desserte et de la qualité de leurs équipements;

Considérant que la densité des logements ou des activités reste en revanche un outil majeur de planification urbaine qui a été retenu ici en raison de ses effets positifs sur l'utilisation du sol et la performance énergétique de l'urbanisation;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne qu'il est également impératif d'investir d'autres territoires permettant de rencontrer les besoins de la collectivité, situés en lien avec les nœuds de transferts modaux, de manière à limiter les effets de l'automobile sur l'environnement;

Considérant que les réclamants constatent avec raison que les options du Gouvernement wallon s'écartent de celles du schéma de structure communal ou du plan communal de mobilité; qu'il ne peut cependant en être autrement puisqu'elles l'ont conduit à décider de réviser le plan sur la base duquel ils ont été établis;

Considérant que le Gouvernement wallon précise néanmoins que sa décision de réviser le plan de secteur de Nivelles a été notifiée aux autorités communales de Braine-l'Alleud dès 2007, de même que tous les arrêtés qui ont suivi;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne également qu'il n'exerce pas de tutelle d'opportunité en matière d'approbation du schéma de structure communal; qu'il n'avait pas de raisons d'annuler la décision du conseil communal de Braine-l'Alleud d'adopter définitivement le schéma de structure communal dès lors que ce document conçoit l'aménagement du territoire communal dans le cadre du plan de secteur actuellement en vigueur;

Considérant qu'il est erroné d'affirmer que le schéma de structure communal de Braine-l'Alleud projette de geler la mise en œuvre des zones d'aménagement communal concerté situées sur le territoire communal; qu'il reconnaît au contraire que l'ouverture des réserves foncières qu'elles constituent est justifiée sur le plan quantitatif et indique l'ordre de priorité de leur mise en œuvre;

Considérant que le Gouvernement wallon relève en outre que deux des quatre révisions du plan de secteur de Nivelles souhaitées par les autorités communales en conclusion du schéma de structure communal ont été intégrées dans son projet puisqu'il vise à permettre l'extension du parc d'activités économiques de l'Alliance au sud de la route de Piraumont (quadrant sud-est) ainsi que le développement du pôle de détente et de loisirs sur le site du « Paradis » (quadrant nord-ouest);

Considérant que si les autorités communales de Braine-l'Alleud et le Gouvernement wallon divergent sur l'opportunité de développer l'offre résidentielle sur le territoire communal en lien avec la future halte RER de Braine-l'Alliance et de la localiser au sud du territoire urbain matérialisé par la route de Piraumont, le Gouvernement wallon relève cependant une certaine similitude entre la conception de son projet et celle des « secteurs à projets », que le schéma de structure communal situe en relation directe avec le centre ville, pour lesquels doit être imaginé un projet d'aménagement global qui peut prendre des formes diverses liées aux spécificités des sites et proposer des densités plus élevées (avec un seuil fixé à minimum 40 log/ha ou un rapport plancher sol de 2, voire localement de 2,8) et des typologies variées; que ce concept pourrait trouver à s'appliquer dans les nouvelles zones qu'il projette pour autant que la densité des logements soit élevée;

Considérant que le Gouvernement wallon ne valide pas l'alternative proposée par certains réclamants de localiser les nouvelles zones destinées à l'urbanisation sur le plateau de l'Infante;

Considérant que le Gouvernement wallon n'a pas retenu l'option de développer le plateau de l'Infante en raison :

- de la présence d'un périmètre d'intérêt paysager (+/- 1 km² inscrit au plan de secteur en surimpression de la zone agricole existante, qui assure une zone de « respiration » entre les deux entités urbaines de Braine-l'Alleud et de Waterloo;

- de la présence d'une ligne de vue remarquable (chaussée Bara);

- du fait que le schéma de structure communal n'a pas retenu l'hypothèse de faire évoluer cette zone vers une zone destinée à l'urbanisation et a préféré la conserver dans son affectation actuelle;

- du fait qu'il s'agit de la dernière zone agricole de taille importante située sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;

Considérant que le Gouvernement wallon estime que la future halte RER de Braine-l'Alliance occupe une position centrale au sein du territoire de la commune de Braine-l'Alleud et dispose d'un potentiel de clients plus élevé que celui de la halte Bara, qui ne drainerait que le sud de Waterloo; que le schéma d'exploitation du RER a d'ailleurs privilégié la desserte du Parc de l'Alliance et de ses alentours;

Considérant que le Gouvernement wallon estime en outre que le potentiel foncier qui peut être mis en œuvre à proximité de la future halte RER de Braine-l'Alliance a une configuration spatiale et un environnement déjà bâti plus adaptés au développement d'un projet urbain d'ensemble, centré sur la future halte et conforme aux objectifs qu'il poursuit, que ceux du plateau de l'Infante où ne peut essentiellement être envisagé qu'un développement à l'est de la ligne de chemin de fer;

Considérant qu'il est erroné d'affirmer que la future halte RER de Braine-l'Alliance sera située dans un environnement agricole puisque, d'une part, le rapport urbanistique et environnemental relatif à la zone d'aménagement communal concerté située à l'ouest du Parc de l'Alliance affecte celle-ci en zone de logements familiaux, zone de logements collectifs, zone mixte logements/services/commerces, zone de services publics et d'équipements communautaires ainsi qu'en zone d'espaces verts et, d'autre part, la modification du plan communal d'aménagement dit du « Paradis », qui a été approuvée définitivement par le conseil communal de Braine-l'Alleud, affecte la majeure partie de la zone agricole située dans le quadrant nord-ouest en zone de services publics et d'équipements communautaires;

Considérant qu'il est inexact d'affirmer que le site de Braine-l'Alliance ne figure qu'à titre d'illustration pour la mesure 72 du plan air/climat dans la mesure où ce dernier précise que le Gouvernement wallon a initié la révision du plan de secteur de Nivelles de manière à mettre en place les conditions nécessaires à la valorisation de la future gare RER;

Considérant que le Gouvernement wallon estime que le projet de plan n'est pas contradictoire aux dispositions imposées par les autorités communales relatives à la superficie minimum des habitations et au parage des véhicules puisque la prescription supplémentaire d'application dans deux des zones d'habitat et la zone d'aménagement communal concerté précise uniquement une densité minimum, ce qui n'est pas incompatible avec ces deux dispositions;

Considérant que les dispositions imposées par les autorités communales aux candidats bâtisseurs quant à la superficie minimum des habitations et au parage des véhicules ne sont fixées par aucun plan ou règlement dûment approuvé; qu'elles relèvent dès lors des lignes de conduite auxquelles elles peuvent décider de se tenir mais qui ne lient pas la Région;

Considérant que le Gouvernement wallon estime que les demandes particulières des réclamants relatives à la situation de leurs terrains ne sont pas pertinentes et ne concourent pas à la réalisation des objectifs qu'il poursuit;

Considérant que les effets de l'avant-projet de plan sur les eaux de surface et souterraines ont été analysés par l'auteur d'étude qui a estimé qu'il n'y avait pas à prendre de mesures supplémentaires à ce que la législation existante impose pour éviter les effets négatifs relevés;

Composantes du projet de plan

Quadrant nord-est

Zone d'habitat

Réclamations et observations

Considérant que des réclamants se réjouissent des modifications apportées par le projet de plan à l'avant-projet de plan initialement adopté par le Gouvernement wallon en ce qui concerne :

- l'abandon de l'affectation en zone d'espaces verts d'une bande de terrain d'une superficie de 1,6 ha située à l'ouest de l'actuelle zone d'aménagement communal concerté, en bordure de la ligne de chemin de fer, modification opportunément justifiée par la prise en compte des options d'aménagement et de développement retenues dans le rapport urbanistique et environnemental et ce, même si l'empiètement de la zone d'espaces verts inscrite à l'avant-projet de plan sur l'actuelle zone d'aménagement communal concerté n'excédait pas les limites de la « couronne verte » prévue au rapport urbanistique et environnemental et ne portait, par conséquent, aucunement atteinte aux facultés d'urbanisation garanties par les options de ce rapport;

- l'affectation des terrains en zone d'habitat plutôt que leur maintien en zone d'aménagement communal concerté, dès lors que le rapport urbanistique et environnemental déjà adopté rend superflue l'élaboration d'un instrument planologique supplémentaire ou la mise en place d'un comité d'experts préalablement à leur urbanisation;

Considérant que des réclamants ne partagent pas l'analyse de l'auteur d'étude selon laquelle la superficie potentielle laissée aux fonctions non résidentielles dans la zone mixte du rapport urbanistique et environnemental serait incompatible avec la notion de quartier principalement tourné vers le train et plaident pour que le caractère multifonctionnel de la nouvelle zone soit confirmé; qu'ils en veulent pour preuve que ni la définition de la zone d'habitat à l'article 26 du CWATUPE, ni les motivations de l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant provisoirement le projet de plan ne permettent d'écarter cette hypothèse;

Considérant que des réclamants plaident concrètement en faveur de l'implantation d'un espace multifonctionnel sur une superficie significative de la zone mixte du rapport urbanistique et environnemental qui répond à une demande locale, mais néanmoins importante, et assurerait une transition harmonieuse entre les différents pôles générateurs de trafic ferroviaire situés à proximité;

Considérant qu'un réclamant estime que concentrer 20 % de la population de Braine (+/- 8 000 habitants) dans la nouvelle zone est une approche totalement disproportionnée et qui déstructure la ville; qu'il est irréaliste d'évoquer dans l'étude d'incidences une approche « quartier »; qu'une meilleure répartition des logements en partant du centre serait nettement plus appropriée;

Considérant qu'un réclamant estime qu'une telle concentration aura un effet négatif sur la qualité de vie des habitants de la zone, en ce compris les nouveaux arrivants;

Considérant que des réclamants s'inquiètent des effets de l'occupation de la nouvelle zone sur leur cadre de vie;

Considérant que des réclamants estiment que les infrastructures actuelles ne sont pas en mesure de supporter une telle concentration;

Considérant que des réclamants font observer que l'ensemble des schémas sur la mobilité figurant dans l'étude d'incidences (à proximité des Berges du Ruisseau) semble problématique et qu'ils risquent d'être affectés pour la plupart de leurs déplacements (école, crèche, travail, etc.);

Considérant que des réclamants déplorent l'absence de transition entre les zones non encore construites et les lotissements des Berges du Ruisseau II et III;

Considérant qu'un réclamant estime que les gabarits qui découleraient d'une telle concentration (R+3 et R+4) auraient un effet négatif sur le paysage et que la nouvelle zone ne serait pas intégrée aux quartiers avoisinants;

Considérant qu'un réclamant demande qu'un rapport urbanistique et environnemental soit imposé pour les zones affectées à l'habitat afin de pouvoir contrôler les gabarits des futures constructions;

Considérant qu'un réclamant demande pourquoi le Gouvernement wallon a abandonné la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.16 » sur l'avant-projet de plan;

Considérant que des réclamants craignent que la prescription supplémentaire relative à la densité des logements qui est d'application dans la nouvelle zone ne permette d'autoriser la construction d'immeubles à appartements dans le périmètre des lotissements existants et demandent que la prépondérance des règlements de lotissement sur la prescription supplémentaire soit expressément confirmée ou que cette dernière n'y soit pas d'application;

Considérant que des réclamants s'inquiètent des gabarits des immeubles qui pourraient être autorisés à proximité des lotissements existants et proposent que la prescription supplémentaire qui impose la densité des logements soit complétée par des dispositions relatives au gabarit des immeubles à ériger dans la nouvelle zone de manière à réduire leurs effets négatifs sur l'environnement bâti;

Considérant que des réclamants proposent de scinder la nouvelle zone en deux parties : l'une avec une densité des logements maximale de 80 logements/ha et l'autre, plus petite, située en bordure des lotissements existants avec une densité maximale de 40 logements/ha;

Considérant que des réclamants demandent que la densité des logements soit fixée à maximum 60 logements/ha et non 80 au minimum;

Considérant que des réclamants souhaitent que la densité des logements soit limitée à 80 logements/ha dans toutes les zones où les prescriptions supplémentaires prévoient un minimum de 80 logements/ha;

Considérant que des réclamants demandent que la zone située entre le lotissement des Berges du Ruisseau I et les voies du RER reste vierge de toute construction et précisent que, si cette hypothèse n'était pas retenue, l'urbanisation de cette zone ne pourrait se concevoir sans un projet global de gestion des eaux, de façon à en assurer l'assèchement;

Considérant que des réclamants signalent que la Région wallonne distribuait, jusqu'il y a quelques mois, des avantages fiscaux afin que les différents ménages s'équipent de panneaux photovoltaïques et qu'avec des habitations dont les gabarits sont supérieurs à R+1, plus aucune habitation de la rue des Joncs longeant les projets de constructions ne bénéficierait de luminosités nécessaires afin de produire l'énergie produite actuellement;

Considérant que des réclamants sont étonnés de constater que les différents points qu'ils avaient soulevés lors de l'enquête publique relative au futur projet « quartier du Parc de l'Alliance » n'obtenaient pas de réponse;

Considérant que des réclamants se demandent s'il ne serait pas plus respectueux des perspectives de déplacer les habitations de gabarit R+2 placées le long de la ligne de chemin de fer pour les placer le long de la zone verte longeant le lotissement des Berges du Ruisseau;

Considérant que des réclamants relèvent avec inquiétude que les options d'aménagement du rapport urbanistique et environnemental existant permettraient d'autoriser une densité des logements et d'emplois très largement supérieure à la densité pour laquelle l'auteur d'étude précise que la route de Piraumont et ses ronds-points seraient en complète saturation en heures de pointe;

Considérant qu'un réclamant relève un écart entre le nombre de logements projetés dans la zone par le rapport urbanistique et environnemental (1 300) et les estimations établies par l'auteur d'étude pour une densité des logements de 80 logements à l'hectare (1 288);

Considérant qu'un réclamant déduit de l'étude d'incidences que le projet de plan permettrait de construire sur les terrains encore non bâtis situés dans le quadrant nord-est autant de logements par hectare qu'il en existe sur les 15,4 ha que couvrent les lotissements existants;

Considérant que le conseil communal de Braine-l'Alleud émet des objections sur la suppression d'une zone d'espaces verts de +/- 1,6 ha prévue dans le rapport urbanistique et environnemental établi en vue de la mise en œuvre de la zone d'aménagement communal concerté dite de « l'Alliance » : cette zone est destinée à renforcer la qualité paysagère du quartier et/ou constitue une transition végétale entre des zones dont les destinations sont peu compatibles;

Considérant que le CWEDD remet un avis favorable sur l'inscription de la nouvelle zone au plan de secteur;

Considérant que le CWEDD préconise une densité supérieure à 60 logements/ha dans les quartiers situés à proximité de la gare, conformément aux « lignes de force de la politique d'aménagement du territoire pour le 21^e siècle »;

Considérant que le CWEDD rejoint également l'auteur de l'étude sur la recommandation d'établir un « comité de suivi regroupant tous les acteurs concernés par l'urbanisation des zones considérées comme prioritaires afin d'envisager un projet d'ensemble »;

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription de la nouvelle zone au plan de secteur;

Considérant que la CRAT est défavorable à l'inscription de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.48 » sur le plan en raison de son niveau de détail qui dépasse le cadre d'une approche planologique;

Considérant que la CRAT estime en outre que l'obligation d'atteindre une densité des logements de minimum 80 logements à l'hectare est démesurée, va à l'encontre des options du schéma de structure communal, et ne permettra pas d'atteindre une certaine mixité de logements;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que l'aménagement du quadrant nord-est est actuellement exprimé par un rapport urbanistique et environnemental dont les options d'aménagement ont été adoptées après avoir été soumises à une évaluation environnementale et débattues avec la population, et en particulier les voisins, durant l'enquête publique;

Considérant que l'auteur d'étude a conclu que ce rapport urbanistique et environnemental est conforme à l'avant-projet de plan pour ce qui concerne la zone de logements familiaux et la zone de logements collectifs;

Considérant que les réclamations et observations concernant ces deux zones ne soulèvent pas d'éléments qui n'auraient pas déjà été pris en considération par le conseil communal de Braine-l'Alleud au moment d'adopter le rapport urbanistique et environnemental; qu'il n'y a dès lors pas lieu d'y répondre dans le cadre de la présente procédure;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne en particulier que les options d'aménagement du rapport urbanistique et environnemental ont été conçues d'une part de manière à respecter celles qui ont déjà été mises en œuvre dans les lotissements existants et d'autre part de manière à mettre en œuvre une densité des logements compatible avec celle qu'il entend retenir sur les terrains situés au sud des premiers;

Considérant que l'esquisse d'aménagement qui a été présentée en annexe au rapport urbanistique et environnemental présente en effet une densité de 135 logements/ha (hors espaces publics) pour la zone de logements collectifs, située au centre, et une densité comprise entre 83 et 116 logements/ha (hors espaces publics) pour la zone mixte, située au sud; que ces densités sont largement supérieures à celle que fixe le projet de plan;

Considérant que le Gouvernement wallon estime que les chiffres relatifs au nombre de logements projetés figurant dans le rapport urbanistique et environnemental et dans l'étude d'incidences, bien que divergents de douze unités, sont sensiblement les mêmes (différence de l'ordre du pourcent); que cette différence est sans conséquences sur les conclusions de l'auteur d'étude;

Considérant que le gabarit des constructions situées immédiatement au sud des lotissements existants varie de R+2 à R+3 pour culminer jusqu'à R+5 au centre de la zone d'aménagement communal concerté suivant en cela une des propositions des réclamants;

Considérant que l'inscription d'une zone d'habitat dans le quadrant nord-est ne modifie donc pas les options d'aménagement du rapport urbanistique et environnemental dès lors que ces dernières restent compatibles avec la nouvelle affectation donnée à la zone;

Considérant que le Gouvernement wallon estime pour ces motifs inutile d'imposer l'élaboration d'un rapport urbanistique et environnemental préalablement à la mise en œuvre de la zone d'habitat ni d'arrêter des dispositions particulières pour les lotissements existants;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne en réponse à la CRAT que le plan de secteur peut comporter des prescriptions particulières qui peuvent porter sur la densité des constructions ou des logements;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle que la densité est un objectif qu'il poursuit en tant que tel et dont il n'entend pas s'écarter; qu'il a décidé de maintenir la densité des logements qu'il avait fixée dès l'adoption de l'avant-projet de plan en raison des conclusions de l'auteur d'étude; qu'il a en revanche renoncé aux autres dispositions; qu'il estime en conclusion que son approche reste de nature planologique;

Considérant que la densité des logements, en tant que telle, ne conditionne en rien la forme urbaine; qu'il est donc inadéquat de fonder des réclamations ou des observations sur une morphologie ou une structure urbaines supposées, qui restent à inventer;

Considérant que le Gouvernement wallon a en effet demandé à l'auteur d'étude d'illustrer ses options en termes de densité et d'aménagement d'exemples existants qu'il jugera pertinents;

Considérant que l'auteur d'étude a « visualisé » le tissu urbain que permet la densité minimale imposée par le Gouvernement wallon pour conclure que les possibilités sont quasi infinies et que toutes les formes d'urbanisation qui présenteront une densité des logements plus élevée sont possibles;

Considérant que l'auteur d'étude relève également que la population des zones affectées à la résidence dépendra principalement de deux variables non définies par la prescription supplémentaire imposée par le Gouvernement wallon (la proportion de la superficie des espaces publics par rapport à l'aire totale et la proportion d'autres fonctions par rapport aux « espaces affectés à la résidence ») et peut donc être extrêmement variable;

Considérant que le Gouvernement wallon estime enfin qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la demande d'implanter un espace multifonctionnel sur une superficie significative de la zone mixte du rapport urbanistique et environnemental en raison des conclusions de l'auteur d'étude;

Considérant que le Gouvernement wallon a justifié dans son arrêté du 18 octobre 2012 pour lesquelles il n'a pas retenu la recommandation de l'auteur d'étude de constituer un comité scientifique qui rassemblerait les acteurs directement concernés afin d'accompagner la mise en œuvre du plan; que les réclamations et observations émises durant l'enquête publique n'apportent pas d'arguments particuliers qui justifieraient de s'écarter de cette position;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme pour ces motifs l'inscription d'une zone d'habitat dans le quadrant nord-est, dans les limites du territoire couvert par la zone d'aménagement communal concerté existante, ainsi que l'application dans la zone de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.48 » sur le plan;

Considérant que le Gouvernement wallon a suivi, lors de l'adoption provisoire du projet de plan, l'avis de l'auteur d'étude qui admet que l'interdiction de toute construction le long de la zone d'espaces verts déjà inscrite au plan de secteur est indispensable dans les faits mais ne nécessite pas l'inscription d'une prescription supplémentaire au plan de secteur; que l'inscription des deux zones d'espaces verts situées autour du captage existant dans le quadrant nord-est ne lui semble de même plus nécessaire;

Quadrant sud-est

Zone d'activité économique mixte

Réclamations et observations

Considérant que des réclamants soutiennent l'option du Gouvernement wallon de modifier la zone agricole existante en zone d'activité économique mixte; que cette composante du projet de plan participerait amplement à l'essor économique de la région, notamment en créant de nombreux emplois et se disent prêt à entamer les démarches en vue de mettre en œuvre la nouvelle zone dès l'adoption du plan;

Considérant que des réclamants assurent que la nouvelle zone répond à de nombreux besoins de nature économique et poursuit les objectifs-mêmes visés par le Gouvernement wallon;

Considérant que des réclamants estiment que la nouvelle zone participe à la valorisation d'une partie du Brabant wallon qui suscitait peu d'intérêt jusque-là;

Considérant que des réclamants estiment que la construction de la future halte RER de Braine-l'Alliance et la création d'emplois dans cette zone devraient générer un flux de navetteurs;

Considérant que des réclamants estiment que le projet de plan permet, comme le souligne le Gouvernement wallon, de revoir le mode d'urbanisation peu économe du sol généralement observé en Brabant wallon pour induire un objectif de densification du territoire;

Considérant que des réclamants font observer que le projet de plan est totalement conforme aux objectifs de revitalisation économique de la Région et d'une meilleure densification autour des gares et respecte pleinement la politique de gestion parcimonieuse du sol menée par la Région;

Considérant que des réclamants estiment que le Gouvernement wallon n'a pas examiné sérieusement le dossier en ce qui concerne la zone d'activité économique mixte;

Considérant que le conseil communal de Braine-l'Alleud relaie la proposition du Gouvernement wallon de réviser le plan de secteur afin d'inscrire une zone d'activité économique mixte, et ce, dans la mesure où son objectif consiste à conforter Braine-l'Alleud notamment comme pôle d'emploi en élargissant l'offre foncière à vocation économique;

Considérant que le CWEDD remet un avis favorable sur l'inscription de la nouvelle zone au plan de secteur;

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription de la nouvelle zone au plan de secteur;

Considérant que la CRAT est défavorable à l'inscription de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.49 » sur le plan en raison de son niveau de détail qui dépasse le cadre d'une approche planologique;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon souligne en réponse à la CRAT que le plan de secteur peut comporter des prescriptions particulières qui peuvent porter sur la précision de l'affectation des zones et décide de maintenir les dispositions qu'il a adoptées en raison des conclusions de l'auteur d'étude; qu'il estime en conclusion que son approche reste de nature planologique;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme pour ces motifs l'inscription d'une zone d'activité économique mixte dans le quadrant sud-est ainsi que l'application dans la zone de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.49 » sur le plan;

Quadrant sud-ouest

Zone d'aménagement communal concerté

Réclamations et observations

Considérant que des réclamants manifestent leur incompréhension vis-à-vis de la modification de la destination d'une zone agricole qui possède un biotope exceptionnel et un intérêt paysager évident et de la perte d'un potentiel agricole exploitable d'environ 53 ha;

Considérant qu'un réclamant estime qu'il y a suffisamment de zones d'aménagement communal concerté à mettre en œuvre à Braine-l'Alleud pour admettre d'en créer une nouvelle qui diminuerait encore la superficie des zones agricoles et mettrait en péril une zone particulièrement riche au point de vue de la biodiversité; qu'il en veut pour preuve que le groupe Noctua (association pour l'étude et la protection de la chevêche d'Athéna et de son biotope) a développé depuis une vingtaine d'années des accords avec les propriétaires des pâtures pour y maintenir le biotope favorable à l'habitat et à la reproduction de la chouette chevêche;

Considérant qu'un réclamant s'oppose à la nouvelle zone pour les motifs suivants : l'urbanisation de bonnes terres agricoles, le bruit existant dans le sud qui est contraignant pour l'affectation à la résidence, la présence d'une zone éloignée de prévention de captage à l'ouest, la présence d'un point de vue remarquable vers elle et son relatif isolement;

Considérant qu'un réclamant souligne que la nouvelle zone pourrait mettre en péril la viabilité de son exploitation agricole d'autant qu'il a déjà été exproprié dans le cadre de la mise en œuvre de la zone d'immersion temporaire de la route de Piraumont (4,5 ha) et du futur arrêt RER (0,7 ha);

Considérant qu'un réclamant estime que l'inscription de la nouvelle zone au plan de secteur aura surtout comme effet de débloquer un verrou, celui d'une limite physique clairement identifiable, et d'ouvrir la voie à l'inscription de nouvelles zones destinées à l'urbanisation vers Ophain-Bois-Seigneur-Isaac alors que le schéma de structure communal prévoit le maintien de la zone agricole à cet endroit;

Considérant qu'un réclamant s'interroge sur le fait de savoir comment le rapport urbanistique et environnemental qui devra être adopté préalablement à la mise en œuvre de la nouvelle zone pourra s'inspirer des options d'aménagement et de développement durable contenues dans le schéma de structure communal de Braine-l'Alleud si la zone elle-même est déjà incompatible avec ce dernier;

Considérant que des réclamants estiment que le Gouvernement wallon n'a pas examiné sérieusement le dossier en ce qui concerne la zone d'aménagement communal concerté des Hayettes;

Considérant qu'un réclamant estime que la nouvelle zone nuirait à l'intérêt paysager du territoire situé entre Braine-l'Alleud et le village d'Ophain;

Considérant que des réclamants font observer que la nouvelle zone est très éloignée du centre de la commune de Braine-l'Alleud alors qu'il ressort d'un examen du plan de secteur qu'il existe encore des zones non destinées à l'urbanisation (à savoir des zones agricoles) dans le centre de la commune de Braine-l'Alleud;

Considérant que des réclamants estiment que les incidences non négligeables probables de l'avant-projet de plan relevées par l'auteur d'étude telles que l'augmentation importante du trafic sur les voiries existantes, l'augmentation du volume d'eaux usées rejetée, la diminution des infiltrations d'eaux dans le sol suite à l'augmentation de son imperméabilisation, la diminution des zones dédiées à l'activité agricole et la modification durable des paysages ont des effets négatifs directs sur la nouvelle zone;

Considérant qu'un réclamant pense que la mise en œuvre de la nouvelle zone impliquera l'aménagement d'infrastructures, le réaménagement de la voirie avec installation de ronds-points et bassins de rétention des eaux de pluie et entraînera très certainement des expropriations;

Considérant qu'un réclamant estime que l'auteur d'étude n'a pas pris en considération les effets directs de la nouvelle zone sur les infrastructures publiques, ce qui démontre à nouveau que le Gouvernement wallon n'a pas statué en pleine connaissance de cause;

Considérant qu'un réclamant estime que la motivation du Gouvernement wallon pour écarter l'alternative proposée par l'auteur d'étude d'assortir la nouvelle zone d'une prescription supplémentaire ayant pour objet de n'autoriser sa mise en œuvre qu'au terme de l'occupation des zones d'habitat situées au nord de la route de Piraumont n'est pas pertinente; qu'il reste en effet à l'autorité publique la possibilité d'avoir recours à l'expropriation pour éviter de dépendre de l'évolution des initiatives individuelles;

Considérant qu'un réclamant demande de n'urbaniser que le nord-est de la nouvelle zone, entre la route de Piraumont et le nord de la parcelle cadastrée n° 759, cette parcelle étant exclue de la zone (à titre de zone tampon entre la zone d'aménagement communal concerté et le hameau), de limiter la densité des logements à maximum 40 logements l'hectare, comme envisagé par l'étude d'incidences, et d'assortir la zone d'une prescription supplémentaire visant à n'autoriser la mise en œuvre de cette partie de zone qu'après l'occupation des zones d'habitat situées au nord de la route de Piraumont;

Considérant que le conseil communal de Braine-l'Alleud s'oppose radicalement à l'urbanisation de la zone car elle va à l'encontre de la matérialisation du territoire urbain jusqu'à la route de Piraumont et de la volonté de ne plus développer de nouveaux espaces à vocation résidentielle au-delà, option qui est d'ailleurs confirmée par le schéma de structure communal;

Considérant que le CWEDD remet un avis favorable sur l'inscription de la nouvelle zone d'aménagement communal concerté au plan de secteur pour autant qu'elle soit totalement compensée planologiquement;

Considérant que le CWEDD estime dès lors que la superficie de la nouvelle zone d'aménagement communal concerté devrait être limitée à superficie qui peut être compensée par la zone d'aménagement communal concerté de Lasne choisie comme compensation;

Considérant que la CRAT est défavorable à l'inscription de la nouvelle zone au plan de secteur et de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.48 » sur le plan et recommande d'inscrire une zone d'habitat;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que ni le diagnostic du schéma de structure communal, ni l'étude d'incidences que le Gouvernement wallon a fait réaliser sur l'avant-projet de plan n'ont identifié de patrimoine naturel remarquable dans le quadrant sud-ouest; que le biotope existant ne peut, en tout état de cause, être qualifié d'exceptionnel;

Considérant qu'il en est de même pour l'intérêt paysager des zones concernées; qu'aucun périmètre d'intérêt paysager ne figure de plus en surimpression de la zone agricole existante; qu'il n'existe également aucun point de vue remarquable au plan de secteur;

Considérant que le Gouvernement wallon a déjà répondu sur les raisons qui le conduisent à proposer d'inscrire une nouvelle zone d'aménagement communal concerté à proximité de la future halte RER de Braine-l'Alliance; qu'il n'existe en effet pas de zones mieux localisées sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud pour implanter les besoins qu'il souhaite rencontrer;

Considérant que ni le CWEDD, ni la CRAT n'émettent des réserves sur la qualité de l'étude d'incidences;

Considérant que les effets de la nouvelle zone sur l'environnement cités par les réclamants ont bien été analysés par l'auteur d'étude qui a estimé qu'ils pouvaient être évités, réduits ou compensés par plusieurs mesures;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne que tous les effets de la nouvelle zone d'aménagement communal concerté sur l'environnement soulevés dans les réclamations ont été analysés par l'auteur d'étude qui n'a relevé aucune incidence non négligeable probable justifiant de renoncer à la modification de la zone agricole existante en zone d'aménagement communal concerté et a dès lors confirmé l'affectation projetée;

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte des inquiétudes du réclamant quant à la mise en péril de la viabilité de son exploitation agricole et rappelle que l'auteur d'étude a estimé que l'avant-projet de plan aurait des incidences sur onze exploitations agricoles;

Considérant que le Gouvernement wallon relève que l'exploitation du réclamant est répertoriée par le n° 6 dans l'étude d'incidences et appartient aux exploitations d'une taille supérieure à 80 ha pour lesquelles les incidences de l'avant-projet de plan sur l'activité agricole sont marginales;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne enfin que l'auteur d'étude recommande de déterminer l'affectation de la nouvelle zone d'aménagement communal concerté lorsque les comportements en matière de mobilité auront évolué; que ceci permet d'une part à l'exploitant de continuer à cultiver les terrains concernés et lui laisse d'autre part un délai raisonnable pour rechercher de nouvelles terres s'il le juge utile ou envisager une éventuelle reconversion;

Considérant que, le Gouvernement wallon estime cependant que les conclusions de l'étude d'incidences ne remettent pas en cause son appréciation de la balance des intérêts entre le développement de l'agriculture wallonne et la promotion de l'usage du RER aux alentours de la future halte RER de Braine-l'Alliance et lui permettent de confirmer l'option qu'il a prise de favoriser l'implantation d'activités génératrices de flux ferroviaires sur des superficies limitées aux besoins du territoire de référence;

Considérant que si les autorités communales ont conçu de matérialiser la limite du développement admissible du territoire urbain par la route de Piraumont dans le schéma de structure communal, il convient de relever que cette voirie ne se confond pas avec le périmètre de l'aire paysagère qui couvre l'agglomération de Braine-l'Alleud selon l'atlas des paysages de Wallonie alors que les nouvelles zones centrées sur la future halte RER de Braine-l'Alliance et situées tant au nord qu'au sud de la route de Piraumont s'inscrivent quant à elles dans le périmètre de l'aire paysagère contiguë dite « campagne périurbaine de Nivelles »; que l'option du Gouvernement wallon est dès lors cohérente sur le plan paysager;

Considérant que le Gouvernement wallon estime en réponse à l'observation d'un réclamant sur les motivations qui l'ont amené à ne pas retenir la proposition de l'auteur d'étude d'assortir la nouvelle zone d'aménagement communal concerté d'une prescription supplémentaire qui n'autoriserait sa mise en œuvre qu'au terme de l'occupation des nouvelles zones d'habitat qu'il n'entend pas exposer les autorités publiques à devoir indemniser des propriétaires qui ne voudraient pas valoriser leurs biens ou, pire, en organiseraient la rétention, pour mettre en œuvre les projets qu'elles jugent utiles pour la collectivité;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle qu'il partage l'analyse de l'auteur d'étude sur l'ordre de priorité de mise en œuvre des nouvelles zones et que réserver aux autorités publiques la décision de mettre en œuvre le quadrant sud-ouest constitue une garantie suffisante au regard des compétences qui leur sont reconnues en matière d'aménagement du territoire, dont elles sont les gestionnaires et les garants;

Considérant que le Gouvernement wallon ne retient pas la proposition de la CRAT d'inscrire le quadrant sud-ouest en zone d'habitat en raison des conclusions de l'étude d'incidences; que si l'affectation des terrains concernés à la résidence constitue, selon l'auteur d'étude, la meilleure réponse aux objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon, il convient de souligner qu'il avance plusieurs arguments qui pourraient amener à nuancer cette conclusion et recommande de prendre le temps avant de la valider;

Considérant que seule la zone d'aménagement communal concerté permet à la fois aux autorités publiques de décider du moment de mettre en œuvre la zone et de déterminer alors l'affectation la plus adéquate pour les terrains concernés; qu'il est dès lors plus approprié de retenir cette option;

Considérant que le Gouvernement wallon n'entend pas en revanche revenir sur le seuil de la densité des logements qu'il souhaite voir respecter dans les zones qui seront aménagées autour de la future halte RER de Braine-l'Alliance et dont l'auteur d'étude a validé la pertinence; que l'objectif de densification des noyaux urbains qu'il poursuit doit être maintenu dans l'hypothèse où les autorités publiques décideraient d'affecter tout ou partie de la zone d'aménagement communal concerté à la résidence;

Considérant qu'il se révèle néanmoins peu opportun, au vu des réclamations et observations, d'imposer l'objectif susvisé au hameau des Hayettes dont la structure pourrait être profondément affectée si la densité des logements retenue lui était appliquée; que le Gouvernement wallon décide en conséquence de l'exclure du périmètre de la nouvelle zone d'aménagement communal concerté ainsi qu'une zone non bâtie attenante au nord de manière à lui assurer un dégagement suffisant;

Considérant que la nouvelle zone d'aménagement communal concerté ainsi configurée a une superficie de 23,60 ha;

Considérant que le Gouvernement wallon décide pour ces motifs d'inscrire une zone d'aménagement communal concerté reconfigurée dans le quadrant sud-ouest ainsi que d'appliquer dans la zone la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.48 » sur le plan;

Considérant que le Gouvernement wallon précise, en réponse à l'observation du CWEDD, que la compensation de l'inscription des nouvelles zones d'aménagement communal concerté n'est pas visée par l'article 46, § 1^{er}, 2^e alinéa, 3^e, du CWATUPE; qu'il n'y a dès lors pas lieu de compenser l'inscription de cette dernière au plan de secteur;

Quadrant nord-ouest

Zone d'habitat (située à l'ouest du RER), zone de parc et zone d'habitat (située au nord de la zone de parc)

Réclamations et observations

Considérant qu'un réclamant estime que la création d'un nouveau quartier remet en cause les conventions passées en 2009 avec les riverains; qu'en effet, il a été admis dans le plan communal de mobilité qu'il n'était pas question de modifier quoi que ce soit dans cette zone;

Considérant que des réclamants s'opposent au fait que le projet de plan permette d'urbaniser au-delà de ce qui avait été convenu avec les autorités communales, et transcrit dans le plan communal d'aménagement dit du « Paradis » qu'elles ont adopté définitivement en vue de permettre la construction d'une piscine et de ses parkings;

Considérant qu'un réclamant fait observer qu'il a pris la décision de racheter l'autre partie de son habitation en tenant compte des décisions prises à l'époque concernant le projet de plan communal d'aménagement, pour rester dans un environnement au paysage si agréable et si rare dans sa commune;

Considérant qu'un réclamant fait observer que des habitants du quartier des Bouvreuils ont choisi d'y habiter et d'y investir en raison du fait qu'il était attenant à une zone agricole et garantissait la continuité de l'aspect « zone verte tranquille »;

Considérant qu'un réclamant signale que s'il effectue tous les jours cinquante kilomètres dans les embouteillages pour aller travailler, c'est dans le but d'avoir une meilleure qualité de vie dans un environnement champêtre avec tous les frais que cela comporte et non pour avoir l'impression d'être dans un centre ville avec une circulation complètement engorgée;

Considérant que des réclamants font part de soucis qui portent sur la congestion des voiries du quartier des Bouvreuils et expriment une grande inquiétude quant à l'aggravation de celle-ci suite à l'implantation de nouvelles habitations;

Considérant que des réclamants demandent en quoi la destruction d'une « zone verte » et l'urbanisation de cette dernière, accompagnée de nuisances sonores, d'une augmentation du trafic routier, déjà trop dense, et de dépenses accrues pour la collectivité, vont améliorer leur bien-être; qu'elles vont plutôt détériorer leur cadre de vie;

Considérant que le schéma de structure communal ne prévoit pas l'urbanisation de cette zone;

Considérant qu'un réclamant estime que « la relative urgence des besoins à satisfaire » avancée par le Gouvernement wallon pour ne plus imposer l'élaboration d'un rapport urbanistique et environnemental préalablement à la mise en œuvre de la nouvelle zone n'est pas crédible compte tenu des réserves de terrains existantes sur le territoire communal;

Considérant qu'un réclamant demande qu'un rapport urbanistique et environnemental soit imposé afin de pouvoir contrôler les gabarits des futures constructions;

Considérant que le conseil communal de Braine-l'Alleud affirme sa volonté de voir aboutir la révision du plan de secteur de Nivelles en ce qui concerne la zone nord-ouest pour les raisons suivantes :

- la mise en valeur de la nouvelle piscine prévue dans la zone d'habitat,
- la possibilité de conforter le réseau écologique de la vallée du Hain par un mode de gestion adéquat des espaces naturels présents sur le site et la création de plusieurs plans d'eau,
- la fonction de la zone d'immersion temporaire, actuellement en chantier, qui limitera les inondations dans la partie aval de la vallée du Hain;

Considérant que le CWEDD remet un avis favorable sur l'inscription au plan de secteur des deux zones d'habitat et de la zone de parc;

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription au plan de secteur de la zone d'habitat situé au nord de la zone de parc;

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription au plan de secteur de la zone d'habitat située à l'ouest du RER;

Considérant que la CRAT est défavorable à l'inscription de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.48 » sur le plan en raison de son niveau de détail qui dépasse le cadre d'une approche planologique;

Considérant que la CRAT estime en outre que l'obligation d'atteindre une densité des logements de minimum 80 logements à l'hectare est démesurée, va à l'encontre des options du schéma de structure communal et ne permettra pas d'atteindre une certaine mixité de logements;

Considérant que la CRAT estime qu'il appartient à la commune de gérer les lignes directrices de l'organisation physique de la zone, notamment en fonction des contraintes environnementales locales, ainsi que les options d'aménagement;

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription de la zone de parc au plan de secteur;

Considérant que la CRAT estime que cette nouvelle zone est justifiée au vu des besoins en espace vert à Braine-l'Alleud;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que l'auteur d'étude a justifié d'une part l'inscription au plan de secteur d'une zone d'habitat dans le quadrant nord-ouest, de manière à disposer de plus de souplesse pour l'urbanisation de ces terrains en termes de programmation et d'aménagement, et d'autre part le fait de ne pas imposer l'élaboration d'un rapport urbanistique et environnemental préalable à sa mise en œuvre afin qu'ils puissent être occupés sans attendre, vu la relative urgence des besoins à satisfaire;

Considérant que l'aménagement d'un pôle récréatif est débattu depuis plus de dix ans au niveau local, qu'il a été fixé dans un plan d'aménagement adopté par le conseil communal et figure comme mesure d'aménagement au schéma de structure communal; que les inquiétudes des riverains sont essentiellement provoquées par la crainte de voir se développer un autre type de programme dans leur environnement;

Considérant que le conseil communal de Braine-l'Alleud confirme une fois encore dans son avis l'actualité de son projet d'implanter une nouvelle piscine sur une partie de la nouvelle zone; que le besoin est bien réel depuis la fermeture du bassin de natation « Le Neptune » le 19 février 2007; qu'il a procédé à l'acquisition des terrains nécessaires et qu'il n'y a en conclusion pas lieu de douter que ce projet, dont les riverains avaient admis le principe à l'issue de l'enquête publique relative au projet de plan communal d'aménagement approuvé dans ce dessein par les autorités communales, soit fondamentalement remis en cause;

Considérant que la concrétisation de ce projet communal, qui figure dans la déclaration de politique générale 2012-2018, est incontestablement devenue pressante; que c'est pour cette raison que l'auteur d'étude propose de ne pas imposer l'élaboration d'un rapport urbanistique et environnemental préalablement à la mise en œuvre de la nouvelle zone d'habitat;

Considérant que l'absence d'orientations sur l'organisation physique d'un territoire ainsi que d'options d'aménagement et de développement durable ne décharge pas les autorités communales d'apprécier chacune des demandes de permis d'urbanisme qui seront déposées dans le périmètre de la nouvelle zone d'habitat en fonction de leur conception de l'aménagement de leur territoire dont elles sont également garantes; que c'est également pour ce motif que le Gouvernement wallon a décidé de ne pas imposer l'élaboration d'un rapport urbanistique et environnemental qui viserait entre autre le gabarit des constructions;

Considérant que le Gouvernement wallon signale de plus qu'une grande partie des terrains du périmètre concerné appartient à la commune de Braine-l'Alleud, ce qui permettra une meilleure maîtrise du foncier;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne que le projet de plan confirme une option d'aménagement largement consensuelle qui avait pour objet d'établir une zone d'isolement vis-à-vis des habitations existantes et renforce même leur degré de protection puisque le choix d'y inscrire une zone de parc imposera d'ordonner l'espace vert dans un souci d'esthétique paysagère;

Considérant que les logements qui pourraient être projetés dans la nouvelle zone seront localisés dans l'espace qui subsistera entre la ligne de chemin de fer et la limite est des terrains où sera implantée la piscine; que dans cette configuration ils ne se situeront pas dans l'axe des façades arrière des habitations implantées avenue des Bouvreuils et seront donc peu perceptibles pour leurs habitants;

Considérant que l'auteur d'étude a évalué les mouvements générés par la zone de services publics et d'équipements communautaires projetée à l'avant-projet de plan en faisant l'hypothèse qu'une piscine de taille olympique y serait implantée; qu'il a estimé le nombre de baigneurs pour un jour ouvrable à 1 500, auxquels il a rajouté les déplacements générés par le personnel de la piscine et en a conclu que ces flux étaient à ce point négligeables qu'il n'était pas justifié de les prendre en considération;

Considérant que l'auteur d'étude a évalué les mouvements générés par la zone de parc et en a conclu qu'ils seraient négligeables durant les heures les plus critiques pour le réseau routier, c'est-à-dire aux heures de pointe du matin et du soir;

Considérant que l'auteur d'étude a lui-même justifié l'inscription d'une zone d'habitat au plan de secteur, dans le quadrant nord-ouest, par le fait que les effets de cette option sur la mobilité peuvent être considérés comme négligeables;

Considérant que le réseau structurant défini par le plan communal de mobilité permet en outre d'accéder au pôle « détente et nature » sans devoir transiter par les voiries locales (fiche action 2.10); que les logements qui devraient être construits à l'est de ce dernier bénéficieront des mêmes conditions d'accessibilité puisqu'ils sont localisés à front de la route de Piraumont; que les effets de l'automobile sur les quartiers d'habitations situés au nord seront dès lors vraisemblablement limités à la circulation locale;

Considérant que la voirie projetée à l'est de la ligne de chemin de fer aura également pour conséquence d'éviter les effets négatifs du trafic automobile sur les rues du Saussois, des Vignobles et Longue dus à la localisation des voiries qui permettent de traverser la ligne de chemin de fer selon les conclusions de l'étude d'incidences relative au plan communal d'aménagement modificatif du plan communal d'aménagement n° 1 dit « Paradis de la Santé »; que cette voirie est aujourd'hui réalisée;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne que la prescription supplémentaire qu'il impose porte sur la densité des logements et que ce type de prescription ne relève ni de l'organisation physique de la zone, ni d'une option d'aménagement; qu'il ne peut rejoindre la CRAT sur ce point;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle en effet que la densité est un objectif qu'il poursuit en tant que tel et dont il n'entend pas s'écarter; qu'il a décidé de maintenir la densité des logements qu'il avait fixée dès l'adoption de l'avant-projet de plan en raison des conclusions de l'auteur d'étude; qu'il estime en conclusion que son approche reste de nature planologique;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme pour ces motifs l'inscription au plan de secteur d'une zone d'habitat dans le quadrant nord-ouest, à l'ouest de la ligne de chemin de fer, ainsi que l'application dans la zone de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.48 » sur le plan, d'une zone de parc et d'une zone d'habitat (au nord de la zone de parc);

Le long de la ligne de chemin de fer et du R0

Zone d'espaces verts :

Réclamations et observations

Considérant que le CWEDD remet un avis favorable sur l'inscription de la zone d'espaces verts au plan de secteur;

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription d'une zone d'espaces verts au plan de secteur, au sud de la rue de Piraumont, le long de la zone d'activité économique mixte;

Considérant que la CRAT est défavorable à l'inscription d'une zone d'espaces verts au plan de secteur, au nord de la rue de Piraumont, le long de la zone d'habitat; qu'il serait plus opportun d'affecter cet espace à de la zone d'habitat afin de permettre la construction d'éventuels aménagements urbains liés à l'infrastructure ferroviaire;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon souligne qu'il a décidé en adoptant provisoirement le projet de plan de ne plus maintenir la zone d'espaces verts qu'il projetait d'inscrire au nord de la route de Piraumont, le long de la ligne de chemin de fer, dès lors que le rapport urbanistique et environnemental exprime des options d'aménagement et de développement durable pour la partie de zone d'espaces verts inscrite à l'avant-projet de plan concernée;

Considérant que cette décision est sans conséquences pour le développement de l'infrastructure ferroviaire, qui reste implantée sur un talus affecté en zone d'espaces verts, ni pour les équipements annexes à la halte de Braine-l'Alliance, que le rapport urbanistique et environnemental prend déjà en compte;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme pour ces motifs l'inscription d'une zone d'espaces verts au plan de secteur, à l'ouest et au sud de la nouvelle zone d'activité économique mixte;

Tracé et périmètre de réservation de la voirie en projet entre la chaussée d'Ophain et la chaussée de Tubize ainsi que du tracé de la voirie existante entre la ligne de chemin de fer n° 124 et l'intersection avec la chaussée d'Ophain

Réclamations et observations

Considérant que le conseil communal de Braine-l'Alleud estime que la relégation de la route de Piraumont en voirie locale va à l'encontre de la perspective d'un barreau ouest, prévu dans le plan communal de mobilité, qui ouvrirait la possibilité de désenclaver la frange ouest du centre-ville et permettrait un accès aisé au pôle hospitalier qui est amené à se développer;

Considérant que le conseil communal de Braine-l'Alleud estime en outre que la route de Piraumont est une continuité logique vers la voirie de liaison prévue entre la RN27 et la N5; voirie qu'il estime indispensable compte tenu de la mise en valeur du site de la bataille de Waterloo;

Considérant que le CWEDD remet un avis favorable sur la suppression au plan de secteur des tracés et des périmètres de réservation telle que proposée;

Considérant que la CRAT est favorable à la suppression au plan de secteur du tracé et du périmètre de réservation de la voirie en projet entre la chaussée d'Ophain et la chaussée de Tubize ainsi que du tracé de la voirie existante entre la ligne de chemin de fer n° 124 et l'intersection avec la chaussée d'Ophain;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon précise que l'avis défavorable du conseil communal de Braine-l'Alleud porte uniquement sur la suppression au plan de secteur du tracé de la voirie existante entre la ligne de chemin de fer n° 124 et l'intersection avec la chaussée d'Ophain;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle qu'il projette de supprimer une composante du réseau des principales infrastructures de communication figurant au plan de secteur de Nivelles;

Considérant que l'inscription du tracé d'une infrastructure de communication routière au plan de secteur vise à rencontrer les besoins de mobilité de la collectivité; que le Gouvernement wallon a estimé qu'il ne convenait pas de maintenir à l'échelle du plan de secteur l'option d'un « contournement » sud de l'agglomération de Braine-l'Alleud qui serait en contradiction avec son objectif de maîtriser la mobilité routière et pour lequel il existe déjà une alternative via le R0 et la E19, pour lui préférer une autre forme de réponse liée à la complémentarité entre le R0 et la N27 et la ligne de chemin de fer n° 124, à proximité de la future halte RER de Braine-l'Alliance;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne que l'option qu'il retient au plan de secteur pour rencontrer les besoins de mobilité de la collectivité ne remet pas en cause celles que les autorités communales ont approuvées à l'échelle du territoire communal et n'a aucune conséquence sur les procédures auxquelles seront soumises sa demande de permis d'urbanisme;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme pour ces motifs la suppression au plan de secteur du tracé de la voirie existante entre la ligne de chemin de fer n° 124 et l'intersection avec la chaussée d'Ophain, conformément à l'avis du CWEDD et de la CRAT;

Considérant que la seule conséquence de cette décision réside dans le fait qu'il revient alors au Gouvernement wallon de délivrer les éventuels permis d'urbanisme et non aux délégués visés à l'article 272, § 1^{er}, du CWATUPE;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme également la suppression au plan de secteur du tracé et du périmètre de réservation de la voirie en projet entre la chaussée d'Ophain et la chaussée de Tubize;

Compensations

Compensation planologique

Réclamations et observations

Considérant que des réclamants estiment que la décision de modifier la destination de la zone d'aménagement communal concerté située à Plancenot en zone non destinée à l'urbanisation (zone agricole) aurait dû faire l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que des réclamants contestent l'opportunité et la légalité de la compensation planologique proposée par le Gouvernement wallon;

Considérant que des réclamants s'interrogent sur le choix de la zone retenue par le Gouvernement wallon alors que la commune de Braine-l'Alleud sera la principale, sinon la seule, commune à bénéficier économiquement de la future halte RER et des retombées économiques autour de celle-ci et qu'il existe des zones destinées à l'urbanisation de superficie équivalente sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud qui pourraient être modifiées en zones non destinées à l'urbanisation, ce que l'auteur d'étude confirme;

Considérant que des réclamants estiment qu'il n'apparaît pas judicieux de proposer une compensation planologique à proximité de la future halte RER de Braine-l'Alliance compte tenu de la forte pression foncière que connaît actuellement le Brabant wallon; qu'une telle compensation devrait être proposée en dehors du Brabant wallon;

Considérant que des réclamants font observer que la modification de la zone d'aménagement communal concerté en zone agricole aura pour effet d'accroître la pression foncière sur les autres zones d'aménagement communal concerté situées sur le territoire de la commune de Lasne;

Considérant qu'un réclamant pense que le fait de modifier la zone d'aménagement communal concerté en zone agricole supprime à terme toute possibilité d'urbaniser la zone, y compris le long de la N5 dont le potentiel d'urbanisation ne peut être valorisé en ayant recours aux mécanismes dérogatoires prévus aux articles 111 et 112 du CWATUPE;

Considérant que des réclamants estiment qu'il n'y a aucune justification rationnelle à modifier la destination des parties de la zone d'aménagement communal concerté dans lesquelles sont implantées des activités qui ne relèvent pas de l'agriculture;

Considérant qu'un réclamant estime que la modification de la zone d'aménagement communal concerté en zone agricole va à l'encontre de son évolution actuelle, qui se caractérise par le développement d'activités économiques, et priverait la collectivité d'un potentiel urbanisable qui pourrait s'avérer utile de conserver pour rencontrer d'autres besoins dans le futur tels que ceux qui seraient liés au projet de valorisation du site de la bataille de Waterloo;

Considérant que des réclamants estiment que la destination retenue par le Gouvernement wallon aura un effet négatif sur les activités qu'ils exercent dans la zone (complexe de bureaux, commerces et logements) en raison du fait qu'elles ne pourront plus se développer avec suffisamment de souplesse;

Considérant qu'un réclamant fait observer que la modification en zone agricole de la zone d'aménagement communal concerté de Plancenoit n'empêchera vraisemblablement pas la constitution d'un front bâti sur ses côtés ouest, nord et est en raison des dérogations au plan de secteur que l'article 111 du CWATUPE permet d'autoriser;

Considérant que des réclamants estiment que la compensation planologique proposée par le Gouvernement wallon n'est pas justifiée dès lors qu'elle présente d'excellentes caractéristiques pour être urbanisée (superficie importante d'un seul tenant, peu de déclivité, proximité directe des axes de communication, accessibilité aisée vers les services et commerces, facilité d'équipement de la zone, absence d'effets particuliers sur le paysage, limites de son urbanisation clairement définies par la N5 et la zone déjà urbanisée à l'arrière, etc.);

Considérant qu'un réclamant énumère les caractéristiques topographiques et paysagères de la zone d'aménagement communal concerté, de son voisinage et des équipements existants qui permettraient de justifier l'intérêt de la mettre en œuvre à destination de la résidence;

Considérant qu'un réclamant souligne que la zone d'aménagement communal concerté ne présente pas d'intérêt particulier sur le plan paysager mais bénéficie en revanche de vues sur des zones de grand intérêt paysager, ce qui donne un intérêt indéniable à son urbanisation;

Considérant que des réclamants relèvent que le Gouvernement wallon n'a pas tenu compte du fait que la zone qu'il a retenue n'est pas occupée de manière uniforme et demandent dès lors d'affiner le choix des nouvelles destinations; qu'il serait en particulier incohérent de destiner à l'activité agricole les terrains non bâtis situés à front de l'avenue du Trianon;

Considérant que des réclamants estiment que l'étude d'incidences ne permet pas de s'assurer que des alternatives éventuelles ont bien été analysées alors qu'il existe par exemple sur le territoire des communes de Braine-l'Alleud et de Lasne des zones d'aménagement communal concerté dont la mise en œuvre est a priori notoirement plus aléatoire et incertaine que celle de Plancenoit;

Considérant que des réclamants estiment qu'on ne peut admettre que le choix du Gouvernement wallon tient compte de l'impact des nouvelles zones destinées à l'urbanisation sur le voisinage en raison de l'éloignement de la zone retenue par rapport à ces dernières; qu'il ne respecte dès lors pas l'article 46, § 1^{er}, 2^e alinéa, 3^o, du CWATUPE;

Considérant qu'un réclamant estime que la modification de la zone d'aménagement communal concerté en zone non destinée à l'urbanisation ne constitue en réalité pas une véritable compensation dès lors que la commune de Lasne aurait déjà fait savoir qu'elle ne comptait pas l'urbaniser;

Considérant que des réclamants estiment que les motifs avancés par le Gouvernement wallon pour justifier le choix de la zone d'aménagement communal concerté de Plancenoit sont soit erronés, soit non pertinents;

Considérant que des réclamants estiment que le fait que le conseil communal de Lasne ait décidé en 2000 de geler la mise en œuvre des zones d'aménagement communal concerté situées sur le territoire communal dans le cadre de l'élaboration du schéma de structure communal n'est pas un élément déterminant pour justifier le choix de la zone retenue dès lors que l'option qui visait à préserver une population stable leur paraît difficile à maintenir aujourd'hui compte tenu des perspectives démographiques que les études les plus récentes confirment;

Considérant que des réclamants relèvent en outre que le schéma de structure communal de Lasne donne la priorité à la mise en œuvre de la zone retenue par le Gouvernement wallon sur d'autres zones d'aménagement communal concerté, situées en particulier dans le même village; qu'il apparaît que le choix du Gouvernement wallon aura pour effet de conserver sur le territoire de la commune de Lasne, et en particulier à Plancenoit, des zones dont la mise en œuvre a été jugée moins pertinente en termes de développement du territoire communal;

Considérant qu'un réclamant trouve inexact de soutenir que la modification de la zone d'aménagement communal concerté en zone non destinée à l'urbanisation n'a pas d'effet négatif sur l'environnement puisqu'elle entraînera à terme la mise en œuvre de zones d'aménagement communal concerté qui présentent des caractéristiques moins intéressantes en termes de développement durable;

Considérant qu'un réclamant conteste l'analyse de l'auteur d'étude sur le caractère « excentré » de la localisation de la zone d'aménagement communal concerté en faisant valoir d'une part qu'elle est proche du centre de l'agglomération de Plancenoit et d'autre part qu'elle est idéalement située dans la zone sur laquelle la voirie qui sera inéluctablement construite entre la N5 et la N27 (et le R0), et que le Gouvernement wallon impose au titre de compensation alternative, devrait exercer son attractivité selon l'auteur d'étude;

Considérant qu'un réclamant s'oppose à l'urbanisation de la zone d'aménagement communal concerté de Plancenoit au vu de son éloignement par rapport au centre du village, de la proximité de la N5 et de ses nuisances sonores, du caractère ingrat de son relief et de sa situation le long d'un axe touristique lié à la bataille de Waterloo;

Considérant que des réclamants estiment que la zone retenue par le Gouvernement wallon est la zone du territoire de la commune de Lasne qui est la mieux située pour accéder à la future halte RER de Braine-l'Alliance, y compris pour les modes doux, et que sa mise en œuvre offrirait dès lors une excellente opportunité de constituer un nouveau potentiel d'utilisateurs du chemin de fer;

Considérant qu'un réclamant conteste l'analyse de l'auteur d'étude selon laquelle la majorité des terrains situés dans le périmètre de la zone retenue par le Gouvernement wallon serait éloigné de toute voirie équipée;

Considérant que des réclamants contestent le fait que la zone retenue par le Gouvernement wallon soit jugée trop proche de la N5 pour y développer de l'habitat; qu'en effet cet argument ne peut être appliqué indistinctement à l'ensemble de la zone, où se trouvent des terrains quasi enclavés dans des zones déjà habitées, et semble ignorer les conditions auxquelles seront par ailleurs exposées les nouvelles zones d'aménagement communal concerté et d'activité économique mixte projetées près de la future halte RER de Braine-l'Alliance, à proximité immédiate de voiries connaissant une affluence semblable à celle que l'on peut observer sur la N5, à savoir le ring 0, la N27 et la route de Piraimont;

Considérant qu'un réclamant s'étonne du fait que l'auteur d'étude n'a pas porté les effets positifs de la nouvelle voirie de liaison entre la RN27 (et le R0) et la RN5 sur la mobilité et l'environnement sonore des parties nord et centrale de la zone au crédit d'une possible urbanisation de celle-ci;

Considérant que des réclamants ne comprennent pas pourquoi l'argument relatif à la saturation de la capacité de la station d'épuration de Plancenoit a été retenu par le Gouvernement wallon pour justifier son choix alors qu'il pourrait être appliqué à n'importe quelle zone que l'on envisagerait aujourd'hui de mettre en œuvre et dont les eaux devraient être épurées par ladite station;

Considérant qu'un réclamant souligne que trois autres zones d'aménagement communal concerté situées dans la commune de Lasne auraient pu être retenues avant celle de Plancenoit au regard de l'importance des difficultés que présenterait la gestion de leurs eaux usées;

Considérant qu'un réclamant fait observer que l'argument relatif à la qualité agronomique des terres situées dans le périmètre de la zone d'aménagement communal concerté n'est pas un critère permettant de la retenir de préférence à toute autre zone non encore urbanisée qui présente la même qualité;

Considérant que des réclamants relèvent que les terres situées près de la future halte RER de Braine-l'Alliance sont de meilleure qualité sur le plan agronomique que celles qui sont situées dans le périmètre de la zone d'aménagement communal concerté située sur le territoire de la commune de Lasne pour conclure que la compensation proposée par le Gouvernement wallon n'est pas équilibrée sur ce point;

Considérant qu'un réclamant estime que le fait que la zone retenue par le Gouvernement wallon présente une grande superficie exploitable sur le plan agricole ne suffit pas à considérer qu'il s'agirait de la seule zone envisageable;

Considérant qu'un réclamant estime que l'appréciation que porte le Gouvernement wallon sur l'aptitude à la culture des sols situés dans le périmètre de la zone d'aménagement communal concerté est erronée et en déduit que la justification qu'il avance pour proposer de la destiner à l'agriculture n'est pas fondée;

Considérant qu'un réclamant signale que le taux d'emprise au sol prévu dans le règlement communal d'urbanisme de Lasne n'est pas applicable aux zones d'aménagement communal concerté, ce qui laisse un pouvoir d'appréciation à l'avenir sur la densité qui devrait être admise dans la zone lorsqu'elle sera couverte par un rapport urbanistique et environnemental;

Considérant que la commission consultative d'aménagement du territoire et de mobilité de Lasne propose de ne pas modifier l'entièreté de la zone d'aménagement communal concerté en zone agricole afin de permettre le développement urbanistique en bordure de la chaussée de Charleroi;

Considérant que la commission consultative d'aménagement du territoire et de mobilité de Lasne propose la désaffectation des zones d'aménagement communal concerté située au nord, au centre et au sud de Plancenoit afin de compenser la réduction de surface agricole car celles-ci présentent un intérêt paysager non négligeable ainsi qu'une urbanisation difficile du fait du relief naturel du sol et de la difficulté d'accès;

Considérant que le conseil communal de Lasne estime inéquitable et, partant, inacceptable que les propriétaires lasnois soient lésés au profit de ceux de Braine-l'Alleud et invite le Gouvernement wallon à trouver la compensation planologique sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;

Considérant que le conseil communal de Lasne estime que la mise en œuvre du projet de plan serait contraire à un bon aménagement du territoire et dès lors préjudiciable à la commune;

Considérant que le conseil communal de Lasne estime que la zone d'aménagement communal concerté dispose d'un potentiel urbanistique important, surtout en regard du futur développement autour de la halte RER de Braine l'Alliance, et qu'il serait pertinent de ne pas l'affecter en zone agricole;

Considérant que le conseil communal de Lasne propose à titre subsidiaire, et uniquement si la compensation ne peut être trouvée à Braine-l'Alleud en tout ou en partie, de ne modifier qu'une partie de la zone d'aménagement communal concerté en zone agricole, soit une superficie approximative de 15,5 ha, et de la maintenir dans tous les cas le long de la chaussée de Charleroi sur une profondeur d'environ 100 m ainsi qu'au nord et au nord-est de l'avenue du Trianon; toute autre disposition étant préjudiciable au développement de la commune de Lasne;

Considérant que le CWEDD remet un avis favorable sur l'inscription de la zone au plan de secteur comme compensation planologique;

Considérant que la DGO4 du Service public de Wallonie estime que la modification de la zone d'aménagement communal concerté en zone agricole n'est pas de nature à nuire au projet d'extension de périmètre protégé du site du champ de bataille de Waterloo;

Considérant que la CRAT prend acte de l'inscription d'une zone agricole au plan de secteur, sur le territoire de la commune de Lasne, au titre de compensation planologique;

Considérant que la CRAT s'interroge sur le choix de la zone retenue par le Gouvernement wallon alors que subsiste sur le territoire de la commune de Lasne d'autres zones d'aménagement communal concerté de priorités inférieures;

Considérant que la CRAT estime que la zone retenue par le Gouvernement wallon est particulièrement bien localisée pour raccorder l'ouest du territoire de la commune de Lasne à la future halte RER de Braine-l'Alliance dans l'optique de la construction de la nouvelle voirie de liaison entre la N27 (et le R0) et la N5;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon précise que la compensation de l'inscription des nouvelles zones d'aménagement communal concerté au plan de secteur n'est pas visée par l'article 46, § 1^{er}, 2^e alinéa, 3^e, du CWATUPE et qu'il s'est dès lors concentré sur la compensation des nouvelles zones destinées à l'urbanisation qu'il projette d'inscrire au plan de secteur de Nivelles;

Considérant que le Gouvernement wallon a justifié le choix de la zone qu'il a retenue par les motivations suivantes :

- zone destinée à l'urbanisation mal localisée au regard de l'objectif de structurer le territoire en s'appuyant sur des pôles existants (SDER);
- option du schéma de structure communal de Lasne de maintenir la population à 13 500 habitants, ce qui entraîne un faible besoin en nouveaux logements;
- ordre de priorité de mise en œuvre de la zone au schéma de structure communal;
- intérêt paysager de la zone;

- avantage de préserver ses futurs occupants des nuisances sonores de la N5;
- avantage de constituer une transition végétale intéressante entre les noyaux bâtis;

Considérant que la révision du plan de secteur décidée par le Gouvernement wallon vise l'inscription de zones dont l'impact, les enjeux et les incidences sont de niveau régional puisqu'elles poursuivent l'objectif d'accompagner le développement du RER qui est un projet majeur en terme de gestion de la mobilité dans la province du Brabant wallon; que la compensation des nouvelles zones qu'il destine à l'urbanisation (la zone d'habitat projetée dans le quadrant nord-ouest et la zone d'activité économique mixte projetée dans le quadrant sud-est) peut être organisée à l'échelle du plan de secteur et ne doit pas nécessairement être limitée au territoire de la commune de Braine-l'Alleud;

Considérant que l'article 46, § 1^{er}, 2^e alinéa, 3^o, du CWATUPE fixe deux conditions pour le choix des compensations (respecter le principe de proportionnalité et tenir compte, notamment, de l'impact de la nouvelle zone destinée à l'urbanisation sur le voisinage) mais ne fixe pas de méthode pour le choix des compensations;

Considérant que le non-respect du principe de « proximité » de la compensation avancé par certains des réclamants pour critiquer le choix du Gouvernement wallon n'existe pas en ces termes dans le CWATUPE; que l'article 46, § 1^{er}, 2^e alinéa, 3^o, du CWATUPE stipule que « la compensation doit tenir compte, notamment, de l'impact de la nouvelle zone destinée à l'urbanisation sur le voisinage »; que cela signifie que si le choix de la compensation ne peut en effet ignorer l'impact du nouveau « potentiel » d'urbanisation sur le voisinage on ne peut en déduire qu'elle est exclusivement destinée à compenser ce dernier ni qu'elle doit nécessairement être située à proximité de la nouvelle zone destinée à l'urbanisation;

Considérant que le Gouvernement wallon a entrepris à travers la révision du plan de secteur de Nivelles de promouvoir un usage du sol moins générateur de déplacements en voiture dans le Brabant wallon en favorisant l'implantation d'habitations et d'entreprises à proximité de la future halte RER de Braine-l'Alliance; qu'il serait dès lors contraire à cet objectif de proposer comme compensations planologiques la modification de zones destinées à l'urbanisation non occupées ou de zones d'aménagement communal concerté non mises en œuvre qui disposent d'un « potentiel » de report modal vers le rail de par leur localisation à proximité de la ligne 124;

Considérant que c'est pour cette raison que le Gouvernement wallon a proposé la zone d'aménagement communal concerté de Plancenoit qui est la première zone de grande superficie située à la périphérie des zones concernées par la révision du plan de secteur dont l'urbanisation se serait inscrite en opposition aux objectifs qu'il poursuit puisqu'elle se situe incontestablement hors des périmètres dans lesquels on peut envisager de se rendre à la future halte RER de Braine-l'Alliance en mode doux;

Considérant que le Gouvernement wallon a visé ainsi la suppression d'un « potentiel » d'urbanisation qui aurait été contraire aux objectifs qu'il poursuit s'il avait été mis en œuvre à destination de l'habitat ou de l'activité économique, peu importe l'horizon considéré;

Considérant que le fait que les autorités communales aient décidé de ne pas mettre en œuvre la zone ne lui retire pas sa qualité de zone d'aménagement communal concerté; qu'elle peut dès lors être proposée en compensation de l'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation au plan de secteur;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne en outre que les quelques activités existantes qui se sont développées dans les bâtiments qui existaient dans la zone d'aménagement communal concerté occupent une superficie à ce point minime qu'elle ne permet pas de mettre en cause son caractère non urbanisé;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne en revanche qu'il n'est pas contradictoire de proposer de supprimer au plan de secteur la zone d'aménagement communal concerté de Plancenoit, d'une part, et de tenir compte de la population habitant dans les villages situés à l'est de celle-ci pour évaluer le potentiel des futurs utilisateurs de la halte RER de Braine-l'Alliance, d'autre part; qu'il est en effet tout à fait justifié d'évaluer les effets d'une situation existante sur la clientèle potentielle du RER et d'apprécier par ailleurs qu'il serait contraire à l'objectif de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future halte RER de Braine-l'Alliance en développant de nouvelles zones dont les occupants devraient nécessairement avoir recours à la voiture pour se rendre à la halte du fait de son éloignement;

Considérant que la compensation planologique que le Gouvernement wallon propose aura pour effet de diminuer une partie du trafic automobile vers la halte RER de Braine-l'Alliance si elle avait par exemple été mise en œuvre à destination de la résidence; qu'elle aura un impact positif sur le voisinage de cette dernière et permettra de diminuer au-delà la pression de la demande de mobilité routière sur l'usage du sol dans le plan de secteur de Nivelles;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne que l'aptitude des terrains situés dans le périmètre de la zone d'aménagement communal concerté à être urbanisés ou non importe peu quant à la détermination de leur affectation; que cet aspect ne figure pas parmi les critères énoncés à l'article 33, § 1^{er}, du CWATUPE; que les réclamants ne peuvent donc faire valoir les caractéristiques topographiques ou paysagères des terrains concernés ou se prévaloir d'activités existantes pour justifier leur mise en œuvre;

Considérant que des critères comme les coûts de l'urbanisation ou les besoins de la commune entrent en revanche en compte; que l'étude d'incidences a apporté à cet égard des éléments d'information défavorables à l'urbanisation de la zone tels que les difficultés d'épuration ou les options du schéma de structure communal;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle que la zone d'aménagement communal concerté ne constitue pas un potentiel destiné a priori à être urbanisé dans le futur mais une zone destinée à recevoir toute affectation, qu'il s'agisse de zones destinées à l'urbanisation, à l'exception toutefois de la zone d'activité économique industrielle et de la zone d'extraction, ou de zones non destinées à l'urbanisation; que nul ne peut se prévaloir d'un quelconque droit d'y construire, même dans le futur;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle également que la base juridique sur laquelle peuvent être délivrés les permis d'urbanisme en dérogation au plan de secteur est la même, que le bien soit situé en zone d'aménagement communal concerté ou en zone agricole; que la modification de la zone d'aménagement communal concerté de Plancenoit en zone agricole n'a donc pas d'impact sur cet aspect sauf pour l'activité agricole qui pourra alors se développer sans nécessiter de dérogation dès lors qu'elle sera conforme à la destination de la zone;

Considérant que l'objet de la compensation est de maintenir l'équilibre existant au plan de secteur entre zones destinées à l'urbanisation et zones non destinées à l'urbanisation; que le CWATUPE n'impose pas de restituer au plan de secteur un potentiel équivalent en terme d'affectation du sol à celui que l'on supprime; que le Gouvernement wallon retient cependant ici l'option de réduire les incidences des nouvelles zones sur l'activité agricole en décidant de compenser les zones agricoles qu'il projette d'urbaniser par l'inscription d'une nouvelle zone agricole au plan de secteur;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne néanmoins que l'auteur d'étude estime que la qualité agronomique des terres situées dans le périmètre de la zone d'aménagement communal concerté située sur le territoire de la commune de Lasne est meilleure que celle des nouvelles zones destinées à l'urbanisation qu'il projette d'inscrire au plan de secteur de Nivelles, ce qui lui a permis d'affirmer que la révision du plan de secteur qu'il a initiée aura une incidence limitée sur la zone agricole;

Considérant que l'option de modifier la zone d'aménagement communal concerté en zone agricole confirme l'activité prédominante sur les terrains concernés; qu'il s'agit en outre de l'activité la plus appropriée à son environnement bâti et non bâti, parmi les activités admissibles dans les zones non destinées à l'urbanisation, compte tenu de ses caractéristiques constituées de zones habitées entourées de vastes plaines cultivées;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle également qu'on ne peut tirer argument de l'existence d'activités dans la zone d'aménagement communal concerté pour justifier de devoir tenir compte de leurs besoins de développements dans la nouvelle zone d'une part parce qu'elles s'exercent déjà en dérogation au plan de secteur et d'autre part parce que ce serait contraire aux objectifs qu'il poursuit de favoriser l'implantation d'activités génératrices de flux ferroviaires aux alentours de la future halte RER de Braine-l'Alliance;

Considérant que la fonction essentielle d'une zone d'aménagement communal concerté est de constituer une réserve de territoire non affecté qui peut être mise à profit par l'autorité publique pour répondre à des besoins de la collectivité quand elle l'estime nécessaire;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne quant au caractère irréaliste de l'option des autorités communales de Lasne de ne pas mettre en œuvre les zones d'aménagement communal concerté situées sur le territoire communal, notamment quand on observe l'évolution de la démographie en Wallonie, qu'il reste néanmoins conforme aux principes du CWATUPE qu'elles orientent la manière dont elles entendent développer le territoire communal;

Considérant que l'auteur d'étude estime que la modification de la zone d'aménagement communal concerté de Plancenoit en zone agricole n'entraînera pas d'effets négatifs significatifs sur les autres zones d'aménagement communal concerté de la commune de Lasne; qu'on ne peut dès lors craindre qu'elle entraînera plus rapidement leur mise en œuvre, notamment en raison de la volonté communale de ne pas les mettre en œuvre et de l'existence de réserves foncières importantes disponibles;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne qu'il n'y a aucune contradiction de sa part à tirer argument des dispositions du schéma de structure communal de Lasne dès lors qu'il sert les objectifs qu'il poursuit; qu'il est en effet conforme à sa politique d'accueillir une nouvelle population à proximité d'une offre ferroviaire développée plutôt que dans des zones agglomérées qui ne sont desservies que par l'automobile;

Considérant que le Gouvernement wallon précise que l'ordre de priorité de mise en œuvre des zones d'aménagement communal concerté figurant dans le schéma de structure de Lasne est uniquement fondé sur l'intérêt paysager des zones concernées; qu'il est très réducteur d'affirmer que la modification de la zone d'aménagement communal concerté de Plancenoit en zone agricole aura pour effet de conserver sur le territoire de la commune de Lasne, et en particulier à Plancenoit, des zones dont la mise en œuvre a été jugée moins pertinente en termes de développement du territoire communal; qu'il y a lieu de relever par exemple que la mise en œuvre de ces dernières contribuerait sans aucun doute à densifier l'urbanisation à proximité de la zone agglomérée existante et à renforcer la centralité du village de Plancenoit;

Considérant que le Gouvernement wallon décide cependant de retenir l'alternative évoquée dans l'avis du conseil communal de Lasne qui maintient la zone d'aménagement communal concerté dans l'enclave existante aujourd'hui au nord et au nord-est de l'avenue de Trianon; qu'il s'agit de la partie de la zone d'aménagement communal concerté la plus proche du cœur du village de Plancenoit et sans doute la mieux située en vue de renforcer sa structure au cas où les autorités communales décideraient de sa mise en œuvre;

Considérant que la zone agricole ainsi configurée a une superficie de 33,6 ha;

Compensation alternative - voirie de liaison

Réclamations et observations

Considérant qu'un réclamant estime que la compensation alternative imposée par le Gouvernement wallon ne compensera pas directement les inconvénients que subiront les riverains des nouvelles zones destinées à l'urbanisation;

Considérant qu'un réclamant estime qu'on ne peut évaluer sérieusement les incidences environnementales de la compensation alternative en raison du fait qu'on ne connaît pas son tracé;

Considérant que des réclamants estiment que le projet de tracé de la nouvelle voirie de liaison entre la N27 (et le R0) et la N5 aurait dû être inscrit au projet de plan;

Considérant que des réclamants regrettent que le projet de plan ne donne pas suite à l'option du schéma de structure communal de Braine-l'Alleud qui considère la liaison routière entre la N27 (et le R0) et la N5 comme un axe structurant à l'échelle régionale et propose de l'inscrire au plan de secteur;

Considérant que des réclamants estiment que la voirie de liaison imposée par le Gouvernement wallon présente toutes les caractéristiques d'une voirie qui appartient au réseau des principales infrastructures de communication au sens de l'article 23 du CWATUPE et devrait en ce cas être inscrite au plan de secteur, ce qui n'est pas le cas;

Considérant que les réclamants estiment qu'il ressort de ces éléments que le projet contrevient au schéma de structure communal de Braine-l'Alleud;

Considérant que des réclamants plaident pour que soient explorées toutes les pistes qui permettront de préserver au maximum les terres agricoles et d'éviter le morcellement supplémentaire du territoire;

Considérant que des réclamants proposent que soit étudiée la possibilité d'établir la nouvelle voirie de liaison sur l'assise du chemin de la Maison du Roi; alternative qui aurait pour corollaires d'obliger les personnes qui souhaitent se rendre à la halte RER de Braine-l'Alliance à emprunter la N27 mais d'offrir un accès direct au R0 (sans devoir traverser la N27), ou à l'avenue Allard, pour celles qui souhaitent se rendre à la gare de Braine-l'Alleud;

Considérant que des réclamants contestent l'opportunité et la légalité de la compensation alternative;

Considérant que des réclamants estiment qu'il ressort de l'étude d'incidences que l'objectif poursuivi par la compensation alternative n'est pas exclusivement de compenser l'inscription de nouvelles zones destinées à l'urbanisation au plan de secteur puisqu'elle constitue avant tout :

- un élément-même du projet dès lors qu'elle améliore l'accessibilité vers la halte RER qui n'existe pas encore, mais également vers l'ensemble des zones destinées à l'urbanisation ainsi créées; en d'autres termes, cette nouvelle voirie de liaison fait partie intégrante du projet car elle est nécessairement liée à sa réalisation;

- une compensation de la fermeture de la route du Lion (N5f) qui ne fait pas l'objet de la présente révision de plan de secteur; la nouvelle voirie de liaison ne compense pas les effets du projet de plan sur l'environnement, mais ceux d'un autre projet;

Considérant que des réclamants estiment que la compensation alternative profitera aux usagers de la N5 et de la N25 qui pourront, selon l'étude d'incidences, rejoindre plus facilement Braine-l'Alleud; qu'à cet égard, la compensation ne répond pas à la condition énoncée à l'article 46, § 1^{er}, 2^e alinéa, 3^o, du CWATUPE, à savoir tenir compte notamment « de l'impact de la zone destinée à l'urbanisation sur le voisinage »;

Considérant que des réclamants estiment que la compensation alternative imposée par le Gouvernement wallon est libellée dans des termes beaucoup trop généraux et imprécis dans l'arrêté adoptant provisoirement le projet de plan;

Considérant que des réclamants estiment qu'une éventuelle réalisation par phases de la compensation alternative ne dispense pas le Gouvernement wallon d'en préciser la nature, l'étendue et la localisation exacte;

Considérant que des réclamants estiment que la motivation de l'arrêté adoptant provisoirement le projet de plan contient des éléments qui démontrent que la détermination du tracé exact de la voirie de liaison dépend d'éléments futurs et aléatoires, tels que le projet d'extension du site du champ de bataille de Waterloo;

Considérant que des réclamants estiment que la compensation alternative n'est pas suffisamment précise (la zone de tracés potentiels est beaucoup trop large) et que le Gouvernement wallon ne dispose pas de tous les éléments nécessaires à sa prise de décision dans l'état actuel des choses;

Considérant que les réclamants estiment que certains passages de l'étude d'incidences démontrent que les effets sur l'environnement de la voirie imposée par le Gouvernement wallon n'ont pu être évalués de manière complète en raison de certaines inconnues sur son tracé;

Considérant que des réclamants soulignent que les conclusions de l'étude d'incidences sur les effets de la voirie sur le paysage sont ambiguës puisqu'elles semblent n'envisager que l'hypothèse où elle utiliserait l'assise du chemin de la Maison du Roi;

Considérant que des réclamants soulignent que la compensation alternative aura des incidences très importantes sur l'activité agricole (morcellement des terres);

Considérant que des réclamants estiment qu'il est difficile de promouvoir l'usage du RER sans l'accompagner de la construction d'un axe routier entre la N5 et le Parc de l'Alliance permettant d'accéder aisément à la future halte RER et que ce dernier aura un effet positif sur plusieurs voiries qui sont aujourd'hui empruntées par les automobilistes qui veulent échapper aux encombrements sur la N5;

Considérant que des réclamants estiment que la voirie imposée par le Gouvernement wallon ne peut être considérée comme une compensation valable dans la mesure où son tracé est encore inconnu et que, de plus, cette voirie doit être plutôt considérée comme une conséquence de la fermeture à la circulation de la route du Lion dans le cadre du projet de valorisation du site de la bataille de Waterloo;

Considérant que le conseil communal de Lasne estime que la preuve n'est pas apportée que la voirie de liaison va avoir un effet positif sur le territoire de la commune de Lasne;

Considérant que le conseil communal de Lasne sollicite le Gouvernement wallon afin d'être associé au choix du tracé de la nouvelle voirie de liaison reliant la chaussée de Charleroi (N5) à la route de Piraumont;

Considérant que le CWEDD remet un avis défavorable sur la compensation alternative imposée par le Gouvernement wallon qui constitue une urbanisation supplémentaire, non compensée, en zone agricole;

Considérant que la DGO4 du Service public de Wallonie ne se prononce pas sur la compensation alternative imposée par le Gouvernement wallon faute de posséder les informations nécessaires mais estime qu'il serait dommageable que la nouvelle voirie de liaison traverse l'extension du périmètre protégé du site du champ de bataille de Waterloo;

Considérant que la commission royale des monuments, sites et fouilles ne s'oppose pas au projet de plan étant donné que les zones concernées sont situées en dehors du site classé du champ de bataille de Waterloo; elle insiste cependant pour que la direction de l'archéologie de la DGO4 du Service public de Wallonie soit consultée avant toute urbanisation de toute nouvelle zone;

Considérant que la CRAT est favorable à la construction d'une nouvelle voirie de liaison entre la N27 (R0) et la N5 au titre de compensation alternative en termes de mobilité;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle que la compensation alternative qu'il impose trouve son origine dans l'application du principe de proportionnalité énoncé à l'article 46, § 1^{er}, 2^e alinéa, 3^o, du CWATUPE car il subsiste un déficit d'environ 20 ha entre la superficie couverte par les nouvelles zones destinées à l'urbanisation et la superficie des zones destinées à l'urbanisation et des zones d'aménagement communal concerté qu'il propose de modifier en zones non destinées à l'urbanisation;

Considérant que le Gouvernement wallon n'est pas tenu d'épuiser toutes les potentialités de la compensation planologique pour définir et imposer une compensation alternative et, qu'à défaut de supprimer au plan de secteur un « potentiel » d'urbanisation équivalent en superficie à celui qu'il projette d'y inscrire, il peut décider de moduler la mise en œuvre du « potentiel » d'urbanisation des zones existantes afin d'en limiter les effets sur les plans opérationnels, environnementaux, énergétiques et de mobilité;

Considérant qu'à défaut de pouvoir relocaliser les activités au plan de secteur afin de mieux maîtriser la mobilité routière, le Gouvernement wallon peut aussi agir en améliorant l'adéquation entre la demande de mobilité en général et l'offre ferroviaire en particulier; que l'arrivée d'un nouveau service tel que le RER doit être l'occasion de travailler sur la localisation de nouvelles activités au plan de secteur mais aussi de réorienter la demande de mobilité vers la nouvelle offre; que les deux démarches sont complémentaires;

Considérant que le fait d'orienter la demande de mobilité émanant des zones destinées à l'urbanisation existantes vers les grandes infrastructures de communication, en particulier ferroviaires, modifie leur profil de mobilité et atténue les effets de leur mise en œuvre sur la mobilité en général; que c'est en cela que la nouvelle voirie de liaison constitue une compensation alternative à l'inscription de nouvelles zones destinées à l'urbanisation au plan de secteur, à proximité de la future halte RER de Braine-l'Alliance;

Considérant que le fait de développer de nouvelles infrastructures facilitant le report de la voiture vers les transports en commun constitue l'une des mesures du plan air/climat; qu'au-delà des effets positifs de la nouvelle voirie de liaison sur la gestion de la mobilité dans le plan de secteur, elle aura aussi un effet incontestable sur l'air et le climat et donc sur l'environnement;

Considérant qu'en facilitant l'accès à la future halte RER de Braine-l'Alliance et à la gare de Braine-l'Alleud dont une est située à l'intersection de deux infrastructures principales de communication figurant au plan de secteur, la nouvelle voirie de liaison aura d'une part pour effet de renforcer la structure spatiale définie par le schéma de développement de l'espace régional et d'autre part de diminuer les conséquences de la mise en œuvre des zones inscrites au plan de secteur en matière de demande de mobilité routière, ce qui aura un effet positif sur la population de Lillois et le site touristique du champ de bataille de Waterloo en raison de la diminution du trafic automobile sur la N5, la N5f et la N27; que la compensation alternative définie par le Gouvernement wallon s'inscrit bien à l'échelle adéquate;

Considérant que la voirie de liaison imposée par le Gouvernement wallon ne relève aussi ni d'une mesure d'aménagement, ni d'une charge d'urbanisme;

Considérant que rien ne permet d'affirmer que la nouvelle voirie de liaison serait une conséquence de la fermeture à la circulation de la route du Lion dans le cadre du projet de valorisation du site de la bataille de Waterloo; que le Gouvernement wallon s'est opposé à la fermeture de la route du Lion tant que la nouvelle voirie de liaison ne serait pas réalisée;

Considérant que le fait que la nouvelle voirie de liaison contribuerait à atteindre les objectifs que le Gouvernement wallon s'est fixés (ou fasse partie intégrante du projet selon certains réclamants) n'intervient en rien sur sa qualité à compenser les nouvelles zones destinées à l'urbanisation qu'il projette d'inscrire au plan de secteur de Nivelles; qu'il

importe d'apprécier dans quelle mesure elle constitue une alternative admissible au regard des critères définis par l'article 46, § 1^{er}, 2^e alinéa, 3^o, du CWATUPE à la suppression d'un potentiel d'urbanisation équivalent à celui que l'on projette d'inscrire au plan de secteur; que tel est le cas dès lors qu'elle permettra, selon l'auteur d'étude, de canaliser le trafic routier et d'éviter l'impact de sa dispersion sur les quartiers qui seraient traversés par les automobilistes désireux de se rendre à la halte RER de Braine-l'Alliance ou à la gare de Braine-l'Alleud;

Considérant que le Gouvernement wallon précise ici que sa décision de ne pas inscrire le projet de tracé de la nouvelle voirie de liaison au plan de secteur n'est pas guidée par la volonté de la réaliser par phases ni d'en postposer la réalisation, ainsi que l'évoquent certains réclamants, mais bien parce qu'il estime prématuré de se prononcer sur cette question; que cette option ne limite en aucune façon la possibilité de la construire;

Considérant que ni le tracé, ni même les caractéristiques techniques de la nouvelle voirie de liaison, doivent être connus au stade de la révision du plan de secteur; que la compensation alternative est définie à l'échelle du plan de secteur et ne doit dès lors pas avoir une précision équivalente à celle qui est requise pour mettre en œuvre le plan telle que celle d'un permis d'urbanisme; que c'est pour ce motif que le Gouvernement wallon ne précise que son origine et sa destination;

Considérant que le Gouvernement wallon fait observer qu'il en est de même pour l'étude d'incidences qui doit analyser les compensations proposées par le Gouvernement à l'échelle du plan de secteur; que le niveau des détails requis à cette échelle n'est pas le même que celui qui est requis pour un permis d'urbanisme;

Considérant que l'auteur d'étude a validé la compensation alternative retenue par le Gouvernement wallon non seulement quant à sa finalité mais également quant à sa faisabilité sur les plans technique et environnemental; qu'il n'y a par ailleurs aucune raison concrète de douter que le « couloir » dans lequel devrait être implantée la nouvelle voirie de liaison n'ait pas été analysé de manière uniforme;

Considérant que bien qu'il n'ait pu consulter le projet d'extension du site classé du champ de bataille de Waterloo, l'auteur d'étude a étudié un « couloir » suffisamment large pour que les deux projets coexistent;

Considérant que son étude ne cède en rien, quant au champ des composantes environnementales analysées, à celle qui devrait être réalisée pour l'inscription au plan de secteur du projet de tracé et du périmètre de réservation d'une infrastructure principale de communication, qu'il est en particulier inexact qu'elle semblerait privilégier un tracé qui emprunterait le chemin de la maison du Roi; qu'elle est à cet égard plus complète puisqu'elle couvre une aire plus étendue;

Considérant qu'il résulte de l'étude d'incidences que plusieurs options de tracés peuvent être envisagées qui ont des effets équivalents sur l'environnement; que le Gouvernement wallon ne peut trancher sur les différentes alternatives proposées par les réclamants au niveau du plan de secteur;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle que l'auteur d'étude estime que la nouvelle voirie de liaison induira une perte de 4 ha de très bonnes terres agricoles et que son incidence sur la viabilité économique de l'exploitation la plus impactée restera marginal (- 3 % de surface agricole) en raison du fait qu'elle est répertoriée dans la classe des exploitations de superficie supérieure à 80 ha;

Considérant que l'auteur d'étude signale également que ce sont les exploitations agricoles situées à l'est, le long de la N5, qui seront les plus affectées par une éventuelle réduction de leurs superficies en raison du fait que la plupart sont répertoriées dans la classe des exploitations de superficie inférieure à 50 ha; qu'il y aura également lieu de porter une attention toute particulière aux exploitations 2 et 5, de moins de 30 ha, pour lesquelles la construction de la voirie de liaison impliquera le découpage de certaines parcelles agricoles;

Considérant que le morcellement éventuel des exploitations agricoles peut cependant être réduit ou compensé par des échanges de terres de manière à optimiser les cultures;

Considérant que le Gouvernement wallon relève par ailleurs que la nouvelle voirie de liaison permettra d'accéder plus aisément aux terres agricoles;

Considérant que le Gouvernement wallon précise, en réponse à l'observation du CWEDD, que l'article 46, § 1^{er}, 2^e alinéa, 3^o, du CWATUPE ne vise que la compensation de l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation au plan de secteur; que les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les éventuels effets négatifs de la nouvelle voirie de liaison sur l'environnement devront être étudiées dans le cadre de l'instruction du permis d'urbanisme;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne enfin que l'exécution de la compensation alternative ne sera pas laissée à un tiers puisqu'il en sera le maître d'ouvrage et que c'est à lui qu'il appartiendra d'en déterminer les modalités;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme pour ces motifs la compensation alternative qu'il a définie en termes de mobilité;

Considérant qu'en tenant compte des effets positifs et conjugués sur l'environnement d'un report modal vers le rail, de la concentration d'activités autour de la future halte RER de Braine-l'Alliance, d'une occupation du sol avec un standard de densité des logements élevé et des compensations proposées, le Gouvernement wallon estime en conclusion compenser de manière adéquate les nouvelles zones destinées à l'urbanisation qu'il inscrit au plan de secteur de Nivelles et respecter le principe de proportionnalité énoncé à l'article 46 du CWATUPE;

Evaluation archéologique

Réclamations et observations

Considérant que la CRMSF insiste pour que le service archéologique de la Direction opérationnelle n° 4 du Service public de Wallonie soit consulté avant toute urbanisation de toute nouvelle zone afin qu'il puisse s'assurer de la présence éventuelle de vestiges archéologiques et réaliser le cas échéant des fouilles;

Réponse du Gouvernement wallon

Considérant que la Direction de l'archéologie de la Direction générale opérationnelle n° 4 du Service public de Wallonie a confirmé la présence de plusieurs zones susceptibles de contenir des vestiges archéologiques dans le territoire de référence;

Considérant que l'auteur d'étude recommande de consulter ce service avant l'urbanisation de toute nouvelle zone afin qu'il puisse s'assurer de la présence éventuelle de vestiges archéologiques et décider de réaliser le cas échéant des fouilles;

Considérant que le Gouvernement wallon décide de donner suite à la demande de la CRMSF et d'imposer qu'une évaluation archéologique soit réalisée avant la mise en œuvre des nouvelles zones;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

Article 1^{er}. La révision du plan de secteur de Nivelles (planche 39/3) est arrêtée définitivement conformément à la carte annexée au présent arrêté, en vue de :

- l'inscription :

* d'une zone d'habitat sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;

* de deux zones d'habitat assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.48 » (sur le plan), sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;

* d'une zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.49 » (sur le plan), sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;

* d'une zone d'aménagement communal concerté assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.48 » (sur le plan), sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;

* d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;

* d'une zone de parc sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;

- la suppression :

* du tracé et du périmètre de réservation de la voirie en projet entre la chaussée d'Ophain et la chaussée de Tubize, sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;

* du tracé de la voirie existante entre la ligne de chemin de fer n° 124 et l'intersection avec la chaussée d'Ophain, sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;

et au titre de compensation planologique :

- l'inscription :

* d'une zone agricole sur le territoire de la commune de Lasne.

Art. 2. La prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.48 » est d'application dans deux zones d'habitat et la zone d'aménagement communal concerté inscrite au plan par le présent arrêté : « La densité de logements des espaces affectés à la résidence est au moins de 80 logements à l'hectare, à l'exclusion des espaces publics (voiries et espaces verts). ».

Art. 3. La prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.49 » est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite au plan par le présent arrêté : « La zone d'activité économique mixte est destinée aux activités de service dans un rayon de 350 m de l'accès de la halte RER de Braine-l'Alliance et à toutes les activités autorisées par l'article 30 du Code pour le solde. Les petits halls de stockage qui ne sont liés à aucune de ces activités n'y sont pas admis. Le stationnement est interdit sur le domaine public et l'offre de stationnement limitée sur les parties privatives. ».

Art. 4. La construction, selon des modalités à déterminer, d'une nouvelle voirie de liaison entre la N27 (et le R0) et la N5 en dehors du site protégé par la loi du 26 mars 1914 est imposée au titre de compensation alternative en terme de mobilité.

Art. 5. Une évaluation archéologique est réalisée avant la mise en œuvre des nouvelles zones. Le calendrier des travaux relatifs à l'évaluation archéologique est établi en concertation avec la Direction de l'Archéologie du Service public de Wallonie, en fonction de la disponibilité des terrains concernés.

Art. 6. La déclaration environnementale produite par le Gouvernement wallon en application de l'article 44 du Code est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 7. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 septembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 1^{re}

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur de Nivelles (planche 39/3) en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future halte RER de Braine-l'Alliance

I. Introduction

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article 44, alinéa 2, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (ci-après, le Code).

Elle accompagne l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Nivelles (planche 39/3) en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future halte RER de Braine-l'Alliance. Elle est publiée au *Moniteur belge* en même temps que ledit arrêté.

La présente déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la révision du plan de secteur et dont l'étude d'incidences, les avis, les réclamations et les observations ont été pris en considération.

Cette déclaration environnementale résume également les raisons des choix de la révision du plan de secteur, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Etant, par hypothèse, de nature synthétique, la présente déclaration environnementale renvoie pour le détail au texte de l'arrêté du Gouvernement wallon.

Dans un souci de lisibilité, la déclaration environnementale se subdivise en trois chapitres : le premier est consacré à l'objet de la révision du plan de secteur, le second à la chronologie de la révision du plan de secteur et le troisième aux considérations environnementales.

II. Objet de la révision du plan de secteur

La révision de plan de secteur de Nivelles (planche 39/3) a été soumise à la procédure prévue aux articles 42 à 44 du CWATUPE.

En vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future halte RER de Braine-l'Alliance, la révision du plan de secteur porte sur :

- l'inscription :

* d'une zone d'habitat sur le territoire de Braine-l'Alleud;

* de deux zones d'habitat assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.48 » (sur le plan), sur le territoire de Braine-l'Alleud;

* d'une zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.49 » (sur le plan), sur le territoire de Braine-l'Alleud;

* d'une zone d'aménagement communal concerté assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.48 » (sur le plan), sur le territoire de Braine-l'Alleud;

* d'une zone d'espaces verts sur le territoire de Braine-l'Alleud;

* d'une zone de parc sur le territoire de Braine-l'Alleud;

- la suppression :

* du tracé et du périmètre de réservation de la voirie en projet entre la chaussée d'Ophain et la chaussée de Tubize;

* du tracé de la voirie existante entre la ligne de chemin de fer n° 124 et l'intersection avec la chaussée d'Ophain;

- l'inscription :

* d'une zone agricole, au titre de compensation planologique, sur le territoire de la commune de Lasne.

Le Gouvernement wallon impose au titre de compensation alternative :

sur le plan de la mobilité :

- la construction d'une nouvelle voirie de liaison entre la N27 (et la R0) et la N5 en dehors du site protégé par la loi du 26 mars 1914.

La prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.48 » est d'application dans deux zones d'habitat et la zone d'aménagement communal concerté inscrite au plan par le présent arrêté : « La densité de logements des espaces affectés à la résidence est au moins de 80 logements à l'hectare, à l'exclusion des espaces publics (voiries et espaces verts) ».

La prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.49 » est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite au plan par le présent arrêté : « La zone d'activité économique mixte est destinée aux activités de service dans un rayon de 350 m de l'accès de la halte de Braine-l'Alliance et à toutes les activités autorisées par l'article 30 du Code pour le solde. Les petits halls de stockage qui ne sont liés à aucune de ces activités n'y sont pas admis. Le stationnement est interdit sur le domaine public et l'offre de stationnement limitée sur les parties privatives. ».

La construction, selon des modalités à déterminer, d'une nouvelle voirie de liaison entre la N27 (et le R0) et la N5 en dehors du site protégé par la loi du 26 mars 1914 est imposée au titre de compensation alternative en terme de mobilité.

Une évaluation archéologique est réalisée avant la mise en œuvre des nouvelles zones. Le calendrier des travaux relatifs à l'évaluation archéologique est établi en concertation avec la Direction de l'Archéologie du Service public de Wallonie, en fonction de la disponibilité des terrains concernés.

III. Chronologie de la révision du plan de secteur

30 septembre 2010 (M.B. : 24 novembre 2010) - Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision du plan de secteur de Nivelles et adoptant l'avant-projet de plan (planche 39/3) en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future gare RER de Braine-l'Alliance.

Le Gouvernement wallon projette d'inscrire 58,2 ha de nouvelles zones destinées à l'urbanisation dont 14,02 ha sont compensés dans le périmètre de la révision et 37,7 ha sont compensés par la modification d'une zone d'aménagement communal concerté en zone agricole.

La compensation planologique est complétée par une compensation alternative en termes de mobilité qui consiste en la construction d'une nouvelle voirie de liaison entre la N27 (et le R0) et la N5 en dehors du site protégé par la loi du 26 mars 1914.

3 février 2011 (M.B. : 21 février 2011) - Arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Nivelles (planche 39/3) en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future gare RER de Braine-l'Alliance.

14 juin 2011 - Désignation du bureau Ariès et de son sous-traitant comme auteur de l'étude d'incidences relative à l'avant-projet de plan.

4 juillet 2012 - Dépôt de la version finale de l'étude d'incidences.

18 octobre 2012 (M.B. : 30 octobre 2012) - Arrêté du Gouvernement wallon adoptant provisoirement le projet de révision du plan de secteur de Nivelles (planche 39/3) en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future gare RER de Braine-l'Alliance.

3 décembre 2012 au 21 janvier 2013 - Enquête publique dans les communes de Braine-l'Alleud et de Lasne.

6 décembre 2012 - Réunions d'information dans les communes de Braine-l'Alleud et de Lasne.

21 janvier 2013 - Séances de clôture de l'enquête publique dans les communes de Braine-l'Alleud et de Lasne.

24 janvier 2013 - Réunions de concertation dans les communes de Braine-l'Alleud et de Lasne.

25 février 2013 - Avis, assorti de remarques, du conseil communal de Braine-l'Alleud, dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code.

26 février 2013 - Avis défavorable, assorti de remarques, du conseil communal de Lasne, dans les délais prévus à l'article 43, § 3, du Code.

15 avril 2013 - Avis favorable, assorti de remarques, du CWEDD, dans les délais prévus à l'article 43, § 4, du Code.

18 avril 2013 - Avis favorable, assorti de remarques, de la Direction générale opérationnelle n° 4 (DGO4) du Service public de Wallonie, dans les délais prévus à l'article 43, § 4, du Code.

6 mai 2013 - Avis favorable, assorti de remarques, de la CRMSF, dans les délais prévus à l'article 43, § 4, du Code.

30 mai 2013 - Avis favorable, assorti de remarques, de la CRAT, dans les délais prévus à l'article 43, § 4, du Code.

Avis réputé favorable de la Direction générale opérationnelle n° 1 (DGO1) du Service public de Wallonie, non transmis dans les délais prévus à l'article 43, § 4, du Code.

IV. Considérations environnementales

A l'issue de la phase de consultation et de concertation, le Gouvernement wallon a procédé aux adaptations du projet de plan soumis à enquête publique afin de rencontrer les réclamations, observations et les avis, dès lors que ces derniers étaient justifiés et contribuaient à optimiser la prise en compte des enjeux environnementaux.

La présente déclaration établit la synthèse de la manière dont l'arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur les a prises en considération, renvoyant pour le détail au texte de l'arrêté et à l'avis de la CRAT.

Le Gouvernement wallon a ainsi pris les décisions exposées ci-après :

Incidences sur l'air et le climat

Le projet de plan rencontre les objectifs du plan air/climat en permettant une urbanisation dense autour de la future halte RER de Braine-l'Alliance et en favorisant le report modal des voyageurs par l'amélioration de l'accessibilité vers les futures gares RER de Braine-l'Alleud et de Braine-l'Alliance.

L'implantation de logements d'une certaine densité et de bureaux autour de la halte RER de Braine l'Alliance aura pour effet de diminuer la part des transports générateurs d'émissions polluantes tel que le trafic routier au bénéfice de mode de transport moins générateur d'émissions polluantes tel que le train et le RER. La comparaison de la situation où les zones seront ou non desservies par le train et a mis en évidence que la situation desservie par le train permettra d'éviter 3 083 tonnes équivalent CO₂/an.

Le Gouvernement wallon a donc décidé de maintenir la densité des logements qu'il avait fixée dès l'adoption de l'avant-projet de plan.

L'auteur d'étude a fait des recommandations qui visent l'intégration de commerces de proximité et d'espaces publics de qualité au sein des zones de logements et de bureaux, afin de créer un quartier qui favorise les déplacements à pied et à vélo et la diminution de l'utilisation de la voiture, et la mise en œuvre de performances élevées en matière de construction durable et d'efficacité énergétique pour les bâtiments du secteur résidentiel, public et tertiaire.

Elles ne sont pas pertinentes à l'échelle du plan de secteur et relèvent des permis d'urbanisme.

Incidences sur les eaux de surface et souterraines

Eaux souterraines :

L'auteur d'étude a estimé qu'il n'y avait pas à prendre de mesures supplémentaires à ce que la législation existante impose pour éviter les effets négatifs qu'il a relevés.

Le Gouvernement wallon s'est rallié à cet avis.

L'auteur d'étude préconise de mettre en conformité le parking existant du complexe cinématographique sis dans le quadrant nord-est avec les dispositions du Code de l'eau afin d'éviter tout risque de pollution du captage.

Cette recommandation n'est pas pertinente à l'échelle du plan de secteur et relève du permis d'urbanisme.

Eaux de surface :

La capacité de la station d'épuration de la vallée du Hain (92 000 équivalents/habitants) permettra d'absorber la charge d'eaux usées supplémentaires (comprise, selon les scénarios, entre 5 700 et 10 700 équivalents/habitants).

Le Gouvernement wallon a donc décidé de ne prendre aucune mesure spécifique à cet effet.

Le Gouvernement wallon juge non pertinente la recommandation de l'auteur d'étude qui vise à finaliser le réseau d'égouttage jusqu'à la station d'épuration de la vallée du Hain avant la mise en œuvre des zones concernées, afin de limiter les effets de l'avant-projet de plan sur le milieu naturel puisqu'il estime que l'équipement des voiries est préliminaire à l'urbanisation des zones.

Le Gouvernement wallon juge intéressante la recommandation de l'auteur d'étude selon laquelle il y a lieu de ralentir et de réduire la restitution des eaux pluviales au réseau hydrographique en limitant l'imperméabilisation des sols (utilisation de matériaux perméables), en utilisant des systèmes de ré-infiltration des sols (fossés drainants, noues...) et, en dernier recours, en mettant en place des ouvrages de rétention des eaux (bassin d'orage, etc.) mais estime que cette recommandation n'est pas pertinente à l'échelle du plan de secteur et doit être imposée dans le cadre de l'octroi des différents types de permis (urbanisation, urbanisme, environnement...).

Le Gouvernement wallon estime pertinente la recommandation de l'auteur d'étude qui vise à installer un nouveau réseau d'égouttage séparatif le long de la route de Piraumont afin de permettre une gestion dissociée des eaux usées et des eaux pluviales.

La recommandation n'est cependant pas pertinente à l'échelle du plan de secteur et doit être imposée dans le cadre de l'octroi des différents types de permis (urbanisation, urbanisme, environnement...).

Incidences sur le sol et le sous-sol

Vu la présence de zones présentant une importante instabilité souterraine, l'auteur d'étude recommande la réalisation d'une campagne d'essais géotechniques sur l'ensemble des terrains concernés par l'avant-projet de plan qui permette de prendre des mesures afin de pallier d'éventuelles faiblesses du sous-sol.

Le Gouvernement wallon estime que cette recommandation ne relève pas de l'échelle du plan de secteur.

Incidences sur la faune et la flore

Des réclamants ont manifesté leur incompréhension vis-à-vis de la modification de la destination de la zone agricole inscrite dans le quadrant sud-ouest qui possède, selon eux, un biotope exceptionnel.

Ni le diagnostic du schéma de structure communal, ni l'étude d'incidences que le Gouvernement wallon a fait réaliser sur l'avant-projet de plan n'ont identifié de patrimoine naturel remarquable dans le quadrant sud-ouest. Le biotope existant ne peut, en tout état de cause, être qualifié d'exceptionnel.

L'auteur d'étude recommande de préserver un maillage écologique dense et connecté qui permette de maintenir une biodiversité dans les zones exposées à la suppression d'éléments du maillage écologique (haies, bosquets, bandes boisées et alignements d'arbres, etc.) et d'exécuter dans la zone de parc des aménagements paysagers et écologiques mettant en valeur tant la végétation que le cours d'eau et ses abords et privilégiant la préservation des milieux humides.

Les autorités communales ont déjà soit fixé, soit conçu l'aménagement des zones situées au nord de la route de Piraumont à travers un plan communal d'aménagement pour l'ouest et un rapport urbanistique et environnemental à l'est. Ces deux documents ont déjà pris en compte des mesures favorables à la biodiversité. Pour les zones situées au sud de la route de Piraumont le Gouvernement wallon a inscrit une zone d'espaces verts le long des infrastructures de communication routière et ferroviaire afin d'assurer un maillage écologique.

Incidences sur la santé et la sécurité de l'homme

L'auteur d'étude estime que, statistiquement, l'augmentation du trafic routier aura un effet sur le risque d'accident, notamment sur la route de Piraumont, et recommande d'une part d'équiper la route de Piraumont d'aménagements sécurisants (ronds-points), permettant de « briser » le caractère linéaire de la voirie, pour donner accès aux zones à mettre en œuvre et d'autre part d'adapter les carrefours existants, pour répondre à l'accroissement du trafic lié à la mise en œuvre de l'avant-projet de plan.

Ces recommandations ne sont pas pertinentes à l'échelle du plan de secteur et relèvent du permis d'urbanisme.

Incidences sur l'agrément des conditions de vie

Plusieurs réclamants ont soulevé des objections quant aux effets de la densité des logements imposée par le Gouvernement wallon et de l'inscription de nouvelles zones destinées à l'urbanisation sur leur cadre de vie.

Les réclamations et observations concernant les deux nouvelles zones inscrites au nord de la route de Piraumont ne soulèvent pas d'éléments qui n'auraient pas déjà été pris en considération par le conseil communal de Braine-l'Alleud au moment d'adopter le rapport urbanistique et environnemental (à l'est) et le plan communal d'aménagement dit du « Paradis » (à l'ouest). Il y a lieu de se reporter à la déclaration environnementale jointe à ces deux documents.

Pour répondre à certains réclamants qui craignent une modification profonde de la structure du hameau des Hayettes, le Gouvernement wallon décide de modifier la configuration de la zone d'aménagement communal concerté sise dans le quadrant sud-ouest aux abords du hameau.

L'auteur d'étude recommande :

- de veiller à une intégration harmonieuse et paysagère des bâtiments projetés dans chaque zone par un choix judicieux des matériaux, des gabarits et des plantations en leur sein et à leurs abords.
- de replanter la zone d'aménagement communal concerté sise dans le quadrant sud-ouest ainsi que la zone d'espaces verts située le long du chemin de fer et du ring 0 lorsque le chantier du RER sera terminé.
- de maintenir les talus boisés encadrant la zone d'activité économique mixte.
- de préserver les deux cordons boisés présents dans la zone d'habitat sise dans le quadrant nord-est.

Ces recommandations ne sont pas pertinentes à l'échelle du plan de secteur et relèvent du permis d'urbanisme.

Incidences sur le paysage

Certains réclamants ont émis des remarques relatives aux incidences du projet de plan sur le paysage.

L'auteur d'étude signale que la future route de liaison sera visible de la butte du Lion ainsi que d'un point de vue remarquable relevé par l'Adesa. Toutefois, il estime que son effet sur le paysage peut être limité pour autant que la voirie ne soit pas soulignée par des alignements d'arbres et de l'éclairage public.

Le Gouvernement wallon relève que son option de centrer les nouvelles zones sur la future halte RER de Braine-l'Alliance, tant au nord qu'au sud de la route de Piraumont, est cohérente sur le plan paysager. En effet, la route de Piraumont qui matérialise la limite du développement admissible du territoire urbain selon le schéma de structure communal ne se confond pas avec le périmètre de l'aire paysagère qui couvre l'agglomération de Braine-l'Alleud selon l'atlas des paysages de Wallonie alors que les nouvelles zones s'inscrivent quant à elles dans le périmètre de l'aire paysagère contiguë dite « campagne périurbaine de Nivelles ».

Le Gouvernement wallon souligne que tous les effets de la nouvelle zone d'aménagement communal concerté sur l'environnement soulevés dans les réclamations ont été analysés par l'auteur d'étude qui n'a relevé aucune incidence non négligeable probable justifiant de renoncer à la modification de la zone agricole existante en zone d'aménagement communal concerté.

Incidences sur l'ambiance sonore

L'auteur d'étude recommande d'implanter de préférence les bâtiments hauts à activité diurne dans les zones situées à proximité des voies de chemin de fer ce qui, d'une part, jouera un effet d'écran et d'autre part, diminuera le risque de gênes durant la nuit.

La recommandation de l'auteur d'étude ne relève pas de l'échelle du plan de secteur.

L'auteur d'étude suggère de réaliser un suivi des mesures de bruit à proximité des habitations de manière à évaluer les nuisances sonores subies par les résidents aux différents stades d'urbanisation.

Le Gouvernement wallon trouve cette recommandation pertinente mais estime que l'initiative de ce type de plan revient à l'autorité communale.

Incidences sur les biens matériels et patrimoniaux

Le service archéologie de la direction générale opérationnelle n° 4 du Service public de Wallonie a confirmé la présence de plusieurs zones susceptibles de contenir des vestiges archéologiques dans le territoire de référence.

La Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles a relayé cette préoccupation et insiste pour que le service archéologie de la direction générale opérationnelle n° 4 du Service public de Wallonie soit consulté avant toute urbanisation de nouvelle zone afin qu'il puisse s'assurer de la présence éventuelle de vestiges archéologiques et réaliser le cas échéant des fouilles.

Le Gouvernement wallon a décidé de donner suite à la recommandation de l'auteur d'étude et à l'avis de la CRMSF et d'imposer la réalisation d'une évaluation archéologique avant la mise en œuvre des nouvelles zones. Le calendrier des travaux relatifs à l'évaluation archéologique sera établi en concertation avec la Direction de l'Archéologie du Service public de Wallonie, en fonction de la disponibilité des terrains concernés.

Incidences sur la mobilité

L'auteur d'étude a recommandé d'introduire un ordre de priorité dans la mise en œuvre des zones afin de compenser un effet négatif lié à la mobilité et à la surcharge de trafic occasionnée par leur mise en œuvre.

L'auteur d'étude a proposé de retarder la mise en œuvre de la partie sud de la zone d'activité économique mixte (quadrant sud-est) ainsi que la zone d'aménagement communal concerté (quadrant sud-ouest).

Il a également proposé des densités d'emploi plus importantes dans la partie nord que dans la partie sud de la zone d'activité économique mixte.

Le Gouvernement wallon a décidé de réserver la zone d'activité économique mixte aux activités de service dans un rayon de 350 m de l'accès de la halte de Braine-l'Alliance et à toutes les activités autorisées par l'article 30 du Code pour le solde.

Pour améliorer la mobilité, l'auteur d'étude a préconisé les mesures suivantes :

- l'adaptation des carrefours de la route de Piraumont;
- amélioration du tourne-à-gauche depuis le ring R0 en provenance d'Ittre (réaménagement et déplacements de la bretelle d'entrée du ring R0 vers Bruxelles + création d'une bande centrale permettant la manœuvre de tourne-à-gauche en deux étapes);
- amélioration de la capacité du rond-point N27/route de Piraumont (aménagement de by-Pass);
- amélioration de la capacité du rond-point menant au Parc de l'Alliance (élargissement du rond-point avec une bande centrale double + entrées à double bande de circulation sur la route de Piraumont);
- amélioration du tourne-à-gauche depuis la route de Piraumont vers le ring R0 en direction d'Ittre (bande de présélection de tourne-à-droite depuis le Parc de l'Alliance vers l'entrée du ring 0);
- localiser l'emploi à proximité immédiate de la gare.

Les mesures proposées par l'auteur d'étude ne relèvent pas du plan de l'échelle du plan de secteur.

Pour assurer le suivi des incidences, l'auteur d'étude recommande de réaliser un plan de mobilité des zones d'activité et de suivre :

- la part modale des habitants pour leurs déplacements quotidiens;
- la part modale des travailleurs pour leurs déplacements quotidiens;
- le nombre d'emplacements de parking réservé aux habitants et aux travailleurs;
- la fréquentation des transports publics (train, bus, RER);
- le degré de satisfaction des usagers publics;
- les parcours piétons et cyclistes effectués.

Le Gouvernement wallon trouve cette recommandation pertinente mais estime que ce type de plan relève de l'autorité communale.

En réponse à certains réclamants qui craignent une congestion des voiries du quartier des Bouvreuils suite à la mise en œuvre du quadrant nord-ouest, le Gouvernement wallon estime que les conclusions de l'étude d'incidences qui a été réalisée dans le cadre de l'instruction du plan communal d'aménagement dit du « Paradis » contiennent déjà des recommandations pertinentes.

Ces dernières ne relèvent cependant pas de l'échelle du plan de secteur.

Incidences sur les réseaux et les infrastructures

L'auteur d'étude recommande d'équiper les différentes zones, en électricité, gaz, eau et réseau de communication, au fur et à mesure de leur urbanisation.

Le Gouvernement wallon estime que cette recommandation ne relève pas de l'échelle du plan de secteur.

Incidences sur les activités

Agriculture :

Les effets de la nouvelle zone d'aménagement communal concerté sur l'environnement soulevés dans les réclamations ont été analysés par l'auteur d'étude qui n'a relevé aucune incidence non négligeable probable justifiant de renoncer à la modification de la zone agricole existante en zone d'aménagement communal concerté.

Par ailleurs, l'auteur d'étude recommande d'assurer la mise sur pied d'un suivi individuel des agriculteurs et d'une aide à la démarche de recherche de nouvelles terres agricoles ainsi que la mise en place d'un système par lequel les terres agricoles appartenant à des organismes publics seraient prioritairement proposées en location aux agriculteurs les plus exposés suite à la mise en œuvre de l'avant-projet de révision de plan de secteur mais estime, toutefois, que l'efficacité de ces mesures dépendra également de la volonté des agriculteurs à poursuivre leur exploitation.

Le choix de modifier la zone agricole située dans le quadrant sud-ouest permet également aux exploitants de continuer à cultiver les terrains concernés et leur laisse un délai raisonnable pour rechercher de nouvelles terres s'ils le jugent utile ou envisager une éventuelle reconversion.

Le Gouvernement wallon a pris acte des inquiétudes d'un réclamant quant à la mise en péril de la viabilité de son exploitation agricole. Elle appartient cependant aux exploitations d'une taille supérieure à 80 ha pour lesquelles les effets de l'avant-projet de plan sont marginaux.

Le Gouvernement wallon estime que les conclusions de l'étude d'incidences ne remettent pas en cause son appréciation de la balance des intérêts entre le développement de l'agriculture wallonne et la promotion de l'usage du RER aux alentours de la halte de Braine-l'Alliance et lui permettent de confirmer l'option qu'il a prise de favoriser l'implantation d'activités de niveau régional ayant un profil de mobilité ferroviaire à proximité de la halte sur des superficies limitées aux besoins du territoire de référence.

Complexe cinématographique :

L'option d'inscrire le complexe cinématographique multisalles existant, en partie, en zone d'habitat et, en partie, en zone d'activité économique mixte, permet de rencontrer les objections émises par l'auteur d'étude et la CRAT sur le maintien de l'activité commerciale existante sans perdre le bénéfice que procurera le développement d'activités culturelles en termes de demande de mobilité ferroviaire.

Piscine :

Le Gouvernement wallon a validé la proposition d'inscrire une zone d'habitat dans le quadrant sud-est. Cette option permet de réaliser un projet d'ensemble, plus souple pour l'urbanisation de ces terrains en termes de programmation et d'aménagement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2013 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Nivelles (planche 39/3) en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future halte RER de Braine-l'Alliance.

Namur, le 26 septembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 2

Avis de la CRAT du 30 mai 2013 relatif au projet de révision du plan de secteur de Nivelles en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future gare de Braine-l'Alliance (Braine-l'Alleud)

1. INTRODUCTION

1.1. Saisine et réponse

- Par son courrier reçu le 22 mars 2013, la Cellule de Développement territorial a sollicité l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire (CRAT) sur ledit projet.

- Conformément à l'article 43, § 4, du CWATUPE, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis émis durant l'enquête publique.

- La CRAT a pris connaissance et analysé l'ensemble des éléments du dossier énumérés ci-dessus.

1.2. Description du projet

Le projet de révision du plan de secteur de Nivelles vise :

- L'inscription sur le territoire de Braine-l'Alleud de :

* Une zone d'habitat;

* Deux zones d'habitat assorties de la prescription supplémentaire « *S.48 »;

* Une zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire « *S.49 »;

* Une zone d'aménagement communal concerté assortie de la prescription supplémentaire « *S.48 »;

* Une zone d'espaces verts;

* Une zone de parc.

- La suppression sur le territoire de Braine-l'Alleud de :

o Le tracé et le périmètre de réservation de la voirie entre la Chaussée d'Ophain et de Tubize;

o Le tracé de la voirie existante entre la ligne de chemin de fer n° 124 et l'intersection avec la Chaussée d'Ophain.

- L'inscription sur le territoire de Lasne d'une zone agricole au titre de compensation planologique.

Le projet prévoit également, au titre de compensation alternative en terme de mobilité, la construction d'une nouvelle voirie de liaison entre la N27 (et le R0) et la N5 en dehors du site protégé par la loi du 26 mars 1914.

1.3. Rétroactes

La CRAT a déjà formulé plusieurs avis sur ce projet :

1. Le 22 décembre 2010, la CRAT a remis un avis relatif à l'avant-projet et au contenu de l'étude d'incidences (Réf: 10/CRAT A.958-AN). « Elle est favorable sur le contenu de l'étude d'incidences.

La Commission prend acte des options de l'avant-projet et insiste pour que l'étude d'incidences analyse le dossier de manière globale et détaille particulièrement :

- Les complémentarités à développer entre la gare de Braine-l'Alleud et l'arrêt de Braine-l'Alliance qui sont distants de moins de 2 km et intégrés dans la même agglomération;

- L'analyse fine en termes de mobilité dans une perspective globale du développement du réseau RER. La CRAT insiste pour que l'étude analyse l'impact de la suppression du périmètre de réservation nord-ouest sur la future fréquentation du pôle de Braine-l'Alliance ainsi que le raccordement est prévu en termes de compensation. La Commission insiste pour que le tracé de la voirie de liaison entre la N27 et la N5 au sud-est de Braine-l'Alliance soit clairement défini et que ses incidences soient étudiées.

- En matière de mobilité douce et collective, la Commission insiste pour que l'étude analyse notamment la faisabilité d'un système de navettes internes entre Braine-l'Alleud et Braine-l'Alliance.

- D'autre part, la CRAT s'interroge sur la cohérence de la suppression du Park and Ryde au vu des objectifs envisagés par la SNCB pour l'arrêt de Braine-l'Alliance.

- L'affectation des zones d'aménagement communal concerté (ZACC). La CRAT relève en effet que l'avant-projet ne prévoit pas d'affectation claire au niveau des ZACC. Dans ce cadre, la CRAT recommande que le Gouvernement wallon fixe, pour ces zones, les options générales;

- La pertinence des prescriptions supplémentaires. En effet, la CRAT attire l'attention sur la nécessité de vérifier que les prescriptions supplémentaires ne mettent pas en péril le développement régional de la zone. Dans ce cadre, la CRAT s'interroge sur la définition de la prescription *S.49 qui ne permet pas l'implantation de petits halls de stockage alors que ces petits halls sont des installations indispensables au bon fonctionnement de nombreuses entreprises. En outre, la Commission suggère une analyse fine de l'impact global de la densité de logements imposée par la prescription *S.48 sur le pôle de Braine-l'Alliance ».

2) Le 12 janvier 2012, la CRAT a émis des considérations sur la première phase de l'étude d'incidences (Réf: CRAT/12/AV.3). « La CRAT prend acte de la première phase de l'étude d'incidences et est favorable à la poursuite de la procédure.

Comme lors de son premier avis, elle relève que l'avant-projet ne prévoit pas d'affectation précise pour les zones d'aménagement communal concerté proposées. Dans ce cadre, la CRAT recommande que le Gouvernement wallon fixe, pour le moins, les options générales. Plus particulièrement, la Commission suggère une clarification de la densité de logements imposée par la prescription *S.48 (qu'entend-on par « espaces affectés à la résidence » ?) ainsi qu'une analyse fine de l'impact global de cette prescription sur le pôle de Braine-l'Alliance.

La CRAT s'interroge également sur la définition de la prescription *S.49 au niveau de l'inscription de la zone d'activité économique mixte qui ne permet pas l'implantation de petits halls de stockage alors que ces petits halls sont des installations indispensables au bon fonctionnement de nombreuses entreprises.

Elle s'interroge également sur la notion de « petit » hall de stockage.

La CRAT demande que la phase 2 de l'étude d'incidences comprenne les informations suivantes :

- Un tracé clairement défini de la voirie de liaison entre la N27 et la N5 au sud-est de Braine-l'Alliance et que ses incidences soient étudiées. Dans le cadre de cette compensation alternative, la Commission insiste pour que la phase 2 analyse le gain potentiel de véhicules « attirés » grâce à cette nouvelle route de liaison vers l'arrêt de Braine-l'Alliance;

- Une analyse approfondie de l'accès aux parkings et de l'offre en stationnement en rapport avec l'arrêt de Braine-l'Alliance dans la zone de logements à l'est de la ligne du RER. Si cette offre s'avère insuffisante, elle risque de provoquer une concurrence avec les emplacements destinés aux riverains;

- Un approfondissement de la problématique liée à l'aléa d'inondation, principalement dans la zone de parc, en lien avec la future imperméabilisation des sols dans les différentes zones envisagées à l'ouest de l'infrastructure;

- L'adéquation entre le complexe cinématographique Imagibrairie (groupe Kinopolis) existant et l'inscription de la zone de services publics et d'équipements communautaires envisagée à l'est de la ligne du RER. La CRAT s'interroge à cet égard sur la conclusion du Bureau d'étude qui souligne l'incompatibilité de cette activité dans cette zone;

- La pertinence de l'inscription du futur arrêt de Braine-l'Alliance et des voies ferrées du RER en zone d'espaces verts, alors qu'elles sont actuellement reprises en grande partie en zone blanche. De plus, la Commission souhaite qu'une réflexion soit menée sur les possibilités de franchissement de l'infrastructure ferroviaire qui s'avère être, dans l'état actuel du projet, une césure nette entre les zones de développement envisagées de part et d'autre et qui pose question en termes de compatibilité avec les objectifs ayant justifié la mise en révision du plan de secteur, notamment pour ce qui est de favoriser une urbanisation durable à proximité de la gare et de renforcer l'accessibilité de la gare et de ses infrastructures de parking ».

3) Le 24 mai 2012, la CRAT a émis des considérations sur la deuxième phase de l'étude d'incidences (Réf: CRAT/12/AV.214). « La CRAT prend acte de la deuxième phase de l'étude d'incidences.

La Commission constate cependant que l'analyse de l'avant-projet tel que proposé s'inscrit principalement dans une logique de développement urbanistique du sud de Braine-l'Alleud. Elle recommande plus que fortement, que l'étude de l'avant-projet réponde davantage à l'objectif initial, à savoir la valorisation de l'usage du RER aux alentours de la future gare de Braine-l'Alliance.

Ce dernier s'inscrit en effet dans un contexte global de développement du réseau RER dans une aire géographique située à l'intérieur du ring de Bruxelles, au cœur du développement du tripôle tertiaire du Brabant wallon et dont les besoins démographiques, économiques et sociaux vont indéniablement évoluer.

La CRAT revient dès lors sur ses avis précédents (22 décembre 2010 et 11 janvier 2012) dans lesquels elle souhaite avoir des réponses claires et principalement sur :

- « Les complémentarités à développer entre la gare de Braine-l'Alleud et l'arrêt de Braine-l'Alliance qui sont distants de moins de 2 km et intégrés dans la même agglomération;

- L'analyse fine en termes de mobilité dans une perspective globale du développement du réseau RER ainsi que la mobilité collective, notamment la faisabilité d'un système de navettes internes entre Braine-l'Alleud et Braine-l'Alliance. D'autre part, la CRAT s'interroge toujours sur la cohérence de la suppression du Park & Ride au vu des objectifs envisagés par la SNCB pour l'arrêt de Braine-l'Alliance ».

D'autre part, la CRAT est interpellée par le niveau de détail des prescriptions supplémentaires qui vont s'avérer très contraignantes à l'échelle locale. Elle estime que celles-ci dépassent le cadre d'une révision planologique. Il appartient certes au plan de secteur de définir les options planologiques d'un territoire. Néanmoins, elle constate que dans le cadre de la révision du plan de secteur, les prescriptions préconisées sont si précises qu'on se rapproche davantage d'options urbanistiques et que l'on s'écarte d'une approche planologique.

De ce fait, l'étude s'écarte de l'objectif qui est de cibler les options planologiques qui permettront une réelle valorisation de l'implantation du RER.

D'autre part, la Commission rappelle qu'il existe des outils plus appropriés que le plan de secteur pour définir les options urbanistiques d'une zone.

Sur les remarques déjà relevées dans ses avis précédents, la CRAT demande que l'étude d'incidences reprenne clairement les informations suivantes :

- Une affectation précise pour les zones d'aménagement communal concerté proposées. Dans ce cadre, la CRAT recommande que le Gouvernement wallon fixe, pour le moins, les options générales;

- Un tracé clairement étudié de la voirie de liaison entre la N27 et la N5 au sud-est de Braine-l'Alliance en termes de ses incidences et de ses variantes;

- Une vérification de l'adéquation entre le complexe cinématographique Imagibrairie (groupe Kinopolis) existant et l'inscription de la zone de services publics et d'équipements communautaires envisagée à l'est de la ligne du RER. La CRAT s'interroge à cet égard sur la conclusion du Bureau d'étude qui souligne une meilleure compatibilité de cette activité dans une zone d'habitat;

- Une analyse de la pertinence de l'inscription du futur arrêt de Braine-l'Alliance et des voies ferrées du RER en zone d'espaces verts, alors qu'elles sont actuellement reprises en grande partie en zone blanche. De plus, la Commission souhaite qu'une réflexion soit menée sur les possibilités de franchissement de l'infrastructure ferroviaire. Dans l'état actuel du projet, elle s'avère être une césure nette entre les zones de développement envisagées de part et d'autre. Elle pose question en termes de compatibilité avec les objectifs ayant justifié la mise en révision du plan de secteur, notamment pour ce qui est de favoriser une urbanisation durable à proximité de la gare et de renforcer l'accessibilité de la gare et de ses infrastructures de parking.

Pour conclure, la CRAT relève le manque de vision stratégique du départ de l'avant-projet. Il en découle des propositions (variantes...) qui ne semblent pas être justifiées en termes de besoin. C'est notamment le cas pour les propositions du bureau d'étude qui post-pose certaines valorisations de zones (ZACC - Zone 4) à l'horizon 2025. Il lui semble en effet avoir une réelle difficulté à conforter les options et les besoins et dès lors s'interroge indirectement sur certaines compensations qui pourraient ne pas être nécessaires ».

2. AVIS

La CRAT est favorable aux objectifs de la révision du plan de secteur qui tentent de répondre à des besoins avérés en logements et en terrains destinés à de l'activité économique à Braine-l'Alleud, et donc à l'inscription de zones d'habitat et d'une zone d'activité économique au plan de secteur. Elle souligne par ailleurs l'évolution positive et cohérente du projet répondant à une série d'interrogations de la Commission lors de ses avis précédents.

Elle estime toutefois regrettable d'utiliser la planologie pour promouvoir l'usage du RER aux alentours de la gare de Braine-l'Alliance. La CRAT considère en effet que l'implantation d'une gare RER doit répondre à un besoin en termes de mobilité, alors que le projet a pour objectif de créer un tel besoin pour justifier l'implantation d'une gare RER.

La CRAT s'interroge sur le fait que le projet prévoit une zone d'aménagement communal concerté assortie de prescriptions supplémentaires précisant l'affectation future. La Commission souhaite que le Gouvernement wallon fixe, pour cette zone, une affectation claire au regard des enjeux régionaux du développement de cette aire géographique située à l'intérieur du ring de Bruxelles, au cœur du tripôle tertiaire du Brabant wallon dont les besoins démographiques, économiques et sociaux vont indéniablement évoluer.

La CRAT propose d'inscrire clairement une zone d'habitat en lieu et place de la zone d'aménagement communal concerté située au sud-ouest de la rue de Piraumont.

La CRAT est également interpellée par le niveau de détail des prescriptions supplémentaires qui vont s'avérer très contraignantes à l'échelle locale. Elle estime que celles-ci dépassent le cadre d'une révision planologique. Il appartient certes au plan de secteur de définir les options planologiques d'un territoire. Néanmoins, elle constate que dans le cadre de la révision de plan de secteur, les prescriptions préconisées sont si précises qu'on se rapproche davantage d'options urbanistiques et que l'on s'écarte d'une approche planologique.

Dans un souci de simplification administrative et d'une meilleure clarté du plan de secteur, la CRAT est donc défavorable à l'ensemble des prescriptions supplémentaires proposées. Elle estime qu'il existe des outils plus appropriés que le plan de secteur pour définir les options urbanistiques d'une zone (rapport urbanistique et environnemental, permis d'urbanisation...) et qu'il appartient davantage aux communes de gérer à ce niveau leur territoire.

2.1. Sur l'inscription d'une zone d'habitat (au nord de la zone de parc)

La CRAT est favorable à l'inscription de cette zone d'habitat.

2.2. Sur l'inscription d'une zone de parc

La CRAT est favorable à l'inscription de cette zone de parc.

Elle estime que cette nouvelle zone est justifiée au vu des besoins en espace vert à Braine-l'Alleud.

2.3. Sur l'inscription d'une zone d'habitat à l'ouest de la ligne du RER

La CRAT est favorable à l'inscription de cette zone d'habitat.

Elle estime que cette nouvelle zone d'habitat est justifiée au vu des besoins avérés en logements à Braine-l'Alleud. De plus, elle considère qu'il s'agit d'une solution souple pour accueillir la future piscine.

En plus d'être défavorable à la prescription supplémentaire proposée sur cette zone pour les raisons reprises ci-dessus, la CRAT estime que l'obligation d'atteindre une densité de logements de minimum 80 logements/ha nets est démesurée, va à l'encontre des options du schéma de structure communal et ne permettra pas d'atteindre une certaine mixité de logements (appartements, maisons unifamiliales). La CRAT estime qu'il appartient à la commune de gérer les lignes directrices de l'organisation physique de la zone, notamment en fonction des contraintes environnementales locales, ainsi que les options d'aménagement.

2.4. Sur l'inscription d'une zone d'espaces verts

2.4.1. Au sud de la rue de Piraumont, le long de la zone d'activité économique mixte.

La CRAT est favorable à l'inscription d'une zone d'espaces verts au sud de la rue de Piraumont.

2.4.2. Au nord de la rue de Piraumont, le long de la zone d'habitat

La CRAT est défavorable à l'inscription d'une zone d'espaces verts au nord de la rue de Piraumont.

Elle estime qu'il serait plus opportun d'affecter cet espace à de la zone d'habitat afin de permettre la construction d'éventuels aménagements urbains liés à l'infrastructure ferroviaire.

2.5. Sur l'inscription d'une zone d'habitat à l'est de la ligne du RER

La CRAT est favorable à l'inscription de cette zone d'habitat.

Elle estime que cette nouvelle zone d'habitat est justifiée au vu des besoins avérés en logements à Braine-l'Alleud. De plus, elle considère que cette option est cohérente avec le Rapport Urbanistique et Environnemental développé sur ce périmètre.

En plus d'être défavorable à la prescription supplémentaire proposée sur cette zone pour les raisons reprises ci-dessus, la CRAT estime que l'obligation d'atteindre une densité de logements de minimum 80 logements/ha nets est démesurée, va à l'encontre des options du schéma de structure communal et ne permettra pas d'atteindre une certaine mixité de logements (appartements, maisons unifamiliales). La CRAT estime qu'il appartient à la commune de gérer les lignes directrices de l'organisation physique de la zone, notamment en fonction des contraintes environnementales locales, ainsi que les options d'aménagement.

2.6. Sur l'inscription d'une zone d'activité économique mixte

La CRAT est favorable à l'inscription de cette zone d'activité économique mixte.

Elle estime que cette nouvelle zone est justifiée au vu des besoins avérés en terrains à vocation économique dans cette aire géographique située à l'intérieur du ring de Bruxelles et au cœur du tripôle tertiaire du Brabant wallon.

2.7. Sur l'inscription d'une zone d'aménagement communal concerté

La CRAT est défavorable à l'inscription de cette zone d'aménagement communal concerté.

La CRAT estime que l'affectation de cette zone doit être clairement définie au regard des enjeux régionaux du développement de cette aire géographique située à l'intérieur du ring de Bruxelles, au cœur du tripôle tertiaire du Brabant wallon et dont les besoins démographiques, économiques et sociaux vont indéniablement évoluer.

La CRAT propose dès lors l'inscription d'une zone d'habitat sans prescription supplémentaire en lieu et place de la zone d'aménagement communal concerté située à l'ouest de l'infrastructure ferroviaire.

2.8. Sur la suppression du tracé et du périmètre de réservation de la voirie entre la chaussée d'Ophain et la chaussée de Tubize

La CRAT est favorable à la suppression du tracé et du périmètre de réservation de la voirie entre la chaussée d'Ophain et la chaussée de Tubize.

Elle estime que ce tracé et son périmètre de réservation n'ont plus de sens au vu de la présence d'établissements économiques le long de la Chaussée de Tubize à l'intersection avec le tracé et son périmètre de réservation.

2.9. Sur la suppression du tracé de la voirie existante entre la ligne de chemin de fer n° 124 et l'intersection avec la chaussée d'Ophain

La CRAT est favorable à la suppression du tracé de la voirie existante entre la ligne de chemin de fer n° 124 et l'intersection avec la chaussée d'Ophain.

2.10. Sur l'inscription sur le territoire de Lasne d'une zone agricole au titre de compensation planologique

La CRAT prend acte de l'inscription sur le territoire de Lasne d'une zone agricole au titre de compensation planologique.

Il apparaît que l'inscription de cette zone agricole se ferait en lieu et place d'une zone d'aménagement communal concerté de priorité 2. La Commission s'interroge dès lors sur le choix de cette compensation alors qu'il subsiste d'autres zones d'aménagement communal concerté de priorité 3 sur le territoire communal de Lasne.

Par ailleurs, la Commission estime que cette zone, potentiellement urbanisable, est particulièrement bien localisée dans l'optique de la future construction d'une nouvelle voirie de liaison entre la N27 et la N5, cette dernière permettant en outre de raccorder l'ouest de Lasne à la halte RER de Braine-l'Alliance.

2.11. Sur la construction d'une nouvelle voirie de liaison entre la N27 et la N5 en dehors du site protégé par la loi du 26 mars 1914 au titre de compensation alternative en termes de mobilité

La CRAT est favorable à la construction d'une nouvelle voirie de liaison entre la N27 et la N5 au titre de compensation alternative en termes de mobilité.

2.12. Sur la qualité de l'étude d'incidences

La CRAT estime que l'étude est de bonne qualité.

Elle relève que l'étude d'incidences analyse de manière complète et détaillée les impacts du projet sur l'environnement. L'étude propose en outre des alternatives cohérentes et réalistes au projet initial et ce, tout au long du processus de révision du plan de secteur.

Pierre GOVAERTS,
Président

ANNEXE 3

Nom	Prénom	n°	Rue	CP	Ville
ADESA - PONCHELET	Martine	25	Rue de Charleroi	1400	Nivelles
ANTINORO	M		Valle du Hain	1440	Wauthier-Braine
ANTOINE TEMMERMAN	Martine	14	Clos du Bois du Capitaine	1380	Lasne
AUPPENS	L	6	Rue du Pirois	1421	Ophain
BAHADORANI	Rebeka	178	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud
BARBIEUX	Cindy	144	Rue du Village	7390	Quaregnon
BATAILLE DE WATERLOO - Du PARC LOCMARIA	Nathalie	299	Route du Lion	1410	Waterloo
BATAILLE DE WATERLOO ASBL		299	Route du Lion	1410	Waterloo
BATH	Richard	2a	Avenue du Trianon	1380	Lasne
BEEMAERT	Monique		Rue Pré de la Blanche Maison	1421	Ophain
BEENS	Kathy	321	Chaussée d'Ophain	1420	Braine-l'Alleud
BELLET	G	43	Avenue du 112 ^e	1420	Braine-l'Alleud
BENOIT		25	Route du Lion	1420	Braine-l'Alleud
BERTHELON	Myriam	29	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
BIA	Carine	91	Route de Genval	1380	Lasne
BINJE	Hélène	8	Rue Cloquet	1420	Braine-l'Alleud
BLICQ	Annie	23	Rue du Berger	1428	Lillois
BOGAERTS	Marie-Anne	23/5	Avenue Abbessse de Remiremont	1420	Braine-l'Alleud
BORTELS-ROSE	Françoise	311	Route de l'Etat	1380	Lasne
BOURDON	Léa		Rue Timpe et Tard	1421	Ophain
BOURSOINS - GILLET		26	Route du Lion	1420	Braine-l'Alleud
BRIHAYE	Daisy	53	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
BRISBOSIA	Shaya	178	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud
BRISBOSIA	Maximilien	178	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud

Nom	Prénom	n°	Rue	CP	Ville
BROCHMANS		207	Grand'Route Lillois	1420	Braine-l'Alleud
BRUSSELMANS	Denis	9	Rue Ottiamont	5140	Sombreffe
BURGRAEVE	Patrick	32	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
BUSANEL		12	Boulevard PL Desnutter		
BUXIN	R	46	Rue Frères Herpain	1490	Court-Saint-Etienne
CALLEEUW	Willy	12	Rue du Mouton	1380	Lasne
CAPRON	F	130	Rue Henri Pochez	7379	Dour
CARDON	Laurent	17	Avenue de la Grande Armée	1420	Braine-l'Alleud
CARPENTIER	Jacques	20	Rue des Tisserands	1420	Braine-l'Alleud
CARREZ	Jacques	27	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
CELOTTI	JC	46	Rue Joseph Gos	1420	Braine-l'Alleud
CHEAITAN	Mohamed	51	Rue Sainte-Anne	1420	Braine-l'Alleud
CHEAITAN	Fatmé	33	Avenue du 112 ^e	1420	Braine-l'Alleud
CLARIJS		12	Clos de la Ferme l'Agent	1421	Ophain
COLLET	Joëlle	2A	Bois Héron	1380	Lasne
COLLETTE		6	Rue Les Tiennes	1421	Ophain
COMITE DE QUARTIER BERGES DU RUISSEAU - LIEGEOIS	Marc	6	Clos des Epinoches	1420	Braine-l'Alleud
COMITE DE QUARTIER BERGES DU RUISSEAU - PIRARD	Thierry	6	Clos des Epinoches	1420	Braine-l'Alleud
COMITE DE QUARTIER BERGES DU RUISSEAU - RODRIGUEZ	Ruben	6	Clos des Epinoches	1420	Braine-l'Alleud
CONREUR	Gatien	28	Rue Libert Lanis	1440	Braine-Le-Château
COPAIN	Daniel	73	Chemin de l'Infante	1420	Braine-l'Alleud
CORIN	Jean	106	Avenue Alphonse Allard	1420	Braine-l'Alleud
COURBET		75	Chaussée d'Alseberg	1420	Braine-l'Alleud
COUVREUR		1	Rue des Salamandres	1420	Braine-l'Alleud
CRAMA	Nicolas	79	Avenue Prince d'Orange	1420	Braine-l'Alleud
DAGNIAU	Frédéric	19	Rue du Culot	1380	Lasne
DAENEN	G	18	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
DE BOTH	Michel	31	Avenue Général Ruquoy	1420	Braine-l'Alleud
DE BUYSSCHER	Auber	12	Avenue du Pré Hérault	1428	Lillois
de CASTELBERG	Aline	14	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
De CLERCK	Philippe	39	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
DE GRANDE		33	Rue Albert 1 ^{er}	1490	Court-Saint-Etienne
DE HERTOIGH		21	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
de KESTEMONT		29	Chaussée de Charleroi	1380	Fleurus
DE KEYSER	F	19	Chemin de Noucelles	1440	Ophain
DE KRIEK	JF	71	Chaussée du Bois de Hal	1420	Braine-l'Alleud
DE LOUVIEN		17	Rue Marcel	1420	Braine-l'Alleud
DE NIEF		28	Van Immerseellaan	1860	Meise
DE RIDDER/GALLANT	Serge/B.	17-19	Bld de l'Impératrice	1000	Bruxelles
DE SANTIS			Rue Scolasse		
DE WULF	Sébastien	12	Rue des Berges du Ruisseau	1420	Braine-l'Alleud
DE WULF	Julie	12	Rue des Berges du Ruisseau	1420	Braine-l'Alleud
DEBRUE	Françoise	41	Rue du Faisan	1420	Braine-l'Alleud
DEBRUYN	Nathalie	115	Chaussée d'Ophain	1420	Braine-l'Alleud
DECHAMPS	Christine	100	Chaussée de Mont-Saint-Jean	1420	Braine-l'Alleud
DECHAMPS	Marie	8	Rue des Vignes	1435	Mont-Saint-Guibert
DEJARDIN	Fernand	46	Avenue du 112 ^e	1420	Braine-l'Alleud
DELAHAUT	Robert	31	Avenue des Alouettes	1420	Braine-l'Alleud
DELBS		67	Rue Landuyt	1440	Braine-le-Château

Nom	Prénom	n°	Rue	CP	Ville
DELCORDE	Patricia	13	Clos des Epinoches	1420	Braine-l'Alleud
DELPOLCHIN	Julie	5	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
DEMOULIN	Francine	6	Rue du Pirois	1421	Ophain
DENIS		30	Chaussée d'Alseberg		
DERYCKE		58	Rue du Château d'Eau	1420	Braine-l'Alleud
DETHIER	Odette	19	Chemin de Noucelles	1421	Ophain
DEVLEESCHOUWER	Francine	59	Rue Jean Volders	1420	Braine-l'Alleud
DEVRIENDT		62	Chaussée de Nivelles	1420	Braine-l'Alleud
DEWULF	Michel	103/0001	Boulevard de l'Europe	1420	Braine-l'Alleud
DHEULIN		62	Avenue Garde Impériale	1420	Braine-l'Alleud
DHEYGERE	Ann	10	Rue de la Bruyère	1428	Braine-l'Alleud
DHEYGERE	Ghislain	35A	Rue de Nivelles	1440	Braine-le-Château
DU BRUCQ	Hervé	19	Clos du Sadin	1420	Braine-l'Alleud
du PARC	Yveline	180	Chemin de la Maison du Roi	1428	Lillois
du PARC LOCMARIA	Nathalie	299	Route du Lion	1410	Waterloo
DUBOIS	Olivier	37	Chemin Jean Lanneau	1420	Braine-l'Alleud
DUBOIS			Rue Rivelaïne	1428	Lillois
DUCULOT			Chaussée d'Alseberg	1420	Braine-l'Alleud
DUWEZ	Frédéric	35	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
Ecolo				1380	Lasne
ECOLO-SNOY	Thérèse	1	Place de la Nation	1008	Bruxelles
ENGLEBERT	David	13	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
CROKAERT		28	Drève du petit père Denis	1420	Braine-l'Alleud
FAURE	H	56	Avenue Grand'Peine	1428	Lillois
FEMON	Michèle	250	Rue Jean Volders	1420	Braine-l'Alleud
FLAMENT	Marie-Paule	49	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
FLEUVY	Jean-Pierre	12 bte 51	Avenue de Menden	1420	Braine-l'Alleud
FLEUVY	Danielle	10	Rue Givet	6940	Petit-Han
FLEUVY	Nadine	104	Chaussée Bara	1420	Braine-l'Alleud
FOUCART	Rudolph		Chaussée d'Ophain	1420	Braine-l'Alleud
FOUCART	Raphaël	34	Avenue des Sorbiers	1420	Braine-l'Alleud
GAFFAUX	Pol	10	Clos du Sarty	1428	Lillois
GANTOIS	G	44	Rue Champs Bois	1421	Ophain
GELIANER	Ewa	37	Chemin Jean Lanneau	1420	Braine-l'Alleud
GEYS	Christiane	33	Avenue du Tonnelier	1428	Lillois
GHAYE		25	Route du Lion	1420	Braine-l'Alleud
GHAYE	Pauline		Rue Cloquet	1420	Braine-l'Alleud
GHERAILLE		21	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
GLIBERT	Eugène	167	Rue de la Légère Eau	1420	Braine-l'Alleud
GILOT	Daniel	65	Rue de la Chiennerie	1420	Braine-l'Alleud
GILOT	Sabine	58	Rue de la Chiennerie	1420	Braine-l'Alleud
GILOT	E	152	Rue du Try	1421	Ophain
GLIBERT	Lucien	184	Chaussée de Tubize	1420	Braine-l'Alleud
GOCHET	Michel	34	Square Drouet d'Erlon	1420	Braine-l'Alleud
GOETGHEBUER	Tessa	21	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
GONDRY		28	Drève du Petit Père Denis	1420	Braine-l'Alleud
GOREUX	Jean-Philippe	2	Rue de la Neuve Cour	1428	Lillois
GREGOIRE	Françoise	18	Boulevard Desnouettes	1420	Braine-l'Alleud
GROUX	Julien	29	Rue des Radoux	1440	Braine-le-Château
GUIOT	Matthieu	431f	Chaussée de Louvain	1380	Lasne
GULIERREZ	Laurent	115	Chaussée d'Ophain	1420	Braine-l'Alleud

Nom	Prénom	n°	Rue	CP	Ville
GWINS	Martine	14	Avenue P. Charles de Lorraine	1420	Braine-l'Alleud
HAINÉ		9	Rue Champs Bois	1421	Ophain
HARNIE	M Cl	12	Clos Sainte-Rolande	1420	Braine-l'Alleud
HERDIES	Michel	36	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
HERVERS	Elisabeth		Clos du Champ d'Abeille	1420	Braine-l'Alleud
HEUDRICK	Micheline		Rue du Château d'Eau	1420	Braine-l'Alleud
HEYMANS	Etienne	27	Avenue des Châtaigniers	7090	Braine-Le-Comte
HEYMANS	Philippe	2	Rue des Cinq Etoiles	7133	Buvrines
HEYMANS	A	71	Rue Pierre Flamand	1420	Braine-l'Alleud
HEYMANS	Marc	86	Rue de la Dîme	7133	Buvrines
HOCHART	Luc	29	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
HOCHART	Arnaud	29	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
HOCHART	Arnaud	25	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
HOEBRECHTS	Michaël	18	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
HOEGAERT			Rue du Chevreuil		
HOUEE	Christiane	38	Clos Sainte-Rolande	1420	Braine-l'Alleud
HUBLAU	Christian	33	Rue Cala	1473	Glabais
HUYGHENS	Corine	20	Rue G. Vervueren	1460	Ittre
IDEAL TIMES SA - DUMORTIER	Thibaut	8	Rue Gabrielle	1180	Bruxelles
Immobilière du Brabant (IMBRA)		60	Allée de la Recherche	1070	Anderlecht
INFANTINO	Sandrine	32	Rue Nénufars	1420	Braine-l'Alleud
JALLET	Marina	339	Route de l'Etat	1380	Lasne
JANSON BAUGNIET - LAGASSE	D	187	Chaussée de La Hulpe	1170	Bruxelles
JAVAUX	Anne-Cécile	32	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
JANOSI	Gabor	28	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
JONLET	Bernadette	49	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
JORIS	Marie-Paule	106	Avenue Alphonse Allard	1420	Braine-l'Alleud
KELLER	Jean-François	6	Rue des Fleurs	1421	Ophain
KEMP	Josiane	27	Rue du Berger	1428	Lillois
KINET	Philippe	24	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
KREEVELS	Xavier	8	Clos Sainte-Rita	1420	Braine-l'Alleud
KREMER		4	Rue Delaleau	1421	Ophain
KUMPS	Nadine	39	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
LABIS	Sylvianne	8	Clos du Bois d'Aywiers	1380	Lasne
LACATEMA		44	Avenue de la Liberté	1420	Braine-l'Alleud
LACIRIGNOLA	Dora	238	Rue Emily Bury	1420	Braine-l'Alleud
LACROIX	Michèle	49	Avenue du Tonnelier	1428	Lillois
LAMBERT	Nadine	24	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
LAMBERT	Jean-Louis	8	Rue du Cours d'Eau	1428	Lillois
LAMBIOTTE	Jean-Pierre	13	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
le HARDY	Sybille	180	Chemin de la Maison du Roi	1428	Lillois
LEBRUN	Roger	529	Chaussée de Louvain	1380	Lasne
LECHIEN	Eric	13	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
LECHIEN	Julien	13	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
LECHIEN	Jonathan	13	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
LECHIEN	Bao	13	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
LECLERCQ	Ganivi	30	Avenue du 112 ^e	1420	Braine-l'Alleud
LEJEUNE	Nicole	34	Square Drouet d'Erlon	1420	Braine-l'Alleud
LEPOUTRE	Frédéric	15	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
LEVEAU	Baudouin	1	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
LEYNSEELE	Véronique	35	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud

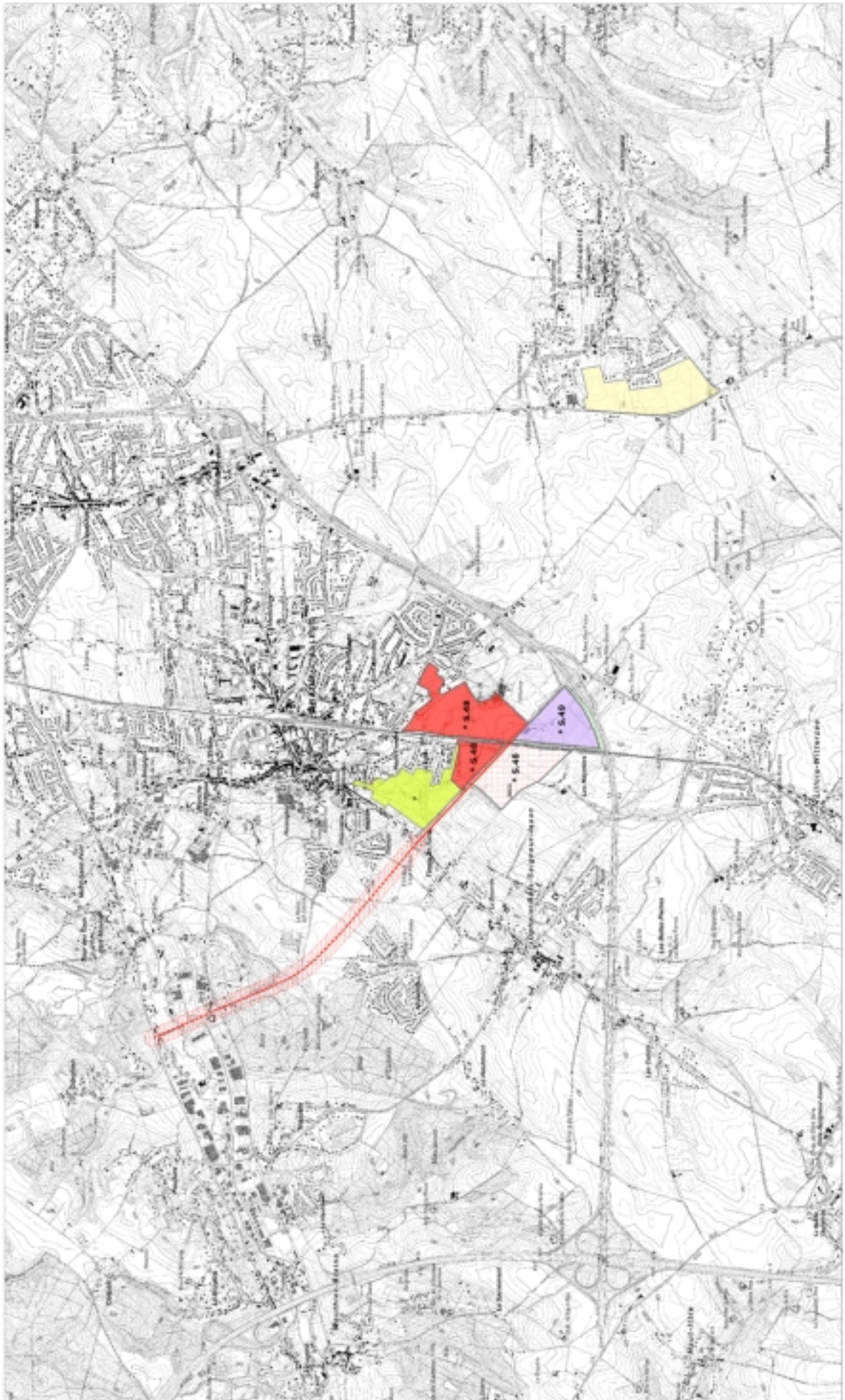
Nom	Prénom	n°	Rue	CP	Ville
LHOIR	Simon	126	Rue de Hal	1421	Ophain
LHOIR	Kévin	126	Rue de Hal	1421	Ophain
LORGE	Marc	67	Rue Landuyt	1440	Braine-le-Château
LOSDYCK	Vincent	15	Avenue de l'Ermitage	5000	Namur
LOSFELD	S	8	Rue des Hirondelles	1420	Braine-l'Alleud
LURQUIN	Michel	40	Rue du Dessus	1420	Braine-l'Alleud
LUYCKX	Brigitte	8	Rue du Cours d'Eau	1428	Lillois
MAERTENS		20	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
MAERTENS	Jean	71	Eikhofstraat	8600	Diksmuide
MAHIEU	Monique	63	Avenue Beau Vallon	1410	Waterloo
MAHIEUX		8	Rue des Warrois	1420	Braine-l'Alleud
MALLER	Catherine	19	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MAQUET	Annie	37	Chaussée de Charleroi	1380	Plancenoit
MARCELIS	Béatrice	6	Avenue Napoléon	1420	Braine-l'Alleud
MARCHANDT	Agnès	27	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANDT	Robert	52	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANT	Arnaud	21	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANT	Marie	21	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANT	Françoise	21	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANT	François	21	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARTIN	Marie-Laure	103/0001	Boulevard de l'Europe	1420	Braine-l'Alleud
MASSON	Laurent				
MEIRESSE	Marc	16	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
MENGEAT	M		Avenue Léon Jourez	1420	Braine-l'Alleud
MERLIN		12	Rue des Cattys	1440	Braine-le-Château
MERTENS	Christian	34	Chemin des Pères	1420	Braine-l'Alleud
METENS	Suzanne	1	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
MEURS	Frédéric	58	Rue de la Chiennerie	1420	Braine-l'Alleud
MICHEL		8	Rue des Warrois	1420	Braine-l'alleud
MICHIELS			Avenue Alphonse Allard	1420	Braine-l'Alleud
MILANTS	Yves	17	Avenue des Tarins	1420	Braine-l'Alleud
MINNE	François	59	Rue Jean Volders	1420	Braine-l'Alleud
MOONS	Jean-Paul	51	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
MOREAU	Valérie	165	Rue de la Légère Eau	1420	Braine-l'Alleud
MOREAU de MELEN	Frédéric	90	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud
MOREAU de MELEN	Nicolas	88	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud
MOREL DE WESTGAVER	Yves				
MORTIER	Michèle	20	Rue des Tisserands	1420	Braine-l'Alleud
MORTIER		21	Rue des Alliés	1420	Braine-l'Alleud
MUHEL	Pierre	7	Rue du Try	1428	Lillois
NEMETH	Judith	52	Chaussée d'Alsemberg	1420	Braine-l'Alleud
NIEGO	Pierre	19	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
NIEGO	Pascal	94C	Avenue Abbessede Remiremont	1420	Braine-l'Alleud
NINANNE	Joël	4/A	Rue des Croix du Feu		
NOEL	Charlotte	21	Rue Notre-Dame	1420	Braine-l'Alleud
NUTTIN	Joseph		Avenue Geneviève de Brabant	1420	Braine-l'Alleud
OSI	JF	20	Rue des Croix du Feu	1420	Braine-l'Alleud
PACIFICI	Antoinette	73	Avenue Prince Albert	1410	Waterloo
PAPADOKIS	Georges	43	Rue Latérale	1440	Braine-le-Château
PARC DE L'ALLIANCE - DONNET	JL	25	Boulevard du Souverain	1170	Bruxelles

Nom	Prénom	n°	Rue	CP	Ville
PARC DE L'ALLIANCE - NOI-RHOMME	B.	25	Boulevard du Souverain	1170	Bruxelles
PARMENTIEN		4	Rue des Archers	1420	Braine-l'Alleud
PARVAY	Oumer	55	Rue de R	1421	Ophain
PECHEUR	Arlette	4	Avenue du Forgeron	1428	Lillois
PERIN		142	Chaussée d'Alseberg	1420	Braine-l'Alleud
PESSAN	Ewa		Place Saint-Sébastien	1420	Braine-l'Alleud
PIVETTA	Roberto	53	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
POLET-TEMMERMAN	Francine	15	Chemin des Hayes	1380	Lasne
PREVOT		62	Chaussée de Nivelles	1420	Braine-l'Alleud
PRIJS		34	Avenue lin	1420	Braine-l'Alleud
RANSQUIN	Thérèse	23A	Rue Pierre Van Dijck	1310	La Hulpe
RANSQUIN	Geneviève	20/061	Bld Joseph Tirou	6000	Charleroi
RANSQUIN	Paul	36	Rue de la Champagne	5670	Olloy-sur-Viroin
REGIMA SPRL		3	Chemin du Champ de la Clôture	1420	Braine-l'Alleud
RENAULT	Claire	43	Rue du Try	1421	Ophain
RENS		47	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
REUSENS	Brigitte	36	Rue des Bergers du Ruisseau	1420	Braine-l'Alleud
REYNAERT	L	15	Avenue des Frênes	1410	Waterloo
RICHARD	Françoise	74	Rue de la Croix	1420	Braine-l'Alleud
RIMBERT			Chaussée d'Alseberg	1420	Braine-l'Alleud
RITS	Denise	2	Hameau de l'Enfer	7070	Le Rœulx
ROELANDT	D	28	Avenue du Tonnelier	1428	Lillois
RONGY	Sophie	34	Avenue des Sorbiers	1420	Braine-l'Alleud
ROSY	Philippe	178	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud
RO TSAERT		65	Rue de Bois-Seigneur-Isaac	1421	Ophain
SA BURCO - DE CLOEDT	Jean	11	Avenue Franklin D. Roosevelt	1050	Bruxelles
SACCOL	Jean	73	Avenue Prince Albert	1410	Waterloo
SACCOL	Giovani	73	Avenue Prince Albert	1410	Waterloo
SACCOL	Sylvie	10	Avenue du 112°	1420	Braine-l'Alleud
SALIEZ	Jacqueline		Avenue du Dernier Carré	1420	Braine-l'Alleud
SCHERREWS		74	Stationsstraat	1730	Asse
SCHIMP	Cl	28	Clos Sainte-Rolande	1420	Braine-l'Alleud
SENTERRE	Francine	40	Rue du Dessus	1420	Braine-l'Alleud
SEPTON	Nicolas	45	Chaussée d'Alseberg	1420	Braine-l'Alleud
SERPIETER			Avenue des Volontaires		Auderghem
SIMON	Béatrice	43	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
SIMON	Georges		Avenue Pr Ch de Lorraine	1420	Braine-l'Alleud
SMETS		21	Van Immerseellaan	1860	Meise
Société PLANT DEVELOPMENT SPRL		180	Chemin de la Maison du Roi	1428	Lillois
SPEECKAERT	P	15	Clos du Mélèze	1420	Braine-l'Alleud
STAPELS	Francine	18/31	Rue des Jambes	1420	Braine-l'Alleud
STERCK	MC	73	Avenue Hirondelles		Céroux-Mousty
STESMANS	Thierry	21	Rue Duboit	1440	Wauthier-Braine
STEVEN	JC	455	Chaussée de Mons		
STEWART	Georges	6	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
STOUFFS	Henry	209	Chaussée de Louvain	1410	Waterloo
TAMINIAU	Etienne	103	Chemin des Pères	1420	Braine-l'Alleud
TASIAUX	N	13	Boulevard des Mouettes		
TEMMERMAN	Marc	3	Rue du Champ de Bataille	1380	Lasne
TEMMERMAN	Martine	14	Clos du Bois du Capitaine	1380	Lasne

Nom	Prénom	n°	Rue	CP	Ville
TEMMERMAN	Thierry	133	Rue de la Bâchée	1380	Lasne
TERMOTE	Noël	56	Rue des Terres Pelées	7180	Seneffe
THIBAUT		90	Rue du Vignoble	1420	Braine-l'Alleud
THIRY	Jeannine	144	Pré Blanche Maison	1421	Ophain
THOMAS		1	Rue des Salamandres	1420	Braine-l'Alleud
THOMAS	A		Chaussée de Nivelles	1420	Braine-l'Alleud
TILLIER	Michèle	51	Avenue du Bouvreuril	1420	Braine-l'Alleud
TOUTH	Joséphine	45	Rue de Paudure	1420	Braine-l'Alleud
TRANSON	Monique	8	Rue des Salamandres	1420	Braine-l'Alleud
TRICAU	André	268	Chaussée d'Ophain	1420	Braine-l'Alleud
TRICOT		20	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
UYTTENDAELE	Germaine	1	Rue du Vignoble	1420	Braine-l'Alleud
VAN ASSELBERSH	N	13	Rue Croix de Pierre	1428	Lillois
VAN BROUTAGER					
VAN BUGYENMOUT	Madeleine	7	Avenue de la Grande Armée	1420	Braine-l'Alleud
VAN CALOEN	Alexandre	47	Rue Comte Jacques de Meeus	1428	Braine-l'Alleud
VAN DUUREN	Giovanni	20	Rue G. Vervueren	1460	Ittre
VAN LAETHEM	Gaëtan	56	Route de Rixensart	1300	Limal
VAN NEDERVELDE	Chantal	455	Bergensesteenweg		Sint-Pieters-Leeuw
VAN NUWENBORG	Brigitte	71	Chaussée du Bois de Hal	1420	Braine-l'Alleud
VAN ROSSOM	Robert	3	Rue des Châtaigniers	1421	Ophain
VANDEKERCKHOVE		62	Chaussée de Tervuren	1410	Waterloo
VANDEKERCKHOVE	A	62	Chaussée de Tervuren	1410	Waterloo
VANDENPLAS	Olivier	32	Rue Nénufars	1420	Braine-l'Alleud
VANDER CRUYSEN	Yves	299	Route du Lion	1410	Waterloo
VANDEVELDE	Philippe	232	Chaussée de Tubize	1420	Braine-l'Alleud
VANHACLEN		14	Rue Mathias	1440	Braine-le-Château
VANHAM	Olivier	13	Clos des Epinoches	1420	Braine-l'Alleud
VANHAM	Véronique		Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
VANHORICK		195	Rue Pierre Flamand	1420	Braine-l'Alleud
VANKEXK		19	Clos du Sadin	1420	Braine-l'Alleud
VERDIN	Régina	14	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
VERMEERSCH	Isabelle	104	Chemin des Pères	1420	Braine-l'Alleud
VERNIEUNE	Olivier	21	Rue Notre-Dame	1420	Braine-l'Alleud
VERSTRAETEN		47	Avenue du Bouvreuril	1420	Braine-l'Alleud
VINCOTTE	Tanguy	74	Clos du Sadin	1420	Braine-l'Alleud
VINCOTTE	Geneviève	74	Clos du Sadin	1420	Braine-l'Alleud
VINCOTTE	Tanguy	142	Clos du Sadin	1420	Braine-l'Alleud
VIVAQUA - POLLEFEYS	Anne	17-19	Boulevard de l'Impératrice	1000	Bruxelles
VLEMIERCKX	Martine		Chaussée de Tubize	1420	Braine-l'Alleud
WASHER	Catherine	88A	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud
WAUTIER	H	83	Rue du Try	1421	Ophain
WELLENS	Joseph	37	Rue Les Hayettes	1420	Braine-l'Alleud
WERY	Gilberte	10	Clos du Sarty	1428	Lillois
YERLES	Françoise	63	Rue du Bouvreuril	1420	Braine-l'Alleud
ZINQUE	Michel	49	Avenue du Bouvreuril	1420	Braine-l'Alleud

Révision du plan de secteur de Nivelles

en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future gare de Braine-l'Alliance.



ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2013/27247]

26. SEPTEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung des Sektorenplans Nivelles (Karte 39/3) zwecks Förderung der Benutzung des RER (regionales Nahverkehrsnetz) in der Nähe der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (CWATUPE);

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums ("Schéma de Développement de l'Espace Régional", SDER);

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1981 zur Festlegung des Sektorenplans Nivelles, in seiner durch die Erlasse vom 6. September 1991, vom 6. August 1992, vom 30. Oktober 1993, vom 2. März 1995, vom 23. Juli 1998, vom 1. April 1999, vom 22. April 2004 und vom 30. September 2004 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. September 2010, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Nivelles einer Revision zu unterziehen ist, und zur Verabschiedung des Planvorentwurfs (Karte 39/3) zwecks Förderung der Benutzung des RER in der Nähe des künftigen RER-Bahnhofs von Braine-l'Alliance;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012, durch den der Entwurf zur Revision des Sektorenplans Nivelles (Karte 39/3) zwecks Förderung der Benutzung des RER in der Nähe des künftigen RER-Bahnhofs von Braine-l'Alliance vorläufig angenommen wird;

Aufgrund der in der Anlage des vorliegenden Erlasses verzeichneten Beschwerden und Bemerkungen von Privatpersonen, Vereinigungen von natürlichen Personen sowie von öffentlichen Einrichtungen und Einrichtungen öffentlichen Interesses anlässlich der öffentlichen Untersuchung, die vom 3. Dezember 2012 bis zum 21. Januar 2013 in den Gemeinden Braine-l'Alleud und Lasne stattgefunden hat;

Aufgrund der Informationsversammlungen, die am 6. Dezember 2010 in Braine-l'Alleud und Lasne stattgefunden haben;

Aufgrund der Protokolle der Versammlungen zum Abschluss der öffentlichen Untersuchung, die am 21. Januar 2013 in Braine-l'Alleud und Lasne stattgefunden haben;

Aufgrund der Protokolle der Konzertierungsversammlungen, die nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung am 24. Januar 2013 in Braine-l'Alleud und Lasne stattgefunden haben;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen günstigen Gutachtens des Gemeinderats von Braine-l'Alleud vom 25. Februar 2013;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen ungünstigen Gutachtens des Gemeinderats von Lasne vom 26. Februar 2013;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen günstigen Gutachtens des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung (CWEDD) vom 15. April 2013 mit Bezugszeichen CWEDD/13/CS.510;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen günstigen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) vom 30. Mai 2013 mit Bezugszeichen CRAT/13/CS.169;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen günstigen Gutachtens der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen (CRMSF) vom 6. Mai 2013 mit Bezugszeichen RT/PG/AE/ae/060513/4.6;

In der Erwägung, dass die operative Generaldirektion Nr. 1 (DGO1) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie kein Gutachten abgegeben hat, und dass das fehlende Gutachten demnach als günstig gilt;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen günstigen Gutachtens der operativen Generaldirektion 4 (DGO4) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie vom 18. April 2013, mit Bezugszeichen DPat/DPP/GG/PP/FD/FB/sp/NoteCDT-TB;

Umweltverträglichkeitsprüfung

Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer bedauert, dass das im Stadtzentrum gelegene Grundstückspotenzial (24,11 ha) in unmittelbarer Nähe des Bahnhofs von Braine-l'Alleud (weiße Zone im Sektorenplan) nicht in den Teil der Umweltverträglichkeitsprüfung über die Bewertung des Angebots mit einbezogen wurde;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass der Aufschub der Durchführung des RER mehrere Hypothesen des Autors der Studie zunichte macht, worunter diejenige in Verbindung mit dem gemischten Gewerbegebiet;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass es in der Umweltverträglichkeitsprüfung für den Teil Bewertung der Auswirkungen (Änderungsfaktoren der Umgebung – Änderungsfaktoren in Verbindung mit der Verstärkung des Gebiets) an Zweckmäßigkeit fehlt;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung keine wirklich klare Antwort auf die Mobilitätsprobleme in Verbindung mit der "Route de Piraumont" gibt und die anderen, potenziell von dem Planentwurf betroffenen Verkehrswege (z.B.: südliche Zubringerstraße, die Straßen "Rue des Saussois" und "Rue du Vignoble"), auf denen bereits gewisse Übersättigungserscheinungen beobachtet werden, nicht analysiert;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Auswirkungen des Planvorentwurfs auf die materiellen Güter nicht ausreichend erwähnt wurden und dass die Einwohner der Viertel in der Nähe der neuen Gebiete unweigerlich eine Wertminderung in Anbetracht der Schädigung der Umgebung ihrer Güter erleiden werden;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung nur die Situation der günstigsten Dichte auf der Grundlage der Vorschriften der Wallonischen Regierung widerspiegelt, da der Autor der Studie als maximale Hypothese eine Wohnungsdichte von 80 Wohnungen pro Hektar aufgestellt hat, obwohl die von der Wallonischen Regierung auferlegte zusätzliche Vorschrift keine Höchstgrenze festlegt;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass der Autor der Studie weniger günstige Hypothesen von 100 bis 120 Wohnungen/ha hätte analysieren sollen; dadurch fehlt es in seiner Studie völlig an Zweckmäßigkeit und die Verwaltungsbehörde kann sich keine taugliche Meinung über die Auswirkungen seines Beschlusses bilden;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass der Autor der Studie dem von der Wallonischen Regierung vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleich in Anbetracht der Dürftigkeit der Erwägungen, die ihn betreffen, keine ausreichende Aufmerksamkeit geschenkt hat;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Ansicht ist, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer eine Umweltverträglichkeitsprüfung zufriedenstellender Qualität abgegeben habe und dass die zuständige Behörde darin die Elemente finden werde, um ihren Beschluss zu fassen;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Ansicht ist, dass die Entwicklung von Braine-l'Alleud aufgrund der regionalen Wichtigkeit des von der Revision des Sektorenplans betroffenen Gebiets einer globaleren Analyse unterzogen werden sollte;

In der Erwägung, dass der CRAT die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung als gut beurteilt;

In der Erwägung, dass der CRAT feststellt, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine vollständige und detaillierte Analyse der Auswirkungen des Planentwurfs auf die Umwelt bietet und außerdem kohärente und realistische Alternativen zum Planvorentwurf vorschlägt;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass Artikel R.82 des Umweltgesetzbuchs vorsieht, dass der CWEDD für jeden Entwurf, der einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegt, ein Gutachten über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung und die Umweltrelevanz des Projekts abgibt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung angesichts der Gutachten des CWEDD und des CRAT der Ansicht ist, dass sie die Annahmen und Methoden des Autors der Studie sowie die Qualität und Vollständigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung nicht in Frage zu stellen hat;

In der Erwägung, dass das im Stadtzentrum gelegene Grundstückspotenzial (24,11 ha) in unmittelbarer Nähe des Bahnhofs von Braine-l'Alleud (weiße Zone im Sektorenplan) in der Bewertung des Angebots nicht berücksichtigt worden ist, weil es bereits durch verschiedene, hauptsächlich kommunale Entwicklungsprojekte bereitgestellt ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass das von ihr im Rahmen des Sektorenplans Nivelles verfolgte Hauptziel die Förderung der Benutzung des RER in der Nähe der zukünftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance durch die Verstädterung der in dieser Nähe gelegenen Gebiete ist und dass der Entwurf nicht die Ansiedlung des RER betrifft, da es sich um eine Akte handelt, die dem Beschluss der Revision des Sektorenplans Nivelles vorhergeht;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in Erwiderung auf die Bemerkung des CWEDD daran erinnert, dass der Autor der Studie zwei Bezugsgebiete identifiziert hat: das eine für die Studie der Bedürfnisse und das andere für die Lokalisierung der Zweckbestimmungsgebiete; dass er das Bezugsgebiet für die Studie der Bedürfnisse auf die Gemeinden von Braine-l'Alleud und Lasne und das auf den zwischen der Eisenbahnlinie L124 und der "Chaussée de Tubize" für die Analyse der Streichung im Sektorenplan des geplanten Reserveumkreises und der Trasse des Verkehrsweges zwischen der "Chaussée d'Ophain und der "Chaussée de Tubize" gelegenen Umkreis erweiterte Gebiet der angrenzenden Zonen auf die künftige RER-Haltestelle Braine l'Alliance für die Lokalisierung der Zweckbestimmungsgebiete abgegrenzt hat; dass er es nicht als notwendig erachtet hat, sie im Laufe seiner Analyse zu erweitern;

In der Erwägung, dass sich die Wallonische Regierung ebenfalls dem Gutachten des Autors der Studie angeschlossen hat, der der Ansicht war, dass die Nähe der von dem Planvorentwurf betroffenen Gebiete zur Region Brüssel-Hauptstadt und der Flämischen Region keine bedeutende Umweltauswirkungen auf diese zur Folge hätte;

Konzertierung

Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer erstaunt sind über den Mangel an Konzertierung zwischen den verschiedenen, für die Raumordnung Verantwortlichen, nämlich den Verantwortlichen der Wallonischen Region und den lokalen Mandatsträgern der Gemeinde Braine-l'Alleud;

In der Erwägung, dass in manche Beschwerden dieser Mangel an Konzertierung hervorgehoben wird, obwohl mehrere Vortragende unterstreichen, dass eine gute Konzertierung zwischen allen für die Raumordnung Verantwortlichen notwendig ist, um die richtige Aktivität der richtigen Stelle zuzuweisen;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass der Beschluss der Wallonischen Region zur Revision des Sektorenplans Nivelles ohne Konzertierung mit den lokalen Behörden auferlegt worden ist, was unsinnig zu sein scheint, denn die durch die Entstädterung verursachten Kosten bleiben zu Lasten der Gemeinschaft von Braine-l'Alleud;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer die Aussetzung der Untersuchung des Planentwurfs beantragt, damit dieser mit anderen Anwohnern im Einvernehmen mit den verschiedenen betroffenen Behörden neu überprüft werden kann;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass eine Konzertierung aller für die Raumordnung Verantwortlichen einen besseren Überblick über den Wohnkern verschafft hätte;

Antworten der Wallonische Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass der CWATUPE im Rahmen der Revision eines Sektorenplans keine Konsultierung der Gemeindebehörden auferlegt, mit Ausnahme des Gutachtens des Gemeinderats nach der öffentlichen Untersuchung;

In der Erwägung, dass die Revision eines Sektorenplans außerdem die Eintragung von Gebieten bezweckt, deren Effekt, Herausforderungen und Auswirkungen über den Rahmen der auf lokaler Ebene verfolgten Raumordnungsziele hinausgehen;

In der Erwägung, dass es der Autor der Studie dennoch als zweckmäßig erachtet hat, die Zusammenhänge des Planentwurfs mit den kommunalen Strukturschemen und den ordnungsgemäß verabschiedeten kommunalen Mobilitätsplänen, sowie mit den laufenden kommunalen Akten zu erkennen; dass er zum Beispiel die Flächenmenge ermittelt hat, die zur Einrichtung des von den Gemeindebehörden von Braine-l'Alleud erwünschten Wasserkomplexes, für die ein Bedarf besteht, erforderlich ist;

Öffentliche Untersuchung

Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass sie auf die Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung dringend reagieren mussten und dass sie bedauern, dass die Frist für die öffentliche Untersuchung nicht während der Urlaubszeit ausgesetzt worden ist, obwohl ihnen eine solche Aussetzung auf die meisten anderen öffentlichen Untersuchungen als anwendbar erscheint;

Antworten der Wallonische Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung darauf hinweist, dass der CWATUPE keine Aussetzung einer öffentlichen Untersuchung während den Weihnachtsferien vorsieht;

Allgemeine Beschwerden und Bemerkungen

Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Revision des Sektorenplans Nivelles wegen des Aufschubs der Inbetriebsetzung des RER bis 2025 allzu früh stattfindet;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass es angebracht wäre, das Ende der Arbeiten der RER-Linie und den Einsatz der Linie zwischen Brüssel und Braine-l'Alleud abzuwarten, um sich der wahren Bedürfnisse bestens bewusst zu werden und um sich einen realistischeren Überblick über die Folgen zu verschaffen, die die RER-Haltestelle Braine-l'Alliance nach sich ziehen könnte;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass eine zu rasche Einrichtung der neuen Gebiete in Kombination mit der Verspätung des RER negative Auswirkungen hinsichtlich der Mobilität in Braine-l'Alleud und Umgebung, der Verschmutzung und der Beeinträchtigung des Lebensrahmens und zur heimtückischen Folge haben könnte, dass sich die erwarteten Pendler unter den neuen Einwohnern letztendlich doch nicht für die Eisenbahn entscheiden;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass es zweckmäßig wäre, jedes der Gebiet in Phasen zu besetzen;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass der Planentwurf die Studie über die Auswirkungen des Baus des RER nicht einhält;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer es als fragwürdig erachtet, sich auf eine Ausrüstung zu stützen, die nur beschränkte Dienstleistungen bietet, um die Entwicklung von neuen, zur Verstädterung bestimmten Gebieten zu rechtfertigen;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer sich die Frage stellen, inwiefern der Planentwurf die Förderung der Benutzung des RER im Umfeld einer künftigen RER-Haltestelle ermöglicht, insofern er weder ausreichende Parkplätze, noch öffentliche Verkehrsmittel in ausreichender Menge oder Regelmäßigkeit vorsieht;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer das Interesse der Eisenbahnkunden für die RER-Haltestelle Braine-l'Alliance, die den Fahrgästen keine Erleichterung bietet (keine Unterstände bei Unwetter, keine Geschäfte, keine Zubringerbusse, keine wichtigen Linienbusse, usw.) im Verhältnis zu den Vorteilen, die der Autor der Studie dem Bahnhof von Braine-l'Alleud anrechnet (Lage in einem Stadtgebiet, bessere Verkehrsverbindungen, leichter Zugang für die Pendler, usw.), bezweifeln;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass es widersprüchlich ist, die Vorzüge einer Erhöhung der Verstädterungsdichte, hauptsächlich rund um die zentralen Standorte, in der Theorie hervorzuheben, und in Wirklichkeit nicht die in der Nähe des Zentrums von Braine-l'Alleud gelegenen Agrargebiete, sondern die am Rande gelegenen Gebiete zu verstädtern;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer die Überprüfung des Planentwurfs in Übereinstimmung mit dem optimierten Entwicklungsplan des regionalen Raums ("schéma de développement de l'espace régional" (SDER)) als notwendig erachten;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Bestimmung der regionalpolitischen Erklärung ("Déclaration de politique régionale" (DPR)) über die Verdichtung der bestehenden Stadtkerne im Rahmen der Fertigstellung des RER nicht auf den "Parc de l'Alliance" anwendbar ist, der bei weitem kein "Stadtkern" ist;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Wallonische Regierung die Auswirkungen des Planentwurfs auf das Zentrum von Braine-l'Alleud (Entstädterung) und auf dessen Randzone (Verstädterung der Randgebiete) absichtlich unbeachtet lässt;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Entwicklung des Zentrums von Braine-l'Alleud durch den Planentwurf, der im Umkreis der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance einen weitaus dichteren Gegenpol als im Zentrum (80 Wohnungen/ha anstatt 45 Wohnungen/ha im Stadtzentrum) mit einer Konzentration von 20 % der Bevölkerung von Braine-l'Alleud einrichten möchte, deutlich gefährdet ist;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer in dem Entwurf der Wallonischen Regierung die Gefahr beklagen, dass das Zentrum von Braine-l'Alleud auf die künftige RER-Haltestelle Braine-l'Alliance verlagert wird und dadurch hohe Kosten an Infrastrukturen, Ausrüstungen und verschiedenen Dienstleistungen für die Gemeinschaft entstehen könnten;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer hervorheben, dass die Wahl der Lokalisierung neuer Wohnungen von großer Bedeutung ist, damit die Auswirkungen der Entstädterung vermieden werden und der Treibhauseffekt verringert wird - Kriterien, die von der ständigen Konferenz zur territorialen Entwicklung ("conférence permanente du développement territorial" (CPDT)) vehement verteidigt werden;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Wahl der Zentralität die wesentlichste Leitlinie der städtebaulichen Entwicklung von Braine-l'Alleud bleiben soll, da sie unter anderem ermöglicht, alle bestehenden Infrastrukturen (Schulen, Geschäfte, Dienstleistungen an die Bevölkerung, usw.) zu nutzen ;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die neuen, südlich der "Route de Piraumont" geplanten Gebiete nicht mit dem von der Wallonischen Regierung verfolgten und weitgehend durch die Studien der "CPDT" unterstützten Ziel der Zentralität vereinbar sind;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer darauf aufmerksam machen, dass das Zentrum von Braine-l'Alleud bereits mit effizienten Infrastrukturen ausgestattet ist, im Gegensatz zu der Alliance-Zone, die sich in einem Agrargebiet befindet, das heißt ohne Infrastrukturen, Geschäften, Dienstleistungen an die Bevölkerung;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer darauf aufmerksam macht, dass mehrere wichtige Sekundarschulen (mehrere Tausend Schüler) auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud vorhanden sind, die sich alle nördlich oder im Zentrum der Gemeinde befinden; dass es demnach vorteilhafter wäre, das Stadtzentrum derart zu verdichten, dass die zahlreichen Schüler die Schulen zu Fuß oder mit dem Fahrrad erreichen können;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer darauf aufmerksam machen, dass der Planentwurf mit dem kommunalen Strukturschema und dem kommunalen Mobilitätsplan von Braine-l'Alleud im Widerspruch steht, da weder in dem einen, noch in dem anderen die Option in Betracht gezogen wird:

- die Verstädterung in Richtung Süden zu entwickeln;
- die Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung einzurichten;
- den Entwurf der Trasse der Verlängerung der "Route de Piraumont" im Sektorenplan zu streichen;
- das Gebiet genannt "du Paradis" zu verstädtern;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer daran erinnert, dass im kommunalen Strukturschema beschlossen worden ist, die Einrichtung aller auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud gelegenen Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung einzufrieren, um die Bevölkerung zu stabilisieren;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer darauf aufmerksam machen, dass die Verabschiedung des Plans zur Folge haben wird, dass eine gründliche Revision des kommunalen Strukturschemas und des kommunalen Mobilitätsplans von Braine-l'Alleud erforderlich ist und die Vereinbarungen, die nach den Konzertierungen, deren Gegenstand sie waren, getroffen worden sind, in Frage gestellt werden;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer sich über die Tatsache wundert, dass die Wallonische Regierung die Option des kommunalen Strukturschemas von Braine-l'Alleud, das Gemeindegebiet südlich der "Route de Piraumont" nicht zu verstädtern, zum Zeitpunkt, in dem der Gemeinderat ihr die Akte übermittelt hat, nicht in Frage gestellt hat, und einige Monate später beschlossen hat, es teilweise dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit Auferlegung einer minimalen Wohnungsdichte von 80 Wohnungen pro Hektar und teilweise dem gemischten Gewerbegebiet zuzuteilen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer es als widersinnig erachtet, dass die Wallonische Regierung die Optionen des kommunalen Strukturschemas von Braine-l'Alleud für die Festlegung des Standorts der neuen, zur Verstädterung bestimmten Gebiete nicht berücksichtigt, sich jedoch auf dasjenige von Lasne stützt, um die Wahl des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung, das sie als raumplanerischen Ausgleich vorschlägt, zu rechtfertigen;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass eine Haltstelle an der Kreuzung der "Chaussée Bara" ein höheres Entwicklungspotenzial als dasjenige von Braine l'Alleud haben würde; dass sie demnach die Option der Wallonischen Regierung nicht verstehen, die südlich von Braine-l'Alleud gelegenen Agrargebiete, anstatt das im Zentrum der verstädterten und ausgerichteten Gebiete von Braine-l'Alleud und von Waterloo gelegene "Plateau de l'Infante" einzurichten;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass aus der Tatsache, dass die Aufwertung der künftigen RER-Haltstelle Braine l'Alliance im Luft/Klima-Plan als Beispiel der im Rahmen der Maßnahme 72 zu unternehmenden Aktionen angeführt wird, kein Argument gewonnen werden kann, um die Option "Bara" zurückzuweisen, da sie auf keiner Raumordnungsstudie beruht;

dass die Vorteile der Aufwertung der an der Kreuzung der Linie 124 und der "Chaussée Bara" gelegenen Grundstücke jedoch hinsichtlich der Auswirkungen auf die Luft und das Klima aufgrund ihrer Lokalisierung im Zentrum von zur Verstädterung bestimmten Gebieten ausschlaggebend sind;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass mehrere Studien die ideale Lage des "Plateau de l'Infante" zwecks seiner Bestimmung zur Verstädterung bereits bestätigt haben;

In der Erwägung, dass mehrere Landwirte die Schwierigkeiten erwähnen, denen sie in der Ausübung ihrer Tätigkeit auf dem "Plateau de l'Infante" wegen der Entfernung von ihren Betriebsstätten, der eingeklemmten Lage der von ihnen bewirtschafteten Ländereien und der Nähe der Wohngebiete begegnen und machen hingegen darauf aufmerksam, dass das Alliance-Gelände sich noch in einem ländlichen Umfeld befindet, durch das die öffentliche Ruhe sowohl der Landwirte als auch der wenigen Anwohner bewahrt werden kann;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass der Planentwurf mit der Mindestfläche der Wohnungen und den Bestimmungen über das Parken der Fahrzeuge, die häufig von den Gemeindebehörden auferlegt werden, im Widerspruch steht;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Wallonische Regierung die Auswirkungen des Planvorentwurfs auf die nachstehenden Elemente nicht ernsthaft untersucht hat:

- die Oberflächengewässer (Überschwemmungen, insbesondere "Hayettes");
- das Grundwasser (Wasserentnahmestellen, insbesondere diejenige von "Hayettes", Austrocknen und Verschmutzung);
- die akustische Umgebung der süd-östlich der "Route de Piraumont" gelegenen Gebiete;
- die biologische Vielfalt des im Südostquadrant gelegenen Agrargebiets;
- die Forstgebiete und Grünflächen, die im Sektorenplan an der Stelle bestimmter Wasserentnahmestellen angegeben sind;
- die Mobilität im Allgemeinen und insbesondere die "Route de Piraumont";
- die landwirtschaftliche Tätigkeit (agronomisches Potenzial der Ländereien, Betriebe);

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass der Planentwurf die bestehende Situation nicht berücksichtigt; dass sein Grundstück in einem Wohngebiet eingetragen sein sollte und dass die Verkehrswege, für die ein Fluchtlinienplan genehmigt worden ist, ebenfalls angegeben sein sollten;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer die Abänderung der Karte 39/3 des Sektorenplans beantragt, insofern er darauf hinweist, dass sein Grundstück katastriert Flur B Nr. 92/A sich nicht in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung, sondern wohl in einem Wohngebiet befindet;

In der Erwägung, dass Vivaqua darauf hinweist, dass sich die Wasserentnahmestellen in den Gebieten befinden, deren Zweckbestimmung der Planentwurf ändert, und dass dieser sich demnach auf die Erhöhung der Gefahr einer Verschmutzung des Wassers auswirken wird;

In der Erwägung, dass Vivaqua darauf hinweist, dass die Tatsache, ein Agrargebiet in ein zu Wohnzwecken bestimmtes Gebiet umzuwandeln, und demzufolge die Anzahl Wohnungen pro Hektar zu erhöhen, einen beachtlichen Druck auf die Umwelt und somit eine erhöhte Verschmutzungsgefahr verbunden mit den Wohnungen, dem Verkehr, der Versickerung chemischer Substanzen (Pestizide, Öllecks...) und der durch die Verstädterung erhöhten Überschwemmungsgefahr zur Folge haben wird;

In der Erwägung, dass Vivaqua hervorhebt, dass sich die zunehmende Bodenversiegelung auf die Grundwasseranreicherung auswirken wird;

In der Erwägung, dass Vivaqua größten Wert darauf legt, dass der Zugang zu ihren Anlagen gewährleistet ist;

In der Erwägung, dass Vivaqua beantragt, die Abgrenzung der neuen Gebiete unter Berücksichtigung der entfernten Präventivzonen der Wasserentnahmestellen zu revidieren, und zwar hauptsächlich für die neuen Wohngebiete;

In der Erwägung, dass der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität ("commission communale d'aménagement du territoire et de mobilité" (CCATM)) von Braine-l'Alleud der Ansicht ist, dass Braine-l'Alleud kein Bahnhof, sondern eine Haltstelle ist und sich die Frage stellt, ob die Gründe für eine Verlagerung des gegenwärtigen Zentrums der Gemeinde auf die Gefahr hin, es zu verschandeln, berechtigt sind, wo es doch die größte Aufmerksamkeit verdient, da sich der Hauptbahnhof zwischen Brüssel und Charleroi in seinem Kern befindet;

In der Erwägung, dass sich der CCATM von Braine-l'Alleud gegen den Planentwurf ausspricht, da er der Ansicht ist, dass die Einrichtungen des RER noch nicht ausreichend durchgeführt sind, um daran denken zu können, diesen Teil der Gemeinde umzugestalten;

In der Erwägung, dass sich der CCATM von Braine-l'Alleud gegen den Planentwurf ausspricht, da er nicht mit dem kommunalen Strukturschema und dem kommunalen Mobilitätsplan, sowie den Wünschen der Bewohner der Gemeinde, die sich im Laufe der Untersuchung dieser Unterlagen geäußert haben, übereinstimmt;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von de Braine-l'Alleud der Ansicht ist, dass der Planentwurf im Verhältnis zu dem von ihm am 11. Mai 2009 verabschiedeten kommunalen Mobilitätsplan und dem am 4. August 2012 in Kraft getretenen kommunalen Strukturschema inkohärent ist;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Braine-l'Alleud die Wichtigkeit der künftigen RER-Haltestelle von Braine l'Alleud in Sachen Verlagerung auf alternative Verkehrsträger anerkennt, jedoch behauptet, dass diese Polarität im Verhältnis zu dem Stadtzentrum, das in der durch das kommunale Strukturschema geplanten Gebietsstruktur als Hauptpol gefestigt werden soll, zweitrangig bleiben sollte;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Lasne der Ansicht ist, dass die Einrichtung der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance nicht genügend Parkplätze bietet, damit die Einwohner der benachbarten Gemeinden und insbesondere Lasne sie als Alternative für ihre Verkehrsmittel anerkennen;

In der Erwägung, dass der CRAT es als bedauernd erachtet, dass die Wallonische Regierung die Wahl getroffen hat, durch die Eintragung im Sektorenplan von neuen, zur Verstärkung bestimmten Gebieten ein Mobilitätsbedürfnis zu schaffen, um die Einrichtung eines RER-Bahnhofs zu rechtfertigen;

Antworten der Wallonischen Region

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung sich zum Ziel gesetzt hat, den RER zum Abschluss zu bringen und dass es keinen Grund gibt, weder die gute Zuendeführung der Arbeiten für die Einrichtung von 2x2 Gleisen auf der Linie 124, noch die baldige Inbetriebsetzung des RER-Netzes zu bezweifeln;

In der Erwägung, dass die Föderale Regierung im Rahmen des am 19. Juli 2013 verabschiedeten konsolidierten mehrjährigen Investitionsplans 2013-2025 der Gruppe SNCB (NGBE) beschlossen hat, die vorrangigen Arbeiten zu beschleunigen, um den RER vor 2025 in Betrieb zu setzen; dass dieser Beschluss die Wallonische Regierung in ihrer festen Absicht bestärkt, die Revision des Sektorenplans von Nivelles zu Ende zu führen; dass die Arbeiten betreffend die Linie Nivelles-Brüssel im Jahre 2023 beendet sein müssten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass es ihr zusteht, die Raumordnung zu verwalten und dass es ihre Rolle ist, das zusätzliche Angebot, das eine derartige Ausrüstung in Sachen Mobilität bietet, bestens aufzuwerten und den Entwicklungsbedürfnissen, die sie aufkommen lässt, vorzugreifen; dass die Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung, die sie durchführen gelassen hat, sie in diesem Sinne bestärken;

In der Erwägung, dass sich die Aufwertung des Umfelds der künftigen RER-Bahnhöfe völlig in den Rahmen der vom Entwicklungsplan des regionalen Raums entwickelten Optionen einfügt, was die Notwendigkeit betrifft, eine konzentrierte und integrierte Politik in Sachen Mobilität, wirtschaftliche Entwicklung, Wohnungswesen und räumliche Entwicklung zu führen, die die nachhaltige Entwicklung beachtet, die die Wallonische Regierung beschlossen hat, über den Marshall-Plan durchzuführen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass ihr Projekt darauf abzielt, die Mobilität über eine Lokalisierung der Tätigkeiten zu verwalten, die am wenigsten Autoverkehr verursachen; dass sich die Tatsache, die Entwicklung der Wohnsitze und wirtschaftlichen Tätigkeit in unmittelbarer Nähe der Bahnhöfe und Haltestellen des RER-Netzes zu konzentrieren, positiv auf die Verlagerung der Autoverkehrsmobilität auf die Eisenbahnverkehrsmobilität auswirkt; dass dieser Nutzen nicht außer Acht gelassen werden kann;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung durch ihre Absicht, spezifische Maßnahmen zwecks der Verdichtung der bestehenden Stadtkerne im Rahmen der Begleitung des RER zu garantieren, einen allgemeinen Grundsatz aufgestellt hat, der ebenfalls auf den Fall der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance anwendbar ist, die in der Tat eine Ausnahme zu dieser Konfiguration darstellt, da sie sich nicht in einem bestehenden Stadtkern befindet; dass durch die Verbindung eines hochqualitativen Eisenbahnangebots mit einem bedeutenden Grundstückspotenzial eine hohe Tätigkeit- und Wohndichte in Aussicht genommen werden kann, durch die die ein- und ausgehenden RER-Ströme besser ausgeglichen werden können; dass diese Konfiguration nirgends auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud besteht, was ihr eine strategische Wichtigkeit hinsichtlich der nachhaltigen Verwaltung der Mobilität verleiht;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschlossen hat, keine besonderen Initiativen raumplanerischer Art zu ergreifen, um die Verlagerung der Autoverkehrsmobilität auf die Eisenbahnverkehrsmobilität im Zentrum von Braine-l'Alleud zu begleiten in Anbetracht des Verdichtungspotenzials, das die bestehenden, zur Verstärkung bestimmten Gebiete noch bieten; dass die paar von den Beschwerdeführern erwähnten und nicht zur Verstärkung bestimmten Gebiete außerdem in einer Entfernung liegen, die mittlerweile von der Aussicht abschreckt, sich mittels eines sanften Verkehrsmittels zum Bahnhof zu begeben, oder mit Fußgänger- oder Fahrradwegen ausgestattet sind, die vom Bahnhof aus wenig erkennbar sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung zum Zeitpunkt der Verabschiedung des Planentwurfs die Gründe gerechtfertigt hat, die Phasierung der Belegung der neuen Gebiete nicht aufzuerlegen; dass die Zeit, die zur Entwicklung eines umfangreichen, besonders kontrollierten Bauprogramms, wie der "Parc de l'Alliance", benötigt wurde, und die Vorbedingungen, die zu berücksichtigen sind, bevor das im Südostquadrant geplante Gebiet für konzentrierte kommunale Raumplanung konkret durchgeführt werden kann, außerdem die Beschwerdeführer, die eine zu rasche Entwicklung der neuen Gebiete befürchten, beruhigen müssten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in Erwiderung auf die Bemerkung des CRAT unterstreicht, dass die RER-Haltestelle Braine-l'Alliance von Infrabel lange vor ihrem Beschluss der Revision des Sektorenplans von Nivelles geplant worden ist und dass dieser Beschluss durch das Vorhandensein im Sektorenplan von zwei großen, zu der Zeit unbenutzten Gebieten, die in den Leitplänen zu Wohn- und Dienstleistungszwecken bestimmt wurden, gerechtfertigt war; dass es demnach falsch ist zu behaupten, dass die Wallonische Regierung darauf abzielt, einem Mobilitätsbedarf entgegen zu kommen, der nicht existieren würde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass die weniger als zwei Kilometer entfernten Haltestellen von Braine-l'Alleud und Braine-l'Alliance einen zweipoligen Eisenbahnverkehr darstellen und sich in einer Logik der Komplementarität mit der Kundschaft entwickeln werden, die sich auf die beiden Gelände verteilen wird; dass sich der Unterschied der von jedem von ihnen angebotenen Dienste aus ihren jeweiligen Funktionen ergibt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung als Nachweis dafür die Dimensionierung der sich in der Durchführungsphase befindenden Parkplätze anführt, die sich aus den Studien ergibt, die Infrabel vor der Einreichung der Genehmigungsanträge vorgenommen hat, und die ausschlaggebende Rolle des Bahnhofs von Braine-l'Alleud im Verhältnis zu der RER-Haltestelle Braine-l'Alliance bestätigt;

In der Erwägung, dass der Bahnhof von Braine-l'Alleud wegen seiner größeren Attraktivität, die mit der kürzeren Fahrtdauer nach Brüssel und dem angebotenen Dienst verbunden ist, der Hauptbahnhof bleibt; dass der vorliegende Erlass ebenfalls aus diesen Gründen die Eigenschaft als Bahnhof für die Haltestelle von Braine l'Alleud und als Haltestelle für die diejenige von Braine-l'Alliance verabschiedet hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung unterstreicht, dass der kommunale Mobilitätsplan ebenfalls der Inbetriebsetzung der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance vorgreift, da sie der Ansicht ist, dass ihre Einführung die Gelegenheit darstellt, dort einen Zugang per Bus zu bieten und den Ton auf die Intermodalität mit den sanften Verkehrsmitteln und sogar auf einen Kiss-and-Ride-Dienst zu legen, um deren Benutzung sowie den Verkehrsfluss, insbesondere während den morgendlichen und abendlichen Hauptverkehrszeiten, zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass das von der Wallonischen Regierung initiierte Verfahren zur Revision des Entwicklungsplans des regionalen Raums noch nicht zu Ende geführt wurde; dass sich der Planentwurf demnach nicht von den Angaben und Orientierungen eines Dokuments anregen lassen kann, das noch nicht, wenn auch nicht vorläufig, verabschiedet worden ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung unterstreicht, dass der Planentwurf keineswegs das Zentrum von Braine-l'Alleud auf die künftige RER-Haltestelle Braine-l'Alliance verlegt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung darauf hinweist, dass die historische Zentralität von Braine-l'Alleud im Laufe der Zeit durch eine polyzentrische Struktur ersetzt wird, die sich aus mehreren, durch Ausrüstungen und Tätigkeiten strukturierte Zentralitäten-Polaritäten zusammensetzt, da der "Parc de l'Alliance", einschließlich des mehrsäligen Kinokomplexes "Imagibraine", und der Ort genannt "Paradis" zwei dieser "neuen" Pole darstellen, die die neue, sich im Umkreis der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance befindende Zentralität verstärken wird;

In der Erwägung, dass der Autor der Studie die Ausrüstungen identifiziert hat, die auf Ebene der neuen geplanten Viertel notwendig sind; dass diese nicht mit den bestehenden großen, insbesondere schulischen Ausrüstungen, deren Attraktivität noch verstärkt wird, in Konkurrenz treten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Tatsache betont, dass die Option, die zu Wohnzwecken und zur wirtschaftlichen Tätigkeit bestimmten Gebiete auf die Umgebung der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance auszudehnen, und die Option, eine Mindestdichte für die zu Wohnzwecken bestimmten Flächen aufzuerlegen, keinesfalls die Entwicklung des Zentrums von Braine-l'Alleud beschränken werden;

In der Erwägung, dass es einschränkend ist, Zentralität und Konzentration gleichzustellen; dass die Konzentration der Bevölkerung oder von Arbeitsplätzen an einem Ort in der Tat nicht unbedingt Zentralität bedeutet, da Letztere allgemein durch die Masse der Tätigkeiten und Arbeitsplätze, die Wichtigkeit der halb üblichen Geschäfte, die Ausrüstungen und Dienste auf überörtlicher Ebene gekennzeichnet ist, Elemente, die das Zentrum von Braine-l'Alleud heute offensichtlich vereinigt und die Gemeindebehörden je nach den Bedürfnissen der neuen Gebiete zu entwickeln beitragen können;

In der Erwägung, dass die Eintragung von neuen zur Verstärkung bestimmten Gebieten und von Gebieten für konzertierte kommunale Raumplanung im Umfeld der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance nicht mit dem Bestreben, die Zentralität im Umfeld des Bahnhofs von Braine-l'Alleud zu verstärken, im Widerspruch steht; dass die unbenutzten oder wenig benutzten, zur Verstärkung bestimmten Gebiete, die sich neben diesem Bahnhof befinden, ihren Reiz für die Verstärkung wegen ihren besseren Verkehrsverbindungen und der Qualität ihrer Ausrüstungen beibehalten werden;

In der Erwägung, dass die Dichte der Wohnungen oder Tätigkeiten hingegen ein wichtiges Werkzeug für die Stadtplanung bleibt, die hier wegen ihrer positiven Auswirkungen auf die Bodennutzung und die Energieeffizienz der städtebaulichen Entwicklung in Betracht gezogen wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung unterstreicht, dass es ebenfalls unbedingt notwendig ist, andere Gebiete einzusetzen, durch die den Bedürfnissen der Gemeinschaft entgegengekommen werden kann, und die derart in Verbindung mit den Knotenpunkten der Verlagerung auf alternative Verkehrsträger lokalisiert sind, dass die Auswirkungen des Automobils auf die Umwelt eingeschränkt wird;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer mit Recht feststellen, dass die Optionen der Wallonischen Regierung von denjenigen des kommunalen Strukturschemas oder des kommunalen Mobilitätsplans abweichen; dass es jedoch nicht anders sein kann, da diese sie zu dem Beschluss geführt haben, den Plan, auf dessen Grundlage sie aufgestellt worden sind, zu revidieren;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung jedoch darauf hinweist, dass ihr Beschluss, den Sektorenplan von Nivelles zu revidieren, sowie alle darauffolgenden Erlasse den Gemeindebehörden von Braine-l'Alleud ab dem Jahr 2007 zugestellt worden sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ebenfalls unterstreicht, dass sie in Sachen Genehmigung des kommunalen Strukturschemas keine Fachaufsicht ausübt; dass sie keine Gründe hatte, den Beschluss des Gemeinderats von Braine l'Alleud, das kommunale Strukturschema zu endgültig zu verabschieden, für nichtig zu erklären, insofern dieses Dokument die kommunale Raumordnung im Rahmen des gegenwärtig gültigen Sektorenplans plant;

In der Erwägung, dass es falsch ist zu behaupten, dass das kommunale Strukturschema von Braine-l'Alleud beabsichtigt, die Einrichtung der auf dem Gemeindegebiet gelegenen Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung einzufrieren; dass es im Gegenteil anerkennt, dass die Öffnung der Bodenreserven, die diese Gebiete bilden, auf quantitativer Ebene gerechtfertigt ist und die Vorrangreihenfolge ihrer Einrichtung angibt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung außerdem hervorhebt, dass zwei der vier von den Gemeindebehörden zum Abschluss des kommunalen Strukturschemas erwünschten Revisionen des Sektorenplans von Nivelles in ihren Entwurf eingefügt wurden, da er darauf abzielt, die Erweiterung des Gewerbehofs "de l'Alliance" südlich der "Route de Piraumont" (Südostquadrant), sowie die Entwicklung des Entspannungs- und Erholungszentrums auf dem Gelände "du Paradis" (Nordwestquadrant) zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass sich die Meinungen der Gemeindebehörden von Braine-l'Alleud und der Wallonischen Regierung über die Möglichkeit, das Wohnungsangebot auf dem Gemeindegebiet in Verbindung mit der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance zu entwickeln, und es südlich des durch die "Route de Piraumont" ausgeführten Stadtgebiets zu lokalisieren, teilen; die Wallonische Regierung hebt jedoch eine gewisse Ähnlichkeit zwischen der Konzipierung ihres Entwurfs und derjenigen der im kommunalen Strukturschema unmittelbar in Verbindung mit dem Stadtzentrum gestellten

"Entwurfsektoren" hervor, für die ein globaler Raumordnungsentwurf erdacht werden muss, der je nach den Spezifitäten der Gelände unterschiedliche Formen annehmen und höhere Dichten (mit einer auf 40 Wohnungen/ha festgelegte Schwelle oder einer Grundflächenzahl von 2 oder stellenweise 2,8) und verschiedene Typologien vorschlagen kann; dass der Anlass bestehen könnte, dass diese Konzipierung in neuen in ihm geplanten Gebieten Anwendung findet, insofern die Wohnungsdichte hoch ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die von manchen Beschwerdeführern vorgeschlagene Alternative, die neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiete auf dem "Plateau de l'Infante" zu lokalisieren, nicht validiert;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Option, das "Plateau de l'Infante" zu entwickeln, aus folgenden Gründen nicht in Betracht gezogen hat:

- das Vorhandensein eines im Sektorenplan im Überdruck des bestehenden Agrargebiets eingetragenen Umkreises von landwirtschaftlichem Interesse (+/- 1 km²), der eine "Verschnaufzone" zwischen den beiden Stadtgebieteinheiten Braine-l'Alleud und Waterloo gewährleistet;

- das Vorhandensein einer Linie mit bemerkenswertem Ausblick ("Chaussée Bara");

- die Tatsache, dass das kommunale Strukturschema nicht die Möglichkeit in Betracht zieht, dieses Gebiet in Richtung eines zur Verstärkung bestimmten Gebiets zu entwickeln, und es vorgezogen hat, es in seiner gegenwärtigen Zweckbestimmung zu erhalten;

- die Tatsache, dass es sich um das letzte, auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud gelegene Agrargebiet von großem Umfang handelt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass die künftige RER-Haltestelle Braine-l'Alliance eine zentrale Stelle innerhalb des Gebiets der Gemeinde Braine-l'Alleud einnimmt und über ein höheres Kundenpotenzial verfügt als die Haltestelle "Bara", die nur den Süden von Waterloo an sich ziehen würde; dass das Betriebssystem des RER außerdem die Verkehrsverbindungen des "Parc de l'Alliance" und dessen Umgebung bevorzugt hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung außerdem der Ansicht ist, dass das Grundstückspotenzial, das in der Nähe der künftigen RER Haltestelle Braine-l'Alliance eingerichtet werden kann, über eine räumliche Gestaltung und ein bereits bebauter Umfeld verfügt, die der Entwicklung eines auf die künftige Haltestelle zentrierten und mit den von ihr verfolgten Zielen übereinstimmenden städtebaulichen Gesamtprojekts mehr angepasst sind, als diejenigen des "Plateau de l'Infante", wo hauptsächlich nur eine Entwicklung in Richtung östlich der Eisenbahnlinie in Aussicht genommen werden kann;

In der Erwägung, dass es falsch ist zu behaupten, dass sich die künftige RER-Haltestelle Braine-l'Alliance in einer landwirtschaftlichen Umgebung befinden wird, da einerseits der Städtebau- und Umweltbericht über das westlich des "Parc de l'Alliance" gelegene Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung diesem die Zweckbestimmung als Familienwohnungsgebiet, Gemeinschaftswohnungsgebiet, gemischtes Wohnungs-/Dienstleistungs-/Gewerbegebiet, Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen sowie als Grüngebiet zuteilt und andererseits die durch den Gemeinderat von Braine l'Alleud endgültig verabschiedete Abänderung des kommunalen Raumordnungsplans genannt "du Paradis" dem Großteil des im Nordwestquadrant gelegenen Agrargebiets die Zweckbestimmung als Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen zuteilt;

In der Erwägung, dass es falsch ist, zu behaupten, dass das Gelände von Braine-l'Alliance nur als Veranschaulichung zur Maßnahme 72 des Luft/Klima-Plans angegeben wird, insofern in dem Letzteren darauf hingewiesen wird, dass die Wallonische Regierung die Revision des Sektorenplans von Nivelles derart in die Wege geleitet hat, dass die zur Aufwertung des künftigen RER-Bahnhofs erforderlichen Bedingungen eingesetzt werden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass der Planentwurf nicht mit den von den Gemeindebehörden auferlegten Bestimmungen über die Mindestfläche der Wohnungen und das Parken der Fahrzeuge im Widerspruch steht, da die zusätzliche Anwendungsvorschrift in zwei der Wohngebiete und in dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung nur eine Mindestdichte angibt, was nicht mit diesen beiden Bestimmungen unvereinbar ist;

In der Erwägung, dass die den Baukandidaten von den Gemeindebehörden auferlegten Bestimmungen betreffend die Mindestfläche der Wohnungen und das Parken der Fahrzeuge durch keinen ordnungsgemäß genehmigten Plan oder Regelung festgelegt wurde; dass sie demnach zu den Leitlinien gehören, deren Einhaltung sie beschließen können, die jedoch für die Region nicht verbindlich sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass die besonderen Anträge der Beschwerdeführer betreffend die Lage ihrer Grundstücke nicht relevant sind und nicht bei der Durchführung der von ihr verfolgten Ziele mitwirken;

In der Erwägung, dass die Auswirkungen des Planvorentwurfs auf die Oberflächengewässer und das Grundwasser vom Autor der Studie analysiert worden sind, der der Ansicht ist, dass keine zusätzlichen Maßnahmen zu der bestehenden Gesetzgebung getroffen werden mussten, um die angeführten negativen Auswirkungen zu verhindern;

Bestandteile des Planentwurfs

Nordostquadrant

Wohngebiet

Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer über die durch den Planentwurf an dem ursprünglich von der Regierung verabschiedeten Planvorentwurf vorgenommenen Abänderungen erfreut sind, und zwar was Folgendes betrifft:

- der Verzicht auf die Zweckbestimmung als Grüngebiet eines Geländestreifens mit einer Fläche von 1,6 ha, der westlich von dem gegenwärtigen Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung am Rand der Eisenbahnlinie liegt – eine Abänderung, die durch die Berücksichtigung der im Städtebau- und Umweltbericht in Betracht gezogenen Raumordnungs- und Entwicklungsoptionen sinnvoll begründet ist, und dies auch wenn der Übergriff des im Planvorentwurf eingetragenen Grüngebiets auf das gegenwärtige Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung die Grenzen des im Städtebau- und Umweltbericht vorgesehenen "grünen Kranzes" nicht überschritten hat und demnach keineswegs die durch die Optionen dieses Berichts gewährleisteten Verstärkungseigenschaften beeinträchtigt hat;

- die Zweckbestimmung der Grundstücke als Wohngebiet anstatt ihre Erhaltung als Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung, insofern der bereits verabschiedete Städtebau- und Umweltbericht die Ausarbeitung eines zusätzlichen raumplanerischen Instruments oder die Einsetzung eines Sachverständigenausschusses vor deren Verstärkung überflüssig macht;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer nicht mit der Analyse des Autors der Studie einverstanden sind, laut der die für Nichtwohnzwecke in dem gemischten Gebiet des Städtebau- und Umweltberichts überlassene potenzielle Fläche nicht mit dem Konzept des hauptsächlich auf die Eisenbahn gerichteten Viertels vereinbar wäre, und sich dafür aussprechen, dass der multifunktionelle Charakter des neuen Gebiets bestätigt wird; dass sie als Nachweis dafür angeben, dass weder die Definition des Wohngebiets in Artikel 26 des CWATUPE, noch die Begründungen des Erlasses der Wallonischen Regierung zur vorläufigen Verabschiedung des Planentwurfs es erlauben, diese Hypothese auszuschließen;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer sich konkret für die Einrichtung eines multifunktionellen Raums auf einer bedeutenden Fläche des gemischten Gebiets des Städtebau- und Umweltberichts aussprechen, der einem lokalen, jedoch wichtigen Bedürfnis entspricht und einen harmonischen Übergang zwischen den verschiedenen, in der Nähe gelegenen Polen, die Eisenbahnverkehr erzeugen, gewährleisten würden;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Tatsache, 20 % der Bevölkerung von Braine (+/- 8000 Einwohner) in dem neuen Gebiet zu konzentrieren, eine völlig disproportionierte Betrachtungsweise ist, die die Stadt entgliedert; dass es unrealistisch ist, in der Umweltverträglichkeitsprüfung von einer Betrachtungsweise als "Viertel" zu sprechen; dass eine bessere Verteilung der Wohnungen vom Zentrum ausgehend sehr viel angemessener wäre;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass eine derartige Konzentration negative Auswirkungen auf die Lebensqualität der Einwohner des Gebiets, einschließlich der Neuankömmlinge, haben wird;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer die Auswirkungen der Belegung der neuen Gebiete auf ihren Lebensrahmen befürchten;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die gegenwärtigen Infrastrukturen nicht imstande sind, einer solchen Konzentration standzuhalten;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass die gesamten, in der Umweltverträglichkeitsprüfung angegebenen Schemen über die Mobilität (in der Nähe der "Berges du Ruisseau") problematisch erscheinen und dass sie für die Mehrheit ihrer Fahrten (Schule, Kinderkrippe, Arbeit, usw.) betroffen sein werden;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer bedauern, dass es keinen Übergang zwischen den noch nicht bebauten Gebieten und den Parzellierungen der "Berges du Ruisseau" II und III gibt;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Bauprofile, die sich aus einer solchen Konzentration ergeben würden (R+3 und R+4) negative Auswirkungen auf die Landschaft haben würden und dass das neue Gebiet nicht in den benachbarten Vierteln integriert wäre;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer beantragt, dass für die zu Wohnzwecken bestimmten Gebiete ein Städtebau- und Umweltbericht auferlegt wird, um die Bauprofile der künftigen Bauten kontrollieren zu können;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer die Frage stellt, warum die Wallonische Regierung die durch das Siegel "S.16" auf dem Planvorentwurf gekennzeichnete zusätzliche Vorschrift aufgegeben hat;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer befürchten, dass die zusätzliche Vorschrift bezüglich der Wohnungsdichte, die in dem neuen Gebiet Anwendung findet, es nicht erlaubt, den Bau von Appartementgebäuden im Umkreis der bestehenden Parzellierungen zu genehmigen, und beantragen, dass die Vorrangigkeit der Parzellierungsregelungen entgegen der zusätzlichen Vorschrift ausdrücklich bestätigt wird oder dass Letztere dort nicht anwendbar ist;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer die Bauprofile der Gebäude befürchten, die in der Nähe der bestehenden Parzellierungen genehmigt werden könnten, und schlagen vor, dass die zusätzliche Vorschrift, die die Wohnungsdichte auferlegt, durch Bestimmungen über das Bauprofil der in dem neuen Gebiet zu errichtenden Gebäude derart ergänzt wird, dass ihre negativen Auswirkungen auf die bebauten Umgebung reduziert werden;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer vorschlagen, das neue Gebiet in zwei Teile zu spalten: einen mit einer maximalen Wohnungsdichte von 80 Wohnungen/ha und einen anderen kleineren, der am Rand der bestehenden Parzellierungen liegt, mit einer maximalen Dichte von 40 Wohnungen/ha;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer beantragen, dass die Wohnungsdichte auf höchstens 60 Wohnungen/ha und nicht auf mindestens 80 festgelegt wird;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer wünschen, dass die Wohnungsdichte in allen Gebieten, in denen die zusätzlichen Vorschriften ein Minimum von 80 Wohnungen/ha vorsehen, auf 80 Wohnungen/ha begrenzt wird;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer beantragen, dass das zwischen der Parzellierung der "Berges du Ruisseau" I und den RER-Linien gelegene Gebiet frei von jeglicher Bebauung bleibt und darauf hinweisen, dass bei Nichtinbetrachtung dieser Hypothese die Verstädterung dieses Gebiets nicht ohne ein globales Wasserbewirtschaftungsprojekt geplant werden kann, damit dessen Trockenlegung gewährleistet ist;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass die Wallonische Region bis vor einigen Monaten Steuervorteile erteilt hat, damit sich die verschiedenen Haushalte mit photovoltaischen Zellen ausrüsten, und dass mit Gebäuden, deren Bauprofil R+1 überschreiten, kein Wohngebäude der "Rue des Joncs" entlang den Bauprojekten mehr über die Lichtverhältnisse verfügen wird, die zur Erzeugung der gegenwärtig erzeugten Energie erforderlich sind;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer mit Erstaunen feststellen, dass sie auf die verschiedenen Punkte, die sie während der öffentlichen Untersuchung bezüglich des zukünftigen Projekts "Quartier du Parc de l'Alliance" aufgeworfen hatten, keine Antwort erhielten;

In der Erwägung, dass sich manche Beschwerdeführer fragen, ob es für die Perspektiven nicht rücksichtsvoller wäre, die entlang der Eisenbahnlinie platzierten Wohngebäude des Bauprofiles R+2 zu versetzen, um sie entlang dem Grüngelände zu platzieren, das entlang der "Berges du Ruisseau" liegt;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass durch die Raumordnungsoptionen des bestehenden Städtebau- und Umweltberichts eine weitgehend größere Dichte von Wohnungen und Arbeitsplätzen genehmigt werden könnte, als diejenige Dichte, für die der Autor der Studie angibt, dass die "Route de Piramont" und ihre Kreisverkehrsinseln zu den Hauptverkehrszeiten völlig übersättigt wären;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer einen Unterschied zwischen der Anzahl der im Städtebau- und Umweltbericht geplanten Wohnungen (1300) und den vom Autor der Studie für eine Wohnungsdichte von 80 Wohnungen pro Hektar (1288) aufgestellten Einschätzungen hervorhebt;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer aus der Umweltverträglichkeitsprüfung schließt, dass der Planentwurf es erlauben würde, auf den im Nordostquadrant gelegenen noch unbebauten Grundstücken soviel Wohnungen pro Hektar zu bauen, wie es Wohnungen auf den 15,4 Hektar gibt, die die bestehenden Parzellierungen bedecken;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Braine-l'Alleud Einwände bezüglich der Abschaffung eines Grüngeländes von +/- 1,6 ha vorbringt, die in dem im Hinblick auf die Einrichtung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung genannt "de l'Alliance" aufgestellten Städtebau- und Umweltbericht vorgesehen ist: dieses Gebiet ist dazu bestimmt, die landschaftliche Qualität des Viertels zu verstärken, und/oder bildet einen pflanzlichen Übergang zwischen Gebieten, deren Zweckbestimmungen untereinander wenig vereinbar sind;

In der Erwägung, dass der CWEDD ein günstiges Gutachten über die Eintragung des neuen Gebiets im Sektorenplan abgibt;

In der Erwägung, dass der CWEDD eine Dichte von mehr als 60 Wohnungen/ha in den in der Nähe des Bahnhofs gelegenen Vierteln gemäß den „Schwerpunkten der Raumordnungspolitik für das 21te Jahrhundert“ empfiehlt;

In der Erwägung, dass der CWEDD ebenfalls die Ansicht des Autors der Studie über die Empfehlung vertritt, einen "Überwachungsausschuss zu bilden, der alle von der Verstädterung der als vorrangig betrachteten Gebiete betroffenen Akteure vereint, um ein globales Projekt in Aussicht zu nehmen";

In der Erwägung, dass der CRAT sich für die Eintragung des neuen Gebiets im Sektorenplan ausspricht;

In der Erwägung, dass der CRAT sich gegen die Eintragung der durch das Siegel " *S.48" im Plan gekennzeichneten zusätzlichen Vorschrift ausspricht, und zwar wegen seinem Detailgrad, der den Rahmen einer raumplanerischen Betrachtungsweise überschreitet; In der Erwägung, dass der CRAT außerdem der Ansicht ist, dass die Verpflichtung, eine Wohnungsdichte von mindestens 80 Wohnungen pro Hektar zu erreichen, übertrieben ist, den Optionen des kommunalen Strukturschemas zuwiderläuft und es nicht ermöglichen wird, eine gewisse Wohnmixität zu erreichen;

Antworten der Wallonischen Region

In der Erwägung, dass die Einrichtung des Nordostquadrants gegenwärtig durch einen Städtebau- und Umweltbericht ausgedrückt wird, dessen Raumordnungsoptionen verabschiedet worden sind, nachdem sie einer Umweltbewertung unterzogen und mit der Bevölkerung, insbesondere den Nachbarn, während der öffentlichen Untersuchung besprochen wurden;

In der Erwägung, dass der Autor der Studie zum Schluss gekommen ist, dass dieser Städtebau- und Umweltbericht mit dem Planvorentwurf übereinstimmt, was das Familienwohnungsgebiet und Gemeinschaftswohnungsgebiet betrifft;

In der Erwägung, dass die Beschwerden und Bemerkungen betreffend die beiden Gebiete keine Elemente aufwirft, die nicht bereits vom Gemeinderat von Braine-l'Alleud zum Zeitpunkt der Verabschiedung des Städtebau- und Umweltberichts berücksichtigt wurden; dass demnach kein Anlass besteht, im Rahmen des vorliegenden Verfahrens darauf zu antworten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung insbesondere unterstreicht, dass die Raumordnungsoptionen des Städtebau- und Umweltberichts einerseits derart konzipiert wurden, dass die bereits in den bestehenden Parzellierungen durchgeführten Optionen berücksichtigt werden, und andererseits derart, dass eine Wohnungsdichte durchgeführt wird, die mit der Dichte vereinbar ist, die sie auf den Grundstücken, die im Süden der ersten liegen, in Betracht zu ziehen gedenkt;

In der Erwägung, dass die Raumordnungsskizze, die dem Städtebau- und Umweltbericht als Anlage beigelegt wurde, tatsächlich eine Dichte von 135 Wohnungen/ha (außerhalb der öffentlichen Räume) für das im Zentrum gelegene Gemeinschaftswohnungsgebiet und eine Dichte zwischen 83 und 116 Wohnungen/ha (außerhalb der öffentlichen Räume) für das im Süden gelegene gemischte Gebiet aufweist; dass diese Dichten die im Planentwurf festgelegte Dichte weitgehend überschreiten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass die im Städtebau- und Umweltbericht und in der Umweltverträglichkeitsprüfung angeführten Zahlen bezüglich der Anzahl der geplanten Wohnungen, obwohl um zwölf Einheiten abweichend, merklich die gleichen sind (Unterschied etwa ein Prozent); dieser Unterschied wirkt sich nicht auf die Schlussfolgerungen des Autors der Studie aus;

In der Erwägung, dass das Bauprofil der unmittelbar südlich der bestehenden Parzellierungen gelegenen Bauten zwischen R+2 und R+3 schwankt, um im Zentrum des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung einen Höhepunkt bis R+5 zu erreichen, und somit einem der Vorschläge der Beschwerdeführer entgegenkommt;

In der Erwägung, dass die Eintragung eines Wohngebiets im Nordostquadrant demnach nicht die Raumordnungsoptionen des Städtebau- und Umweltberichts ändert, insofern die Letzteren mit der neuen Zweckbestimmung des Gebiets weiterhin vereinbar sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen der Ansicht ist, dass es unnötig ist, weder die Erstellung eines Städtebau- und Umweltberichts vor der Einrichtung des Wohngebiets aufzuerlegen, noch Sonderbestimmungen für die bestehenden Parzellierungen zu erlassen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in ihrer Antwort an den CRAT unterstreicht, dass der Sektorenplan besondere Vorschriften enthalten kann, die sich auf die Dichte der Bauten oder Wohnungen beziehen können;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass die Dichte ein Ziel darstellt, die sie als solches verfolgt und von dem sie nicht abzuweichen gedenkt; dass sie beschlossen hat, die Wohnungsdichte, die sie ab der Verabschiedung des Planvorentwurfs aufgrund der Schlussfolgerungen des Autors der Studie festgelegt hat, aufrechtzuerhalten; dass sie hingegen auf die anderen Bestimmungen verzichtet hat; dass sie schlussfolgernd der Ansicht ist, dass ihre Betrachtungsweise weiterhin raumplanerischer Art ist;

In der Erwägung, dass die Wohnungsdichte als solche die städtische Form in keiner Weise beeinflusst; dass es demnach unangemessen ist, Beschwerden oder Bemerkungen auf eine vermutete städtebauliche Morphologie oder Struktur zu stützen, die erst noch erdacht werden müssen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung den Autor der Studie in der Tat gebeten hat, seine Optionen hinsichtlich der Dichte und Raumordnung mit bestehenden Beispielen, die er für relevant hält, zu verdeutlichen;

In der Erwägung, dass der Autor der Studie das städtische Netz beschrieben hat, das die von der Wallonischen Regierung auferlegte Mindestdichte ermöglicht, mit der Schlussfolgerung, dass sozusagen unendliche Möglichkeiten bestehen und dass alle Verstärkerformen, die eine größere Wohnungsdichte aufweisen, möglich sind;

In der Erwägung, dass der Autor der Studie ebenfalls hervorhebt, dass die Bevölkerung der zu Wohnzwecken bestimmten Gebiete hauptsächlich von zwei Variablen abhängt, die nicht durch die von der Wallonischen Regierung auferlegten zusätzlichen Vorschriften bestimmt sind (die Proportion der Fläche der öffentlichen Räume im Verhältnis zu der Gesamtfläche und die Proportion anderer Funktionen im Verhältnis zu den "zu Wohnzwecken bestimmten Räumen") und somit extrem unterschiedlich sein kann;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung schließlich der Ansicht ist, dass kein Anlass besteht, der Forderung, einen multifunktionalen Raum auf einer bedeutenden Fläche des gemischten Gebiets des Städtebau- und Umweltberichts einzurichten, aus Gründen der Schlussfolgerungen des Autors der Studie Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in ihrem Erlass vom 18. Oktober 2012 die Gründe angeführt hat, aus welchen sie die Empfehlung des Autors der Studie, einen wissenschaftlichen Ausschuss zu bilden, der die unmittelbar betroffenen Akteure vereinigen würde, um die Durchführung des Plans zu begleiten, nicht in Aussicht genommen hat; dass die während der öffentlichen Untersuchung geäußerten Beschwerden und Bemerkungen keine besonderen Argumente bringen, durch die eine Abweichung von dieser Stellungnahme gerechtfertigt würde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen die Eintragung eines Wohngebiets im Nordostquadrant innerhalb der Grenzen des durch das bestehende Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung bedeckten Gebiets, sowie die Anwendung in dem Gebiet der durch das Siegel " *S.48" auf dem Plan gekennzeichneten zusätzlichen Vorschrift bestätigt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung bei der vorläufigen Verabschiedung des Planentwurfs der Stellungnahme des Autors der Studie gefolgt ist, der anerkennt, dass das Verbot von jeglichem Bau entlang dem bereits im Sektorenplan eingetragenen Grüngebiet in Wirklichkeit unerlässlich ist, jedoch keine Eintragung einer zusätzlichen Vorschrift im Sektorenplan erfordert; dass die Eintragung der beiden im Umfeld der im Nordostquadrant bestehenden Wasserentnahmestelle gelegenen Grüngebiete ihm ebenfalls nicht mehr als erforderlich erscheint;

Südostquadrant

Gemischtes Gewerbegebiet

Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer die Option der Wallonischen Regierung unterstützen, das bestehende Agrargebiet in ein gemischtes Gewerbegebiet umzuwandeln; dass dieser Bestandteil des Planentwurfs weitgehend zu dem Wirtschaftsaufschwung der Region beitragen würde, insbesondere durch die Schaffung zahlreicher Arbeitsplätze, dass sie bereit sind, die Schritte im Hinblick auf die Einrichtung des neuen Gebiets zu unternehmen, sobald der Plan verabschiedet worden ist;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer versichern, dass das neue Gebiet den zahlreichen Bedürfnissen wirtschaftlicher Art genügt und gerade den von der Wallonischen Regierung in Aussicht genommenen Zielen entgegenkommt;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass das neue Gebiet zur Aufwertung eines Teils des Wallonisch Brabant, der bis dahin wenig Interesse erweckt hatte, beiträgt;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass der Bau der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance und die Schaffung von Arbeitsplätzen in diesem Gebiet einen Pendlerstrom bewirken müsste;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass der Planentwurf, wie es die Wallonische Regierung unterstreicht, ermöglicht, das im allgemeinen in Wallonisch Brabant vorkommende städtebauliche Modell, das ziemlich viel Bodenfläche in Anspruch nimmt, neu zu überprüfen, um das Ziel einer Verdichtung des Gebiets einzuführen;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass der Planentwurf in jeder Hinsicht mit den Zielen einer wirtschaftlichen Neubelebung der Region und einer besseren Verdichtung im Umfeld der Bahnhöfe übereinstimmt und die von der Region geführten Politik einer schonenden Benutzung des Bodens uneingeschränkt einhält;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Wallonische Regierung die Akte nicht ernsthaft untersucht hat, was das gemischte Gewerbegebiet betrifft;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Braine-l'Alleud den Vorschlag der Wallonischen Regierung teilt, den Sektorenplan zu revidieren, um ein gemischtes Gewerbegebiet einzutragen, und zwar insofern sein Ziel darin besteht, Braine-l'Alleud durch die Erweiterung der Grundstücke mit wirtschaftlicher Zweckbestimmung insbesondere als Beschäftigungspol zu stärken;

In der Erwägung, dass der CWEDD ein günstiges Guthaben über die Eintragung des neuen Gebiets im Sektorenplan abgibt;

In der Erwägung, dass der CRAT sich für die Eintragung des neuen Gebiets im Sektorenplan ausspricht;

In der Erwägung, dass der CRAT sich gegen die Eintragung der durch das Siegel " *S.49" im Plan gekennzeichneten zusätzlichen Vorschrift ausspricht, und zwar wegen seinem Detailgrad, der den Rahmen einer raumplanerischen Betrachtungsweise überschreitet; Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in ihrer Antwort an den CRAT unterstreicht, dass der Sektorenplan besondere Vorschriften enthalten kann, die sich auf die genauere Zweckbestimmung der Gebiete beziehen können und beschließt, die Bestimmungen, die sie aufgrund der Schlussfolgerungen des Autors der Studie verabschiedet hat, aufrechtzuerhalten; dass sie schlussfolgernd der Ansicht ist, dass ihre Betrachtungsweise weiterhin raumplanerischer Art ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets im Südostquadrant, sowie die Anwendung in dem Gebiet der durch das Siegel " *S.49" auf dem Plan gekennzeichneten zusätzlichen Vorschrift bestätigt;

Quadrant Südwest

Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung

Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer ihr Unverständnis äußern, was die Änderung der Zweckbestimmung eines Agrargebiets, das über ein außergewöhnliches Biotop und ein eindeutig landschaftliches Interesse verfügt, und den Verlust eines nutzbaren landwirtschaftlichen Potenzials von ungefähr 53 ha betrifft;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass es in Braine-l'Alleud genug einzurichtende Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung gibt, als dass man die Einrichtung eines neuen Gebiets zuließe, das die Fläche der Agrargebiete noch mehr verringern und ein im Hinblick auf die Artenvielfalt besonders wertvolles Gebiet gefährden würde; dass er als Nachweis dafür anführt, dass die Gruppe Noctua (Vereinigung für die Studie und den Schutz des Steinkauzes und dessen Biotops) seit etwa zwanzig Jahren Vereinbarungen mit den Eigentümern von Weiden entwickelt hat, um dort das für den Lebensraum und die Fortpflanzung des Steinkauzes günstige Biotop zu erhalten;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer sich dem neuen Gebiet aus folgenden Gründen widersetzt: die Verstädterung von gutem Ackerboden, der im Süden vorhandene Lärm, der für die Bestimmung zu Wohnzwecken einschränkend ist, das Vorhandensein im Westen einer entfernten Präventivzone zum Schutz der Wasserentnahmestelle, das Vorhandensein eines bemerkenswerten Ausblicks auf diese Zone und deren relative Abgelegenheit;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer unterstreicht, dass das neue Gebiet die Lebensfähigkeit seines Landwirtschaftsbetriebs gefährdet, insofern er bereits im Rahmen der Einrichtung des Verklappungsgebiets der "Route de Piraumont" (4,5 ha) und der künftigen RER-Haltestelle (0,7 ha) enteignet worden ist;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Eintragung des neuen Gebiets im Sektorenplan als Auswirkung haben wird, ein Schloss zu sprengen, und zwar dasjenige einer physischen, deutlich identifizierbaren Grenze, und der Eintragung von neuen, zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten in Richtung Ophain-Bois-Seigneur-Isaac den Weg zu bahnen, wo doch das kommunale Strukturschema an dieser Stelle die Beibehaltung des Agrargebiets vorsieht;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer sich die Frage stellt, inwiefern sich der Städtebau- und Umweltbericht, der vor der Einrichtung des neuen Gebiets verabschiedet werden soll, von den im kommunalen Strukturschema von Braine-l'Alleud enthaltenen Raumordnungs- und nachhaltige Entwicklungsoptionen anregen lassen kann, wenn das Gebiet selbst schon mit diesem Schema unvereinbar ist;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Wallonische Regierung die Akte betreffend das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung von "Hayettes" nicht ernsthaft untersucht hat;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass das neue Gebiet dem landschaftlichen Interesse des zwischen Braine-l'Alleud und dem Dorf Ophain gelegenen Gebiets schaden könnte;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass das neue Gebiet sehr weit vom Zentrum der Gemeinde Braine-l'Alleud entfernt liegt, obwohl aus einer Untersuchung des Sektorenplans hervorgeht, dass im Zentrum der Gemeinde Braine-l'Alleud noch Gebiete vorhanden sind, die nicht zur Verstädterung bestimmt sind (und zwar Agrargebiete);

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die vom Autor der Studie aufgegriffenen voraussichtlichen, bedeutsamen Auswirkungen des Planvorentwurfs, wie beispielsweise die erhebliche Zunahme des Verkehrs auf den bestehenden Verkehrswegen, die Zunahme des abgeleiteten Abwasservolumens, die Verringerung des Eindringens von Wasser in den Boden infolge der Bodenversiegelung, die Abnahme der zu landwirtschaftlichen Zwecken bestimmten Gebiete und die nachhaltige Landschaftsveränderung, unmittelbar negative Folgen für das neue Gebiet haben werden;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Meinung ist, dass die Einrichtung des neuen Gebiets die Einrichtung von Infrastrukturen, die Neugestaltung der Verkehrswege mit der Installation von Kreisverkehrinseln und Regenwasserrückhaltebecken voraussetzt und sicherlich Enteignungen zur Folge haben wird;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass der Autor der Studie die unmittelbaren Auswirkungen des neuen Gebiets auf die öffentlichen Infrastrukturen nicht berücksichtigt hat, was wiederum beweist, dass die Wallonische Regierung ihren Beschluss nicht in voller Kenntnis der Sachlage gefasst hat;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Begründung der Wallonischen Regierung für den Ausschluss der vom Autor der Studie vorgeschlagenen Alternative, das neue Gebiet mit einer zusätzlichen Vorschrift zu verknüpfen, deren Zweck es ist, seine Einrichtung erst nach der Belegung der nördlich der "Route de Piraumont" gelegenen Wohngebiete zuzulassen, nicht relevant ist; dass der öffentlichen Behörde in der Tat die Möglichkeit bleibt, auf die Enteignung zurückzugreifen, um zu verhindern, von der weiteren Entwicklung der individuellen Initiativen abzuhängen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer beantragt, nur den Nordosten des neuen Gebiets zwischen der "Route de Piraumont" und dem nördlichen Teil der Nr. 759 katastrierten Parzelle zu verstädtern, da diese Parzelle aus dem Gebiet ausgeschlossen ist (als Pufferzone zwischen dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung und dem Weiler), die Wohnungsdichte auf höchstens 40 Wohnungen pro Hektar zu beschränken, so wie dies in der Umweltverträglichkeitsprüfung in Aussicht genommen wird, und das Gebiet mit einer zusätzlichen Vorschrift zu verknüpfen, die darauf abzielt, die Einrichtung dieses Teils des Gebiets erst nach der Belegung der nördlich der "Route de Piraumont" gelegenen Wohngebiete zuzulassen;

In der Erwägung, dass sich der Gemeinderat von Braine-l'Alleud der Verstädterung des Gebiets entschieden widersetzt, da sie der praktischen Ausführung des Stadtgebiets bis zur "Route de Piraumont" und dem Willen, darüber hinaus keine neuen Räume zu Wohnzwecken zu entwickeln, zuwiderläuft;

In der Erwägung, dass der CWEDD ein günstiges Gutachten über die Eintragung des neuen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung im Sektorenplan unter der Voraussetzung abgibt, dass es raumplanerisch völlig ausgeglichen wird;

In der Erwägung, dass der CWEDD demnach der Ansicht ist, dass die Fläche des neuen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung auf die Fläche begrenzt werden sollte, die durch das als Ausgleich gewählte Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung von Lasne ausgeglichen werden kann;

In der Erwägung, dass sich der CRAT gegen die Eintragung des neuen Gebiets im Sektorenplan und die durch das Siegel "S.48" im Plan gekennzeichnete zusätzliche Vorschrift ausspricht und empfiehlt, ein Wohngebiet einzutragen;

Antworten der Wallonischen Region

In der Erwägung, dass weder die Diagnose des kommunalen Strukturschemas, noch die Umweltverträglichkeitsprüfung, die die Wallonische Regierung über den Planvorentwurf durchführen ließ, ein bemerkenswertes Naturerbe im Südwestquadrant identifiziert haben; dass das vorhandene Biotop unter keinen Umständen als außergewöhnlich bezeichnet werden kann;

In der Erwägung, dass dies ebenfalls für das landschaftliche Interesse der betroffenen Gebiete gilt; dass außerdem kein Umkreis von landschaftlichem Interesse im Überdruck des bestehenden Agrargebiets angeführt wird; dass ebenfalls kein bemerkenswerter Ausblick im Sektorenplan steht;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung bereits geantwortet hat, was die Gründe betrifft, die sie veranlasst hat, die Eintragung eines neuen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung in der Nähe der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance vorzuschlagen; dass es auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud in der Tat keine Gebiete gibt, die für die Einführung der Bedürfnisse, denen sie zu begegnen wünscht, günstiger liegen;

In der Erwägung, dass weder der CWEDD, noch der CRAT Bedenken gegen die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung äußern;

In der Erwägung, dass die von den Beschwerdeführern erwähnten Auswirkungen des neuen Gebiets auf die Umwelt vom Autor der Studie durchaus analysiert worden sind, der der Ansicht ist, dass sie durch mehrere Maßnahmen vermieden, verringert oder ausgeglichen werden können;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung unterstreicht, dass alle in den Beschwerden aufgeworfenen Auswirkungen des neuen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung auf die Umwelt vom Autor der Studie analysiert worden sind, der keine voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen aufgegriffen hat, die den Verzicht auf die Umwandlung des bestehenden Agrargebiets in ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung rechtfertigen, und dass sie demnach die geplante Zweckbestimmung bestätigt hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Befürchtungen des Beschwerdeführers betreffend die Lebensfähigkeit seines Landwirtschaftsbetriebs in Kenntnis nimmt und daran erinnert, dass der Autor der Studie der Ansicht ist, dass der Planvorentwurf Auswirkungen auf elf Landwirtschaftsbetriebe haben würde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung hervorhebt, dass der Betrieb des Beschwerdeführers in der Umweltverträglichkeitsprüfung durch die Nr. 6 verzeichnet ist und zu den Betrieben mit einer Größe von mehr als 80 ha gehört, für die die Auswirkungen des Planvorentwurfs auf die landwirtschaftliche Tätigkeit nebensächlich sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung schließlich unterstreicht, dass der Autor der Studie empfiehlt, die Zweckbestimmung des neuen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung festzulegen, wenn sich die Verhaltensweisen in Sachen Mobilität entwickelt haben; dass dies dem Betreiber einerseits ermöglicht, die betroffenen Grundstücke weiterhin zu bebauen, und ihm andererseits eine vernünftige Frist lässt, neue Ländereien ausfindig zu machen, wenn er es als zweckmäßig erachtet, oder eine eventuelle Umstellung in Aussicht zu nehmen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung jedoch der Ansicht ist, dass die Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung ihre Bewertung des Interessengleichgewichts zwischen der Entwicklung der wallonischen Landwirtschaft und der Förderung der Benutzung des RER im Umfeld der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance nicht in Frage stellen und ihr ermöglichen, die von ihr gewählte Option, die Ansiedlung von Eisenbahnverkehrsströme erzeugenden Aktivitäten auf Flächen, die auf die Bedürfnisse des Bezugsgebiets beschränkt sind, zu bestätigen;

In der Erwägung, dass wenn die Gemeindebehörden geplant haben, die Grenze der zulässigen Entwicklung des Stadtgebiets durch die "Route de Piraumont" im kommunalen Strukturschema zu materialisieren, hervorzuheben ist, dass dieser Verkehrsweg sich nicht mit dem Umkreis der landschaftlichen Fläche vermischt, die das Ballungsgebiet von Braine-l'Alleud laut dem Atlas der Landschaften der Wallonie deckt, während sich die neuen, auf die künftige RER-Haltestelle Braine-l'Alliance ausgerichteten und sowohl nördlich, als auch südlich der "Route de Piraumont" gelegenen Gebiete hingegen in den Umkreis der angrenzenden landwirtschaftlichen Fläche genannt "Vorstadtlandschaft" einfügen; dass die Option der Wallonischen Regierung demnach vom landschaftlichen Gesichtspunkt aus kohärent ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in Erwiderung auf die Bemerkung eines Beschwerdeführers über die Gründe, die sie veranlasst haben, den Vorschlag des Autors der Studie, das neue Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit einer zusätzlichen Vorschrift zu verknüpfen, durch die seine Einrichtung erst nach der Belegung der neuen Wohngebiete zugelassen würde, nicht in Betracht zu ziehen, erachtet, dass sie nicht beabsichtigt, die öffentlichen Behörden dazu zu bringen, die Eigentümer, die ihre Güter nicht aufzuwerten wünschten, oder noch schlimmer, die deren Einbehaltung organisieren würden, entschädigen zu müssen, um die Projekte durchzuführen, die sie für die Gemeinschaft als nützlich erachtet haben;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass sie einverstanden ist mit der Analyse des Autors der Studie über die Vorrangreihenfolge der Einrichtung der neuen Gebiete und darüber, dass die Tatsache, den öffentlichen Behörden den Beschluss zu überlassen, den Südwestquadrant einzurichten, eine ausreichende Garantie im Hinblick auf die Zuständigkeiten darstellt, die ihnen in Sachen Raumordnung, deren Verwalter und Verwahrer sie sind, anerkannt werden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung den Vorschlag des CRAT, den Südwestquadranten als Wohngebiet einzutragen, aufgrund der Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung nicht in Betracht zieht; dass wenn auch die Bestimmung der betroffenen Grundstücke zu Wohnzwecken laut dem Autor der Studie die beste Erwiderung auf die von der Wallonischen Regierung verfolgten Ziele darstellt, hervorgehoben werden muss, dass sie mehrere Argumente vorbringt, durch die diese Schlussfolgerung nuanciert werden könnte, und empfiehlt, sich vor deren Validierung Zeit zu nehmen;

In der Erwägung, dass nur das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung den öffentlichen Behörden gleichzeitig ermöglicht, den Zeitpunkt der Einrichtung des Gebiets zu beschließen und dann die angemessenste Zweckbestimmung für die betroffenen Grundstücke zu bestimmen; dass es demnach angebrachter ist, diese Option in Betracht zu ziehen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung hingegen nicht beabsichtigt, auf die Schwelle der Wohndichte zurückzukommen, deren Einhaltung sie in den Gebieten wünscht, die im Umfeld der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance eingerichtet werden, und deren Zweckmäßigkeit der Autor der Studie validiert hat; dass das von ihr verfolgte Ziel, die Stadtkerne zu verdichten, aufrechterhalten werden muss, falls die öffentlichen Behörden den Beschluss fassen sollten, das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung völlig oder teilweise für Wohnzwecke zu bestimmen;

In der Erwägung, dass es sich jedoch in Anbetracht der Beschwerden und Bemerkungen als wenig zweckmäßig herausstellt, das oben angeführte Ziel dem Weiler "Hayettes" aufzuerlegen, dessen Struktur zutiefst beeinträchtigt werden könnte, wenn die in Betracht gezogene Wohnungsdichte auf ihn angewandt würde;

In der Erwägung, dass das derart gestaltete neue Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung eine Fläche von 23,60 ha hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen beschließt, ein abgeändertes Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung im Südwestquadrant einzutragen, sowie in dem Gebiet die durch das Siegel "S.48" auf dem Plan gekennzeichnete zusätzliche Vorschrift anzuwenden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in Erwiderung auf die Bemerkung des CWEDD darauf hinweist, dass der Ausgleich für die Eintragung der neuen Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung nicht von Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3° des CWÄTUPE betroffen ist; dass deshalb kein Anlass besteht, die Eintragung des Letzteren im Sektorenplan auszugleichen;

Nordwestquadrant

Wohngebiet (westlich des RER gelegen), Parkgebiet und Wohngebiet (nördlich des Parkgebiets gelegen)

Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Einrichtung eines neuen Viertels die im Jahr 2009 mit den Anwohnern getroffenen Vereinbarungen in Frage stellt; dass in der Tat im kommunalen Mobilitätsplan angenommen worden ist, dass nicht in Frage kommt, irgendetwas in diesem Gebiet abzuändern;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer sich der Tatsache widersetzen, dass der Planentwurf ermöglicht, mehr zu verstädtern als was mit den Gemeindebehörden vereinbart und im kommunalen Raumordnungsplan genannt "du Paradis", den sie im Hinblick auf die Möglichkeit des Baus eines Schwimmbads und dessen Parkplätze endgültig verabschiedet haben, eingetragen worden ist;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer darauf hinweist, dass er beschlossen hat, den anderen Teil seines Wohngebäudes unter Berücksichtigung der damals gefassten Beschlüsse betreffend den Entwurf zum kommunalen Raumordnungsplan zu erwerben, um in einer Umgebung mit einer so angenehmen und in seiner Gemeinde so seltenen Landschaft zu bleiben;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer darauf hinweist, dass die Einwohner des Viertels "les Bouvreuils" beschlossen haben, dort zu wohnen und zu investieren, weil dieses Viertel an ein Agrargebiet grenzt und die Kontinuität des Aspekts "ruhiges Grüngelände" garantiert;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer darauf hinweist, dass er, um zur Arbeit zu fahren, täglich fünfzig Kilometer im Verkehrsstau deshalb zurücklegt, weil er eine bessere Lebensqualität in einer ländlichen Umgebung genießen will, mit allen damit verbundenen Kosten, und nicht um den Eindruck zu haben, sich in einem Stadtzentrum mit einem völlig überfüllten Verkehr zu befinden;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer Besorgnisse erwähnen, die sich auf die Verkehrsstörungen des Viertels "les Bouvreuils" beziehen, und äußern große Befürchtungen, was deren Verschlimmerung infolge der Ansiedlung neuer Wohnungen betrifft;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer die Frage stellen, inwiefern die Beseitigung eines "Grüngebiets" und die Verstärkung dieses Gebiets, verbunden mit Lärmbelastigungen, einer Zunahme des bereits viel zu dichten Straßenverkehrs und erhöhten Ausgaben für die Gemeinschaft, ihr Wohlbefinden verbessern werden; dass ihr Lebensrahmen dadurch eher verschlechtert werden wird;

In der Erwägung, dass in dem kommunalen Strukturschema keine Verstärkung dieses Gebiets vorgesehen ist;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass "die relative Dringlichkeit der zu erfüllenden Bedürfnisse", die von der Wallonischen Regierung vorgebracht wird, damit die Erstellung eines Städtebau- und Umweltberichts vor der Einrichtung des neuen Gebiets nicht mehr auferlegt wird, in Anbetracht der bestehenden Grundstücksreserven auf dem Gemeindegebiet nicht glaubwürdig ist;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer beantragt, dass ein Städtebau- und Umweltbericht auferlegt wird, um die Bauprofile der künftigen Bauten kontrollieren zu können;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Braine-l'Alleud seine Absicht äußert, die Revision des Sektorenplans von Nivelles zu Ende zu führen, was das nordwestliche Gebiet betrifft, und zwar aus folgenden Gründen:

- die Aufwertung des im Wohngebiet vorgesehenen Schwimmbads;
- die Möglichkeit, das ökologische Netz des Tals "Vallée du Hain" durch eine angemessene Methode zur Verwaltung der auf dem Gelände vorhandenen Naturräume und die Einrichtung mehrerer Wasserflächen zu bestärken;
- die Funktion des sich gegenwärtig im Bau befindenden Verklappungsgebiets, das die Überschwemmungen im stromabwärts gelegenen Teil des Tals "Vallée du Hain" einschränkt;

In der Erwägung, dass der CWEDD ein günstiges Gutachten über die Eintragung der beiden Wohngebiete und des Parkgebiets im Sektorenplan abgibt;

In der Erwägung, dass der CRAT sich für die Eintragung des nördlich des Parkgebiets gelegenen Wohngebiets im Sektorenplan ausspricht;

In der Erwägung, dass der CRAT sich für die Eintragung des westlich des RER gelegenen Wohngebiets im Sektorenplan ausspricht;

In der Erwägung, dass der CRAT sich gegen die Eintragung der durch das Siegel " *S.48" im Plan gekennzeichneten zusätzlichen Vorschrift ausspricht, und zwar wegen seinem Detailgrad, der den Rahmen einer raumplanerischen Betrachtungsweise überschreitet; In der Erwägung, dass der CRAT außerdem der Ansicht ist, dass die Verpflichtung, eine Wohnungsdichte von mindestens 80 Wohnungen pro Hektar zu erreichen, übertrieben ist, den Optionen des kommunalen Strukturschemas zuwiderläuft und es nicht ermöglichen wird, eine gewisse Wohnmixität zu erreichen;

In der Erwägung, dass der CRAT der Ansicht ist, dass es der Gemeinde zusteht, die Leitlinien der physischen Organisation des Gebiets, insbesondere je nach den lokalen Umwelteinstränkungen, sowie die Raumordnungsoptionen zu verwalten;

In der Erwägung, dass der CRAT sich für die Eintragung des Parkgebiets im Sektorenplan ausspricht;

In der Erwägung, dass der CRAT der Ansicht ist, dass dieses neue Gebiet angesichts des Bedarfs an Grünflächen in Braine-l'Alleud gerechtfertigt ist;

Antworten der Wallonischen Region

In der Erwägung, dass der Autor der Studie einerseits die Eintragung im Sektorenplan eines Wohngebiets im Nordwestquadrant zwecks einer größeren Flexibilität für die Verstärkung bestimmter Grundstücke, was die Programmierung und Raumplanung betrifft, und andererseits die Tatsache, die Erstellung eines Städtebau- und Umweltberichts vor seiner Einrichtung nicht aufzuerlegen, gerechtfertigt hat, damit diese Grundstücke in Anbetracht der relativen Dringlichkeit der zu erfüllenden Bedürfnisse unverzüglich belegt werden können;

In der Erwägung, dass die Einrichtung eines Freizeitpols seit mehr als zehn Jahren auf lokaler Ebene diskutiert worden ist, dass er in einem vom Gemeinderat verabschiedeten Raumordnungsplan festgelegt worden ist und als Raumordnungsmaßnahme im kommunalen Strukturschema steht; dass die Bedenken der Anwohner hauptsächlich durch die Befürchtung hervorgerufen werden, dass sich in ihrem Umfeld eine andere Art von Programm entwickelt;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Braine-l'Alleud in seinem Gutachten wieder einmal die Aktualität ihres Projekts bestätigt, ein neues Schwimmbad auf einem Teil des neuen Gebiets einzurichten; dass der Bedarf seit der Schließung am 19. Februar 2007 des Schwimmbeckens "Le Neptune" wohl vorhanden ist; dass er den Erwerb der notwendigen Grundstücke vorgenommen hat und dass schlussfolgernd kein Anlass besteht, zu bezweifeln, dass dieses Projekt, dessen Prinzip die Anwohner nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung bezüglich des von den Gemeindebehörden zu diesem Zweck verabschiedeten Entwurfs zum kommunalen Raumordnungsplan angenommen haben, grundsätzlich in Frage gestellt wird;

In der Erwägung, dass die Durchführung dieses Gemeindeprojekts, das in der allgemeinpolitischen Erklärung 2012-2018 steht, unbestreitbar dringend geworden ist; dass der Autor der Studie aus diesem Grund vorschlägt, die Erstellung eines Städtebau- und Umweltberichts vor der Einrichtung des neuen Wohngebiets nicht aufzuerlegen;

In der Erwägung, dass fehlende Ausrichtungen bezüglich der physischen Organisation eines Gebiets, sowie fehlende Raumordnungs- und nachhaltige Entwicklungsoptionen die Gemeindebehörden nicht von der Aufgabe entlasten, jeden der Städtebaugenehmigungsanträge, die im Umkreis des neuen Wohngebiets eingereicht werden, je nach ihrer Konzipierung der Raumgestaltung ihres Gebiets, deren Bürge sie auch sind, zu bewerten; dass die Wallonische Regierung ebenfalls aus diesem Grund beschlossen hat, die Erstellung eines Städtebau- und Umweltberichts, der unter anderem das Bauprofil betreffen würde, nicht aufzuerlegen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung außerdem darauf hinweist, dass ein Großteil der Grundstücke des betroffenen Umkreises der Gemeinde Braine-l'Alleud angehört, wodurch eine bessere Kontrolle der Grundflächen ermöglicht;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung unterstreicht, dass der Planentwurf eine äußerst einvernehmliche Raumordnungsoption bestätigt, deren Ziel es war, eine Trennzone gegenüber den bestehenden Wohnungen einzurichten, und sogar deren Schutzgrad bestärkt, da durch die Wahl, dort ein Parkgebiet einzutragen, die Grünfläche im Sinne eines ästhetischen Landschaftsgefüges zweckmäßig geordnet werden muss;

In der Erwägung, dass die Wohnungen, die in dem neuen Gebiet geplant werden könnten, sich in dem Raum befinden werden, der zwischen der Eisenbahnlinie und der östlichen Grenze der Grundstücke, auf denen das Schwimmbad eingerichtet wird, übrig bleibt; dass sie in dieser Konfiguration nicht in der Achse der hinteren Fassaden der in der "Avenue des Bouvreuils" angesiedelten Wohngebäude liegen und somit für deren Bewohner wenig bemerkbar sein werden;

In der Erwägung, dass der Autor der Studie die durch das im Planvorentwurf geplante Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen verursachten Verkehrsbewegungen in der Annahme, dass dort ein Schwimmbad von olympischer Größe eingerichtet wird, bewertet hat; dass er die Anzahl der Badegäste für einen Werktag auf 1500 geschätzt hat, zu denen er die von dem Personal des Schwimmbads verursachten Fahrten gezählt hat, und daraus die Schlussfolgerung gezogen hat, dass diese Verkehrsströme derart unbedeutend waren, dass es nicht gerechtfertigt war, sie zu berücksichtigen;

In der Erwägung, dass der Autor der Studie die durch das Parkgebiet verursachten Verkehrsbewegungen bewertet hat und daraus die Schlussfolgerung gezogen hat, dass sie während den für das Verkehrsnetz kritischsten Uhrzeiten, das heißt während den morgendlichen und abendlichen Hauptverkehrszeiten, unbedeutend sein würden;

In der Erwägung, dass der Autor der Studie selbst die Eintragung im Sektorenplan eines Wohngebiets im Nordwestquadrant durch die Tatsache gerechtfertigt hat, dass die Auswirkungen dieser Option auf die Mobilität als unbedeutend betrachtet werden können;

In der Erwägung, dass das im kommunalen Mobilitätsplan festgelegte strukturierende Netz außerdem ermöglicht, den Pol "Entspannung und Natur" zu erreichen, ohne die lokalen Verkehrswege durchqueren zu müssen (Aktionsblatt 2.10); dass die Wohnungen, die östlich dieses Pols gebaut werden sollten, über dieselben Zugänglichkeitsbedingungen verfügen werden, da sie direkt entlang der "Route de Piraumont" liegen; dass sich die Auswirkungen des Automobils auf die nördlich gelegenen Wohnviertel demnach sehr wahrscheinlich auf den lokalen Verkehr beschränken werden;

In der Erwägung, dass die östlich der Eisenbahnlinie geplanten Verkehrswege ebenfalls zur Folge haben werden, gemäß den Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des abändernden kommunalen Raumordnungsplans des kommunalen Raumordnungsplans Nr. 1 genannt "Paradis de la Santé" die negativen Auswirkungen des Autoverkehrs auf die Straßen "Rue du Saussois", "Rue des Vignobles" und "Rue Longue" zu verhindern, die auf die Lokalisierung der Verkehrswege zurückzuführen sind, die es ermöglichen, die Eisenbahnlinie zu überqueren; dass dieser Verkehrsweg heute durchgeführt ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung unterstreicht, dass sich die von ihr auferlegte zusätzliche Vorschrift auf die Wohnungsdichte bezieht und dass diese Art von Vorschrift weder mit der physischen Organisation des Gebiets, noch mit einer Raumordnungsoption verbunden ist; dass sie dem CRAT in dieser Hinsicht nicht beistimmt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in der Tat daran erinnert, dass die Dichte ein Ziel darstellt, die sie als solches verfolgt und von dem sie nicht abzuweichen gedenkt; dass sie beschlossen hat, die Wohnungsdichte, die sie ab der Verabschiedung des Planvorentwurfs aufgrund der Schlussfolgerungen des Autors der Studie festgelegt hat, aufrechtzuerhalten; dass sie schlussfolgernd der Ansicht ist, dass ihre Betrachtungsweise weiterhin raumplanerischer Art ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen die Eintragung eines Wohngebiets im Nordwestquadrant östlich der Eisenbahnlinie, sowie die Anwendung in dem Gebiet der durch das Siegel "S.48" auf dem Plan gekennzeichneten zusätzlichen Vorschrift, eines Parkgebiets und eines Wohngebiets (nördlich des Parkgebiets) bestätigt;

Entlang der Eisenbahnlinie und des R0

Grüngebiete:

Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass der CWEDD ein günstiges Gutachten über die Eintragung des Grüngebiets im Sektorenplan abgibt;

In der Erwägung, dass der CRAT sich für die Eintragung im Sektorenplan eines Grüngebiets südlich der "Rue de Piraumont" entlang des gemischten Gewerbegebiets ausspricht;

In der Erwägung, dass der CRAT sich gegen die Eintragung eines Grüngebiets im Sektorenplan nördlich der "Rue de Piraumont" entlang des Wohngebiets ausspricht; dass es zweckmäßiger wäre, diesen Raum dem Wohngebiet zuzuweisen, um den Bau von eventuellen, mit der Eisenbahninfrastruktur verbundenen Stadtplanungen zu ermöglichen;

Antworten der Wallonischen Region

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung unterstreicht, dass sie durch die vorläufige Verabschiedung des Planentwurfs beschlossen hat, das Grüngebiet, dessen Eintragung sie nördlich der "Route de Piraumont" entlang der Eisenbahnlinie geplant hatte, nicht mehr aufrechtzuerhalten, insofern der Städtebau- und Umweltbericht für den betroffenen Teil des im Planvorentwurf eingetragenen Grüngebiets Raumordnungs- und nachhaltige Entwicklungsoptionen ausdrückt;

In der Erwägung, dass dieser Beschluss weder für die Entwicklung der Eisenbahninfrastruktur, die auf einer Böschung mit Zweckbestimmung als Grüngebiet angesiedelt bleibt, noch für die Nebenausrüstungen der Haltestelle Braine-l'Alliance, die der Städtebau- und Umweltbericht bereits berücksichtigt, Folgen nach sich zieht;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen die Eintragung im Sektorenplan eines Grüngebiets westlich und südlich des neuen gemischten Gewerbegebiets bestätigt;

Trasse und Reserveumkreis des geplanten Verkehrswegs zwischen der "Chaussée d'Ophain" und der "Chaussée de Tubize", sowie Trasse des bestehenden Verkehrswegs zwischen der Eisenbahnlinie Nr. 124 und der Kreuzung mit der "Chaussée d'Ophain"

Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Braine-l'Alleud der Ansicht ist, dass die Zurückstufung der "Route de Piraumont" als lokaler Verkehrsweg der Perspektive einer im kommunalen Mobilitätsplan vorgesehenen westlichen Straßenverbindung widerläuft, die die Möglichkeit bieten würde, den Verkehr des westlichen Streifens des Stadtzentrums zu verbessern und einen leichten Zugang zum Krankenhauszentrum, das sich entwickeln soll, ermöglichen würde;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Braine-l'Alleud außerdem der Ansicht ist, dass die "Route de Piraumont" eine logische Fortsetzung zu der zwischen der RN27 und der N5 vorgesehenen Verbindungsstraße darstellt; ein Verkehrsweg, den er unter Berücksichtigung der Aufwertung des Geländes der Schlacht von Waterloo als unerlässlich erachtet;

In der Erwägung, dass der CWEDD ein günstiges Gutachten über die Streichung im Sektorenplan der Trassen und Reserveumkreise, so wie sie vorgeschlagen werden, abgibt;

In der Erwägung, dass der CRAT sich für die Streichung im Sektorenplan der Trasse und des Reserveumkreises des geplanten Verkehrswegs zwischen der "Chaussée d'Ophain" und der "Chaussée de Tubize", sowie der Trasse des bestehenden Verkehrswegs zwischen der Eisenbahnlinie Nr. 124 und der Kreuzung mit der "Chaussée d'Ophain" ausspricht;

Antworten der Wallonischen Region

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung darauf hinweist, dass sich das ungünstige Gutachten des Gemeinderats von Braine-l'Alleud lediglich auf die Streichung im Sektorenplan der Trasse des bestehenden Verkehrswegs zwischen der Eisenbahnlinie Nr. 124 und der Kreuzung mit der "Chaussée d'Ophain" bezieht;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass sie vorhat, einen Bestandteil des Netzes der im Sektorenplan von Nivelles angeführten Hauptinfrastrukturen für den Verkehr zu streichen;

In der Erwägung, dass es Zweck der Eintragung der Trasse einer Straßenverkehrsinfrastruktur im Sektorenplan ist, den Mobilitätsbedürfnissen der Gemeinschaft entgegenzukommen; dass die Wallonische Regierung der Ansicht war, dass kein Anlass bestand, die Option einer „Umgehung“ südlich des Ballungsgebiets von Braine-l'Alleud, die mit ihrem Ziel, die Straßenverkehrsmobilität unter Kontrolle zu halten, im Widerspruch stehen würde, und für die bereits eine Alternative via die R0 und die E19 besteht, auf Ebene des Sektorenplans aufrechtzuerhalten, um ihr stattdessen eine andere Art von Lösung in Verbindung mit der Komplementarität zwischen dem R0 und der N27 und der Eisenbahnlinie Nr. 124 in der Nähe der künftigen RER-Haltstelle Braine-l'Alliance vorzuziehen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung unterstreicht, dass die Option, die sie im Sektorenplan in Betracht zieht, um den Mobilitätsbedürfnissen der Gemeinschaft entgegenzukommen, keineswegs diejenigen Optionen in Frage stellt, die die Gemeindebehörden auf Ebene des Gemeindegebiets genehmigt haben, und keine Auswirkungen auf die Verfahren hat, denen der Städtebaugenehmigungsantrag unterliegt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen gemäß dem Gutachten des CWEDD und des CRAT die Streichung im Sektorenplan der Trasse des bestehenden Verkehrswegs zwischen der Eisenbahnlinie Nr. 124 und der Kreuzung mit der "Chaussée d'Ophain" bestätigt;

In der Erwägung, dass die einzige Folge dieses Beschlusses auf der Tatsache beruht, dass es demnach der Wallonischen Regierung zusteht, die eventuellen Städtebaugenehmigungen auszustellen, und nicht den in Artikel 272, § 1 des CWATUPE erwähnten beauftragten Beamten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ebenfalls die Streichung im Sektorenplan der Trasse und des Reserveumkreises des zwischen der "Chaussée d'Ophain" und der "Chaussée de Tubize" vorgesehenen Verkehrswegs bestätigt;

Ausgleichsmaßnahmen

Raumplanerischer Ausgleich

Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass der Beschluss, das in Plancenoit gelegene Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet (Agrargebiet) umzuwandeln, auf seine Auswirkungen auf die Umwelt hätte bewertet werden sollen;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer die Zweckmäßigkeit und Gesetzmäßigkeit des von der Wallonischen Regierung vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichs anfechten;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer sich über die Wahl des von der Wallonischen Regierung in Betracht gezogenen Gebiets Gedanken machen, wo doch die Gemeinde von Braine-l'Alleud die hauptsächliche, wenn nicht einzige Gemeinde sein wird, die aus der künftigen RER-Haltstelle und aus den wirtschaftlichen Auswirkungen in deren Umgebung einen wirtschaftlichen Nutzen ziehen wird, und zur Verstädterung bestimmte Gebiete mit der gleichwertigen Fläche auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud vorhanden sind, die in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete umgewandelt werden könnten, was von dem Autor der Studie auch bestätigt wird;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass es in Anbetracht des starken Baudrucks, dem das Wallonisch Brabant gegenwärtig ausgesetzt ist, nicht als zweckmäßig erscheint, einen raumplanerischen Ausgleich in der Nähe der künftigen RER-Haltstelle Braine-l'Alliance vorzuschlagen; dass ein derartiger Ausgleich außerhalb des Wallonisch Brabant vorgeschlagen werden sollte;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass die Umwandlung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung in ein Agrargebiet eine Erhöhung des Baudrucks in den anderen, auf dem Gebiet der Gemeinde Lasne gelegenen Gebieten für konzertierte kommunale Raumplanung zur Folge haben wird;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer die Meinung äußert, dass die Tatsache, das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung in ein Agrargebiet umzuwandeln, auf Zeit jede Möglichkeit ausschließt, das Gebiet, einschließlich entlang der N5, deren Verstädterungspotenzial nicht durch die Verwendung der in den Artikeln 111 und 112 des CWATUPE vorgesehenen Abweichungsmechanismen aufgewertet werden kann, zu verstädtern;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass kein vernünftiger Grund vorliegt, um die Zweckbestimmung der Teile des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung, in denen Tätigkeiten ausgeübt werden, die nicht unter die Landwirtschaft fallen, zu ändern;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Umwandlung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung in ein Agrargebiet seiner gegenwärtigen Entwicklung widerläuft, die sich durch die Entwicklung wirtschaftlicher Tätigkeiten kennzeichnet, und die Gemeinschaft eines verstädterbaren Potenzials berauben würde, dessen Erhalt sich als nützlich erweisen könnte, um in der Zukunft anderen Bedürfnissen entgegenzukommen, die mit dem Projekt der Aufwertung des Geländes der Schlacht von Waterloo verbunden sind;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die von der Wallonischen Regierung in Betracht gezogene Zweckbestimmung negative Auswirkungen auf die von ihnen ausgeübten Tätigkeiten (Bürokomplexe, Geschäfte und Wohnungen) haben wird, aufgrund der Tatsache, dass diese sich nicht mehr mit einer ausreichenden Flexibilität entwickeln können;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer darauf hinweist, dass die Umwandlung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung von Plancenoit in ein Agrargebiet wegen den Abweichungen im Sektorenplan, die der Artikel 11 des CWATUPE zu genehmigen ermöglicht, wahrscheinlich nicht die Bildung einer Bebauungsfront auf dessen westlichen, nördlichen und östlichen Seite verhindern wird;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass der von der Wallonischen Regierung vorgeschlagene raumplanerische Ausgleich nicht gerechtfertigt ist, insofern er hervorragende Eigenschaften aufweist, um verstädtert zu werden (große Fläche an einem Stück, wenig Gefälle, unmittelbare Nähe der Verkehrsachsen, leichte Zugänglichkeit zu den Dienststellen und Geschäften, erleichterte Ausrüstung des Gebiets, keine besonderen Auswirkungen auf die Landschaft, deutlich festgesetzte Grenzen durch das Vorhandensein der N5 und des bereits auf der hinteren Seite verstädterten Gebiets, usw.);

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer die topographischen und landschaftlichen Eigenschaften des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung, dessen Umgebung und der vorhandenen Ausrüstungen aufführt, durch die die Zweckmäßigkeit gerechtfertigt werden könnte, dieses Gebiet zu Wohnzwecken zu bestimmen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer unterstreicht, dass das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung auf landschaftlicher Ebene kein besonderes Interesse darstellt, jedoch über Ausblicke auf Gebiete von großem landschaftlichen Interesse verfügt, was seiner Verstädterung ein unleugbares Interesse verleiht;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer hervorheben, dass die Wallonische Regierung die Tatsache nicht berücksichtigt hat, dass das von ihr in Betracht gezogene Gebiet nicht auf gleichmäßige Weise belegt ist, und demnach verlangen, die Wahl der neuen Zweckbestimmungen näher zu definieren;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung nicht ermöglicht, sich zu vergewissern, dass eventuelle Alternativen wohl analysiert worden sind, obwohl zum Beispiel auf dem Gebiet der Gemeinden Braine-l'Alleud und Lasne Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung vorhanden sind, deren Einrichtung von vornherein bekanntlich zweifelhafter und ungewisser ist, als diejenige von Plancenoit;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass es inakzeptabel ist, dass die Wahl der Wallonischen Regierung die Auswirkungen der neuen, zur Verstädterung bestimmten Gebiete auf die Umgebung berücksichtigt, weil das im Verhältnis zu den Letzteren in Betracht gezogene Gebiet weit entfernt liegt; dass sie demnach nicht den Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3° des CWATUPE einhält;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Umwandlung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in Wirklichkeit keinen richtigen Ausgleich darstellt, insofern die Gemeinde Lasne angeblich bereits bekannt gegeben hat, dass sie nicht vorhat, es zu verstädtern;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die von der Wallonischen Regierung vorgebrachten Gründe, um die Wahl des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung zu rechtfertigen, entweder falsch oder nicht relevant sind;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Tatsache, dass der Gemeinderat von Lasne im Jahr 2000 beschlossen hatte, die Einrichtung der auf dem Gemeindegebiet gelegenen Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung im Rahmen der Ausarbeitung des kommunalen Strukturschemas einzufrieren, kein ausschlaggebendes Element darstellt, um die Wahl des in Betracht gezogenen Gebiets zu rechtfertigen, insofern ihnen scheint, dass die Option, deren Ziel es war, eine beständige Bevölkerung zu bewahren, in Anbetracht der demographischen Perspektiven, die von den neuesten Studien bestätigt werden, heute schwer aufrechtzuerhalten ist;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer außerdem hervorheben, dass das kommunale Strukturschema von Lasne der Einrichtung des von der Wallonischen Regierung in Betracht gezogenen Gebiets vor anderen, insbesondere in dem gleichen Dorf gelegenen Gebieten für konzertierte kommunale Raumplanung den Vorrang gibt; dass sich die Wahl der Wallonischen Regierung ersichtlicherweise zur Folge haben wird, dass auf dem Gebiet der Gemeinde Lasne, und insbesondere in Plancenoit, Gebiete beibehalten bleiben, deren Einrichtung angesichts der Entwicklung des Gemeindegebiets als weniger relevant bewertet wurde;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer es als falsch erachtet zu behaupten, dass die Umwandlung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet keine negativen Auswirkungen auf die Umwelt haben wird, da sie später die Einrichtung von Gebieten für konzertierte kommunale Raumplanung nach sich ziehen wird, die angesichts der nachhaltigen Entwicklung weniger interessante Eigenschaften aufweisen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer die Analyse des Autors der Studie über den "exzentrischen" Charakter der Lokalisierung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung bestreitet, indem er einerseits gelten lässt, dass es nahe am Zentrum des Ballungsgebiets von Plancenoit liegt, und dass es andererseits eine ideale Lage in dem Gebiet hat, auf dem der Verkehrsweg, der unvermeidlich zwischen der N5 und der N27 (und der R0) gebaut werden wird und den die Wallonische Regierung als alternativen Ausgleich auferlegt, nach Ansicht des Autors der Studie seine Attraktivität ausüben müsste;

In der Erwägung, dass sich ein Beschwerdeführer der Verstädterung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung von Plancenoit angesichts seiner Entfernung vom Dorfzentrum, seiner Nähe zur N5 und deren Lärmbelästigungen, der Reizlosigkeit seines Reliefs und seiner Lage entlang einer mit der Schlacht von Waterloo verbundenen touristischen Achse widersetzt;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass das von der Wallonischen Regierung in Betracht gezogene Gebiet dasjenige des Gemeindegebiets von Lasne ist, das am besten gelegen ist, um die künftige RER-Haltestelle Braine-l'Alliance zu erreichen, auch was die sanften Verkehrsmittel betrifft, und dass seine Einrichtung demnach eine hervorragende Möglichkeit bieten würde, um ein neues Potenzial an Eisenbahnbenutzern zu bilden;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer die Analyse des Autors der Studie bestreitet, laut der die Mehrheit der in dem Umkreis des von der Wallonischen Regierung in Betracht gezogenen Gebiets gelegenen Grundstücke sich weit von jeglichem Verkehrsweg befinden sollen;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer die Tatsache bestreiten, dass das von der Wallonischen Regierung in Betracht gezogene Gebiet als zu nahe an der N5 liegend betrachtet wird, um dort Wohnungen einzurichten; dass dieses Argument in der Tat nicht unterschiedslos auf das gesamte Gebiet angewandt werden kann, auf dem sich Grundstücke befinden, die praktisch in bereits bewohnten Gebieten eingeschlossen sind, und scheinbar die Bedingungen außer Acht lässt, denen die neuen Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung und die neuen gemischten Gewerbegebiete außerdem unterliegen werden, die nahe der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance in unmittelbarer Nähe der Verkehrswege geplant sind, die einen ähnlichen Zustrom kennen wie denjenigen, der auf der N5, das heißt auf dem Ring 0, der N27 und der Route de Piraumont beobachtet werden kann;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer über die Tatsache erstaunt ist, dass der Autor der Studie die positiven Auswirkungen der neuen Verbindungsstraße zwischen der RN27 (und R0) und der RN5 auf die Mobilität und die Lärmumgebung der nördlichen und zentralen Teile des Gebiets nicht einer möglichen Verstädterung des Letzteren anrechnet;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer unterstreicht, dass drei andere, in der Gemeinde Lasne gelegene Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung vor dem Gebiet von Plancenoit hätten in Betracht gezogen werden können in Anbetracht der großen Schwierigkeiten, die die Bewirtschaftung ihres Abwassers darstellen würde;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer darauf aufmerksam macht, dass das Argument bezüglich der agronomischen Qualität der im Umkreis des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung gelegenen Ländereien kein Kriterium ist, um es vor jedem anderen, noch nicht verstädterten Gebiet gleicher Qualität bevorzugen zu können;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer hervorheben, dass die nahe der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance gelegenen Ländereien eine bessere Qualität auf agronomischer Ebene aufweisen als diejenigen, die sich im Umkreis des auf dem Gebiet der Gemeinde Lasne gelegenen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung befinden, um zu schlussfolgern, dass der von der Wallonischen Regierung vorgeschlagene Ausgleich in diesem Punkt nicht ausgeglichen ist;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Tatsache, dass das von der Wallonischen Regierung in Betracht gezogene Gebiet eine große, auf landwirtschaftlicher Ebene nutzbare Fläche bietet, nicht ausreicht, um es als einziges Gebiet anzusehen, das in Betracht gezogen werden kann;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Bewertung der Wallonischen Regierung hinsichtlich der Anbaueignung der im Umkreis des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung gelegenen Böden falsch ist und daraus schlussfolgert, dass die von ihr vorgebrachte Begründung, um dessen Zweckbestimmung als Agrargebiet vorzuschlagen, nicht gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer darauf hinweist, dass die in der kommunalen Städtebauordnung vorgesehene Grundflächenzahl nicht auf die Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung anwendbar ist, was in der Zukunft einen Ermessensspielraum bezüglich der Dichte lässt, die in dem Gebiet zugelassen werden müsste, wenn es von einem Städtebau- und Umweltbericht gedeckt ist;

In der Erwägung, dass der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität von Lasne vorschlägt, nicht das gesamte Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung in ein Agrargebiet umzuwandeln, um die städtebauliche Entwicklung am Rande der "Chaussée de Charleroi" zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität von Lasne die Zweckentfremdung der nördlich, im Zentrum und südlich von Plancenoit gelegenen Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung vorschlägt, um die Verringerung von Agrarflächen auszugleichen, da diese ein bedeutsames landwirtschaftliches Interesse, sowie eine schwierige Verstädterung wegen dem natürlichen Bodenrelief und der schwierigen Zugänglichkeit aufweisen;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Lasne es als ungerecht und demnach als unannehmbar erachtet, dass die Eigentümer von Lasne zugunsten der Eigentümer von Braine-l'Alleud benachteiligt werden und fordert die Wallonische Regierung auf, einen raumplanerischen Ausgleich auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud zu finden;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Lasne der Ansicht ist, dass die Durchführung des Planentwurfs einer zweckmäßigen Raumordnung des Gebiets zuwiderläuft und somit der Gemeinde schadet;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Lasne der Ansicht ist, dass das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung über ein großes städtebauliches Potenzial verfügt, insbesondere im Hinblick auf die zukünftige Entwicklung im Umfeld der RER-Haltestelle Braine l'Alliance, und dass es zweckmäßig wäre, es nicht zu landwirtschaftlichen Zwecken zu bestimmen;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Lasne hilfsweise, und nur wenn der Ausgleich nicht völlig oder teilweise in Braine-l'Alleud gefunden werden kann, vorschlägt, nur einen Teil des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung in ein Agrargebiet, und zwar eine Fläche von ungefähr 15,5 ha, umzuwandeln und es auf alle Fälle entlang der "Chaussée de Charleroi" auf eine Tiefe von etwa 100 m, sowie nördlich und nordöstlich der "Avenue du Trianon" zu erhalten; jede andere Bestimmung schadet der Entwicklung der Gemeinde Lasne;

In der Erwägung, dass der CWEDD ein günstiges Gutachten über die Eintragung des Gebiets im Sektorenplan als raumplanerischer Ausgleich abgibt;

In der Erwägung, dass die DGO4 des Öffentlichen Dienstes der Wallonie der Ansicht ist, dass die Umwandlung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung in ein Agrargebiet das Projekt zur Erweiterung des Schutzgebiets des Geländes der Schlacht von Waterloo nicht beeinträchtigen kann;

In der Erwägung, dass der CRAT die Eintragung eines Agrargebiets im Sektorenplan auf dem Gebiet der Gemeinde Lasne als raumplanerischer Ausgleich zur Kenntnis nimmt;

In der Erwägung, dass der CRAT die Wahl des von der Wallonischen Regierung in Betracht gezogenen Gebiets in Frage stellt, wo doch auf dem Gebiet der Gemeinde Lasne noch andere, weniger vorrangige Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung vorhanden sind,

In der Erwägung, dass der CRAT der Ansicht ist, dass das von der Wallonischen Regierung in Betracht gezogene Gebiet besonders günstig liegt, um den westlichen Teil des Gebiets der Gemeinde Lasne an die künftige RER-Haltestelle Braine-l'Alliance im Hinblick auf die Einrichtung einer neuen Verbindungsstraße zwischen der N27 (und R0) und der N5 anzuschließen;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung deutlich darauf hinweist, dass das Ausgleichen der Eintragung neuer Gebiete für konzertierte kommunale Raumordnung im Sektorenplan durch Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3 des CWATUPE nicht betroffen ist, und dass sie dann den Schwerpunkt auf das Ausgleichen der neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiete, deren Eintragung sie in den Sektorenplan Nivelles beabsichtigt, gelegt hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Wahl des von ihr berücksichtigten Gebiets mit den folgenden Gründen gerechtfertigt hat:

- das zur Verstädterung bestimmte Gebiet hat eine ungünstige Lage im Hinblick auf das Ziel, das darin besteht, sich auf bestehende Schwerpunkte zu stützen, um das Gebiet zu strukturieren (SDER);
- es wurde im kommunalen Strukturschema Lasne gewählt, dass die Bevölkerung auf 13 500 Einwohner zu begrenzen ist, was ein niedriger Bedarf an neuen Wohnungen zur Folge hat;
- Vorrangstellung der Erschließung des Gebiets im kommunalen Strukturschema;
- Landschaftliches Interesse des Gebiets;
- es bietet den Vorteil, die zukünftigen Benutzer des Gebiets von der Lärmbelastigung der N5 zu schützen;
- es bietet den Vorteil, eine interessante pflanzliche Übergangszone zwischen den bebauten Kernen zu bilden;

In der Erwägung, dass die von der Wallonischen Regierung beschlossene Revision des Sektorenplans auf die Eintragung von Gebieten abzielt, die einen Effekt und Herausforderungen und Auswirkungen auf regionaler Ebene haben, da sie zum Zweck haben, die Entwicklung des RER zu begleiten, das ein Projekt großer Bedeutung für die Verwaltung der Mobilität in der Provinz Wallonisch-Brabant darstellt; dass das Ausgleichen der neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiete (das in dem Nordwestquadrant geplante Wohngebiet und das in dem Südostquadrant geplante gemischte Gewerbegebiet) auf Ebene des Sektorenplans organisiert werden kann und nicht unbedingt auf das Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud zu begrenzen ist;

In der Erwägung, dass Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3° des CWATUPE zwei Bedingungen für die Wahl der Ausgleichsmaßnahmen (Beachtung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit und der Auswirkungen des neuen zur Verstädterung bestimmten Gewerbegebiets auf die Umgebung) aber keine Methode für die Wahl der Ausgleichsmaßnahmen festlegt;

In der Erwägung, dass die Nichtbeachtung des Grundsatzes der „Nähe“ für den Ausgleich, der von bestimmten Beschwerdeführern angeführt wurde, um die Wahl der Wallonischen Regierung zu beanstanden, als solcher in dem CWATUPE nicht besteht, dass laut Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3° des CWATUPE die Ausgleichung den Effekt des neuen

zur Verstärkung bestimmten Gebiets auf die Umgebung berücksichtigen muss; dieses heißt, dass auch wenn die Wahl der Ausgleichung den Effekt der neuen Verstärkungsmöglichkeiten auf die Umgebung nicht zu vernachlässigen ist, man aber nicht davon schließen sollte, dass es ausschließlich dazu bestimmt ist, diesen Effekt auszugleichen und dass es unbedingt in der Nähe des neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiets gelegen sein muss;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung durch die Revision des Sektorenplans Nivelles unternommen hat, eine Bodenbenutzung in Wallonisch-Brabant zu fördern, die weniger mit dem Auto zurückzulegende Strecken generiert, dadurch dass die Ansiedlung von Wohnungen und Betrieben in der Nähe der künftigen RER Haltestelle von Braine-l'Alliance gefördert wird; dass es demnach im Widerspruch zu diesem Ziel stehen würde, als raumplanerischer Ausgleich die Abänderung von nicht benutzten, zur Verstärkung bestimmten Gebieten oder von nicht erschlossenen Gebieten für konzertierte kommunale Raumplanung vorzuschlagen, wenn diese angesichts ihrer Lage nah von der Linie 124 Potentialitäten einer modalen Verlagerung zur Eisenbahn aufweisen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesem Grund das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung Plancenoit vorgeschlagen hat, das das erste großflächige Gebiet am Rande der von der Revision des Sektorenplans betroffenen Gebiete gelegen ist, dessen Verstärkung im Gegensatz zur den von ihr verfolgten Zielen erfolgen würde, da es unbestreitbar außerhalb der Umkreise gelegen ist, in denen man sich zur künftigen RER Haltestelle mit sanften Verkehrsmitteln begeben könnte;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung somit auf die Beseitigung einer "Verstärkungsmöglichkeit" abgezielt hat, die im Gegensatz zu den von ihr verfolgten Zielen gestanden hätte, wenn sie zu Wohnzwecken oder zu gewerblichen Zwecken erschlossen worden wäre, ungeachtet der betrachteten Frist;

In der Erwägung, dass die Tatsache, dass die Gemeindebehörden beschlossenen haben, das Gebiet nicht zu erschließen, seine Eigenschaft als Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung nicht entzieht; dass es daher als Ausgleich für die Eintragung jedes neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiets im Sektorenplan vorgeschlagen werden kann;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung außerdem unterstreicht, dass die einigen bestehenden Tätigkeiten, die sich in den bestehenden Gebäuden im Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung entwickelt haben, eine so geringe Fläche benutzen, dass seine Eigenschaft als „nicht verstärkter“ nicht in Frage gestellt werden kann;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung dagegen hervorhebt, dass es nicht widersprüchlich ist, die Streichung im Sektorenplan des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung Plancenoit vorzuschlagen einerseits, und die Bevölkerung, die in den östlich dieses Gebiets gelegenen Dörfern wohnen, zu berücksichtigen, um die potenzielle Anzahl der zukünftigen Benutzer der RER Haltestelle Braine-l'Alliance zu schätzen andererseits; dass es nämlich ganz gerechtfertigt ist, die Effekte einer bestehenden Lage auf die potenzielle Kundschaft des RER zu schätzen, und andererseits zu urteilen, dass es im Widerspruch zu dem Ziel der Förderung der Benutzung des RER in der Nähe der künftigen Haltestelle Braine-l'Alliance stehen würde, wenn neue Gebiete entwickelt werden, deren Bewohner unbedingt mit dem Auto zur Haltestelle wegen seiner Entfernung fahren müssten;

In der Erwägung, dass der von der Wallonischen Regierung vorgeschlagene raumplanerische Ausgleich die Verringerung eines Teils des Autoverkehrs nach der RER Haltestelle von Braine-l'Alliance bewirken wird, wenn er zum Beispiel zu Wohnzwecken erschlossen worden wäre; dass er eine positive Auswirkung auf deren Umgebung haben wird und eine weitere Senkung des Drucks der Nachfrage nach Straßenmobilität auf der Bodenbenutzung im Sektorenplan Nivelles erlauben wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung unterstreicht, dass die Verstärkungsfähigkeit oder -unfähigkeit der in dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung gelegenen Gelände für ihre Zweckbestimmung unwichtig ist; dass dieses Aspekt nicht zu den in Artikel 33, § 1 des CWATUPE aufgeführten Kriterien zählt; dass die Beschwerdeführer weder die topographischen bzw. landschaftlichen Merkmale der betroffenen Gelände gelten machen noch sich auf bestehende Tätigkeiten berufen können, um ihre Erschließung zu rechtfertigen;

In der Erwägung, dass solchen Kriterien wie die Verstärkungskosten oder die Bedürfnisse der Gemeinde dagegen Rechnung zu tragen ist; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung in dieser Hinsicht solche ungünstige Informationselemente für die Verstärkung des Gebiets wie Klärungsschwierigkeiten oder die Optionen des kommunalen Strukturschemas gebracht hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung kein Potenzial bildet, das von vornherein in Zukunft zur Verstärkung bestimmt ist, sondern ein Gebiet, das für jegliche Zweckverwendung bestimmt ist, mit Ausnahme jedoch des industriellen Gewerbegebiets und des Abbaugebiets, oder der nicht zur Verstärkung bestimmten Gebiete; dass keiner das Recht geltend machen kann, dort sogar im Zukunft zu bauen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung deutlich darauf hinweist, dass die Rechtsgrundlage, aufgrund derer die vom Sektorenplan abweichenden Städtebaugenehmigungen erteilt werden dürfen, dieselbe ist, ob das Gut an einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung oder in einem Agrargebiet gelegen ist; dass die Umwandlung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung Plancenoit in ein Agrargebiet demnach keinen Effekt auf diesen Aspekt hat, außer für die landwirtschaftliche Tätigkeit, die sich ohne erforderliche Abweichung entwickeln können, da sie in Übereinstimmung mit der Zweckbestimmung des Gebiets steht;

In der Erwägung, dass der Ausgleich zum Gegenstand hat, das im Sektorenplan bestehende Gleichgewicht zwischen den zur Verstärkung bestimmten Gebieten und den nicht zur Verstärkung bestimmten Gebieten zu erhalten; dass das CWATUPE nicht auferlegt, im Sektorenplan hinsichtlich der Zweckbestimmung des Bodens ein Potenzial freizugeben, das demjenigen entspricht, das beseitigt wird; dass die Wallonische Regierung hier jedoch die Option wählt, die Auswirkungen der neuen Gebiete auf die landwirtschaftliche Tätigkeit zu verringern, indem sie beschließt, die Agrargebiete, die sie zu verstärken vorhat, durch die Eintragung eines neuen Agrargebiets im Sektorenplan auszugleichen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung jedoch hervorhebt, dass nach Ansicht des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung die agronomische Qualität des Bodens, das innerhalb des auf dem Gebiet der Gemeinde Lasne gelegenen Umkreises des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung vorhanden ist, besser als diejenige der neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiete ist, die sie im Sektorenplan Nivelles einzutragen vorhat, was ihr zu behaupten erlaubte, dass die von ihr eingeleitete Revision des Sektorenplans begrenzte Auswirkungen auf das Agrargebiet haben wird;

In der Erwägung, dass die Option der Umwandlung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung in ein Agrargebiet die vorwiegende Tätigkeit auf den betroffenen Gebieten bestätigt; dass es sich außerdem unter den zulässigen Tätigkeiten in den nicht zur Verstärkung bestimmten Gebieten um die geeignetste Tätigkeit für die bebauten und nicht bebauten Umgebung handelt, angesichts seiner Eigenschaften als bewohnte Gebiete, die mit weiten angebauten Ebenen umrandet sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ebenfalls darauf hinweist, dass das Vorhandensein von Tätigkeiten in dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung kein Argument ist, um zu rechtfertigen, dass ihre Entwicklungsbedürfnisse in dem neuen Gebiet zu berücksichtigen sind, einerseits weil sie bereits in Abweichung vom Sektorenplan ausgeübt werden, und andererseits weil dies im Widerspruch zu den von ihr verfolgten Zielen stehen würde, die darin bestehen, die Niederlassung von in der Nähe der künftigen RER Haltestelle Braine-l'Alliance Eisenbahnverkehrsströme erzeugenden Tätigkeiten zu fördern;

In der Erwägung, dass die Hauptrolle eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung darin besteht, eine Reserve von Geländen ohne Zweckbestimmung zu bilden, die von der öffentlichen Behörde ausgenutzt werden kann, um auf Bedürfnisse der Gemeinschaft einzugehen, wenn sie es für nötig hält;

In der Erwägung, dass hinsichtlich des unrealistischen Charakters der Option der gemeindlichen Behörden von Lasne, die auf dem Gemeindegebiet gelegenen Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung nicht zu erschließen, insbesondere angesichts der demographischen Entwicklung in der Wallonie, die Wallonische Regierung unterstreicht, dass es jedoch mit den Grundsätzen des CWATUPE vereinbar ist, dass sie die Art und Weise, wie sie das Gemeindegebiet entwickeln möchten, orientieren;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Ansicht ist, dass die Umwandlung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung Plancenoit in ein Agrargebiet keine negativen Auswirkungen auf die anderen Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung der Gemeinde Lasne mit sich bringen wird; dass es nämlich angesichts des Willens der Gemeinde, sie nicht zu erschließen und des Vorhandenseins von großen verfügbaren Bodenreserven nicht zu fürchten ist, dass ihre Erschließung deswegen schneller erfolgen würde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung unterstreicht, dass es nicht widersprüchlich ihrerseits ist, die Bestimmungen des kommunalen Strukturschemas von Lasne als Argument anzuführen, insofern es zur Erfüllung der von ihr verfolgten Ziele beiträgt; dass es nämlich in Übereinstimmung mit ihrer Politik steht, eine neue Bevölkerung in der Nähe eines reichen Eisenbahnangebots anstatt in Siedlungen, die nur mit dem Auto zu erreichen sind, aufzunehmen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung darauf hinweist, dass die im kommunalen Strukturschema von Lasne angegebene Vorrangreihenfolge für die Erschließung der Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung nur auf dem landschaftlichen Interesse der betroffenen Gebiete beruht; dass es vereinfachend wäre, zu behaupten, dass die Umwandlung des betroffenen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung Plancenoit in ein Agrargebiet zur Folge hätte, dass auf dem Gebiet der Gemeinde Lasne, insbesondere in Plancenoit, Gebiete erhalten werden, deren Erschließung für die Entwicklung des Gemeindegebiets als weniger zweckmässig betrachtet worden sind; dass es zum Beispiel zu bemerken ist, dass die Erschließung dieser Gebiete sicher zur Verdichtung der Verstädterung in der Nähe des bestehenden besiedelten Gebiets und zur Verstärkung der Zentralität des Dorfs Plancenoit beitragen würde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung jedoch beschließt, die in dem Gutachten des Gemeinderats von Lasne erwähnte Alternative zu wählen, nach welcher das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung in der heute im Norden und im Nordosten der „avenue de Trianon“ bestehenden Enklave beibehalten wird; dass es sich um den Teil des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung handelt, der am nächsten vom Herzen des Dorfs Plancenoit liegt und bestimmt über die beste Lage verfügt, um seine Struktur zu verstärken, wenn die gemeindlichen Behörden seine Erschließung beschließen sollten;

In der Erwägung, dass das derart gestaltene Agrargebiet eine Fläche von 33,6 ha aufweist;

Alternativer Ausgleich – Verbindungsstraße

Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass der alternative Ausgleich, der von der Wallonischen Regierung vorgeschlagen wird, die Nachteile, die die Anwohner der neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiete erleiden werden, nicht direkt ausgleichen wird,

In der Erwägung, dass nach Ansicht eines Beschwerdeführers die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt des alternativen Ausgleichs nicht ernstlich geschätzt werden können, da die Trasse nicht bekannt ist;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Trasse der neuen Verbindungsstraße zwischen der N27 (und dem R0) und der N5 im Planentwurf hätte eingetragen werden müssen;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer bedauern, dass der Planentwurf der Option des kommunalen Strukturschemas Braine-l'Alleud keine Folge leistet; in diesem wird nämlich die Verbindungsstraße zwischen der N27 (und dem R0) und der N5 als eine strukturierende Achse auf regionaler Ebene betrachtet und vorgeschlagen, dass sie im Planentwurf eingetragen wird;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer erachten, dass die von der Wallonischen Regierung auferlegte Verbindungsstraße alle Eigenschaften einer Verkehrsinfrastruktur, die zum Netz der Hauptverkehrsinfrastruktur im Sinne von Artikel 23 des CWATUPE gehört, aufweist, und deshalb im Sektorenplan eingetragen werden sollte, was nicht der Fall ist;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass aus diesen Elementen hervorgeht, dass der Entwurf gegen das kommunale Strukturschema von Braine-l'Alleud verstößt;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer dafür eintreten, dass alle Lösungen zur bestmöglichen Erhaltung des Ackerbodens und zur Vermeidung einer zusätzlichen Zerstückelung des Gebiets untersucht werden;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer vorschlagen, dass die Möglichkeit der Anlage der neuen Verbindungsstraße auf der Fläche des „chemin de la Maison du Roi“ untersucht wird; diese Alternative hätte zur Folge, dass die Personen, die zur RER Haltestelle fahren wollen, die N27 benutzen müssen, aber auch dass ein direkter Zugang zur R0 (ohne Durchquerung der N27) oder zur „Avenue Allard“ für diejenigen, die den Bahnhof Braine erreichen wollen, geschaffen wird;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Zweck- und Gesetzmäßigkeit der Ausgleichsmaßnahme in Frage stellen ;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer denken, dass es aus der Umweltverträglichkeitsprüfung hervorgeht, dass das mit dem alternativen Ausgleich verfolgte Ziel nicht ausschließlich darin besteht, die Eintragung neuer zur Verstädterung bestimmten Gebiete im Sektorenplan auszugleichen, da diese Maßnahme vor allem:

- einen Bestandteil des Projekts bildet, da sie die Erreichbarkeit nicht nur der RER-Haltestelle, die noch nicht besteht, sondern auch der gesamten entstehenden zur Verstädterung bestimmten Gebiete verbessert; mit anderen Worten gehört diese neue Verbindungsstraße völlig zum Projekt, da sie auf jeden Fall mit dessen Verwirklichung verbunden ist;

- als Ausgleich zur Schließung der „route du Lion“ (N5f), die nicht Gegenstand der vorliegenden Revision des Sektorenplans ist, dient; die neue Verbindungsstraße gleicht nicht die Auswirkungen des Planentwurfs auf die Umwelt, sondern diejenigen eines anderen Projekts aus;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass der alternative Ausgleich den Benutzern der N5 und der N25 zugute kommen wird, die nach der Umweltverträglichkeitsprüfung Braine-l'Alleud leichter werden erreichen können; dass der Ausgleich in dieser Hinsicht der in Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3° des CWATUPE vorgesehenen Bedingung, nämlich „insbesondere unter Berücksichtigung des Effekts des zur Verstärkung bestimmten Gebiets auf die Umgebung“ nicht entspricht,

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Bezeichnung des von der Wallonischen Regierung auferlegten alternativen Ausgleichs im Erlass zur vorläufigen Annahme des Planentwurfs viel zu allgemein und ungenau ist;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer denken, dass eine eventuelle stufenweise Verwirklichung des alternativen Ausgleichs die Wallonische Regierung nicht davon befreit, dessen Natur, Umfang und genaue Lokalisierung anzugeben;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Begründung des Erlasses zur vorläufigen Annahme des Planentwurfs Elemente beinhaltet, die beweisen, dass die Bestimmung der genauen Trasse der Verbindungsstraße von zukünftigen und zufallsbedingten Elementen wie dem Projekt zur Erweiterung des Schlachtfelds Waterloo abhängt;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Meinung sind, dass der alternative Ausgleich nicht genau genug ist (die Zone der potentiellen Trassen ist viel zu breit) und dass die Wallonische Regierung nicht über alle nötigen Elemente verfügt, um beim gegenwärtigen Sachstand seinen Beschluss zu fassen;

In der Erwägung, dass nach Ansicht der Beschwerdeführer bestimmte Passagen der Umweltverträglichkeitsprüfung beweisen, dass die Auswirkungen auf die Umwelt der von der Wallonischen Regierung auferlegten Straße nicht völlig geschätzt werden konnten, weil noch Unbekannte über ihre Trasse bestehen;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer betonen, dass die Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung über die Auswirkungen der Straße auf die Landschaft zweideutig sind, da sie scheinen, nur die Hypothese der Benutzung der Fläche des „chemin de la Maison du Roi“ in Betracht zu ziehen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer unterstreichen, dass der alternative Ausgleich sehr bedeutende Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit (Zerstückelung des Bodens) haben wird;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass es schwierig ist, die Benutzung des RER zu fördern, ohne dabei eine Verkehrsachse zwischen der N5 und dem „Parc de l'Alliance“ zu bauen, damit die künftige RER Haltestelle leicht erreicht werden kann, und dass diese Achse eine positive Auswirkung auf mehrere Straßen haben wird, die zurzeit von Autofahrern benutzt werden, die den Stoßverkehr auf der N5 vermeiden wollen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer denken, dass die von der Wallonischen Regierung auferlegte Straße nicht als ein gültiger Ausgleich betrachtet werden kann, insofern ihre Trasse noch nicht bekannt ist, und da diese Straße außerdem eher als eine Folge der Sperrung der Straße „route du Lion“ im Rahmen des Projekts zur Aufwertung der Stätte des Schlachtfelds Waterloo zu betrachten ist;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat Lasne erachtet, dass kein Beweis vorliegt, dass die Verbindungsstraße positive Auswirkungen auf das Gebiet der Gemeinde Lasne haben wird ;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Lasne die Wallonische Regierung nachsucht, um zur Wahl der neuen Verbindungsstraße zwischen der „chaussée de Charleroi“ (N5) und der „route de Piraumont“ mit einbezogen zu werden;

In der Erwägung, dass der CWEDD über den von der Wallonischen Regierung auferlegten alternativen Ausgleich, der eine zusätzliche, nicht ausgeglichene Verstärkung in einem Agrargebiet darstellt, ein ungünstiges Gutachten abgibt;

In der Erwägung, dass die DGO4 des öffentlichen Dienstes der Wallonie über den von der Wallonischen Regierung auferlegten alternativen Ausgleich keine Stellung nimmt, da sie nicht über die notwendigen Informationen verfügt, aber der Ansicht ist, dass es schädlich wäre, dass die neue Verbindungsstraße den geschützten Umkreis des Schlachtfelds Waterloo durchquert;

In der Erwägung, dass sich die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen dem Planentwurf nicht widersetzt, da die betroffenen Gebiete außerhalb des geschützten Gebiets des Schlachtfelds Waterloo liegen; dass sie jedoch darauf besteht, dass die Direktion der Archäologie der DGO4 des öffentlichen Dienstes der Wallonie vor jeglicher Verstärkung zu Rate gezogen wird;

In der Erwägung, dass der CRAT für den Bau einer neuen Verbindungsstraße zwischen der N27 (R0) und der N5 als alternativer Ausgleich in Sachen Mobilität steht;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass der alternative Ausgleich, den sie auferlegt, seinen Ursprung in dem in Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3° des CWATUPE erklärten Grundsatz der Verhältnismäßigkeit findet, denn es besteht immer noch ein Defizit von ca. 20 ha zwischen der Fläche der neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiete und der Fläche der zur Verstärkung bestimmten Gebiete und der Gebieten für konzertierte kommunale Raumplanung, die sie in nicht zur Verstärkung bestimmte Gebiete umzuwandeln vorschlägt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung nicht verpflichtet ist, alle Möglichkeiten des raumplanerischen Ausgleichs auszuschöpfen, um einen alternativen Ausgleich zu definieren und aufzuerlegen, und dass wenn im Sektorenplan ein „Verstärkungspotenzial“ mit einer gleichwertigen Fläche wie die Fläche, die sie einzutragen beabsichtigt, nicht gestrichen werden kann, sie dann beschließen kann, die Erschließung des „Verstärkungspotenzials“ der bestehenden Gebiete zu modulieren, um deren Auswirkungen auf die operationellen, Umwelt-, Energie- und Mobilitätspläne zu begrenzen;

In der Erwägung, dass mangels der Möglichkeit, die Lokalisierung der Aktivitäten im Sektorenplan abzuändern, um die Straßenmobilität besser beherrschen zu können, die Wallonische Regierung auch dadurch handeln kann, dass sie die Mobilitätsnachfrage im Allgemeinen dem Eisenbahnverkehrsangebot insbesondere besser anpasst; dass die Einführung eines neuen Dienstes wie der RER eine Gelegenheit sein muss, um nicht nur die Lokalisierung neuer Aktivitäten im Sektorenplan zu bearbeiten, sondern auch die Mobilitätsnachfrage nach dem neuen Angebot umzulenken; dass sich die beiden Vorgehensweisen ergänzen;

In der Erwägung, dass wenn die aus den bestehenden zur Verstärkung bestimmten Gebieten stammende Mobilitätsnachfrage nach den großen Verkehrsinfrastrukturen, insbesondere den Eisenbahninfrastrukturen umgelenkt wird, das Mobilitätsprofil dieser Gebiete dadurch abgeändert wird und die Auswirkungen ihrer Erschließung auf die Mobilität im Allgemeinen gemildert werden; dass genau auf diese Weise die neue Verbindungsstraße einen alternativen Ausgleich für die Eintragung neuer zur Verstärkung bestimmten Gebiete im Sektorenplan in der Nähe der künftigen RER Haltestelle Braine-l'Alliance darstellt;

In der Erwägung, dass die Entwicklung neuer Infrastrukturen, um das Autofahren durch die öffentlichen Verkehrsmittel zu ersetzen, eine der Maßnahmen des Planes Luft/Klima darstellt; dass sie, über die positiven Auswirkungen der neuen Verbindungsstraße auf die Mobilitätsverwaltung in dem Sektorenplan hinaus, ebenfalls einen unbestreitbaren Effekt auf die Luft und das Klima und somit auf die Umwelt haben wird;

In der Erwägung, dass die neue Verbindungsstraße, wenn sie den Zugang zur künftigen RER Haltestelle von Braine-l'Alliance und zum Bahnhof von Braine-l'Alleud, von denen eine an der Kreuzung von zwei im Sektorenplan eingetragenen Hauptverkehrsinfrastrukturen gelegen ist, erleichtert, es bewirkt wird, dass einerseits die im Entwicklungsplan des regionalen Raums bestimmte Raumstruktur verstärkt wird, und andererseits dass die Folgen der Erschließung der im Sektorenplan eingetragenen Gebiete im Bereich der Nachfrage nach Straßenmobilität verringert werden, was sich infolge der Verminderung des Autoverkehrs auf der N5, der N5f und der N27 positiv auf die Bevölkerung von Lillois und die touristische Stätte des Schlachtfelds Waterloo auswirken wird;

In der Erwägung, dass die von der Wallonischen Regierung auferlegte Verbindungsstraße weder im Rahmen einer Raumordnungsmaßnahme noch einer Städtebauaufgabe beschlossen wird;

In der Erwägung, dass es kein Grund zu behaupten besteht, dass die neue Verbindungsstraße eine Folge der Verkehrssperrung der "route de Lion" im Rahmen des Projekts zur Aufwertung der Stätte des Schlachtfelds Waterloo wäre; dass sich die Wallonische Regierung der Sperrung der "route de Lion" widersetzt hat, solange die neue Verbindungsstraße nicht gebaut ist;

In der Erwägung, dass die Tatsache, dass die neue Verbindungsstraße die Ziele, die sich die Wallonische Regierung gesetzt hat, zu erreichen beitragen würde (oder dass sie nach Ansicht bestimmter Beschwerdeführer ein Bestandteil des Projekts wäre), nichts daran ändert, dass sie die neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiete, die sie im Sektorenplan Nivelles einzutragen plant, ausgleichen kann; dass es wichtig ist, einzuschätzen, inwiefern sie hinsichtlich der in Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3° des CWATUPE bestimmten Kriterien eine zulässige Alternative zu der Beseitigung eines gleichwertigen Verstärkungspotenzials wie dasjenige, das man im Sektorenplan einzutragen beabsichtigt, darstellt; dass es der Fall sein wird, da sie nach dem Umweltverträglichkeitsprüfer erlauben wird, den Straßenverkehr zu kanalisieren und seine Zerstreuung in Viertel, die die Autofahrer, die zur RER Haltestelle von Braine-l'Alliance oder zum Bahnhof von Braine-l'Alleud fahren wollen, durchqueren würden, zu vermeiden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung hier darauf hinweist, dass ihr Beschluss, den Trassenentwurf der neuen Verbindungsstraße im Sektorenplan nicht einzutragen, nicht auf den Willen, sie phasenweise oder später zu verwirklichen zurückzuführen ist, wie dies von bestimmten Beschwerdeführern angeführt wird, sondern weil sie es für voreilig hält, über diese Frage Stellung zu nehmen; dass diese Option keinesfalls die Möglichkeit ihrer Anlage beschränkt;

In der Erwägung, dass weder die Trasse noch die technischen Eigenschaften der neuen Verbindungsstraße im Stadium der Revision des Sektorenplans gekannt sein müssen; dass der alternative Ausgleich auf Ebene des Sektorenplans bestimmt wird und deshalb nicht so genau sein muss, wie es zum Beispiel für die Städtebaugenehmigung zur Ausführung des Planes erforderlich ist; und dass die Wallonische Regierung aus diesem Grund nur seinen Ursprung und seine Bestimmung angibt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung darauf hinweist, dass das Gleiche für die Umweltverträglichkeitsprüfung gilt, die die von der Wallonischen Regierung auf Ebene des Sektorenplans vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen analysieren soll; dass das Grad der auf dieser Ebene verlangten Einzelheiten nicht das Gleiche wie für eine Städtebaugenehmigung ist;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer den von der Wallonischen Regierung gewählten alternativen Ausgleich nicht nur wegen seiner Zweckbestimmung sondern auch seiner Machbarkeit in technischer und umweltbezogener Hinsicht billigt; dass es außerdem keinen konkreten Grund zu bezweifeln besteht, dass die "Schneise", in welcher die neue Verbindungsstraße angelegt werden soll, nicht auf uniforme Weise analysiert worden ist;

In der Erwägung, dass auch wenn der Umweltverträglichkeitsprüfer keinen Einsicht in den Entwurf zur Erweiterung des geschützten Gebiets des Schlachtfelds Waterloo nehmen konnte, die vom ihm analysierte "Schneise" breit genug ist, damit die beiden Projekte zusammen bestehen können;

In der Erwägung, dass seine Studie nicht weniger Umweltelemente analysiert, als die Studie, die für die Eintragung im Sektorenplan des Trassenentwurfs und des Reserveumkreises einer Hauptverkehrsinfrastruktur durchzuführen wäre; dass es insbesondere nicht richtig ist, dass eine Trasse durch den "chemin du Roi" bevorzugt wäre; dass sie in dieser Hinsicht vollständiger ist, da sie eine weitere Fläche betrifft;

In der Erwägung, dass es aus der Umweltverträglichkeitsprüfung hervorgeht, dass mehrere Trassenmöglichkeiten, die gleichwertige Auswirkungen auf die Umwelt haben, in Betracht gezogen werden können; dass die Wallonische Regierung über die verschiedenen von den Beschwerdeführern vorgeschlagenen Alternativen nicht in der Phase des Sektorenplans Stellung nehmen kann;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Ansicht ist, dass die neue Verbindungsstraße einen 4 ha Verlust von sehr gutem Ackerboden verursachen wird, und dass ihre Auswirkungen auf die wirtschaftliche Lebensfähigkeit des am meisten betroffenen landwirtschaftlichen Betriebs gering bleiben wird (- 3% landwirtschaftlicher Flächen), da dieser in der Kategorie der Betriebe mit einer Fläche über 80 ha eingestuft ist;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer ebenfalls hervorhebt, dass die im Osten, längs der N5 gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe von einer eventuellen Verringerung ihrer Flächen am meisten betroffen werden, da die meisten in der Kategorie der Betriebe mit einer Fläche unter 50 ha eingestuft sind; dass es ebenfalls Anlass geben wird, den Betrieben 2 und 5 von weniger als 30 ha, für welche der Bau der Verbindungsstraße die Einteilung bestimmter landwirtschaftlicher Parzellen herbeiführen wird, eine besondere Aufmerksamkeit zu schenken;

In der Erwägung, dass die eventuelle Zerstückelung der landwirtschaftlichen Betriebe jedoch durch Geländeaus-tausche verringert oder ausgeglichen werden kann, um die Kulturen zu optimieren;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung darauf aufmerksam macht, dass die neue Verbindungsstraße einen besseren Zugang zu den landwirtschaftlichen Geländen ermöglichen wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in Erwiderung auf die Bemerkung des CWEDD deutlich darauf hinweist, dass Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3° des CWATUPE nur das Ausgleichen der Eintragung eines neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiets betrifft; dass die zu treffenden Maßnahmen, um die eventuellen negativen Auswirkungen der neuen Verbindungsstraße auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen im Rahmen der Untersuchung der Städtebaugenehmigung zu prüfen sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung schließlich betont, dass die Ausführung des alternativen Ausgleichs keinem Dritten überlassen wird, da sie der Bauherr sein wird, und dass es ihr obliegen wird, die Modalitäten zu bestimmen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen den von ihr bestimmten alternativen Ausgleich im Bereich der Mobilität bestätigt;

In der Erwägung, dass unter Berücksichtigung der kombinierten positiven Umweltfolgen, die sich aus der Umstellung vom Auto auf den Zug, aus der Konzentration von Aktivitäten um die künftige RER Haltestelle von Braine-l'Alliance, aus einer Bodenbenutzung mit einer hohen Wohnungsichte und den von vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen ergeben, die Wallonische Regierung zum Schluss erachtet, dass die neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiete, die sie im Sektorenplan Nivelles einträgt, auf angemessene Weise ausgeglichen werden, und das in Artikel 46 des CWATUPE ausgedrückte Grundsatz der Verhältnismäßigkeit beachtet wird;

Archäologische Bewertung

Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen darauf besteht, dass die archäologische Dienststelle der operativen Generaldirektion Nr. 4 des öffentlichen Dienstes der Wallonie vor jeglicher Verstädterung zu Rate gezogen wird, damit sie sich des eventuellen Vorhandenseins von archäologischen Überbleibseln vergewissern und ggf. Ausgrabungen durchführen lassen kann;

Antwort der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Direktion der Archäologie der operativen Generaldirektion Nr. 4 des öffentlichen Dienstes der Wallonie das Vorhandensein von mehreren Zonen innerhalb des Bezugsgebiets, in denen archäologische Überbleibsel zu finden sein könnten, bestätigt hat;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer empfiehlt, diese Dienststelle vor jeglicher Verstädterung eines neuen Gebiets zu Rate zu ziehen, damit sie sich des eventuellen Vorhandenseins von archäologischen Überbleibseln vergewissern und ggf. beschließen kann, Ausgrabungen durchführen zu lassen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschließt, dem Antrag der KKDLA Folge zu leisten und aufzuerlegen, dass eine archäologische Bewertung vor der Erschließung der neuen Gebiete stattfindet;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Revision des Sektorenplans Nivelles (Karten 39/3) wird gemäß der dem vorliegenden Erlass als Anlage beigefügten Karte endgültig verabschiedet, zwecks:

- der Eintragung von:

- * einem Wohngebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud;
 - * zwei Wohngebieten mit der zusätzlichen Vorschrift, die auf dem Plan mit dem Vermerk *"*S.48"* gekennzeichnet wird, auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud;
 - * einem gemischten Gewerbegebiet mit der zusätzlichen Vorschrift, die auf dem Plan mit dem Vermerk *"*S.49."* gekennzeichnet wird, auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud;
 - * zwei Gebieten für konzertierte kommunale Raumplanung mit der zusätzlichen Vorschrift, die auf dem Plan mit dem Vermerk *"*S.48"* gekennzeichnet wird, auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud;
 - * einem Grüngelände auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud;
 - * einem Parkgebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud;
- die Abschaffung von:
- * der Trasse und des Reserveumkreises des Verkehrsweges, der zwischen der *"Chaussée d'Ophain"* und der *"Chaussée de Tubize"* auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud geplant ist;
 - * der Trasse des bereits bestehenden Verkehrsweges zwischen der Eisenbahnlinie Nr. 124 und der Kreuzung mit der *"Chaussée d'Ophain"* auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud;

und als raumplanerischer Ausgleich:

- der Eintragung:

- * eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Lasne.

Art. 2 - Folgende, mit *"*S.48"* gekennzeichnete zusätzliche Vorschrift gilt in den beiden Wohngebieten und in dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung, die durch den vorliegenden Erlass im Plan ausgewiesen wird: *"Die Wohnungsdichte der zu Wohnzwecken bestimmten Flächen entspricht mindestens 80 Wohnungen/ha, mit Ausnahme der öffentlichen Räume (Straßen und Grünflächen)."*

Art. 3 - Folgende, mit *"*S.49."* gekennzeichnete zusätzliche Vorschrift gilt in dem gemischten Gewerbegebiet, das durch vorliegenden Erlass im Plan ausgewiesen wird: *"Das gemischte Gewerbegebiet ist in einem Umkreis von 350 m rund um den Zugang zur RER Haltestelle von Braine-l'Alliance den Dienstleistungstätigkeiten und für die restliche Fläche, den durch Artikel 30 des Gesetzbuches zugelassenen Tätigkeiten gewidmet."* Die kleinen Lagerhallen, die mit keiner dieser Tätigkeiten verbunden sind, werden dort nicht zugelassen. Das Parken ist auf dem öffentlichen Eigentum verboten und das Parkangebot auf Privatflächen begrenzt."

Art. 4 - Der Bau einer neuen Verbindungsstraße zwischen der N27 (und dem R0) und der N5 außerhalb des durch das Gesetz vom 26. März 1914 geschützten Gebiets wird als alternative Ausgleichsmaßnahme im Bereich der Mobilität nach noch zu bestimmenden Modalitäten aufgelegt.

Art. 5 - Eine archäologische Bewertung wird vor der Erschließung der neuen Gebiete durchgeführt. Der Zeitplan der Arbeiten betreffend die archäologische Bewertung wird je nach der Verfügbarkeit der betroffenen Gelände im Einvernehmen mit der Direktion der Archäologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie festgelegt.

Art. 6 - Die von der Regierung in Anwendung von Artikel 44 des Gesetzbuches vorgelegte Umwelterklärung wird vorliegendem Erlass als Anlage beigefügt.

Art. 7 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. September 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 1

Umwelterklärung über die endgültige Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Nivelles (Karte 39/3) zwecks Förderung der Verwendung des „RER“ (regionales Nahverkehrsnetz) in der Umgebung der künftigen RER Haltestelle von Braine-l'Alliance.

I. Einleitung:

Die vorliegende Umwelterklärung ist aufgrund des Artikels 44, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (nachstehend das Gesetzbuch genannt) erforderlich.

Sie wird dem Erlass Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Nivelles (Karte 39/3) zwecks Förderung der Verwendung des „RER“ (regionales Nahverkehrsnetz) in der Umgebung der künftigen RER Haltestelle von Braine-l'Alliance beigefügt. Sie wird gleichzeitig mit dem besagten Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

In der vorliegenden Umwelterklärung wird zusammengefasst, auf welche Weise die Umwelterwägungen in die Revision des Sektorenplans eingegliedert und die Umweltverträglichkeitsprüfung, die Gutachten, die Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind.

Die Gründe für die Entscheidungen, die bei der Revision des Sektorenplans unter Berücksichtigung der anderen untersuchten vernünftigen Lösungen getroffen worden sind, werden ebenfalls in dieser Umwelterklärung zusammengefasst.

Die vorliegende Umwelterklärung hat grundsätzlich einen zusammenfassenden Charakter; für die Details sollte man sich auf den Wortlaut des Erlasses der Wallonischen Regierung beziehen.

Der Übersichtlichkeit halber wird die Umwelterklärung in drei Kapitel unterteilt: das erste Kapitel betrifft den Gegenstand der Revision des Sektorenplans, das zweite die Chronologie dieser Revision und das dritte Kapitel umfasst Bemerkungen zur Umweltproblematik.

II. Gegenstand der Revision des Sektorenplans

Die Revision des Sektorenplans Nivelles (Karte 39/3) wurde dem in den Artikeln 42 bis 44 des CWATUPE vorgesehenen Verfahren unterworfen:

Zwecks der Förderung der Verwendung des „RER“ in der Umgebung der künftigen RER Haltestelle von Braine-l'Alliance betrifft die Revision des Sektorenplans:

- die Eintragung von:

- * einem Wohngebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud;
 - * zwei Wohngebieten mit der zusätzlichen Vorschrift, die auf dem Plan mit dem Vermerk „*S.48“ gekennzeichnet wird, auf dem Gebiet von Braine-l'Alleud;
 - * einem gemischten Gewerbegebiet mit der zusätzlichen Vorschrift, die auf dem Plan mit dem Vermerk „*S.49.“ gekennzeichnet wird, auf dem Gebiet von Braine-l'Alleud;
 - * einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit der zusätzlichen Vorschrift, die auf dem Plan mit dem Vermerk „*S.48“ gekennzeichnet wird, auf dem Gebiet von Braine-l'Alleud;
 - * einem Grüngebiet auf dem Gebiet von Braine-l'Alleud;
 - * einem Parkgebiet auf dem Gebiet von Braine-l'Alleud;
- die Abschaffung von:
- * der Trasse und des Reserveumkreises des geplanten Verkehrsweges zwischen der „Chaussée d'Ophain“ und der „Chaussée de Tubize“;
 - * der Trasse des bereits bestehenden Verkehrsweges zwischen der Eisenbahnlinie Nr. 124 und der Kreuzung mit der „Chaussée d'Ophain“;

- die Eintragung von:

- * einem Agrargebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Lasne als raumplanerischer Ausgleich.

Die Wallonische Regierung erlegt als alternative Ausgleichsmaßnahme auf:

im Bereich der Mobilität:

- Bau einer neuen Verbindungsstraße zwischen der N27 (und dem R0) und der N5 außerhalb des durch das Gesetz vom 26. März 1914 geschützten Gebiets.

Folgende, mit „*S.48“ gekennzeichnete zusätzliche Vorschrift gilt in den beiden Wohngebieten und in dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung, die durch den vorliegenden Erlass im Plan ausgewiesen wird: „Die Wohnungsdichte der zu Wohnzwecken bestimmten Flächen entspricht mindestens 80 Wohnungen/ha, mit Ausnahme der öffentlichen Räume (Straßen und Grünflächen).“

Folgende, mit „*S.49“ gekennzeichnete zusätzliche Vorschrift gilt in dem gemischten Gewerbegebiet, das durch vorliegenden Erlass im Plan ausgewiesen wird: „Das gemischte Gewerbegebiet ist in einem Umkreis von 350 m rund um den Zugang zur RER Haltestelle von Braine-l'Alliance den Dienstleistungstätigkeiten und für die restliche Fläche, den durch Artikel 30 des Gesetzbuches zugelassenen Tätigkeiten gewidmet.“ Die kleinen Lagerhallen, die mit keiner dieser Tätigkeiten verbunden sind, werden dort nicht zugelassen. Das Parken ist auf dem öffentlichen Eigentum verboten und das Parkangebot auf Privatflächen begrenzt.“

Der Bau einer neuen Verbindungsstraße zwischen der N27 (und dem R0) und der N5 außerhalb des durch das Gesetz vom 26. März 1914 geschützten Gebiets wird als alternative Ausgleichsmaßnahme im Bereich der Mobilität nach noch zu bestimmenden Modalitäten auferlegt.

Eine archäologische Bewertung wird vor der Erschließung der neuen Gebiete durchgeführt. Der Zeitplan der Arbeiten betreffend die archäologische Bewertung wird je nach der Verfügbarkeit der betroffenen Gelände im Einvernehmen mit der Direktion der Archäologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie festgelegt.

III. Chronologie der Revision des Sektorenplans

30. September 2010 (B.S. : 24. November 2010) - Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Nivelles einer Revision zu unterziehen ist, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs des Planes (Karte 39/3) zwecks Förderung der Verwendung des „RER“ in der Umgebung des künftigen Bahnhofes von Braine-l'Alliance;

Die Wallonische Regierung beabsichtigt die Eintragung von 58,2 ha neuer zur Verstärkung bestimmten Gebiete, von denen 14,02 ha in dem Umkreis der Revision ausgeglichen werden, und 37,7 ha durch die Umwandlung eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung in ein Agrargebiet ausgeglichen werden.

Der raumplanerische Ausgleich wird durch einen alternativen Ausgleich im Bereich der Mobilität ergänzt, der in dem Bau einer neuen Verbindungsstraße zwischen der N27 (und dem R0) und der N5 außerhalb des durch das Gesetz vom 26. März 1914 geschützten Gebiets besteht.

3. Februar 2011 (B.S. : 21. Februar 2011) - Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Nivelles (Karte 39/3) zwecks Förderung der Verwendung des „RER“ (regionales Nahverkehrsnetz) in der Umgebung des künftigen Bahnhofes von Braine-l'Alliance durchführen zu lassen.

14. Juni 2011 - Bezeichnung des Studienbüros Ariès und dessen Nachunternehmers als Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zum Plan

4. Juli 2012 - Hinterlegung der endgültigen Fassung der Studie.

18. Oktober 2012 (B.S.: 30. Oktober 2012) - Erlass der Wallonischen Regierung zur vorläufigen Verabschiedung des Entwurfs zur Revision des Sektorenplans Nivelles (Karte 39/3) zwecks Förderung der Verwendung des „RER“ in der Umgebung des zukünftigen Bahnhofes von Braine-l'Alliance;

3. Dezember 2012 bis 21. Januar 2013 - öffentliche Untersuchung in den Gemeinden Braine-l'Alleud und Lasne.

6. Dezember 2012 - Informationsversammlungen in den Gemeinden Braine-l'Alleud und Lasne.

21. Januar 2013 - Versammlungen zum Abschluss der öffentlichen Untersuchung in den Gemeinden Braine-l'Alleud und Lasne.

24. Januar 2013 - Konzertierungsversammlungen in den Gemeinden Braine-l'Alleud und Lasne.

25. Februar 2013 - Gutachten mit Bemerkungen des Gemeinderats Braine-l'Alleud, innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen

26. Februar 2013 - Ungünstiges Gutachten mit Bemerkungen des Gemeinderats Lasne, innerhalb der in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen

15. April 2013 - Günstiges Gutachten mit Bemerkungen des CWEDD, innerhalb der in Artikel 43, § 4 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen

18. April 2013 - Günstiges Gutachten mit Bemerkungen der operativen Generaldirektion Nr. 4 (DGO4) des öffentlichen Dienstes der Wallonie, innerhalb der in Artikel 43, § 4 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen

6. Mai 2013 - Günstiges Gutachten mit Bemerkungen der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen, innerhalb der in Artikel 43, § 4 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen.

30. Mai 2013 - Günstiges Gutachten mit Bemerkungen des Regionalausschusses für Raumordnung, innerhalb der in Artikel 43, § 4 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen.

Als günstig geltendes Gutachten der operativen Generaldirektion Nr. 1 (DGO1) des öffentlichen Dienstes der Wallonie, das nicht innerhalb der in Artikel 43, § 4 des Gesetzbuches vorgesehenen Fristen übermittelt wurde.

IV. Überlegungen zum Umfeld und zur Umwelt

Am Ende der Konsultierungs- und Konzertierungsphase hat die Wallonische Regierung den einer öffentlichen Untersuchung unterworfenen Planentwurf abgeändert, um den Bemerkungen und Stellungnahmen Rechnung zu tragen, wenn diese begründet waren und zu einer Optimierung der Berücksichtigung der Umweltaspekte beitrugen.

In der Erklärung wird zusammengefasst, inwiefern der vorliegende Erlass zur endgültigen Revision des Sektorenplans diese Erwägungen berücksichtigt hat, wobei für die Einzelheiten auf den Text des Erlasses und auf das Gutachten des CRAT verwiesen wird.

Die Wallonische Regierung hat also die folgenden Beschlüsse gefasst:

Auswirkungen auf die Luft und das Klima

Der Planentwurf geht auf die Zielsetzungen des Planes Luft/Klima ein, indem er eine dichte Verstädterung rund um die künftige RER Haltestelle von Braine-l'Alliance ermöglicht und die Verkehrsverlagerung der Reisenden durch die Verbesserung der Erreichbarkeit der künftigen Bahnhöfe von Braine-l'Alleud und Braine-l'Alliance fördert.

Die Ansiedlung von Wohnungen mit einer bestimmten Dichte und von Büros rund um die RER Haltestelle von Braine-l'Alliance wird es bewirken, dass der Anteil der Verkehrsmittel, die umweltschädliche Ausstöße erzeugen, wie der Straßenverkehr, zugunsten von weniger umweltschädlichen Ausstößen erzeugenden Verkehrsmitteln wie der Zug oder das RER verringert wird. Aus dem Vergleich der Lagen mit oder ohne Eisenbahnanschluss für die Gebiete geht hervor, dass die Lage mit einem Eisenbahnanschluss erlauben wird, 3083 Tonnen CO₂-Äquivalent zu vermeiden.

Die Wallonische Regierung hat also beschlossen, die Dichte der Wohnungen, die sie bei der Annahme des Vorentwurfs festgelegt hatte, beizubehalten.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer hat Empfehlungen gemacht im Hinblick auf die Eingliederung von Nahversorgungsläden und öffentlichen Räumen guter Qualität innerhalb der Wohn- und Bürozone, um ein Viertel zu schaffen, wo die Bewegungen zu Fuss und mit dem Fahrrad und weniger mit dem Auto, die Einsetzung von hohen Leistungen im Bereich des nachhaltigen Bauens und der Energieeffizienz für Gebäude des Wohnsektors sowie des öffentlichen und tertiären Sektors gefördert werden.

Sie sind auf Ebene des Sektorenplans nicht relevant und im Rahmen der Städtebaugenehmigung zu berücksichtigen.

Auswirkungen auf das Oberflächen- und Grundwasser

Grundwasser:

Der Umweltverträglichkeitsprüfer hat erachtet, dass keine Maßnahmen zusätzlich zu dem, was durch die bestehende Gesetzgebung auferlegt wird, zu ergreifen sind, um die von ihm hervorgehobenen negativen Auswirkungen zu vermeiden.

Die Wallonische Regierung hat sich dieser Stellung angeschlossen.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer schlägt vor, den bestehenden, im Nordostquadrant gelegenen Parkraum des Kinokomplexes mit den Bestimmungen des Gesetzbuches in Übereinstimmung zu bringen, um jegliches Verschmutzungsrisiko der Wasserentnahmestelle zu vermeiden.

Diese Empfehlung ist auf Ebene des Sektorenplans nicht relevant und im Rahmen der Städtebaugenehmigung zu berücksichtigen

Oberflächengewässer:

Die Kapazität der Klärstation des Tals des Hain (92.000 Einwohnergleichwerte) wird erlauben, die Last von dem zusätzlichen Abwasser aufzunehmen (die nach den Hypothesen zwischen 5.700 und 10.700 Einwohnergleichwerten liegt)

Die Wallonische Regierung hat demnach beschlossen, in dieser Hinsicht keine besondere Maßnahme zu ergreifen.

Die Wallonische Regierung hält die Empfehlung des Umweltverträglichkeitsprüfers für nicht relevant, nach welcher das Kanalisationsnetz bis zur Klärstation des Haintals vor der Erschließung der betroffenen Gebiete fertig sein muss, um die Auswirkungen des Vorentwurfs des Planes auf das natürliche Milieu zu vermeiden, da sie der Ansicht ist, dass die Ausrüstung der Straßen vor der Verstädterung der Gebiete stattfinden muss.

Die Wallonische Regierung erachtet als interessant die Empfehlung des Umweltverträglichkeitsprüfers, nach welcher das Einleiten von Regenwasser zurück in das hydrographische Netz verlangsamt und verringert werden soll, und zwar durch die Beschränkung der Bodenverdichtung (Verwendung von durchlässigen Materialien), die Verwendung von Systemen zur Versickerung des Bodens (Entwässerungsgräben, überschwemmbarer Sumpfund ...) und, als letztes Mittel, den Einsatz von Wasserrückhalteanlagen (Regenauffangbecken, ...), ist aber der Ansicht dass diese Empfehlung auf Ebene des Sektorenplans nicht relevant ist und im Rahmen der Erteilung der verschiedenen Arten von Genehmigungen (Verstädterungs-, Städtebau-, Umweltgenehmigung) aufzuerlegen ist.

Die Wallonische Regierung erachtet als relevant die Empfehlung des Umweltverträglichkeitsprüfers, nach welcher ein neues Trennkanalisationsnetz längs der Straße "route de Piraumont" anzulegen ist, um eine getrennte Verwaltung des Ab- und Regenwassers zu erlauben.

Die Empfehlung ist jedoch auf Ebene des Sektorenplans nicht relevant und im Rahmen der Erteilung der verschiedenen Arten von Genehmigungen (Verstädterungs-, Städtebau-, Umweltgenehmigung) aufzuerlegen.

Auswirkungen auf den Boden und Unterboden

Aufgrund des Vorhandenseins von Zonen, die eine große Instabilität des Unterbodens aufweisen, empfiehlt der Umweltverträglichkeitsprüfer, eine Kampagne von geotechnischen Prüfungen auf den gesamten durch den Vorentwurf zum Plan betroffenen Gebieten durchzuführen, um Maßnahmen treffen zu können, um eventuellen Schwächen des Unterbodens abzuwehren.

Die Wallonische Regierung erachtet, dass diese Empfehlung nicht im Rahmen des Sektorenplans stattfinden soll.

Ein- und Auswirkungen auf die Fauna und Flora.

Einige Beschwerdeführer haben gegenüber der Abänderung der Zweckbestimmung des in dem Südwestquadrant eingetragenen Agrargebiets, das ihrer Ansicht nach ein außergewöhnliches Biotop besitzt, ihr Unverständnis offenbart.

Weder die Diagnose des kommunalen Strukturschemas noch die Umweltverträglichkeitsprüfung, die die Wallonische Regierung über den Vorentwurf zum Plan hat durchführen lassen, haben irgendein bemerkenswertes Naturerbe in dem Südwestquadrant identifiziert. Das bestehende Biotop kann auf jeden Fall nicht als außergewöhnlich bezeichnet werden.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer empfiehlt, eine dichte und angeschlossene ökologische Vermaschung zu bewahren, die erlaubt, eine biologische Vielfalt in den Gebieten, die der Beseitigung von Elementen der ökologischen Vermaschung (Hecken, Gehölzen, Baumhecken und Baumreihen usw.) ausgesetzt sind, beizubehalten und in dem Parkgebiet landschaftliche und ökologische Einrichtungen zu verwirklichen, die sowohl die Vegetation als auch den Wasserlauf und dessen Umgebung aufwerten und die Bewahrung der Feuchtgebiete begünstigen.

Die gemeindlichen Behörden haben bereits die Gestaltung der Gebiete, die nördlich der "route de Piraumont" gelegen sind, durch einen kommunalen Raumordnungsplan für den Westen und einen Städtebau- und Umweltbericht für den Osten entweder festgelegt oder entworfen. Diese beiden Dokumente haben bereits Maßnahmen zugunsten der biologischen Vielfalt Rechnung getragen. Für die Gebiete, die südlich der "route de Piraumont" gelegen sind, hat die Wallonische Regierung ein Grüngebiet längs der Straßen- und Eisenbahnverkehrsinfrastrukturen eingetragen, um eine ökologische Vermaschung zu gewährleisten.

Ein- und Auswirkungen auf die Gesundheit und Sicherheit des Menschen.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer ist der Ansicht, dass sich die Zunahme des Straßenverkehrs statistisch auf das Unfallrisiko, insbesondere auf der "route de Piraumont" auswirken wird, und empfiehlt, die "route de Piraumont" mit Sicherheitseinrichtungen (Kreisverkehr) auszustatten einerseits, damit der lineare Charakter der Straßen gebrochen wird, und um die zu erschließenden Gebiete erreichbar zu machen, und die bestehenden Kreuzungen anzupassen andererseits, um der mit der Durchführung des Vorentwurfs zum Plan verbundenen Verkehrszunahme gerecht zu werden.

Diese Empfehlungen sind auf Ebene des Sektorenplans nicht relevant und im Rahmen der Städtebaugenehmigung zu berücksichtigen

Auswirkungen auf die Annehmlichkeit der Lebensbedingungen

Mehrere Beschwerdeführer haben Einwände hinsichtlich der Auswirkungen der von Wallonischen Regierung auferlegten Wohndichte und der Eintragung neuer zur Verstädterung bestimmten Gebiete auf ihr Lebensumfeld erhoben.

Die Beschwerden und Bemerkungen bezüglich der beiden nördlich der "route de Piraumont" eingetragenen neuen Gebiete weisen auf keine Elemente hin, die durch den Gemeinderat Braine-l'Alleud zum Zeitpunkt der Verabschiedung des Städtebau- und Umweltberichts (im Osten) und des kommunalen Raumordnungsplans genannt "du Paradis" (im Westen) nicht bereits berücksichtigt worden wären. Es gibt Anlass, sich auf die Umwelterklärung, die diesen beiden Dokumenten beigefügt ist, zu beziehen.

Als Antwort an bestimmte Beschwerdeführer, die eine tiefe Änderung der Struktur des Weilers "Hayettes" befürchten, beschließt die Wallonische Regierung, die Gestaltung des im Südwestquadrant in der Nähe des Weilers gelegenen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung abzuändern.

Der Studienbeauftragter empfiehlt:

- Auf eine harmonische und landschaftliche Eingliederung der in jedem Gebiet geplanten Gebäude durch eine sinnvolle Wahl der Materialien, der Größen und der Anpflanzungen in diesen Gebäuden und in deren Umgebung zu achten.

- Das in dem Südwestquadrant gelegene Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung sowie das längs der Eisenbahn und des Rings 0 gelegene Grüngelände wieder zu bepflanzen, wenn die Baustelle des RER fertig ist.
- Die bewaldeten Böschungen rund um das gemischte Gewerbegebiet beizubehalten.
- Die beiden in dem Wohngebiet im Nordostquadrant vorhandenen Baumreihen beizubehalten.

Diese Empfehlungen sind auf Ebene des Sektorenplans nicht relevant und im Rahmen der Städtebaugenehmigung zu berücksichtigen.

Auswirkungen auf die Landschaft

Bestimmte Beschwerdeführer haben Bemerkungen über die Auswirkungen des Projekts auf die Landschaft geäußert.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer weist darauf hin, dass die künftige Verbindungsstraße von dem Löwenhügel sowie von einem durch die Adesa lokalisierten bemerkenswerten Ausblick aus sichtbar sein wird. Er erachtet jedoch, dass ihre Auswirkungen auf die Landschaft begrenzt sein können, insofern die Straße nicht durch Baumreihen und Straßenbeleuchtung auffällig wird.

Die Wallonische Regierung weist darauf hin, dass ihre Wahl, die neuen Gebiete um die künftige RER Haltestelle von Braine-l'Alliance herum, sowohl nördlich als auch südlich der "route de Piraumont" zu zentrieren, ist kohärent in landschaftlicher Hinsicht. Die "route de Piraumont", die nach dem kommunalen Strukturschema nämlich die Grenze der zulässigen Entwicklung des städtischen Gebiets verkörpert, stimmt mit dem Umkreis der landschaftlichen Fläche, die nach dem Atlas der Landschaften der Wallonie die Siedlung von Braine-l'Alleud deckt, nicht überein, während die neuen Gebiete ihrerseits innerhalb des Umkreises der angrenzenden landschaftlichen Fläche genannt "vorstädtisches ländliches Gebiet Nivelles" gelegen sind.

Die Wallonische Regierung unterstreicht, dass alle in den Beschwerden hervorgehobenen Auswirkungen des neuen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung auf die Umwelt durch den Umweltverträglichkeitsprüfer analysiert wurden, und dass dieser keine bedeutende Auswirkung festgestellt hat, die es rechtfertigen würde, auf die Umgestaltung des bestehenden Agrargebiets in ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung zu verzichten.

Auswirkungen auf die akustische Umgenugung

Der Umweltverträglichkeitsprüfer empfiehlt, für die hohen Gebäude mit täglichen Aktivitäten lieber einen Standort in den in der Nähe der Eisenbahn gelegenen Gebieten zu wählen, was einerseits als Schirm dienen wird, und andererseits das Belastungsrisiko nachts über verringern wird.

Die Empfehlungen des Autors der Studie gehören nicht in den Rahmen eines Sektorenplans.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer empfiehlt, eine weitere Beobachtung der Lautstärkemessungen in der Nähe der Wohnungen durchzuführen, um die von den Anwohnern erlittenen Lärmbelastungen an verschiedenen Verstärkungsstadien einzuschätzen.

Die Wallonische Regierung findet diese Empfehlung relevant, erachtet aber, dass die Initiative dieser Art Plan der gemeindlichen Behörde obliegt.

Auswirkungen auf Sach- und Erbwerte

Die Dienststelle Archäologie der operativen Generaldirektion Nr. 4 des öffentlichen Dienstes der Wallonie hat das Vorhandensein von mehreren Zonen innerhalb des Bezugsgebiets, in denen archäologische Überbleibsel zu finden sein könnten, bestätigt.

Die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen besteht darauf, dass die archäologische Dienststelle der operativen Generaldirektion Nr. 4 des öffentlichen Dienstes der Wallonie vor jeglicher Verstärkung zu Rate gezogen wird, damit sie sich des eventuellen Vorhandenseins von archäologischen Überbleibseln vergewissern und ggf. Ausgrabungen durchführen lassen kann.

Die Wallonische Regierung hat beschlossen, der Empfehlung des Studienbeauftragten und dem Gutachten der KKDLA, nach welcher eine archäologische Bewertung vor jeglicher Erschließung der neuen Gebiete aufzuerlegen ist, Rechnung zu tragen. Der Zeitplan der Arbeiten betreffend die archäologische Bewertung wird je nach der Verfügbarkeit der betroffenen Gelände im Einvernehmen mit der Direktion der Archäologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie festgelegt.

Auswirkungen auf die Mobilität

Der Umweltverträglichkeitsprüfer hat empfohlen, eine Vorrangreihenfolge für die Erschließung der Gebiete festzulegen, um negative Auswirkung in Verbindung mit der Mobilität und der mit ihrer Erschließung verursachten Verkehrsüberlastung auszugleichen.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer hat vorgeschlagen, die Erschließung des südlichen Teils des gemischten Gewerbegebiets (Südostquadrant) sowie des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung (Südwestquadrant) zu verschieben.

Er hat ebenfalls höhere Beschäftigungsdichte in dem nördlichen Teil als in dem südlichen Teil des gemischten Gewerbegebiets vorgeschlagen.

Die Wallonische Regierung hat beschlossen, das gemischte Gewerbegebiet in einem Umkreis von 350 m rund um den Zugang zur RER Haltestelle von Braine-l'Alliance den Dienstleistungstätigkeiten und für die restliche Fläche, den durch Artikel 30 des Gesetzbuches zugelassenen Tätigkeiten vorzubehalten.

Um die Mobilität zu verbessern, hat der Umweltverträglichkeitsprüfer die folgenden Maßnahmen befürwortet:

- Anpassung der Kreuzungen der "route de Piraumont";
- Verbesserung der Fahrbahn für Linksabbieger ab dem Ring R0 aus Richtung Ittre (Umgestaltung und Verlegung der Einfahrt des Rings R0 nach Brüssel + Schaffung eines Mittelstreifens, der das Linksabbiegen in zwei Etappen ermöglicht)
- Verbesserung der Kapazität des Kreisverkehrs N27/route de Piraumont (Ausstattung mit By-Pass);
- Verbesserung der Kapazität des Kreisverkehrs nach dem Parc de l'Alliance (Verbreiterung des Kreisverkehrs mit einem Mittelstreifen + Einfahrten mit doppelten Fahrbahnen auf der "route de Piraumont");

- Verbesserung der Fahrspur für Linksabbieger von der "route de Piraumont" nach dem Ring R0 in Richtung Ittre (Fahrspur für Rechtssabbieger aus Richtung Parc de l'Alliance nach der Einfahrt des Ring 0);
- Wahl des Standorts für die Beschäftigung in unmittelbarer Nähe des Bahnhofs.

Die von dem Autor der Studie vorgeschlagenen Maßnahmen gehören nicht in den Rahmen eines Sektorenplans.

Um die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt weiter zu beobachten, empfiehlt der Umweltverträglichkeitsprüfer, einen Mobilitätsplan der Gewerbegebiete aufzustellen und das Folgende zu beobachten:

- die Verkehrsmittelwahl der Einwohner für ihre tägliche Bewegungen;
- die Verkehrsmittelwahl der Arbeiter für ihre tägliche Bewegungen;
- die Anzahl der den Einwohnern und den Arbeitern vorbehaltenen Parkplätze;
- die Benutzung der öffentlichen Verkehrsmittel (Eisenbah, Bus, RER);
- die Zufriedenheit der Benutzer von öffentlichen Verkehrsmitteln;
- die zu Fuß und mit dem Rad zurückgelegten Wegstrecken;

Die Wallonische Regierung findet diese Empfehlung relevant, erachtet aber, dass dieser Art Plan der gemeindlichen Behörde obliegt.

Als Antwort auf bestimmte Beschwerdeführer, die eine Überbelastung der Straßen des Viertels "quartier des Bouvreils" infolge der Erschließung des Nordwestquadrants befürchten, erachtet die Wallonische Regierung, dass die Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung, die im Rahmen der Untersuchung des kommunalen Raumordnungsplans "du Paradis" durchgeführt wurde, bereits relevante Empfehlungen enthält;

Diese gehören jedoch nicht in den Rahmen eines Sektorenplans.

Ein- und Auswirkungen auf das Verkehrsnetz und die Infrastrukturen.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer empfiehlt, die verschiedenen Gebiete im Zuge ihrer Verstädterung nach und nach mit Strom, Gas, Wasser und öffentlichen Verkehrsmitteln auszustatten

Die Wallonische Regierung erachtet, dass diese Empfehlung nicht im Rahmen des Sektorenplans stattfinden soll.

Ein- und Auswirkungen auf die Aktivitäten.

Landwirtschaft:

Die in den Beschwerden hervorgehobenen Auswirkungen des neuen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung auf die Umwelt wurden durch den Umweltverträglichkeitsprüfer analysiert und dieser hat keine bedeutende Auswirkung festgestellt, die es rechtfertigen würde, auf die Umgestaltung des bestehenden Agrargebiets in ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung zu verzichten.

Außerdem empfiehlt der Umweltverträglichkeitsprüfer die Organisierung einer individuellen Begleitung der Landwirte und einer Unterstützung bei der Suche nach neuen landwirtschaftlichen Geländen, sowie die Einführung eines Systems, nach welchem die landwirtschaftlichen Gelände, die öffentlichen Einrichtungen gehören, vorzugsweise den Landwirten zu Miete angeboten werden, die infolge der Durchführung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans am meisten ausgesetzt werden, erachtet aber, dass die Wirksamkeit solcher Maßnahmen ebenfalls von dem Willen der Landwirte, ihren Betrieb weiterzuführen, abhängen wird.

Die Wahl der Umgestaltung des in dem Südwestquadrant gelegenen Gebiets erlaubt es den Betreibern ebenfalls, die betroffenen Gelände weiter zu bebauen, und räumt ihnen eine vernünftige Frist ein, um nach neuen Geländen zu suchen, wenn sie es für nützlich halten, oder um eine eventuelle Umstellung in Betracht zu ziehen.

Die Wallonische Regierung hat die Sorgen eines Beschwerdeführers hinsichtlich der Gefährdung der Lebensfähigkeit seines landwirtschaftlichen Betriebs zu Kenntnis genommen, Er gehört jedoch zu den Betrieben über 80 ha, für welche die Auswirkungen des Vorentwurfs zum Plan geringfügig sind.

Die Wallonische Regierung erachtet, dass die Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung ihre Bewertung eines gerechten Interessengleichgewichts zwischen der Entwicklung der wallonischen Landwirtschaft und der Förderung der Benutzung des RER in der Umgebung der Haltestelle von Braine-l'Alliance nicht in Frage stellen, und ihr erlauben, ihre Wahl zur Förderung der Niederlassung von Aktivitäten auf regionaler Ebene, die ein mit der Eisenbahn verbundenes Mobilitätsprofil haben, in der Nähe der Haltestelle auf Flächen, die auf die Bedürfnisse des Bezugsgebiets begrenzt sind, zu bestätigen.

Kinokomplex

Die Wahl der Eintragung des bestehenden mehrsäligen Kinokomplexes teilweise in einem Wohngebiet und teilweise in einem gemischten Gewerbegebiet erlaubt es, auf die von dem Umweltverträglichkeitsprüfer und dem Regionalausschuss für Raumordnung geäußerten Einwände über die Beibehaltung der bestehenden gewerblichen Aktivität, ohne den Vorteil der Entwicklung von kulturellen Aktivitäten in Sachen Nachfrage nach Eisenbahnmobilität zu verlieren, einzugehen.

Schwimmbad:

Die Wallonische Regierung hat den Vorschlag der Eintragung eines Wohngebiets in dem Südostquadrant gebilligt. Diese Wahl erlaubt es, ein Gesamtprojekt zu verwirklichen, das flexibler für die Verstädterung dieser Gelände ist, was die Planung und die Einrichtung betrifft.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. September 2013 zur endgültigen Verabschiedung des Sektorenplans Nivelles (Karte 39/3) zwecks Förderung der Benutzung des RER (regionales Nahverkehrsnetz) in der Nähe der künftigen RER-Haltestelle Braine-l'Alliance beigefügt zu werden.

Namur, den 26. September 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 2

Gutachten des CRAT (Regionalausschuss für Raumordnung) über den Entwurf zur Revision des Sektorenplans Nivelles zwecks Förderung der Verwendung des "RER" in der Umgebung des künftigen Bahnhofes von Braine-l'Alliance (Braine-l'Alleud)

1. EINFÜHRUNG

1.1. Saisine et réponse

- Durch sein Schreiben, das am 22. März 2013 eingegangen ist, hat die Zelle für räumliche Entwicklung das Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) über das besagte Projekt beantragt.

- Gemäß Artikel 43, § 4 des CWATUPE betrifft das Gutachten des CRAT die Akte mit dem Planentwurf, dem die Umweltverträglichkeitsprüfung und die im Laufe der öffentlichen Untersuchung geäußerten Beschwerden, Bemerkungen, Protokolle und Gutachten beigefügt werden.

- Der CRAT hat die gesamten vorerwähnten Elemente der Akte zu Kenntnis genommen und untersucht.

1.2. Beschreibung des Projekts

Der Entwurf zur Revision des Sektorenplans Nivelles betrifft:

- Die Eintragung auf dem Gebiet von Braine-l'Alleud von:

* einem Wohngebiet;

* zwei Wohngebieten mit der zusätzlichen Vorschrift "*S.48";

* einem gemischten Gewerbegebiet mit der zusätzlichen Vorschrift "*S.49";

* einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit der zusätzlichen Vorschrift "*S.48";

* einem Grüngelände;

* einem Parkgebiet.

- Die Streichung auf dem Gebiet von Braine-l'Alleud von:

der Trasse und dem Reserveumkreis des geplanten Verkehrsweges zwischen der "Chaussée d'Ophain" und der "Chaussée de Tubize";

der Trasse des bereits bestehenden Verkehrsweges zwischen der Eisenbahnlinie Nr. 124 und der Kreuzung mit der "Chaussée d'Ophain".

- Die Eintragung auf dem Gebiet von Lasne eines Agrargebiets als raumplanerischer Ausgleich.

Der Entwurf sieht ebenfalls als alternative Ausgleichsmaßnahme im Bereich der Mobilität den Bau einer neuen Verbindungsstraße zwischen der N27 (und dem R0) und der N5 außerhalb des durch das Gesetz vom 26. März 1914 geschützten Gebiets vor.

1.3. Bisheriges Verfahren

Der CRAT hat bereits mehrere Gutachten über diesen Entwurf abgegeben:

1. Am 22. Dezember 2010 hat der CRAT ein Gutachten über den Vorentwurf und den Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung (Ref. 10/CRAT A.958-AN) abgegeben. „Er hat eine günstige Stellung über den Inhalte der Umweltverträglichkeitsprüfung.

Der Ausschuss nimmt die Wahlen des Vorentwurfs zu Kenntnis und besteht darauf, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Akte auf globale Weise und insbesondere Folgendes im Einzelnen analysiert:

- Die Komplementaritäten, die zwischen dem Bahnhof Braine-l'Alleud und der RER Haltestelle von Braine-l'Alliance, die weniger als 2 km voneinander entfernt und in derselben Siedlung befindlich sind, zu entwickeln sind;

- Die genauere Analyse in Sachen Mobilität in einer globalen Entwicklungsperspektive des RER Netzes. Der CRAT besteht darauf, dass die Studie die Effekte der Streichung des Reserveumkreises Nordwest auf die zukünftige Besucherzahl des Pols von Braine-l'Alliance sowie die als Ausgleich vorgesehene Ostverbindung untersucht. Der Ausschuss besteht darauf, dass die Trasse der Verbindungsstraße zwischen der N27 und der N5 im Südosten von Braine-l'Alliance deutlich festgelegt wird, und dass deren Auswirkungen untersucht werden.

- Was die sanfte und gemeinschaftliche Mobilität betrifft, besteht der Ausschuss darauf, dass die Studie insbesondere die Machbarkeit eines Systems von internen Pendelbussen zwischen Braine-l'Alleud und Braine-l'Alliance analysiert.

- Außerdem wundert sich der CRAT über die Kohärenz der Beseitigung des "Park and Ride" angesichts der von der NGBE in Betracht gezogenen Ziele für die RER Haltestelle von Braine-l'Alliance.

- Zweckbestimmung der Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung (GKKR). Der CRAT stellt nämlich fest, dass der Vorentwurf keine deutliche Zweckbestimmung für die GKKR vorsieht. In diesem Rahmen empfiehlt der CRAT, dass die Wallonische Regierung für diese Gebiete die allgemeinen Optionen festlegt;

- Die Relevanz der zusätzlichen Vorschriften. Der CRAT macht nämlich darauf aufmerksam, dass überprüft werden muss, ob die zusätzlichen Vorschriften die regionale Entwicklung nicht gefährden. In diesem Rahmen stellt sich der CRAT Fragen über die Definition der Vorschrift *S.49, gemäß deren die kleinen Lagerhallen nicht zugelassen werden, obwohl diese kleinen Lagerhallen Anlagen sind, die unerlässlich für die reibungslose Arbeitsweise zahlreicher Betriebe sind. Außerdem empfiehlt der Ausschuss eine genaue Analyse der globalen Auswirkungen der von der Vorschrift *S. 48 auferlegten Wohndichte auf das Pol Braine-l'Alliance“.

2) Am 12. Januar 2012 hat der CRAT Erwägungen über die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung (Ref. CRAT/12/AV.3) geäußert. "Der CRAT nimmt die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung zu Kenntnis und ist für die Weiterführung des Verfahrens. Wie auch in seinem ersten Gutachten weist er darauf hin, dass der Vorentwurf keine genaue Zweckbestimmung für die vorgeschlagenen Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung vorsieht. In diesem Rahmen empfiehlt der CRAT, dass die Wallonische Regierung für diese Gebiete die allgemeinen Optionen festlegt. Der Ausschuss befürwortet insbesondere eine Erläuterung der von der Vorschrift *S.48 auferlegten Wohndichte (was versteht man unter "zu Wohnzwecken bestimmte Flächen"?) sowie eine genaue Analyse der globalen Auswirkungen dieser Vorschrift auf das Pol von Braine-l'Alliance.

Der CRAT stellt sich ebenfalls Fragen über die Definition der Vorschrift *S.49 hinsichtlich der Eintragung des gemischten Gewerbegebiets, gemäß deren die kleinen Lagerhallen nicht zugelassen werden, obwohl diese kleinen Lagerhallen Anlagen sind, die unerlässlich für die reibungslose Arbeitsweise zahlreicher Betriebe sind.

Er stellt sich ebenfalls Fragen über den Begriff "kleine Lagerhallen".

Der CRAT beantragt, dass die Phase 2 der Umweltverträglichkeitsprüfung die folgenden Informationen enthält:

- Eine deutlich festgelegte Trasse der Verbindungsstraße zwischen der N27 und der N5 im Südosten von Braine-l'Alliance, und die Untersuchung deren Auswirkungen. Im Rahmen dieses alternativen Ausgleichs besteht der Ausschuss darauf, dass die Phase 2 den potentiellen Gewinn an dank dieser neuen Verbindungsstraße nach der Haltestelle von Braine-l'Alliance "angezogenen" Fahrzeugen analysiert.

- Eine tiefgreifende Analyse des Zugangs zu den Parkplätzen und des Angebots an Parkplätzen im Verhältnis zu der Haltestelle von Braine-l'Alliance in dem Wohngebiet östlich der RER Linie. Sollte sich dieses Angebot als unzureichend erweisen, so könnte ein Wettbewerb mit den für die Anwohner vorbehaltenen Stellplätze entstehen;

- Eine Vertiefung der mit der Überschwemmungsgefahr verbundenen Problematik, insbesondere im Parkgebiet, in Verbindung mit der zukünftigen Bodenverdichtung in den verschiedenen in Betracht gezogenen Gebieten westlich der Infrastruktur;

- Die Übereinstimmung des bestehenden Kinokomplexes Imagibraine (Gruppe Kinopolis) mit der Eintragung des östlich der RER Linie geplanten Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen. In dieser Hinsicht stellt sich der CRAT Fragen über die Schlussfolgerung des Studienbüros, das die Unvereinbarkeit dieser Aktivität in diesem Gebiet betont;

- Die Relevanz der Eintragung der RER Haltestelle von Braine-l'Alliance und der Schienenwege der RER in einem Grüngelände, obwohl sie zur Zeit zum größten Teil in einer weißen Zone aufgenommen sind. Außerdem wünscht der Ausschuss, dass über die Möglichkeiten einer Überquerung der Eisenbahninfrastruktur nachgedacht wird, die im heutigen Stand des Projekts als ein klarer Schnitt zwischen den geplanten Entwicklungszonen erscheint einerseits, und über die Vereinbarkeit mit den Zielsetzungen, die Anlass zur Revision des Sektorenplans gegeben haben. Fragen stellen andererseits, insbesondere was die Förderung einer nachhaltigen Verstädterung in der Nähe des Bahnhofs und die Verbesserung des Zugangs zum Bahnhof und zu dessen Parkinfrastrukturen betrifft".

3) Am 24. Mai 2012 hat der CRAT Erwägungen über die zweite Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung (Ref: CRAT/12/AV) geäußert. "Der CRAT nimmt die zweite Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung zu Kenntnis.

Der Ausschuss stellt jedoch fest, dass die Analyse des Vorentwurfs, so wie er vorgeschlagen wurde, hauptsächlich einer Politik der städtebaulichen Entwicklung im südlichen Teil von Braine-l'Alleud entspricht. Er empfiehlt dringend, dass die Untersuchung des Vorentwurfs der ursprünglichen Zielsetzung, d.h. der Aufwertung der Benutzung des RER rund um die künftige RER Haltestelle von Braine-l'Alliance, besser entspricht

Dieser wird nämlich in einem globalen Zusammenhang der Entwicklung des RER Netzes in einer geographischen Zone, die innerhalb des Rings von Brüssel, im Herzen der Entwicklung des tertiären Tripols von Wallonisch-Brabant gelegen ist, und dessen demographische, wirtschaftliche und soziale Bedürfnisse sich mit Sicherheit ändern werden, geplant.

Der CRAT kommt deshalb auf seine vorige Gutachten zurück (22. Dezember 2010 und 11. Januar 2012), in denen er klare Antworten erhalten möchte, hauptsächlich darüber:

- "Die Komplementaritäten, die zwischen dem Bahnhof Braine-l'Alleud und der RER Haltestelle von Braine-l'Alliance, die weniger als 2km voneinander entfernt und in derselben Siedlung befindlich sind, zu entwickeln sind;

- Die genauere Analyse in Sachen Mobilität in einer globalen Entwicklungsperspektive des RER Netzes sowie die sanfte Mobilität, insbesondere der Machbarkeit eines Systems von internen Pendelbussen zwischen Braine-l'Alleud und Braine-l'Alliance. Andererseits stellt sich der CRAT immer noch Fragen über die Kohärenz der Beseitigung des Park & Ride angesichts der von der NGBE für die Haltestelle von Braine-l'Alliance geplanten Ziele".

Andererseits hat der CRAT Bedenken über den Genauigkeitsgrad der zusätzlichen Vorschriften, die sich auf lokaler Ebene als sehr zwingend erweisen werden. Er ist der Ansicht, dass diese über den Rahmen einer Planrevision hinausgehen. Es ist zwar die Rolle des Sektorenplans, die raumplanerischen Optionen eines Gebiets zu bestimmen. Er stellt jedoch fest, dass im Rahmen der Revision des Sektorenplans die empfohlenen Vorschriften so genau sind, dass sie städtebaulichen Optionen näherkommen, und von einer raumplanerischen Betrachtungsweise abweichen.

Aus diesen Gründen weicht die Umweltverträglichkeitsprüfung von dem Ziel ab, das darin besteht, die raumplanerischen Optionen abzugrenzen, die eine echte Aufwertung der Ansiedlung des RER ermöglichen werden.

Andererseits weist der Ausschuss darauf hin, dass angemessenere Mittel als der Sektorenplan bestehen, um die städtebaulichen Optionen eines Gebiets zu bestimmen.

Was die bereits in seinen vorigen Gutachten ausgedrückten Bemerkungen betrifft, beantragt der CRAT, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die folgenden Informationen deutlich angibt:

- Eine genaue Zweckbestimmung für die vorgeschlagenen Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung. In diesem Rahmen empfiehlt der CRAT, dass die Wallonische Regierung für diese Gebiete die allgemeinen Optionen festlegt.

- Eine gründlich überlegte Trasse der Verbindungsstraße zwischen der N27 und der N5 im Südosten von Braine-l'Alliance, was deren Auswirkungen und Alternativen betrifft;

- Die Überprüfung der Übereinstimmung des bestehenden Kinokomplexes Imagibraine (Gruppe Kinopolis) mit der Eintragung des östlich der RER Linie geplanten Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen. In dieser Hinsicht stellt sich der CRAT Fragen über die Schlussfolgerung des Studienbüros, das eine bessere Vereinbarkeit dieser Aktivität in einem Wohngebiet betont;

- Eine Analyse der Relevanz der Eintragung der künftigen RER Haltestelle von Braine-l'Alliance und der Schienenwege der RER in einem Grüngelände, obwohl sie zur Zeit zum größten Teil in einer weißen Zone aufgenommen sind. Außerdem wünscht der Ausschuss, dass über die Möglichkeiten einer Überquerung der Eisenbahninfrastruktur nachgedacht wird. Im heutigen Stand des Projekts erscheint diese als ein klarer Schnitt zwischen den beiderseits geplanten Entwicklungszonen. Sie stellt Fragen über die Vereinbarkeit mit den Zielsetzungen, die Anlass zur Revision des Sektorenplans gegeben haben, insbesondere was die Förderung einer nachhaltigen Verstädterung in der Nähe des Bahnhofs und die Verbesserung des Zugangs zum Bahnhof und zu dessen Parkinfrastrukturen betrifft.

Als Schlussfolgerung weist der CRAT darauf hin, dass vom Anfang an eine strategische Vision für den Vorentwurf fehlt. Daraus ergibt sich, dass einige Vorschläge (Varianten) nicht gerechtfertigt sind, was die Bedürfnisse betrifft. Es ist nämlich der Fall für die Vorschläge des Studienbüros, das bestimmte Erschließungen von Gebieten (Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung – Zone 4) auf 2025 verschiebt. Es scheint nämlich, dass es echte Schwierigkeiten hat, um die Optionen und Bedürfnisse zu bestätigen, und es stellt sich indirekt Fragen über bestimmte Ausgleiche, die vielleicht nicht nötig sind“.

2. GUTACHTEN

Der CRAT spricht sich günstig über die Ziele der Revision des Sektorenplans aus, die darauf abzielen, auf ausgewiesene Bedürfnisse an Wohnungen und Gebieten, die für die wirtschaftliche Aktivität in Braine-l'Alleud bestimmt sind, einzugehen, und daher über die Eintragung eines Wohngebiets und eines Gewerbegebiets im Sektorenplan. Er unterstreicht außerdem die positive und kohärente Entwicklung des Projekts, die auf eine Reihe von Fragen des Ausschusses von seinen früheren Gutachten antwortet.

Er ist jedoch der Ansicht, dass es bedauerlich ist, die Planologie zu verwenden, um die Benutzung des RER in der Nähe des Bahnhofs von Braine-l'Alliance zu fördern. Der CRAT betrachtet nämlich, dass die Standortwahl eines RER Bahnhofs einem Mobilitätsbedarf entsprechen muss, während das Projekt zum Gegenstand hat, einen solchen Bedarf zu schaffen, um die Ansiedlung eines RER Bahnhofs zu rechtfertigen.

Der CRAT stellt sich Fragen darüber, dass das Projekt ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit zusätzlichen Vorschriften zur Festlegung der künftigen Zweckbestimmung vorsieht. Der CRAT wünscht, dass die Wallonische Regierung für dieses Gebiet eine genaue Zweckbestimmung hinsichtlich der regionalen Herausforderungen dieser geographischen Zone festlegt, die innerhalb des Rings von Brüssel, im Herzen der Entwicklung des tertiären Tripols von Wallonisch-Brabant gelegen ist, und dessen demographische, wirtschaftliche und soziale Bedürfnisse sich mit Sicherheit ändern werden.

Der CRAT schlägt vor, ein Wohngebiet anstatt des südwestlich der "route de Piraumont" gelegenen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung deutlich einzutragen.

Der CRAT hat ebenfalls Bedenken über den Genauigkeitsgrad der zusätzlichen Vorschriften, die sich auf lokaler Ebene als sehr zwingend erweisen werden. Er ist der Ansicht, dass diese über den Rahmen einer Planrevision hinausgehen. Es ist zwar die Rolle des Sektorenplans, die raumplanerischen Optionen eines Gebiets zu bestimmen. Er stellt jedoch fest, dass im Rahmen der Revision des Sektorenplans die empfohlenen Vorschriften so genau sind, dass sie städtebaulichen Optionen näherkommen, und von einer raumplanerischen Betrachtungsweise abweichen.

Zwecks der administrativen Vereinfachung und der Klarheit des Sektorenplans spricht sich der CRAT also gegen die gesamten vorgeschlagenen zusätzlichen Vorschriften. Seiner Ansicht nach bestehen angemessenere Mittel als der Sektorenplan, um die städtebaulichen Optionen eines Gebiets zu bestimmen (Städtebau- und Umweltbericht, Städtebaugenehmigung, usw.), und es steht eher den Gemeinden zu, auf dieser Ebene ihr Gebiet zu verwalten.

2.1. Über die Eintragung eines Wohngebiets (nördlich des Parkgebiets)

Der CRAT spricht sich für die Eintragung dieses Wohngebiets aus.

2.2. Über die Eintragung eines Parkgebiets

Der CRAT spricht sich für die Eintragung dieses Parkgebiets aus.

Er ist der Ansicht, dass dieses neue Gebiet angesichts des Bedarfs an Grünflächen in Braine-l'Alleud gerechtfertigt ist.

2.3. Über die Eintragung eines Wohngebiets westlich der RER Linie

Der CRAT spricht sich für die Eintragung dieses Wohngebiets aus.

Er ist der Ansicht, dass dieses neue Wohngebiet angesichts des ausgewiesenen Bedarfs an Wohnungen in Braine-l'Alleud gerechtfertigt ist. Außerdem ist er der Ansicht, dass es sich um eine flexible Lösung zur Aufnahme des zukünftigen Schwimmbads handelt.

Zusätzlich dazu, dass der CRAT gegen die in diesem Gebiet vorgeschlagene zusätzliche Vorschrift aus den vorerwähnten Gründen Stellung genommen hat, ist er der Ansicht, dass die Verpflichtung, eine Wohnungsdichte von mindestens 80 Wohnungen pro Hektar Netto zu erreichen, übertrieben ist, den Optionen des kommunalen Strukturschemas zuwiderläuft und es nicht ermöglichen wird, eine gewisse Wohnmixität (Appartements, Einfamilienhäuser) zu erreichen. Der CRAT ist der Ansicht, dass es der Gemeinde obliegt, die Grundlinien der physikalischen Organisation des Gebiets, insbesondere unter Berücksichtigung der lokalen Umwelteinstränkungen, sowie die raumordnerischen Zielsetzung zu verwalten.

2.4. Über die Eintragung eines Grüngebiets

2.4.1. Südlich der "rue de Piraumont", längs des gemischten Gewerbegebiets

Der CRAT stimmt der Eintragung eines Grüngebiets südlich der "rue de Piraumont" zu.

2.4.2. Nördlich der "rue de Piraumont", längs des Wohngebiets

Der CRAT stimmt der Eintragung eines Grüngebiets nördlich der "rue de Piraumont" nicht zu.

Er ist der Ansicht, dass es zweckmäßiger wäre, diesen Raum einem Wohngebiet vorzubehalten, um den Bau von eventuellen städtischen Einrichtungen in Verbindung mit der Eisenbahninfrastruktur zu erlauben.

2.5. Über die Eintragung eines Wohngebiets östlich der RER Linie

Der CRAT spricht sich für die Eintragung dieses Wohngebiets aus.

Er ist der Ansicht, dass dieses neue Wohngebiet angesichts des ausgewiesenen Bedarfs an Wohnungen in Braine-l'Alleud gerechtfertigt ist. Außerdem erachtet er, dass diese Option mit dem für diesen Umkreis aufgestellten Städtebau- und Umweltbericht kohärent ist.

Zusätzlich dazu, dass der CRAT gegen die in diesem Gebiet vorgeschlagene zusätzliche Vorschrift aus den vorerwähnten Gründen Stellung genommen hat, ist er der Ansicht, dass die Verpflichtung, eine Wohnungsdichte von mindestens 80 Wohnungen pro Hektar Netto zu erreichen, übertrieben ist, den Optionen des kommunalen Strukturschemas zuwiderläuft und es nicht ermöglichen wird, eine gewisse Wohnmixität (Appartements, Einfamilienhäuser) zu erreichen. Der CRAT ist der Ansicht, dass es der Gemeinde obliegt, die Grundlinien der physikalischen Organisation des Gebiets, insbesondere unter Berücksichtigung der lokalen Umwelteinstränkungen, sowie die raumordnerischen Zielsetzung zu verwalten.

2.6. Betreffend die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets

Der CRAT stimmt der Eintragung dieses gemischten Gewerbegebiets zu.

Er ist der Ansicht, dass dieses neue Gebiet angesichts des ausgewiesenen Bedarfs an Gelände mit wirtschaftlichen Zweckbestimmung in dieser geographischen Zone, die innerhalb des Rings von Brüssel und im Herzen des tertiären Tripols von Wallonisch-Brabant gelegen ist, gerechtfertigt ist.

2.7. Betreffend die Eintragung eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung

Der CRAT spricht sich gegen die Eintragung dieses Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung aus.

Der CRAT erachtet, dass die Zweckbestimmung dieses Gebiets hinsichtlich der regionalen Herausforderungen für die Entwicklung dieser geographischen Zone, die innerhalb des Rings von Brüssel, im Herzen des tertiären Tripols von Wallonisch-Brabant gelegen ist, und dessen demographische, wirtschaftliche und soziale Bedürfnisse sich mit Sicherheit ändern werden, genau festgelegt werden muss.

Der CRAT schlägt deshalb vor, anstatt des westlich der Eisenbahninfrastruktur gelegenen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung ein Wohngebiet ohne zusätzliche Vorschrift einzutragen.

2.8. Betreffend die Beseitigung der Trasse und des Reserveumkreises des Verkehrsweges zwischen der "Chaussée d'Ophain" und der "Chaussée de Tubize"

Der CRAT hat eine günstige Stellung betreffend die Beseitigung der Trasse und des Reserveumkreises des Verkehrsweges zwischen der "Chaussée d'Ophain" und der "Chaussée de Tubize" genommen.

Er erachtet, dass diese Trasse und deren Reserveumkreis angesichts des Vorhandenseins von wirtschaftlichen Einrichtungen längs der "Chaussée de Tubize" an der Kreuzung mit der Trasse und ihrem Reserveumkreis keinen Sinn mehr haben.

2.9. Betreffend die Beseitigung der Trasse des bereits bestehenden Verkehrsweges zwischen der Eisenbahnlinie Nr. 124 und der Kreuzung mit der "Chaussée d'Ophain";

Der CRAT hat sich günstig über die die Beseitigung der Trasse des bereits bestehenden Verkehrsweges zwischen der Eisenbahnlinie Nr. 124 und der Kreuzung mit der "Chaussée d'Ophain" ausgesprochen.

2.10. Betreffend die Eintragung auf dem Gebiet von Lasne eines Agrargebiets als raumplanerischer Ausgleich.

Der CRAT nimmt die Eintragung auf dem Gebiet von Lasne eines Agrargebiets als raumplanerischer Ausgleich zu Kenntnis.

Es stellt sich heraus, dass die Eintragung dieses Agrargebiets anstatt der Eintragung eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit dem Vorrang 2 erfolgen würde. Der Ausschuss stellt sich deshalb Fragen über die Wahl dieses Ausgleichs, da andere Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung mit dem Vorrang 3 auf dem Gebiet der Gemeinde Lasne übrig bleiben.

Außerdem ist der CRAT der Ansicht, dass dieses Gebiet, das potentiell verstädterbar ist, im Hinblick auf den zukünftigen Bau einer neuen Verbindungsstraße zwischen der N27 und der N5, die außerdem den Westen des Gebiets der Gemeinde Lasne mit der künftigen RER-Haltestelle von Braine-l'Alliance wird verbinden können, eine besonders gute Lage hat;

2.11. Betreffend den Bau einer neuen Verbindungsstraße zwischen der N27 und der N5 außerhalb des durch das Gesetz vom 26. März 1914 geschützten Gebiets als alternativer Ausgleich im Bereich der Mobilität.

Der CRAT hat sich für den Bau einer neuen Verbindungsstraße zwischen der N27 und der N5 als alternativer Ausgleich in Sachen Mobilität ausgesprochen.

2.12. Betreffend die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung

Der CRAT beurteilt die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung als gut.

Er weist darauf hin, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung auf vollständige und detaillierte Weise die Auswirkungen des Planentwurfs auf die Umwelt analysiert. Die Umweltverträglichkeitsprüfung schlägt außerdem kohärente und realistische Alternativen für den ursprünglichen Entwurf im ganzen Revisionsverfahren des Sektorenplans vor.

Pierre GOVAERTS
Vorsitzender

ANLAGE 3

Name:	Vorname	Nr.	Straße	PLZ	Stadt
ADESA - PONCHELET	Martine	25	Rue de Charleroi	1400	Nivelles
ANTINORO	M		Valle du Hain	1440	Wauthier-Braine
ANTOINE TEMMERMAN	Martine	14	Clos du Bois du Capitaine	1380	Lasne
AUPPENS	L	6	Rue du Pirois	1421	Ophain
BAHADORANI	Rebeka	178	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud
BARBIEUX	Cindy	144	Rue du Village	7390	Quaregnon
BATAILLE DE WATERLOO - Du PARC LOCMARIA	Nathalie	299	Route du Lion	1410	Waterloo
BATAILLE DE WATERLOO ASBL		299	Route du Lion	1410	Waterloo
BATH	Richard	2a	Avenue du Trianon	1380	Lasne
BEEMAERT	Monique		Rue Pré de la Blanche Maison	1421	Ophain
BEENS	Kathy	321	Chaussée d'Ophain	1420	Braine-l'Alleud
BELLET	G	43	Avenue du 112 ^e	1420	Braine-l'Alleud

Name:	Vorname	Nr.	Straße	PLZ	Stadt
BENOIT		25	Route du Lion	1420	Braine-l'Alleud
BERTHELON	Myriam	29	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
BIA	Carine	91	Route de Genval	1380	Lasne
BINJE	Hélène	8	Rue Cloquet	1420	Braine-l'Alleud
BLICQ	Annie	23	Rue du Berger	1428	Lillois
BOGAERTS	Marie-Anne	23/5	Avenue Abbessé de Remiremont	1420	Braine-l'Alleud
BORTELS-ROSE	Françoise	311	Route de l'Etat	1380	Lasne
BOURDON	Léa		Rue Timpe et Tard	1421	Ophain
BOURSOINS - GILLET		26	Route du Lion	1420	Braine-l'Alleud
BRIHAYE	Daisy	53	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
BRISBOSIA	Shaya	178	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud
BRISBOSIA	Maximilien	178	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud
BROCHMANS		207	Grand'Route Lillois	1420	Braine-l'Alleud
BRUSSELMANS	Denis	9	Rue Ottiamont	5140	Sombreffe
BURGRAEVE	Patrick	32	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
BUSANEL		12	Boulevard PL Desnutter		
BUXIN	R	46	Rue Frères Herpain	1490	Court-Saint-Etienne
CALLEEUW	Willy	12	Rue du Mouton	1380	Lasne
CAPRON	F	130	Rue Henri Pochez	7379	Dour
CARDON	Laurent	17	Avenue de la Grande Armée	1420	Braine-l'Alleud
CARPENTIER	Jacques	20	Rue des Tisserands	1420	Braine-l'Alleud
CARREZ	Jacques	27	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
CELOTTI	JC	46	Rue Joseph Gos	1420	Braine-l'Alleud
CHEAITAN	Mohamed	51	Rue Sainte-Anne	1420	Braine-l'Alleud
CHEAITAN	Fatmé	33	Avenue du 112 ^e	1420	Braine-l'Alleud
CLARIJS		12	Clos de la Ferme l'Agent	1421	Ophain
COLLET	Joëlle	2A	Bois Héron	1380	Lasne
COLLETTE		6	Rue Les Tiennes	1421	Ophain
COMITE DE QUARTIER BERGES DU RUISSEAU - LIEGEOIS	Marc	6	Clos des Epinoches	1420	Braine-l'Alleud
COMITE DE QUARTIER BERGES DU RUISSEAU - PIRARD	Thierry	6	Clos des Epinoches	1420	Braine-l'Alleud
COMITE DE QUARTIER BERGES DU RUISSEAU - RODRIGUEZ	Ruben	6	Clos des Epinoches	1420	Braine-l'Alleud
CONREUR	Gatien	28	Rue Libert Lanis	1440	Braine-le-Château
COPAIN	Daniel	73	Chemin de l'Infante	1420	Braine-l'Alleud
CORIN	Jean	106	Avenue Alphonse Allard	1420	Braine-l'Alleud
COURBET		75	Chaussée d'Alsemberg	1420	Braine-l'Alleud
COUVREUR		1	Rue des Salamandres	1420	Braine-l'Alleud
CRAMA	Nicolas	79	Avenue Prince d'Orange	1420	Braine-l'Alleud
DAGNIAU	Frédéric	19	Rue du Culot	1380	Lasne
DAENEN	G	18	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
DE BOTH	Michel	31	Avenue Général Ruquoy	1420	Braine-l'Alleud

Name:	Vorname	Nr.	Straße	PLZ	Stadt
DE BUYSSCHER	Auber	12	Avenue du Pré Hérault	1428	Lillois
de CASTELBERG	Aline	14	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
De CLERCK	Philippe	39	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
DE GRANDE		33	Rue Albert 1 ^{er}	1490	Court-Saint-Etienne
DE HERTOIGH		21	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
de KESTEMONT		29	Chaussée de Charleroi	1380	Fleurus
DE KEYSER	F	19	Chemin de Noucelles	1440	Ophain
DE KRIEK	JF	71	Chaussée du Bois de Hal	1420	Braine-l'Alleud
DE LOUVIEN		17	Rue Marcel	1420	Braine-l'Alleud
DE NIEF		28	Van Immerseellaan	1860	Meise
DE RIDDER/GALLANT	Serge/B.	17-19	Boulevard de l'Impératrice	1000	Bruxelles
DE SANTIS			Rue Scolasse		
DE WULF	Sébastien	12	Rue des Berges du Ruisseau	1420	Braine-l'Alleud
DE WULF	Julie	12	Rue des Berges du Ruisseau	1420	Braine-l'Alleud
DEBRUE	Françoise	41	Rue du Faisan	1420	Braine-l'Alleud
DEBRUYN	Nathalie	115	Chaussée d'Ophain	1420	Braine-l'Alleud
DECHAMPS	Christine	100	Chaussée de Mont-Saint-Jean	1420	Braine-l'Alleud
DECHAMPS	Marie	8	Rue des Vignes	1435	Mont-Saint-Guibert
DEJARDIN	Fernand	46	Avenue du 112 ^e	1420	Braine-l'Alleud
DELAHAUT	Robert	31	Avenue des Alouettes	1420	Braine-l'Alleud
DELBS		67	Rue Landuyt	1440	Braine-le-Château
DELCORDE	Patricia	13	Clos des Epinoches	1420	Braine-l'Alleud
DELPELCHIN	Julie	5	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
DEMOULIN	Francine	6	Rue du Pirois	1421	Ophain
DENIS		30	Chaussée d'Alsemberg		
DERYCKE		58	Rue du Château d'Eau	1420	Braine-l'Alleud
DETHIER	Odette	19	Chemin de Noucelles	1421	Ophain
DEVLEESCHOUWER	Francine	59	Rue Jean Volders	1420	Braine-l'Alleud
DEVRIENDT		62	Chaussée de Nivelles	1420	Braine-l'Alleud
DEWULF	Michel	103/0001	Boulevard de l'Europe	1420	Braine-l'Alleud
DHEULIN		62	Avenue Garde Impériale	1420	Braine-l'Alleud
DHEYGERE	Ann	10	Rue de la Bruyère	1428	Braine-l'Alleud
DHEYGERE	Ghislain	35A	Rue de Nivelles	1440	Braine-Le-Château
DU BRUCQ	Hervé	19	Clos du Sadin	1420	Braine-l'Alleud
du PARC	Yveline	180	Chemin de la Maison du Roi	1428	Lillois
du PARC LOCMARIA	Nathalie	299	Route du Lion	1410	Waterloo
DUBOIS	Olivier	37	Chemin Jean Lanneau	1420	Braine-l'Alleud
DUBOIS			Rue Rivelaine	1428	Lillois
DUCULOT			Chaussée d'Alsemberg	1420	Braine-l'alleud
DUWEZ	Frédéric	35	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
Ecolo				1380	Lasne

Name:	Vorname	Nr.	Straße	PLZ	Stadt
ECOLO -SNOY	Thérèse	1	Place de la Nation	1008	Bruxelles
ENGLEBERT	David	13	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
CROKAERT		28	Drève du petit père Denis	1420	Braine-l'Alleud
FAURE	H	56	Avenue Grand'Peine	1428	Lillois
FEMON	Michèle	250	Rue Jean Volders	1420	Braine-l'Alleud
FLAMENT	Marie-Paule	49	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
FLEUVY	Jean-Pierre	12 bte 51	Avenue de Menden	1420	Braine-l'Alleud
FLEUVY	Danielle	10	Rue Givet	6940	Petit-Han
FLEUVY	Nadine	104	Chaussée Bara	1420	Braine-l'Alleud
FOUCART	Rudolph		Chaussée d'Ophain	1420	Braine-l'Alleud
FOUCART	Raphaël	34	Avenue des Sorbiers	1420	Braine-l'Alleud
GAFFAUX	Pol	10	Clos du Sarty	1428	Lillois
GANTOIS	G	44	Rue Champs Bois	1421	Ophain
GELIANER	Ewa	37	Chemin Jean Lanneau	1420	Braine-l'Alleud
GEYS	Christiane	33	Avenue du Tonnelier	1428	Lillois
GHAYE		25	Route du Lion	1420	Braine-l'Alleud
GHAYE	Pauline		Rue Cloquet	1420	Braine-l'Alleud
GHERRAILLE		21	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
GLIBERT	Eugène	167	Rue de la Légère Eau	1420	Braine-l'Alleud
GILOT	Daniel	65	Rue de la Chiennerie	1420	Braine-l'Alleud
GILOT	Sabine	58	Rue de la Chiennerie	1420	Braine-l'Alleud
GILOT	E	152	Rue du Try	1421	Ophain
GLIBERT	Lucien	184	Chaussée de Tubize	1420	Braine-l'Alleud
GOCHET	Michel	34	Square Drouet d'Erlon	1420	Braine-l'Alleud
GOETGHEBUER	Tessa	21	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
GONDRY		28	Drève du petit père Denis	1420	Braine-l'Alleud
GOREUX	Jean-Philippe	2	Rue de la Neuve Cour	1428	Lillois
GREGOIRE	Françoise	18	Boulevard Desnouettes	1420	Braine-l'Alleud
GROUX	Julien	29	Rue des Radoux	1440	Braine-le-Château
GUIOT	Matthieu	431f	Chaussée de Louvain	1380	Lasne
GULIERREZ	Laurent	115	Chaussée d'Ophain	1420	Braine-l'Alleud
GWINS	Martine	14	Avenue P. Charles de Lorraine	1420	Braine-l'Alleud
HAINÉ		9	Rue Champs Bois	1421	Ophain
HARNIE	M Cl	12	Clos Sainte-Rolande	1420	Braine-l'Alleud
HERDIES	Michel	36	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
HERVERS	Elisabeth		Clos du Champ d'Abeille	1420	Braine-l'Alleud
HEUDRICK	Micheline		Rue du Château d'Eau	1420	Braine-l'Alleud
HEYMANS	Etienne	27	Avenue des Châtaigniers	7090	Braine-le-Comte
HEYMANS	Philippe	2	Rue des Cinq Etoiles	7133	Buvrinnes
HEYMANS	A	71	Rue Pierre Flamand	1420	Braine-l'Alleud
HEYMANS	Marc	86	Rue de la Dîme	7133	Buvrinnes

Name:	Vorname	Nr.	Straße	PLZ	Stadt
HOCHART	Luc	29	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
HOCHART	Arnaud	29	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
HOCHART	Arnaud	25	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
HOEBRECHTS	Michaël	18	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
HOEGAERT			Rue du Chevreuil		
HOUEE	Christiane	38	Clos Sainte-Rolande	1420	Braine-l'Alleud
HUBLAU	Christian	33	Rue Cala	1473	Glabais
HUYGHENS	Corine	20	Rue G. Vervueren	1460	Ittre
IDEAL TIMES SA - DUMORTIER	Thibaut	8	Rue Gabrielle	1180	Bruxelles
Immobilière du Brabant (IMBRA)		60	Allée de la Recherche	1070	Anderlecht
INFANTINO	Sandrine	32	Rue Nénufars	1420	Braine-l'Alleud
JALLET	Marina	339	Route de l'Etat	1380	Lasne
JANSON BAUGNIET - LAGASSE	D	187	Chaussée de la Hulpe	1170	Bruxelles
JAVAUX	Anne-Cécile	32	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
JANOSI	Gabor	28	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
JONLET	Bernadette	49	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
JORIS	Marie-Paule	106	Avenue Alphonse Allard	1420	Braine-l'Alleud
KELLER	Jean-François	6	Rue des Fleurs	1421	Ophain
KEMP	Josiane	27	Rue du Berger	1428	Lillois
KINET	Philippe	24	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
KREEVELS	Xavier	8	Clos Sainte-Rita	1420	Braine-l'Alleud
KREMER		4	Rue Delaleau	1421	Ophain
KUMPS	Nadine	39	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud
LABIS	Sylvianne	8	Clos du Bois d'Aywiers	1380	Lasne
LACATEMA		44	Avenue de la Liberté	1420	Braine-l'Alleud
LACIRIGNOLA	Dora	238	Rue Emily Bury	1420	Braine-l'Alleud
LACROIX	Michèle	49	Avenue du Tonnelier	1428	Lillois
LAMBERT	Nadine	24	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
LAMBERT	Jean-Louis	8	Rue du cours d'Eau	1428	Lillois
LAMBIOTTE	Jean-Pierre	13	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
le HARDY	Sybille	180	Chemin de la Maison du Roi	1428	Lillois
LEBRUN	Roger	529	Chaussée de Louvain	1380	Lasne
LECHIEN	Eric	13	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
LECHIEN	Julien	13	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
LECHIEN	Jonathan	13	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
LECHIEN	Bao	13	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
LECLERCQ	Ganivi	30	Avenue du 112 ^{ème}	1420	Braine-l'Alleud
LEJEUNE	Nicole	34	Square Drouet d'Erlon	1420	Braine-l'Alleud
LEPOUTRE	Frédéric	15	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
LEVEAU	Baudouin	1	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
LEYNSEELE	Véronique	35	Rue Les Hayettes	1421	Braine-l'Alleud

Name:	Vorname	Nr.	Straße	PLZ	Stadt
LHOIR	Simon	126	Rue de Hal	1421	Ophain
LHOIR	Kévin	126	Rue de Hal	1421	Ophain
LORGE	Marc	67	Rue Landuyt	1440	Braine-le-Château
LOSDYCK	Vincent	15	Avenue de l'Ermitage	5000	Namur
LOSFELD	S	8	Rue des Hirondelles	1420	Braine-l'Alleud
LURQUIN	Michel	40	Rue du Dessus	1420	Braine-l'Alleud
LUYCKX	Brigitte	8	Rue du cours d'Eau	1428	Lillois
MAERTENS		20	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
MAERTENS	Jean	71	Eikhofstraat	8600	Diksmuide
MAHIEU	Monique	63	Avenue Beau Vallon	1410	Waterloo
MAHIEUX		8	Rue des Warrois	1420	Braine-l'Alleud
MALLER	Catherine	19	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MAQUET	Annie	37	Chaussée de Charleroi	1380	Plancenoit
MARCELIS	Béatrice	6	Avenue Napoléon	1420	Braine-l'Alleud
MARCHANDT	Agnès	27	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANDT	Robert	52	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANT	Arnaud	21	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANT	Marie	21	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANT	Françoise	21	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANT	François	21	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARTIN	Marie-Laure	103/0001	Boulevard de l'Europe	1420	Braine-l'Alleud
MASSON	Laurent				
MEIRESSE	Marc	16	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
MENGEAT	M		Avenue Léon Jourez	1420	Braine-l'Alleud
MERLIN		12	Rue des Cattys	1440	Braine-le-Château
MERTENS	Christian	34	Chemin des Pères	1420	Braine-l'Alleud
METENS	Suzanne	1	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
MEURS	Frédéric	58	Rue de la Chiennerie	1420	Braine-l'Alleud
MICHEL		8	Rue des Warrois	1420	Braine-l'Alleud
MICHIELS			Avenue Alphonse Allard	1420	Braine-l'Alleud
MILANTS	Yves	17	Avenue des Tarins	1420	Braine-l'Alleud
MINNE	François	59	Rue Jean Volders	1420	Braine-l'Alleud
MOONS	Jean-Paul	51	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
MOREAU	Valérie	165	Rue de la Légère Eau	1420	Braine-l'Alleud
MOREAU de MELEN	Frédéric	90	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud
MOREAU de MELEN	Nicolas	88	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud
MOREL DE WESTGAVER	Yves				
MORTIER	Michèle	20	Rue des Tisserands	1420	Braine-l'Alleud
MORTIER		21	Rue des Alliés	1420	Braine-l'Alleud
MUHEL	Pierre	7	Rue du Try	1428	Lillois
NEMETH	Judith	52	Chaussée d'Alseberg	1420	Braine-l'Alleud

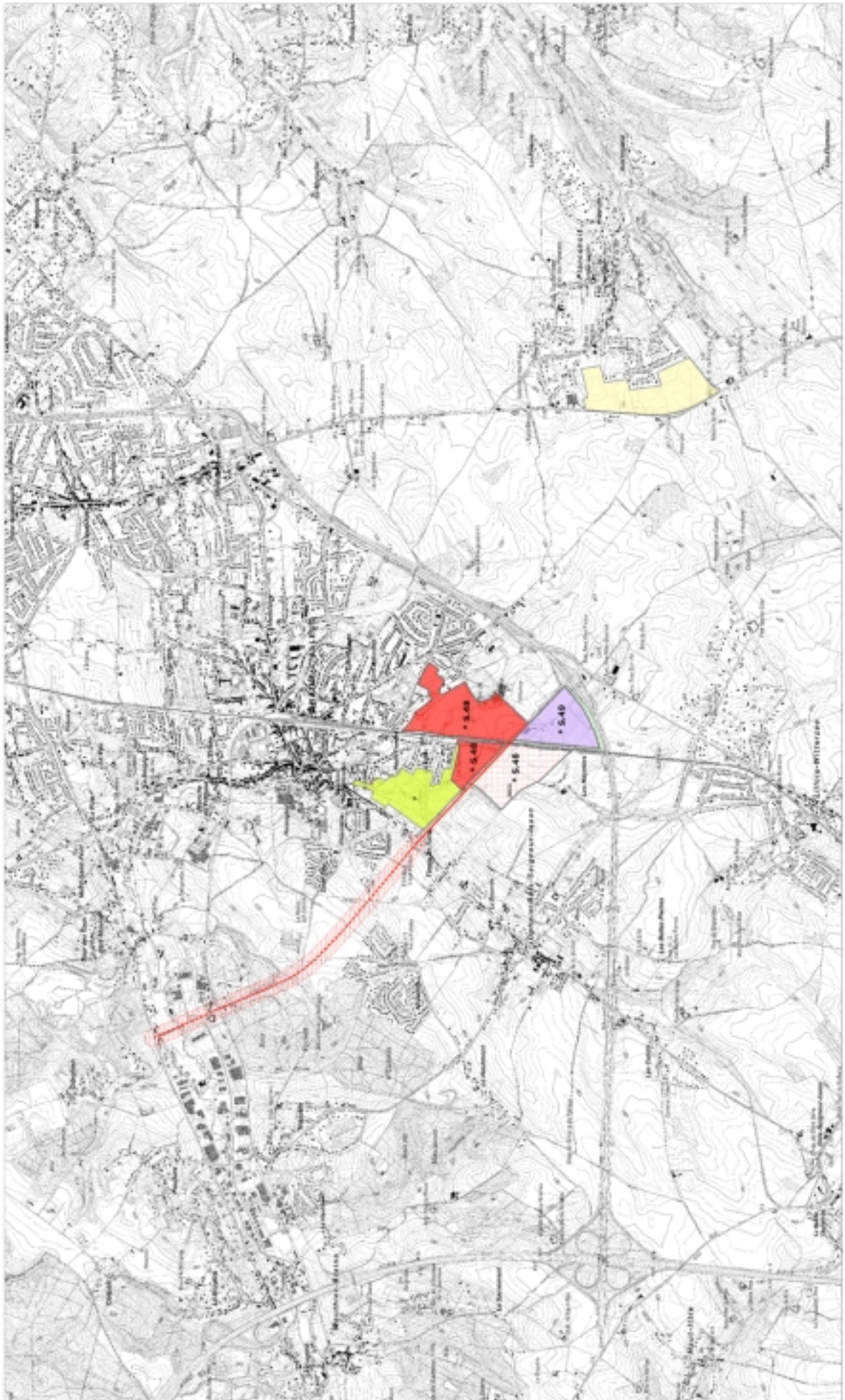
Name:	Vorname	Nr.	Straße	PLZ	Stadt
NIEGO	Pierre	19	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
NIEGO	Pascal	94C	Avenue Abbessede Remiremont	1420	Braine-l'Alleud
NINANNE	Joël	4/A	Rue des Croix du Feu		
NOEL	Charlotte	21	Rue Notre-Dame	1420	Braine-l'Alleud
NUTTIN	Joseph		Avenue Geneviève de Brabant	1420	Braine-l'Alleud
OSI	JF	20	Rue des Croix du Feu	1420	Braine-l'Alleud
PACIFICI	Antoinette	73	Avenue Prince Albert	1410	Waterloo
PAPADOKIS	Georges	43	Rue Latérale	1440	Braine-le-Château
PARC DE L'ALLIANCE - DONNET	JL	25	Boulevard du Souverain	1170	Bruxelles
PARC DE L'ALLIANCE - NOIR-HOMME	B.	25	Boulevard du Souverain	1170	Bruxelles
PARMENTIEN		4	Rue des Archers	1420	Braine-l'Alleud
PARVAY	Oumer	55	Rue de R	1421	Ophain
PECHEUR	Arlette	4	Avenue du Forgeur	1428	Lillois
PERIN		142	Chaussée d'Alseberg	1420	Braine-l'Alleud
PESSAN	Ewa		Place Saint-Sébastien	1420	Braine-l'Alleud
PIVETTA	Roberto	53	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
POLET- TEMMERMAN	Francine	15	Chemin des Hayes	1380	Lasne
PREVOT		62	Chaussée de Nivelles	1420	Braine-l'Alleud
PRIJS		34	Avenue lin	1420	Braine-l'Alleud
RANSQUIN	Thérèse	23A	Rue Pierre Van Dijck	1310	La Hulpe
RANSQUIN	Geneviève	20/061	Bld Joseph Tirou	6000	Charleroi
RANSQUIN	Paul	36	Rue de la Champagne	5670	Olloy-sur-Viroin
REGIMA SPRL		3	Chemin du Champ de la Clôture	1420	Braine-l'Alleud
RENAULT	Claire	43	Rue du Try	1421	Ophain
RENS		47	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
REUSENS	Brigitte	36	Rue des Bergers du Ruisseau	1420	Braine-l'Alleud
REYNAERT	L	15	Avenue des Frênes	1410	Waterloo
RICHARD	Françoise	74	Rue de la Croix	1420	Braine-l'Alleud
RIMBERT			Chaussée d'Alseberg	1420	Braine-l'Alleud
RITS	Denise	2	Hameau de l'Enfer	7070	Le Rœulx
ROELANDT	D	28	Avenue du Tonnelier	1428	Lillois
RONGY	Sophie	34	Avenue des Sorbiers	1420	Braine-l'Alleud
ROSY	Philippe	178	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud
RO TSAERT		65	Rue de Bois-Seigneur-Isaac	1421	Ophain
SA BURCO - DE CLOEDT	Jean	11	Avenue Franklin D. Roosevelt	1050	Bruxelles
SACCOL	Jean	73	Avenue Prince Albert	1410	Waterloo
SACCOL	Giovani	73	Avenue Prince Albert	1410	Waterloo
SACCOL	Sylvie	10	Avenue du 112 ^e	1420	Braine-l'Alleud
SALIEZ	Jacqueline		Avenue du Dernier Carré	1420	Braine-l'Alleud
SCHERREWS		74	Stationsstraat	1730	Asse
SCHIMP	Cl	28	Clos Sainte-Rolande	1420	Braine-l'Alleud

Name:	Vorname	Nr.	Straße	PLZ	Stadt
SENTERRE	Francine	40	Rue du Dessus	1420	Braine-l'Alleud
SEPTON	Nicolas	45	Chaussée d'Alseberg	1420	Braine-l'Alleud
SERPIETER			Avenue des Volontaires		Auderghem
SIMON	Béatrice	43	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
SIMON	Georges		Avenue Pr Ch de Lorraine	1420	Braine-l'Alleud
SMETS		21	Van Immerseellaan	1860	Meise
Société PLANT DEVELOPMENT SPRL		180	Chemin de la Maison du Roi	1428	Lillois
SPEECKAERT	P	15	Clos du Mélèze	1420	Braine-l'Alleud
STAPELS	Francine	18/31	Rue des Jambes	1420	Braine-l'Alleud
STERCK	MC	73	Avenue Hirondelles		Céroux-Mousty
STESMANS	Thierry	21	Rue Duboit	1440	Wauthier-Braine
STEVEN	JC	455	Chaussée de Mons		
STEWART	Georges	6	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
STOUFFS	Henry	209	Chaussée de Louvain	1410	Waterloo
TAMINIAU	Etienne	103	Chemin des Pères	1420	Braine-l'Alleud
TASIAUX	N	13	Boulevard des Mouettes		
TEMMERMAN	Marc	3	Rue du Champ de Bataille	1380	Lasne
TEMMERMAN	Martine	14	Clos du Bois du Capitaine	1380	Lasne
TEMMERMAN	Thierry	133	Rue de la Bâchée	1380	Lasne
TERMOTE	Noël	56	Rue des Terres Pelées	7180	Seneffe
THIBAUT		90	Rue du Vignoble	1420	Braine-l'Alleud
THIRY	Jeannine	144	Pré Blanche Maison	1421	Ophain
THOMAS		1	Rue des Salamandres	1420	Braine-l'Alleud
THOMAS	A		Chaussée de Nivelles	1420	Braine-l'Alleud
TILLIER	Michèle	51	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
TOUTH	Joséphine	45	Rue de Paudure	1420	Braine-l'Alleud
TRANSON	Monique	8	Rue des Salamandres	1420	Braine-l'Alleud
TRICAUX	André	268	Chaussée d'Ophain	1420	Braine-l'Alleud
TRICOT		20	Rue des Joncs	1420	Braine-l'Alleud
UYTTENDAELE	Germaine	1	Rue du Vignoble	1420	Braine-l'Alleud
VAN ASSELBERSH	N	13	Rue Croix de Pierre	1428	Lillois
VAN BROUTAGER					
VAN BUGYENMOUT	Madeleine	7	Avenue de la Grande Armée	1420	Braine-l'Alleud
VAN CALOEN	Alexandre	47	Rue Comte Jacques de Meeus	1428	Braine-l'Alleud
VAN DUUREN	Giovanni	20	Rue G. Vervueren	1460	Ittre
VAN LAETHEM	Gaëtan	56	Route de Rixensart	1300	Limal
VAN NEDERVELDE	Chantal	455	Bergensesteenweg		Sint-Pieters-Leeuw
VAN NUWENBORG	Brigitte	71	Chaussée du Bois de Hal	1420	Braine-l'Alleud
VAN ROSSOM	Robert	3	Rue des Châtaigniers	1421	Ophain
VANDEKERCKHOVE		62	Chaussée de Tervuren	1410	Waterloo
VANDEKERCKHOVE	A	62	Chaussée de Tervuren	1410	Waterloo

Name:	Vorname	Nr.	Straße	PLZ	Stadt
VANDENPLAS	Olivier	32	Rue Nénufars	1420	Braine-l'Alleud
VANDER CRUYSEN	Yves	299	Route du Lion	1410	Waterloo
VANDEVELDE	Philippe	232	Chaussée de Tubize	1420	Braine-l'Alleud
VANHACLEN		14	Rue Mathias	1440	Braine-le-Château
VANHAM	Olivier	13	Clos des Epinoches	1420	Braine-l'Alleud
VANHAM	Véronique		Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
VANHORICK		195	Rue Pierre Flamand	1420	Braine-l'Alleud
VANKEXK		19	Clos du Sadin	1420	Braine-l'Alleud
VERDIN	Régina	14	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
VERMEERSCH	Isabelle	104	Chemin des Pères	1420	Braine-l'Alleud
VERNIEUNE	Olivier	21	Rue Notre-Dame	1420	Braine-l'Alleud
VERSTRAETEN		47	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
VINCOTTE	Tanguy	74	Clos du Sadin	1420	Braine-l'Alleud
VINCOTTE	Geneviève	74	Clos du Sadin	1420	Braine-l'Alleud
VINCOTTE	Tanguy	142	Clos du Sadin	1420	Braine-l'Alleud
VIVAQUA - POLLEFEYS	Anne	17-19	Boulevard de l'Impératrice	1000	Bruxelles
VLEMIERCKX	Martine		Chaussée de Tubize	1420	Braine-l'Alleud
WASHER	Catherine	88A	Chemin de la Maison du Roi	1420	Braine-l'Alleud
WAUTIER	H	83	Rue du Try	1421	Ophain
WELLENS	Joseph	37	Rue Les Hayettes	1420	Braine-l'Alleud
WERY	Gilberte	10	Clos du Sarty	1428	Lillois
YERLES	Françoise	63	Rue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud
ZINQUE	Michel	49	Avenue du Bouvreuil	1420	Braine-l'Alleud

Révision du plan de secteur de Nivelles

en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future gare de Braine-l'Alliance.



VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27247]

26 SEPTEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van de toekomstige GEN-halte Braine-l'Alliance

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot regeling van de werking van de Waalse Regering; Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1981 tot oprichting van het gewestplan Nijvel, gewijzigd bij de besluiten van 6 september 1991, 6 augustus 1992, 30 oktober 1993, 2 maart 1995, 23 juli 1998, 1 april 1999, 22 april 2004 en 30 september 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 september 2010 waarbij beslist wordt het gewestplan Nijvel te herzien en waarbij het voorontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) aangenomen wordt met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot voorlopige aanneming van het ontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance;

Gelet op de bezwaarschriften en opmerkingen die de particulieren, de verenigingen van personen, de openbare instellingen en de instellingen van openbaar nut ingediend hebben tijdens het openbaar onderzoek dat van 3 december 2012 tot 21 januari 2013 in de gemeenten Eigenbrakel en Lasne heeft plaatsgevonden en die als bijlage bij dit besluit opgenomen zijn;

Gelet op de informatievergaderingen die op 6 december 2012 in Eigenbrakel en Lasne gehouden werden;

Gelet op de processen-verbaal van de sluitingszittingen van het openbaar onderzoek die op 21 januari 2013 in Eigenbrakel en Lasne plaatsvonden;

Gelet op de notulen van de overlegvergaderingen die na afloop van het openbaar onderzoek op 24 januari 2013 in Eigenbrakel en Lasne plaatsvonden;

Gelet op het van bemerkingen voorzien advies van de gemeenteraad van Eigenbrakel van 25 februari 2013;

Gelet op het van bemerkingen voorzien ongunstig advies van de gemeenteraad van Lasne van 26 februari 2013;

Gelet op het van bemerkingen voorzien gunstig advies van de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse Raad voor Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) van 15 april 2013 (ref. CWEDD/13/CS.510);

Gelet op het van bemerkingen voorzien gunstig advies van de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening (CRAT) van 30 mei 2013 (ref. CRAT/13/CS.169);

Gelet op het van bemerkingen voorzien gunstig advies van de Koninklijke Commissie van monumenten, landschappen en opgravingen (CRMSF) van 6 mei 2013 (ref. RT/PG/AE/ae/060513/4.6);

Overwegende dat indien het geen advies overmaakt, het advies van het Operationeel Directoraat-generaal 1 (DGO1) van de Waalse Overheidsdienst geacht wordt gunstig te zijn;

Gelet op het van bemerkingen voorzien gunstig advies van het Operationeel Directoraat-generaal 4 (DGO4) van de Waalse Overheidsdienst (ref. DPat/DPP/GG/PP/FD/FB/sp/NoteCDT-TB);

Effectenonderzoek

Bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat een bezwaarindiener betreurt dat het vastgoedpotentieel van het stadscentrum (24,11 ha) in de onmiddellijke nabijheid van het station van Eigenbrakel (wit gebied in het gewestplan) niet opgenomen is in het gedeelte van het effectenonderzoek betreffende de beoordeling van het aanbod;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat het uitsstel van de uitvoering van het GEN verschillende hypothesen van de auteur van het onderzoek tenietdoet, waaronder die gebonden aan de gemengde bedrijfsruimte;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat het effectenonderzoek de fout ingaat door te weinig relevantie in het luik "evaluatie van de effecten" (wijzigingsfactoren van het milieu – wijzigingsfactoren gebonden aan de bebouwing van het grondgebied);

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat het effectenonderzoek geen duidelijk antwoord biedt op de mobiliteitsproblemen gebonden aan de "route de Piraumont" en de andere onder het gewestplan vallende wegen (b.v. : zuidelijke invalsweg, "rue des Saussois" en "rue du Vignoble"), waarvoor sommige verzadigingsfenomenen reeds zijn vastgesteld, niet onderzocht worden;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de gevolgen van het voorontwerp van plan op de materiële goederen onvoldoende besproken werden en dat de inwoners van de bij de nieuwe gebieden gelegen wijken onvermijdelijk een waardedaling zullen ondergaan gezien de verslechtering van de leefomgeving van hun goederen;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat het effectenonderzoek slechts de weergave is van de gunstigste dichtheidstoestand in het licht van de voorschriften van de Waalse Regering, aangezien de auteur van het onderzoek als maximale hypothese een dichtheid van 80 woningen/ha heeft besloten terwijl het door de Waalse Regering opgelegde bijkomende voorschrift geen maximum bepaalt;

Overwegende dat de bezwaarindieners achten dat de auteur van het effectenonderzoek minder gunstige gevallen van 100 tot 120 woningen/ha had moeten onderzoeken zodat zijn onderzoek geheel en al van relevantie gespeend is en dat de administratieve overheid zich geen goed beeld kan vormen van de gevolgen van zijn beslissing;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de auteur van het effectenonderzoek niet voldoende aandacht heeft besteed aan de planologische compensatie voorgesteld door de Waalse Regering gezien de armoede van de overwegingen die daarop betrekking hebben;

Overwegende dat de « CWEDD » acht dat de auteur van het effectenonderzoek een onderzoek van voldoende kwaliteit heeft verricht en dat de bevoegde overheid er de elementen in zal vinden om haar beslissing te nemen;

Overwegende dat de « CWEDD » acht dat de ontwikkeling van Eigenbrakel het voorwerp zou moeten uitmaken van een globalere analyse wegens het gewestelijke belang van het bij de herziening van het gewestplan betrokken gebied;

Overwegende dat de CRAT acht dat het effectenonderzoek van goede kwaliteit is.

Overwegende dat de CRAT vaststelt dat ze op volledige en gedetailleerde wijze de effecten van het ontwerp van plan op het milieu onderzoekt en bovendien coherente en realistische alternatieven voor het voorontwerp van plan voorstelt;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat artikel R.82 van het Milieuwetboek bepaalt dat voor elk ontwerp dat onderworpen wordt aan een milieueffectenonderzoek, de CWEDD een advies uitbrengt over de kwaliteit van het effectenonderzoek en over de milieu-adequaatie van het ontwerp;

Overwegende dat de Waalse Regering in verband met de adviezen van de CWEDD en de CRAT betreffende de kwaliteit van het effectenonderzoek acht dat aan de hypothesen en de methodes van de auteur van het onderzoek niet getwijfeld moet worden;

Overwegende het vastgoedpotentieel van het stadscentrum (24,11 ha) in de onmiddellijke nabijheid van het station Eigenbrakel (wit gebied in het gewestplan) niet in aanmerking is genomen in de beoordeling van het aanbod omdat verschillende ontwikkelingsprojecten die voornamelijk gemeentelijk zijn er reeds een beroep op hebben gedaan;

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat haar voornaamste doelstelling via de herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) de bevordering is van het gebruik van het GEN in de omgeving van de toekomstige GEN-halte van Braine l'Alliance door de bebouwing van de gebieden ervan in de nabijheid ervan en dat in het project de vestiging van het GEN, dat een dossier dat dateert van vóór haar beslissing om het gewestplan Nijvel te onderzoeken, niet beoogd wordt;

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat de auteur van het onderzoek als antwoord op de overweging van de CWEDD twee referentiegrondgebieden heeft geïdentificeerd, de ene voor het onderzoek van de behoeften en de andere voor de ligging van de bestemmingsgebieden; dat hij overgegaan is tot de afbakening van het referentiegrondgebied voor het onderzoek van de behoeften tot de gemeenten Eigenbrakel en Lasne en van het grondgebied van de aan de toekomstige GEN-halte van Braine l'Alliance aangrenzende gebieden voor de ligging van de bestemmingsgebieden, uitgebreid tot de omtrek gelegen tussen de spoorweg L124 en de "Chaussée de Tubize" voor de analyse van de schrapping in het gewestplan van de reserveringsomtrek en van het tracé van de geplande weg tussen de "Chaussée d'Ophain" en de "chaussée de Tubize"; dat hij het onnodig achtte ze tijdens zijn analyse uit te breiden;

Overwegende dat de Waalse Regering zich ook heeft achter het advies van de auteur van het onderzoek geschaard, waarin het standpunt werd verdedigd dat de nabijheid van de bij het voorontwerp van plan betrokken gebieden met het Brussels Hoofdsteljk Gewest en het Vlaamse Gewest geen significante milieugevolgen op deze Gewesten teweegbracht;

Overleg

Bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat bezwaarindieners zich verwonderen over het gebrek aan overleg tussen de verschillende verantwoordelijken voor de ruimtelijke ordening, de verantwoordelijken van het Waalse Gewest en de plaatselijke verkozenen van de gemeente Eigenbrakel;

Overwegende dat verschillende bezwaren de nadruk leggen op dit gebrek aan overleg terwijl verschillende sprekers onderstrepen dat het nodig is een goed overleg te hebben tussen alle verantwoordelijken voor de ruimtelijke ordening om de goede activiteit op de goede plaats te verrichten;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de beslissing van het Waalse Gewest om het gewestplan van Nijvel te herzien zonder overleg met de plaatselijke overheden is beslist, wat absurd lijkt daar de uit de onttedelijking voortvloeiende kosten ten laste van de gemeenschap van Eigenbrakel blijven;

Overwegende dat een bezwaarindieners erom verzoekt het onderzoek van het ontwerp van plan te schorsen om het opnieuw te onderzoeken met de omwoners in overleg met de verschillende betrokken overheden;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat een overleg van alle verantwoordelijken voor ruimtelijke ordening een beter gezicht van het woongebied zou hebben gegeven;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat het CWATUPE geen raadpleging van de gemeentelijke overheden in het kader van de herziening van een gewestplan oplegt met uitzondering van het advies van de gemeenteraad na het openbaar onderzoek;

Overwegende dat de herziening van een gewestplan bovendien de opnemng van gebieden beoogt, waarvan de impact, de belangen en de gevolgen het kader van de doelstellingen inzake ruimtelijke ordening op plaatselijk gebied overschrijden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek toch relevant achtte de banden van het voorontwerp met de gemeentelijke structuurplannen en de behoorlijk aangenomen gemeentelijke mobiliteitsplannen alsmede met de lopende gemeentelijke dossiers te identificeren; dat hij bij voorbeeld de ruimte nodig voor de uitvoering van het aquatisch complex gewenst door de gemeentelijke overheden van Eigenbrakel waarvoor een behoefte bestaat, heeft gekwantificeerd;

Openbaar onderzoek

Bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat ze met spoed hebben moeten reageren op het onderzoeksadvies en betreuen dat de onderzoekstermijn gedurende de vakantie niet geschorst is terwijl een dergelijke schorsing volgens hen toepasselijk is op de meeste andere openbare onderzoeken;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering bepaalt dat het CWATUPE niet in een schorsing van het onderzoek tijdens het Kerstverlof voorziet;

Bezwaren en algemene opmerkingen

Bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de herziening van het gewestplan Nijvel voorbarig is wegens het uitstel van de inbedrijfname van het GEN tot 2025;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat het beter zou zijn het einde van de werken van de GEN-lijn af te wachten en dat de verbinding tussen Brussel en Eigenbrakel operationeel wordt om zich op de beste manier van de werkelijke behoeften bewust te worden en een realistischer gezicht te hebben op de gevolgen van de GEN-halte van Braine l'Alliance;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat een te snelle uitvoering van de nieuwe gebieden in combinatie met de vertraging genomen door het GEN negatieve effecten inzake de mobiliteit in Eigenbrakel en de omgeving ervan, inzake verontreiniging en verslechtering van de leefomgeving zou kunnen hebben en als verraderlijk gevolg kan hebben dat de vermoedelijke pendelaars onder de nieuwe inwoners uiteindelijk niet voor de trein kiezen;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat het opportuun zou zijn elk van die gebieden gefaseerd in te nemen;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat het ontwerp van plan het effectenonderzoek voor de komst van het GEN niet naleeft;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat het betwistbaar is zich te gronden op een uitrusting die beperkte diensten zal aanbieden om de ontwikkeling van voor bebouwing bestemde nieuwe gebieden te rechtvaardigen;

Overwegende dat bezwaarindieners zich afvragen zich hoe het ontwerp van plan het gebruik van het GEN in de nabijheid van een toekomstig GEN-halte kan bevorderen te meer dat het niet in voldoende parkeerplaatsen, noch in openbaar vervoer in voldoende aantal of ritme voorziet;

Overwegende dat bezwaarindieners twijfelen aan de belangstelling van de klanten van de spoorweg voor de GEN-halte van Braine-l'Alliance, die geen gemak zal aanbieden aan de reizigers (geen schuilplaats bij slecht weer, geen winkels, geen aan- en afvoerbussen, geen bussen van belangrijke lijnen, enz.) ten opzichte van de voordelen die de auteur van het onderzoek toekent aan het station van Eigenbrakel (toestand in een stadsgebied, betere bediening, gemakkelijke toegang voor de pendelaars, enz.);

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat het tegenstrijdig is de groei van de bebouwingsdichtheid in het bijzonder rond centrale plaatsen op theoretisch gebied voor te staan en in de feiten voor te stellen om niet de landbouwgebieden gelegen in de nabijheid van het centrum van Eigenbrakel maar wel de gebieden gelegen aan de rand van het gebied te bebouwen;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat het nodig is het ontwerp van plan in overeenstemming met het geoptimaliseerd gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan opnieuw te onderzoeken;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat de bepaling van de Gewestelijke beleidsverklaring betreffende de concentratie van de bestaande stadskernen in het kader van de afronding van het GEN niet van toepassing kan zijn op het "Parc de l'Alliance" dat helemaal geen "stadskern" is;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de Waalse Regering de effecten van het ontwerp van plan op het centrum van Eigenbrakel (ontstedelijking) en op de rand opzettelijk (randstedelijking) negeert;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat de ontwikkeling van het centrum van Eigenbrakel duidelijk bedreigd is door het ontwerp van plan dat rond de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance een tegenpool wil oprichten dat aanzienlijk dichter is dan het centrum (80 woningen/ha in plaats van 45 woningen/ha in het stadscentrum) en 20 % van de bevolking van Eigenbrakel zou verzamelen;

Overwegende dat bezwaarindieners het feit aanklagen dat het project van de Waalse Regering riskeert om het centrum van Eigenbrakel naar de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance te verplaatsen en om belangrijke kosten voor de gemeenschap in termen van infrastructuur, uitrustingen en diverse diensten te veroorzaken;

Overwegende dat bezwaarindieners onderstrepen dat de keuze van de ligging van nieuwe woningen heel belangrijk is om de effecten van de ontstedelijking te voorkomen en de broeikas te beperken; deze criteria worden door de Permanente Conferentie voor Ruimtelijke Ontwikkeling (CPDT) krachtig verdedigd;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de keuze van de centraliteit de voornaamste gedragslijn van de stedelijke ontwikkeling van Eigenbrakel moet blijven daar die keuze het onder andere mogelijk maakt partij te trekken van alle bestaande infrastructuur (scholen, handels, diensten voor de bevolking, enz.);;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat de in het zuiden van de "route de Piraumont" geplande nieuwe gebieden onverenigbaar zijn met de door centraliteitsdoelstelling nagestreefd door de Waalse Regering en ruim ondersteund door de onderzoeken van de CPDT;

Overwegende dat bezwaarindieners opmerken dat het stadscentrum van Eigenbrakel reeds uitgerust is met hoogrenderende infrastructuur, in tegenstelling tot het gebied l'Alliance dat in een landbouwgebied is gelegen, d.w.z. zonder infrastructuur, noch winkels, noch diensten voor de bevolking;

Overwegende dat een bezwaarindiener opmerkt dat verschillende belangrijke inrichtingen van het secundair onderwijs (meerdere duizenden studenten) op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel bestaan en dat alle in het noorden of in het centrum van de gemeente gelegen zijn; dat het dus beter zou zijn het stadscentrum een grotere dichtheid te verlenen zodat de talrijke studenten te voet of met de fiets zich naar die inrichtingen zouden kunnen begeven;

Overwegende dat een bezwaarindiener opmerkt dat het ontwerp van plan in strijd is met het gemeentelijk structuurplan en het gemeentelijk mobiliteitsplan van Eigenbrakel aangezien geen van hen de volgende optie kiezen :

- de bebouwing naar het zuiden ontwikkelen;
- de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, uitvoeren;
- het ontwerp van tracé van de verlenging van de "route de Piraumont" in het gewestplan schrappen;
- het gebied « Paradis » bebouwen;

Overwegende dat een bezwaarindiener eraan herinnert dat in het gemeentelijk structuurplan beslist is de uitvoering van alle gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, gelegen op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel te bevriezen om de bevolking te stabiliseren;

Overwegende dat bezwaarindieners opmerken dat de aanneming van het plan als gevolg heeft dat het gemeentelijk structuurplan en het gemeentelijk mobiliteitsplan van Eigenbrakel grondig moeten worden herzien en dat de overeenkomsten die na de overlegvergaderingen waarop ze besproken werden, in twijfel worden getrokken;

Overwegende dat een bezwaarindiener zich erover verwondert dat de Waalse Regering de optie van het gemeentelijk structuurplan van Eigenbrakel om het gemeentelijk grondgebied in het zuiden van de "route de Piraumont" niet te verstedelijken, niet in twijfel heeft getrokken toen het dossier haar toegezonden is door de gemeenteraad en dat ze enkele maanden later besloten heeft het te bestemmen als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, en met een dichtheid van minimum 80 woningen/ha, en gedeeltelijk als gemengde bedrijfsruimte, op te nemen;

Overwegende dat een bezwaarindiener het paradoxaal vindt dat de Waalse Regering de opties van het gemeentelijk structuurplan van Eigenbrakel niet overweegt om de vestiging van de nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden te bepalen en dat ze daarentegen zich grondt op het gemeentelijk structuurplan van Lasne om de keuze van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, te verantwoorden;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat een halte aan de kruising van de “chaussée Bara” een hoger ontwikkelingspotentieel dan het potentieel van Braine-l’Alliance zou hebben; dat ze ook de optie van de Waalse Regering niet begrijpen, die erin bestaat om de landbouwgebieden gelegen in het zuiden van Eigenbrakel eerder dan het “plateau de l’Infante” gelegen in het centrum van de bebouwde en uitgeruste gebieden van Eigenbrakel en Waterloo aan te leggen;

Overwegende dat een bezwaarindieners acht dat het feit dat de valorisatie van de toekomstige GEN-halte van Braine-l’Alliance in het plan lucht/klimaat als voorbeeld dient voor de acties die ondernomen moeten worden in het kader van maatregel 72 om de optie Bara te verwerpen aangezien ze op geen enkel onderzoek van de ruimtelijke ordening wordt gegrond, niet als argument bruikbaar is; dat de voordelen van de valorisatie van de terreinen gelegen aan de kruising van de lijn 124 en van de “Chaussée Bara” daarentegen bepalend zijn in termen van effecten op de lucht en het klimaat wegens hun ligging in het centrum van voor bebouwing bestemde gebieden;

Overwegende dat bezwaarindieners opmerken dat verschillende onderzoeken reeds de ideale ligging van het “plateau de l’Infante” voor de bebouwing ervan hebben bevestigd;

Overwegende dat verschillende landbouwers wijzen op de moeilijkheden die ze in de uitoefening van hun activiteit op het “plateau de l’Infante” ontmoeten wegens de verwijdering van hun bedrijfszetels, van de insluiting van de gronden die ze uitbaten en van de nabijheid van de bewoonde gebieden en daarentegen doen opmerken dat de site van l’Alliance” nog in een landelijk gebied is gelegen, waardoor de rust zowel van de landbouwers als van de enkele omwoners wordt gehandhaafd;

Overwegende dat bezwaarindieners opmerken dat het ontwerp van plan strijdig is met de minimale oppervlakte van de woningen en met de bepalingen betreffende het parkeren van de voertuigen die gewoonlijk door de gemeentelijke overheden worden opgelegd;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de Waalse Regering de effecten van het voorontwerp van plan op de volgende elementen niet ernstig heeft onderzocht :

- het oppervlaktewater (overstromingen met name in het gehucht “Hayettes”) :
- het grondwater (winningen, met name die van het gehucht “Hayettes”, afwatering en verontreiniging);
- de geluidsomgeving van de gebieden gelegen in het zuid-westen van de “route de Piraumont”;
- de biologische diversiteit van het landbouwgebied gelegen in het zuid-westen kwadrant;
- de bos- en groengebieden die in het gewestplan op de plaats van sommige winningen worden opgenomen;
- de mobiliteit in het algemeen en in het bijzonder de “route de Piraumont”;
- de landbouwactiviteit (landbouwkundig potentieel van de gronden, landbouwbedrijven);

Overwegende dat een bezwaarindieners acht dat het ontwerp van plan geen rekening houdt met de bestaande toestand; dat zijn eigendom in een woongebied opgenomen zou moeten worden en dat de wegen waarvoor een rooiplan is goedgekeurd ook vermeld zouden moeten worden;

Overwegende dat een bezwaarindieners erom verzoekt dat blad 39/3 van het gewestplan gewijzigd wordt daar zijn terrein kadastraal bekend sectie B nr. 92/A niet in een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, maar wel in een woongebied gelegen is;

Overwegende dat Vivaqua mededeelt dat winningen gelegen zijn in de gebieden waarvan het ontwerp van plan de bestemming wijzigt en dat het dan ook een effect zal hebben op de verhoging van het risico voor waterverontreiniging;

Overwegende dat Vivaqua wijst op het feit dat de wijziging van een landbouwgebied in een gebied bestemd voor bewoning en de verhoging bijgevolg van het aantal woningen per ha een aanzienlijke druk op het leefmilieu en dus een hoog risico voor verontreiniging gebonden aan de woningen, het verkeer, de percolatie van chemische stoffen (pesticiden, olielekkage) en aan het risico voor overstroming verhoogd door de bebouwing als gevolg zal hebben;

Overwegende dat Vivaqua onderstreept dat de verhoging van de ondoorlatendheid van de gronden een effect zal hebben op de aanvulling van de waterlagen;

Overwegende dat Vivaqua vindt dat het essentieel is dat de toegang tot hun installaties gewaarborgd wordt;

Overwegende dat Vivaqua erom verzoekt de afbakening van de nieuwe gebieden naar gelang van de verwijderde voorkomings- en winningsgebieden en, dit, voornamelijk voor de nieuwe woongebieden te herzien;

Overwegende dat de gemeentelijke commissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit (C.C.A.T.M.) van Eigenbrakel acht dat Braine-l’Alliance geen station maar wel een halte is en zich vragen stelt over de redenen die de verplaatsing rechtvaardigen van het huidige centrum van de gemeente op gevaar af het te verminken terwijl het centrum alle aandacht verdient daar het belangrijkste station tussen Brussel en Charleroi juist in de kern ervan gelegen is;

Overwegende dat de gemeentelijke commissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit (C.C.A.T.M.) van Eigenbrakel een ongunstig advies geeft over het ontwerp van plan daar ze acht dat de inrichtingen van het GEN nog niet voldoende klaar zijn om de herinrichting van dit deel van de gemeente te kunnen bedenken;

Overwegende dat de gemeentelijke commissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit (C.C.A.T.M.) van Eigenbrakel een ongunstig advies geeft over het ontwerp van plan daar het niet overeenstemmend is met het gemeentelijk structuurplan en met het gemeentelijk mobiliteitsplan alsook met de wensen van de inwoners van de gemeente die zich bij de behandeling van die documenten uitgedrukt hebben;

Overwegende dat de gemeenteraad van Eigenbrakel acht dat het ontwerp van plan niet coherent is ten opzichte van het gemeentelijk mobiliteitsplan dat hij op 11 mei 2009 heeft aangenomen en van het gemeentelijk structuurplan dat op 4 augustus 2012 in werking is getreden;

Overwegende dat de gemeenteraad van Eigenbrakel het belang van de toekomstige GEN-halte van Braine-l’Alliance inzake modal shift erkent maar beweert dat die polariteit secundair moet blijven ten opzichte van het stadscentrum dat in de ruimtelijke structuur zoals overwogen door het gemeentelijk structuurplan als kern moet gehandhaafd worden;

Overwegende dat de gemeenteraad van Lasne acht dat de aanleg van de toekomstige GEN-halte van Braine-l’Alliance onvoldoende parkeerplaatsen voorstelt zodat de inwoners van de naburige gemeenten en met name van Lasne dit station als een alternatief voor hun verplaatsingen zouden kunnen beschouwen;

Overwegende dat de CRAT betreurt dat de Waalse Regering beslist heeft te voorzien in een behoefte aan mobiliteit door de opnemings van nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden in het gewestplan om de ligging van een GEN-station te rechtvaardigen;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering zich als doel heeft gesteld het GEN af te werken en dat er geen reden is om aan de goede beëindiging van de werken voor de installatie van 2x2 wegen van de lijn 124, noch aan de toekomstige inbedrijfname van het GEN-net te twijfelen;

Overwegende dat de federale Regering in het kader van het geconsolideerde meerjarige investeringsplan 2013-2015 aangenomen op 19 juli 2013 beslist heeft prioritaire werken te bespoedigen om het GEN voor 2015 in bedrijf te stellen; dat die beslissing de Waalse Regering sterk in haar wil om de herziening van het gewestplan Nijvel tot een goed einde te brengen; dat wat betreft de lijn Nijvel-Brussel de werken voor 2013 zouden moeten worden beëindigd;

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat ze bevoegd is om de ruimtelijke ordening te beheren en dat haar rol erin bestaat het bijkomend aanbod dat een dergelijke inrichting inzake mobiliteit aanbiedt, op de beste manier te valoriseren en op de ontwikkelingsbehoefte waarop ze zal kunnen inspelen, te anticiperen; dat de besluiten van het effectenonderzoek dat ze heeft doen uitvoeren, haar in die zin sterken;

Overwegende dat de valorisatie van de omgevingen van de toekomstige GEN-halte volledig in het verlengde ligt van de opties ontworpen door het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan wat betreft de noodzaak van het voeren van een geïntegreerd overlegbeleid inzake mobiliteit, economische ontwikkeling, wonen en ruimtelijke ordening dat de duurzame ontwikkeling in acht neemt en dat de Waalse Regering via het Marshall-plan wil uitvoeren;

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat haar ontwerp als doel heeft de mobiliteit te beheren via een lokalisatie van de activiteiten die minder verplaatsingen met de wagen als gevolg heeft; dat het feit dat de ontwikkeling van de bewoning en van de economische activiteit in de onmiddellijke nabijheid van de stations en haltes van het GEN-net geconcentreerd wordt, een positief effect heeft op de overbrenging van verkeersmobiliteit naar spoorwegmobiliteit; dat dit voordeel niet genegeerd mag worden;

Overwegende dat de Waalse Regering, met haar doelstelling om specifieke maatregelen te treffen met het oog op het garanderen van de bestaande stadscentra in het kader van de begeleiding van het RER, een algemeen beginsel uitte, dat ook van toepassing is op de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance dat ook een uitzondering op die configuratie is daar het niet in een bestaand stadscentrum gelegen is; dat de combinatie van een kwaliteitsvol spoorwegaanbod en van een belangrijk vastgoedpotentieel het mogelijk maakt een hoge dichtheid van activiteiten en woningen te overwegen, waarbij de in- en uitgaande GEN-stromen op de beste manier in evenwicht kunnen worden gebracht; dat die configuratie nergens op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel bestaat, wat haar een strategisch belang toekent in termen van duurzaam beheer van de mobiliteit;

Overwegende dat de Waalse Regering beslist heeft geen bijzondere planologische initiatieven te nemen om de overbrenging van verkeersmobiliteit naar spoorwegmobiliteit in het centrum van Eigenbrakel te begeleiden rekening houdende met het concentratiepotentieel van de bestaande voor bebouwing bestemde gebieden; dat de enige gebieden die niet voor bebouwing zijn bestemd en die door de bezwaarindieners aangevoerd worden, overigens gelegen zijn op een afstand die het gebruik van zachte vervoermodi om naar het station te gaan afschrikken of die bediend worden door voetgangers- of fietspaden die vanaf het station te weinig opvallen;

Overwegende dat de Waalse Regering bij de aanneming van het ontwerp van plan de redenen heeft gerechtvaardigd om de fasering van de bezetting van de nieuwe gebieden niet op te leggen; dat de nodige tijd voor de ontwikkeling van een bijzonder goed beheerst omvangrijk bouwprogramma, zoals het "Parc de l'Alliance" en de voorbereidingen die getroffen moeten worden alvorens het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, en gepland in het zuid-westen kwadrant concreet uit te voeren, en die bovendien de bezwaarindieners die bang zijn voor een te snelle ontwikkeling van de nieuwe gebieden, zouden moeten geruststellen;

Overwegende dat de Waalse Regering als antwoord op de opmerking van de CRAT onderstreept dat de GEN-halte van Braine-l'Alliance door Infrabel sinds lang was gepland alvorens ze beslist het gewestplan Nijvel te herzien en dat die beslissing gerechtvaardigd was door de opneming in het gewestplan van twee grote gebieden die toen onbezet waren en die door leidende schema's voor de bewoning en voor dienstenactiviteiten waren bestemd; dat het dan ook onjuist is te verklaren dat de Waalse Regering als doel heeft in een mobiliteitsbehoefte die niet zou bestaan, te voorzien;

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat de haltes van Eigenbrakel en van Braine-l'Alliance die minstens twee kilometer van elkaar verwijderd zijn, een binaire spoorwegpool vormen en die zich noodzakelijkerwijs in een complementariteitslogica zullen ontwikkelen met een cliënteel dat op de twee sites verdeeld zal worden; dat het verschil van de door hen aangeboden diensten uit hun respectievelijke functies voortvloeit;

Overwegende dat dit volgens de Waalse Regering aangetoond wordt door de afmeting van de parkeerplaatsen die op de twee sites worden aangelegd, die voortvloeit uit de onderzoeken die Infrabel heeft uitgevoerd vóór de indiening van de vergunningsaanvragen en de belangrijke rol van het station van Eigenbrakel ten opzichte van de GEN-halte van Braine-l'Alliance;

Overwegende dat het station van Eigenbrakel het hoofdstation zal blijven wegens zijn belangrijkere attractiviteit gebonden aan de kortere reisduur naar Brussel en aan het voorgestelde aanbod; dat dit besluit ook om die redenen de titel van station voor de halte van Eigenbrakel en die van halte voor die van Braine-l'Alliance aanneemt;

Overwegende dat de Waalse Regering onderstreept dat het gemeentelijke mobiliteitsplan ook op de inbedrijfname van de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance vooruitloopt daar het van mening is dat zijn aankomst de gelegenheid is om er een toegankelijkheid met de bus voor te stellen en om de nadruk te leggen op het intermodaal vervoer met de zachte vervoermodi, en zelfs de kiss-and-ride-halte, om het gebruik ervan en de vlotte doorstroming van het verkeer tijdens de spitsuren in de ochtend en de avond te verzekeren;

Overwegende dat de procedure van de herziening van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan waartoe de Waalse Regering het initiatief heeft genomen, nog niet beëindigd is; dat het ontwerp van plan dan ook geen inspiratie heeft kunnen putten uit de vermeldingen en oriëntaties bedoeld in een document dat nog niet, en zelfs niet voorlopig, aangenomen is;

Overwegende dat de Waalse Regering onderstreept dat het ontwerp van plan het centrum van Eigenbrakel absoluut niet verplaatst naar de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance;

Overwegende dat de Waalse Regering bepaalt dat de historische centraliteit van Eigenbrakel mettertijd vervangen is door een structuur die meerdere centrale punten heeft en die samengesteld is uit verschillende polariteiten-centraliteiten gestructureerd door uitrustingen en activiteiten; het "Parc de l'Alliance", met inbegrip van het bioscoopcomplex met meerdere zalen "Imagibraine" en het gehucht "Paradis" zijn twee van die nieuwe polen die de nieuwe centraliteit gelegen in de nabijheid van de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance zal versterken;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de uitrustingen die op schaal van de nieuwe geplande wijken nodig zijn, bepaald heeft; dat ze niet met de grote bestaande uitrustingen, en met name de schooluitrustingen, niet concurreren, waarvan de attractiviteit versterkt zal worden;

Overwegende dat de Waalse Regering de nadruk legt op het feit dat de optie om de voor bewoning en voor de economische activiteit bestemde gebieden in de nabijheid van de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance uit te breiden en de optie om een minimale dichtheid voor de voor bewoning bestemde ruimten op te leggen in geen geval de ontwikkeling van het centrum van Eigenbrakel beperkt;

Overwegende dat het simplistisch is centraliteit en concentratie te vergelijken; dat de concentratie van bevolking of banen op één plaats immers niet noodzakelijk synoniem is aan centraliteit daar ze over het algemeen gekenmerkt wordt door de massa van de activiteit en van de banen, het belang van de semilopende handels, de uitrustingen en de diensten op supralokaal niveau, wat het centrum van Eigenbrakel natuurlijk verenigt en waarvoor de gemeenteoverheden zullen kunnen bijdragen tot de ontwikkeling naar gelang van de behoeften van de nieuwe gebieden;

Overwegende dat het opnemen van nieuwe gebieden bestemd voor de bebouwing en waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, rond de toekomstige GEN-halte niet strijdig is met het streven naar het versterken van de centraliteit rond het station van Eigenbrakel; dat de voor bebouwing bestemde gebieden die niet of weinig bezet worden en die gelegen zijn naast die halte hun neiging voor de bebouwing zullen handhaven wegens de betere bediening en de kwaliteit van hun uitrustingen;

Overwegende dat de dichtheid van de woningen of van de activiteiten daarentegen een belangrijk instrument voor de stadsplanificatie blijft, dat hier weerhouden is wegens zijn positieve effecten op het gebruik van de bodem en van de energieprestatie van de bebouwing;

Overwegende dat de Waalse Regering onderstreept dat het ook noodzakelijk is andere grondgebieden te bezetten om in te spelen op de behoeften van de gemeenschap die gebonden zijn aan de knooppunten van het modaal vervoer, zodat de effecten van de auto op het leefmilieu beperkt kunnen worden;

Overwegende dat de bezwaarindieners met reden vaststellen dat de opties van de Waalse Regering van het gemeentelijk structuurplan of van het gemeentelijk mobiliteitsplan afwijken; dat daar niets van waar is daar ze haar ertoe hebben geleid het plan te herzien op basis waarvan ze zijn vastgelegd;

Overwegende dat de Waalse Regering niettemin bepaalt dat haar beslissing tot herziening van het gewestplan Nijvel alsook alle daarop volgende besluiten reeds in 2007 meegedeeld werd aan de gemeenteoverheden van Eigenbrakel;

Overwegende dat de Waalse Regering ook onderstreept dat ze geen opportuniteitstoezicht inzake de goedkeuring van het gemeentelijk structuurplan uitoefent; dat ze geen reden had om de beslissing van de gemeenteraad van Eigenbrakel tot definitieve aanneming van het gemeentelijk structuurplan nietig te verklaren voor zover dit document het beleidsinstrument is voor de ruimtelijke ordening van het gemeentelijk grondgebied in het kader van het gewestplan dat heden in werking is;

Overwegende dat het onjuist is te verklaren dat het gemeentelijk structuurplan van Eigenbrakel de uitvoering van de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, die gelegen zijn op het gemeentelijk grondgebied, wil bevriezen; dat het daarentegen erkent dat de opening van de grondreserves die ze vormen, op kwantitatief plan gerechtvaardigd is en de orde van voorrang van hun uitvoering bepaalt;

Overwegende dat de Waalse Regering bovendien vaststelt dat twee van de vier herzieningen van het gewestplan Nijvel die als conclusie van het gemeentelijk structuurplan door de gemeenteoverheden gewenst waren, opgenomen zijn in haar ontwerp daar het de uitbreiding van het bedrijfspark l'Alliance ten zuiden van de "route de Piraumont" (zuid-westen kwadrant) en de ontwikkeling van de ontspannings- en recreatiepool op de site "Paradis" (noord-westen kwadrant) beoogt;

Overwegende dat als de gemeenteoverheden van Eigenbrakel en de Waalse Regering van mening verschillen omtrent de opportuniteit om het woonaanbod te ontwikkelen op het gemeentelijk grondgebied gebonden aan de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance en om het in het zuiden van het stadsgrondgebied aanschouwelijk gemaakt door de "route de Piraumont" te lokaliseren, de Waalse Regering nochtans een gelijkend vaststelt tussen de opvatting van haar ontwerp en die van de "projectensectoren" die bij het gemeentelijk structuurplan rechtstreeks verbonden worden met het stadscentrum en waarvoor een globaal inrichtingsontwerp moet worden uitgedacht, dat diverse vormen gebonden aan de bijzonderheden van de sites kan aannemen en hogere dichtheden (met een drempel bepaald op minimum 40 woningen/ha of een vloerindex van 2, en zelfs plaatselijk van 2,8) en verschillende typologieën kan voorstellen; dat dit concept toegepast zou kunnen worden in de nieuwe gebieden dat het ontwerpt voor zover de dichtheid van de woningen hoger is;

Overwegende dat de Waalse Regering het initiatief voorgesteld door sommige bezwaarindieners om de nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden op het "plateau de l'Infante" te lokaliseren, niet valideert;

Overwegende dat de Waalse Regering de optie om het "plateau de l'Infante" te ontwikkelen, niet heeft weerhouden wegens :

- de aanwezigheid van een landschappelijk waardevolle omtrek (+/- 1 km²) opgenomen in het gewestplan als overdruk van het bestaande landbouwgebied, die een "ademhalingsgebied" waarborgt tussen de twee steden Eigenbrakel en Waterloo;

- de aanwezigheid van een opmerkelijke gezichtslijn ("chaussée Bara");

- het feit dat het gemeentelijk structuurplan de hypothese om dit gebied naar een voor bebouwing bestemd gebied te doen ontwikkelen, niet heeft weerhouden en dit gebied in zijn huidige bestemming verkoos te behouden;

- het feit dat het gaat om het laatste grote landbouwgebied gelegen op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel gaat;

Overwegende dat de Waalse Regering acht dat de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance een centrale ligging heeft op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel en over een hoger potentieel van klanten dan die van de Bara-halte beschikt, die slechts het zuiden van Waterloo zou bedienen; dat het uitbatingsschema van het GEN overigens de voorrang heeft gegeven aan de bediening van het "Parc de l'Alliance" en van de omgevingen ervan;

Overwegende dat de Waalse Regering bovendien acht dat het vastgoedpotentieel dat in de nabijheid van de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance uitgevoerd kan worden, een ruimtelijke configuratie en een reeds bebouwde omgeving heeft die meer aangepast zijn aan de ontwikkeling van een globaal stadsproject gecentreerd op de toekomstige halte en overeenstemmend met de doelstellingen die het nastreeft, dan degene van het "plateau de l'Infante" waarin slechts een ontwikkeling in het oosten van de spoorweg overwogen kan worden;

Overwegende dat het onjuist is te verklaren dat de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance in een landbouwomgeving zal gelegen zijn daar het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag betreffende het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, dat gelegen is in het westen van het "Parc de l'Alliance", enerzijds dit gebied bestemt als gebied voor gezinswoningen, als gebied voor gemeenschappelijke woningen, als gemengd gebied woningen/diensten/handels, als gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen alsook als groengebied en anderzijds daar de wijziging van het zogenaamde gemeentelijk plan van aanleg "Paradis" dat definitief is aangenomen door de gemeenteraad van Eigenbrakel het grootste deel van het landbouwgebied gelegen in het noord-westelijk kwadrant als gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bestemt;

Overwegende dat het onjuist is te verklaren dat de site van Braine-l'Alliance slechts als illustratie voor maatregel 72 van het plan lucht/klimaat vermeld wordt voor zover dit plan bepaalt dat de Waalse Regering het initiatief heeft genomen voor de herziening van het gewestplan Nijvel om de voor de valorisatie van de toekomstige GEN-halte nodige voorwaarden uit te voeren;

Overwegende dat de Waalse Regering acht dat het ontwerp van plan niet strijdig is met de bepalingen opgelegd door de gemeenteverhuden omtrent de minimale oppervlakte van de woningen en het parkeren van de voertuigen daar het bijkomend voorschrift dat van toepassing is in twee van de woongebieden en het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, alleen een minimale dichtheid bepaalt, wat niet onverenigbaar is met die twee bepalingen;

Overwegende dat de bepalingen die door de gemeenteverhuden aan de kandidaat-bouwers opgelegd worden over de minimale oppervlakte van de woningen en het parkeren van de voertuigen in geen behoorlijk goedgekeurd plan of reglement worden bepaald; dat ze dan ook onder de gedragslijnen vallen die ze kunnen beslissen in acht te nemen maar die het Gewest niet verbinden;

Overwegende dat de Waalse Regering acht dat de bijzondere aanvragen van de bezwaarindieners betreffende de toestand van hun gronden niet relevant zijn en dat ze niet tot de uitvoering van de door haar nagestreefde doelstellingen bijdragen;

Overwegende dat de effecten van het voorontwerp van plan op het oppervlakte- en grondwater onderzocht zijn door de auteur van het onderzoek die geacht heeft dat geen andere bijkomende maatregelen dan de bestaande wetgeving getroffen moeten worden om de vastgestelde negatieve effecten te voorkomen;

Bestanddelen van het ontwerp van plan

Noord-westelijke kwadrant

Woongebied

Bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat bezwaarindieners zich verheugen over de wijzigingen aangebracht aan het ontwerp van plan in het voorontwerp van plan dat oorspronkelijk aangenomen werd door de Waalse Regering wat betreft :

- het afzien van de bestemming als groengebied van een strook grond met een oppervlakte van 1,6 ha in het westen van het huidige gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, langs de spoorweg; die wijziging wordt terecht gerechtvaardigd door de overweging van de aanleg- en ontwikkelingsopties weerhouden in het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag en dit zelfs indien het binnendringen van het in het voorontwerp van plan opgenomen groengebied in het huidige gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, de grenzen van de "groene krans" bepaald bij het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag niet zou overschrijden en bijgevolg de bebouwingsfaciliteiten gewaarborgd door de opties van dit verslag niet zou aantasten;

- de bestemming van gronden als woongebied eerder dan hun handhaving als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, voor zover het reeds aangenomen stedenbouwkundig en leefmilieuverslag de uitvoering van een bijkomend planologisch instrument of de oprichting van een comité van deskundigen vóór hun bebouwing overbodig maakt;

Overwegende dat bezwaarindieners het niet eens zijn met het onderzoek van de auteur van het effectenonderzoek volgens welk de potentiële oppervlakte van de niet-residentiële functies in het gemengde gebied van het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag onverenigbaar zou zijn met het begrip van wijk die voornamelijk op de trein is gericht en ervoor pleiten dat het multifunctioneel karakter van het nieuwe gebied bevestigd wordt; dat het volgens hen bewezen wordt door het feit dat noch de definitie van het woongebied in artikel 26 van het CWATUPE, noch de motiveringen van het besluit van de Waalse Regering tot voorlopige aanneming van het ontwerp van plan het mogelijk maken om van die hypothese af te zien;

Overwegende dat bezwaarindieners concreet pleiten voor de installatie van een multifunctionele ruimte op een belangrijke oppervlakte van het gemengde gebied van het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag, die op een plaatselijke maar wel belangrijke vraag ingaat, en die een harmonieuze overgang tussen de dicht bij elkaar gelegen verschillende polen die spoorwegverkeer genereren, zou waarborgen;

Overwegende dat een bezwaarindieners acht dat de concentratie van 20 % van de bevolking van Eigenbrakel (+/- 8 000 inwoners) in het nieuwe gebied volledig buiten verhouding staat en de structuur van stad afbreekt; dat het onrealistisch is om een "wijkaanpak" in het effectenonderzoek aan te voeren; dat een betere verdeling van de woningen vanaf het centrum veel geschikter zou zijn;

Overwegende dat een bezwaarindieners acht dat een dergelijke concentratie een negatief effect zal hebben op de leefkwaliteit van de inwoners van het gebied, met inbegrip van de nieuwkomers;

Overwegende dat bezwaarindieners zich ongerust maken over de effecten van de inneming van het nieuwe gebied op hun leefomgeving;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de huidige infrastructuur niet van dien aard zijn dat ze een dergelijke concentratie kunnen dragen;

Overwegende dat bezwaarindieners opmerken dat het geheel van de schema's ivm de mobiliteit die bedoeld zijn in het effectenonderzoek (in de nabijheid van de "Berges du Ruisseau") problematisch lijkt en dat ze voor het merendeel van hun verplaatsingen (school, kribbe, werk, enz.) zullen kunnen worden getroffen;

Overwegende dat bezwaarindieners het gebrek aan overgang tussen de nog niet-bebouwde gebieden en de verkavelingen "Berges du Ruisseau II en III" betreuren;

Overwegende dat een bezwaarindieners acht dat de uit een dergelijke concentratie (R+3 et R+4) voortvloeiende afmetingen een negatief effect zouden hebben op het landschap en dat het nieuwe gebied niet geïntegreerd zou zijn in de naburige wijken;

Overwegende dat een bezwaarindieners erom verzoekt dat een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag voor de nieuwe voor woning bestemde gebieden opgelegd wordt om de afmetingen van de toekomstige bouwwerken te kunnen controleren;

Overwegende dat een bezwaarindieners vraagt waarom de Waalse Regering van het bijkomend voorschrift gemerkt "*S.16" op het voorontwerp van plan heeft afgezien;

Overwegende dat bezwaarindieners ervoor vrezen dat het bijkomend voorschrift betreffende de dichtheid van de woningen, dat van toepassing is in het nieuwe gebied, de bouw van flatgebouwen in de omtrek van de bestaande verkavelingen kan toestaan en erom verzoeken dat het overwicht van de verkavelingsverordeningen op het bijkomend voorschrift uitdrukkelijk wordt bevestigd of dat het daar niet voor geldt;

Overwegende dat bezwaarindieners zich zorgen maken omtrent de afmetingen van de gebouwen die in de nabijheid van de bestaande verkavelingen zouden kunnen worden toegelaten en voorstellen dat het bijkomend voorschrift, waarbij de dichtheid van de woningen opgelegd wordt, met bepalingen betreffende de afmeting van de in het nieuwe gebied op te richten gebouwen aangevuld wordt om hun negatieve effecten op de bebouwde omgeving te beperken;

Overwegende dat bezwaarindieners voorstellen om het nieuwe gebied in twee delen te splitsen : het ene met een maximale dichtheid van de woningen van 80 woningen/ha en het andere, kleiner, gelegen langs de bestaande verkavelingen met een maximale dichtheid van 40 woningen/ha;

Overwegende dat bezwaarindieners erom verzoeken dat de dichtheid van de woningen op maximum 60 woningen/ha en niet op minimum 80 wordt bepaald;

Overwegende dat bezwaarindieners wensen dat de dichtheid van de woningen beperkt wordt tot 80 woningen/ha in alle gebieden waarin de bijkomende voorschriften in een minimum van 80 woningen/ha voorzien;

Overwegende dat bezwaarindieners erom verzoeken dat het gebied gelegen tussen de verkaveling "Berges du Ruisseau" en de GEN-spoorwegen vrij van elke bouw blijven en bepalen dat, indien die hypothese niet weerhouden was, de bebouwing van dit gebied niet uitgevoerd zou kunnen worden zonder een globaal project voor het waterbeheer, zodat de drooglegging ervan wordt verzekerd;

Overwegende dat bezwaarindieners mededelen dat het Waalse Gewest tot enkele maanden geleden fiscale voordelen verleende voor de uitrusting van de verschillende gezinnen met fotovoltaïsche panelen en dat met woningen met afmetingen hoger dan R+1, geen enkele woning van de "rue des Joncs" gelegen langs de bouwprojecten het nodige licht zal genieten om de huidige geproduceerde energie te produceren;

Overwegende dat bezwaarindieners zich verwonderd afvragen waarom de verschillende punten die ze tijdens het openbaar onderzoek betreffende het toekomstige project "Quartier du Parc de l'Alliance" opgemerkt hadden, niet werden beantwoord;

Overwegende dat bezwaarindieners zich afvragen of de verplaatsing van de woningen met een afmeting R+2 gelegen langs de spoorweg naar het groengebied langs de verkaveling "Berges du Ruisseau" het vergezicht niet beter zou beschermen;

Overwegende dat bezwaarindieners met ongerustheid vaststellen dat de aanlegopties van het bestaande stedenbouwkundig en leefmilieuverslag een veel hogere dichtheid van woningen en banen zouden kunnen toelaten, dan de dichtheid waarvoor de auteur van het onderzoek bepaalt dat de "route de Piraumont" en zijn kruispunten tijdens de spitsuren volledig verzadigd zouden zijn;

Overwegende dat een bezwaarindieners een verschil vaststelt tussen het aantal woningen die in het gebied bij het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag worden gepland (1300) en de ramingen vastgesteld door de auteur van het onderzoek voor een dichtheid van 80 woningen/ha (1288);

Overwegende dat een bezwaarindieners uit het effectenonderzoek afleidt dat het ontwerp van plan het mogelijk zou maken om evenveel woningen/ha als de bestaande woningen op de 15,4 ha ingenomen door de bestaande verkavelingen, op de nog niet-bebouwde gronden gelegen in het noord-westelijke kwadrant te bouwen;

Overwegende dat de gemeenteraad van Eigenbrakel bezwaren uitdrukt over de overdruk van een groengebied van +/- 1,6 ha gepland in het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag opgemaakt met het oog op de uitvoering van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, genoemd "l'Alliance" : dit gebied is bestemd om de landschapskwaliteit van de wijk te versterken en/of vormt een vegetale overgang tussen gebieden waarvan de bestemmingen weinig verenigbaar zijn;

Overwegende dat de CWEDD een gunstig advies uitbrengt over de opnemings van het nieuwe gebied in het gewestplan;

Overwegende dat de CWEDD pleit voor een hogere dichtheid dan 60 woningen/ha in de wijken gelegen in de nabijheid van het station, overeenkomstig de "richtlijnen van het beleid inzake ruimtelijke ordening voor de 21ste eeuw";

Overwegende dat de CWEDD het ook eens is met het advies van de auteur van het onderzoek over de aanbeveling om een "opvolgingscomité op te richten, dat de actoren betrokken bij de bebouwing van de als prioritair beschouwde gebieden verenigt om een algemeen ontwerp te overwegen";

Overwegende dat de CRAT een gunstig advies uitbrengt over de opnemings van het nieuwe gebied in het gewestplan;

Overwegende dat de CRAT een ongunstig advies uitbrengt over de opnemings van het bijkomend voorschrift gemerkt "S.48" op het plan wegens zijn detailniveau dat niet meer in een planologische aanpak kadert;

Overwegende dat de CRAT bovendien acht dat de verplichting om een minimale dichtheid van 80 woningen/ha te bereiken, overdreven is, strijdig is met de opties van het gemeentelijk structuurplan en een bepaalde gemengdheid van woningen niet zal kunnen bereiken;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de aanleg van het noord-oosten kwadrant heden uitgedrukt wordt in een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag waarvan de aanlegopties aangenomen zijn nadat ze onderworpen werden aan een milieueffectenbeoordeling en met de bevolking, en namelijk de burens, tijdens het openbaar onderzoek zijn besproken;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek tot het besluit is gekomen dat dit stedenbouwkundig en leefmilieuverslag met het voorontwerp van plan overeenstemt voor wat betreft het gebied van gezinswoningen en het gebied van gemeenschappelijke woningen; Overwegende dat de bezwaren en opmerkingen betreffende die twee gebieden niet wijzen op elementen die niet reeds bij de aanneming van het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag in aanmerking zouden zijn genomen door de gemeenteraad van Eigenbrakel; dat er dan ook geen reden is om er in het kader van deze procedure op te antwoorden;

Overwegende dat de Waalse Regering in het bijzonder onderstreept dat de aanlegopties van het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag uitgedacht zijn om enerzijds de opties die reeds zijn uitgevoerd in de bestaande verkavelingen na te leven en anderzijds om een dichtheid van woningen verenigbaar met degene die ze op de gronden gelegen in het zuiden van de eerstgenoemden wil weerhouden, uit te voeren;

Overwegende dat de aanlegschets bijgevoegd bij het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag immers een dichtheid van 135 woningen/ha (excl. openbare ruimten) voor het in het centrum gelegen gebied van gemeenschappelijke woningen en een dichtheid tussen 83 en 116 woningen/ha (excl. openbare ruimten) voor het in het zuiden gelegen gemengde gebied voorstelt; dat die dichtheden aanzienlijk hoger zijn dan de in het ontwerp van plan bepaalde dichtheid;

Overwegende dat de Waalse Regering acht dat de cijfers betreffende het aantal geplande woningen vermeld in het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag en in het effectenonderzoek, zelfs indien ze een verschil van twaalf eenheden vertonen, grotendeels dezelfde zijn (verschil om en bij het percentage); dat dit verschil geen gevolg heeft voor de conclusies van de auteur van het onderzoek;

Overwegende dat de afmeting van de bouwwerken die onmiddellijk in het zuiden van de bestaande verkavelingen gelegen zijn, van R+2 tot R+3 verschilt om volgens één van de voorstellen van de bezwaarindieners R+5 te bereiken in het centrum van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is,

Overwegende dat de opnemings van een woongebied in het noord-oostelijk kwadrant dus de aanlegopties van het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag niet wijzigt voor zover deze verenigbaar blijven met de nieuwe bestemming van het gebied;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen acht dat het onnuttig is de opmaking van een stedenbouwkundig en leefmilieverslag vóór de uitvoering van het woongebied op te leggen, alsook bijzondere bepalingen voor de bestaande verkavelingen te bepalen;

Overwegende dat de Waalse Regering als antwoord van de CRAT onderstreept dat het gewestplan bijzondere voorschriften kan omvatten die op de dichtheid van de bouwen of van de woningen betrekking kunnen hebben;

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat de dichtheid een doelstelling is die ze als dusdanig nastreeft, en waarvan ze wil niet afwijken; dat ze beslist heeft de dichtheid van de woningen, die ze bij de aanneming van het voorontwerp van plan had aangenomen, wegens de besluiten van de auteur van het onderzoek te handhaven; dat ze daarentegen van de andere bepalingen heeft afgezien; dat ze tot slot acht dat haar aanpak van planologisch aard blijft;

Overwegende dat de dichtheid van de woningen als dusdanig op geen enkele manier garant staat voor de stadsvorm; dat het dan ook ongeschikt is bezwaren of opmerkingen te gronden op een veronderstelde stadsvorm of -structuur die nog uitgevonden moeten worden;

Overwegende dat de Waalse Regering immers de auteur van het onderzoek heeft verzocht om zijn opties in termen van dichtheid en aanleg met bestaande voorbeelden die hij relevant acht, te illustreren;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek het stadsweefsel dat de door de Waalse Regering opgelegde minimale dichtheid mogelijk maakt, gevisualiseerd heeft om tot het besluit te komen dat de mogelijkheden bijna eindeloos zijn en dat alle bebouwingsvormen die een hogere dichtheid van woningen zullen voorstellen, mogelijk zijn;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek er ook op wijst dat de bevolking van de voor bewoning bestemde gebieden hoofdzakelijk zal afhangen van twee variabelen die niet bepaald zijn bij het door de Waalse Regering opgelegd bijkomend voorschrift (de verhouding van de oppervlakte van de openbare ruimten ten opzichte van de totale oppervlakte en de verhouding van andere functies ten opzichte van de “voor woning bestemde ruimten”) en dus zeer veranderlijk kan zijn;

Overwegende dat de Waalse Regering tot slot acht dat er wegens de conclusies van de auteur van het onderzoek geen reden is om gevolg te geven aan het verzoek om een multifunctionele ruimte op te richten op een belangrijke oppervlakte van het gemengde gebied van het stedenbouwkundig en leefmilieverslag;

Overwegende dat de Waalse Regering in haar besluit van 18 oktober 2012 de redenen heeft gerechtvaardigd waarvoor ze het voorstel van de auteur van het onderzoek niet heeft weerhouden inzake de oprichting van een wetenschappelijk comité dat bestaat uit de rechtstreeks betrokken actoren om de uitvoering van het plan te begeleiden; dat de tijdens het openbaar onderzoek uitgedrukte bezwaren en opmerkingen geen bijzondere argumenten naar voren brengen, die het feit om van die stelling af te wijken, zouden kunnen rechtvaardigen;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen de opnemings van een woongebied in het noord-oostelijk kwadrant binnen de perken van het grondgebied gedekt door het bestaande gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, alsmede de toepassing in het gebied van het bijkomend voorschrift gemerkt “S.48” op het plan bevestigt;

Overwegende dat de Waalse Regering bij de voorlopige aanneming van het ontwerp van plan het advies van de auteur van het onderzoek gevolgd heeft, die verklaart dat het verbod voor elk bouwwerk langs het reeds in het gewestplan opgenomen groengebied feitelijk onontbeerlijk is maar de opnemings van een bijkomend voorschrift in het gewestplan niet nodig heeft; dat de opnemings van de twee groengebieden gelegen rond de bestaande winning in het noord-oostelijk kwadrant volgens haar niet meer nodig is;

Zuid-oostelijk kwadrant

Gemengde bedrijfsruimte

Bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat bezwaarindieners de optie van de Waalse Regering ondersteunen, die het bestaande landbouwgebied wil wijzigen als gemengde bedrijfsruimte; dat dit bestanddeel van het ontwerp van plan aanzienlijk zou bijdragen tot de economische groei van de regio, met name via de schepping van talrijke banen en dat ze klaar zijn om stappen te ondernemen om het nieuwe gebied onmiddellijk vanaf de aanneming van het plan uit te voeren;

Overwegende dat bezwaarindieners verzekeren dat het nieuwe gebied op talrijke behoeften van economisch aard inspelen en de door de Waalse Regering bedoelde doestellingen nastreeft;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat het nieuwe gebied bijdraagt tot de valorisatie van een deel van Waals-Brabant dat tot nu toe weinig belang wekt;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de bouw van de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance en de creatie van banen in dit gebied een stroom van pendelaars zouden genereren;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat het ontwerp van plan, zoals de Waalse Regering het onderstreept, het mogelijk maakt om de weinig zuinige wijze van bebouwing van de grond die in het algemeen in de provincie Waals-Brabant wordt waargenomen te herzien om een concentratiedoelstelling van het grondgebied teweeg te brengen;

Overwegende dat bezwaarindieners opmerken dat het ontwerp van plan volledig overeenstemmend is met de doelstellingen van de economische stimulering van het Gewest en van een betere concentratie rond de stations en dat het het beleid inzake het karige grondbeheer gevoerd door het Gewest volledig naleeft;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de Waalse Regering het dossier wat betreft de gemengde bedrijfsruimte niet ernstig heeft onderzocht;

Overwegende dat de gemeenteraad van Eigenbrakel het voorstel van de Waalse Regering overneemt, dat erin bestaat het gewestplan te herzien om een gemengde bedrijfsruimte op te nemen, en dit, voor zover haar doelstelling erin bestaat Eigenbrakel met name als werkgelegenheidskern te versterken, waarbij het aanbod aan woongronden met een economische bestemming wordt uitgebreid;

Overwegende dat de CWEDD een gunstig advies uitbrengt over de opnemings van het nieuwe gebied in het gewestplan;

Overwegende dat de CRAT een gunstig advies uitbrengt over de opnemings van het nieuwe gebied in het gewestplan;

Overwegende dat de CRAT een ongunstig advies uitbrengt over de opnemings van het bijkomend voorschrift gemerkt “S.48” op het plan wegens zijn detailniveau dat niet meer in een planologische aanpak kadert;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering als antwoord van de CRAT onderstreept dat het gewestplan bijzondere voorschriften kan omvatten die op de duidelijkheid van de bestemming van de gebieden betrekking kunnen hebben en beslist de bepalingen die ze wegens de besluiten van de auteur van het onderzoek aangenomen heeft, te handhaven; dat ze tot slot acht dat haar aanpak van planologisch aard blijft;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte in het zuid-oostelijk kwadrant alsook de toepassing in het gebied van het bijkomend voorschrift gemerkt "S.49" op het plan bevestigt;

Zuid-oostelijk kwadrant

Gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is

Bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat bezwaarindieners hun onbegrip uiten ten opzichte van de wijziging van de bestemming van een landbouwgebied dat een buitengewone biotoop en een duidelijk landschappelijke waarde heeft en van het verlies van een exploiteerbaar landbouwpotentieel van ongeveer 53 ha;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat er voldoende ontsluitbare gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, in Eigenbrakel bestaan om de oprichting van een nieuw gebied toe te geven, dat de oppervlakte van de landbouwgebieden nog zou verminderen en een gebied dat op het gebied van de biodiversiteit zeer rijk is, in het gedrang zou brengen; dat het volgens hem bewezen wordt door het feit dat de groep Noctua (vereniging voor het onderzoek en de bescherming van de steenuil en zijn biotoop) sinds ongeveer twintig jaar met de eigenaren van de weiden overeenkomsten hebben gesloten om er de voor een habitat en voor de voortplanting van de steenuil gunstige biotoop te handhaven;

Overwegende dat een bezwaarindiener zich om de volgende redenen tegen het nieuwe gebied verzet : de bebouwing van goede landbouwgronden, de in het zuiden bestaande geluidshinder die moeilijk te combineren valt met de woonbestemming, de aanwezigheid van een verwijderd voorkomings- en waterwingebied in het oosten, waardevol uitzichtspunt op dit gebied en zijn relatieve afzondering;

Overwegende dat een bezwaarindiener onderstreept dat het nieuwe gebied de leefbaarheid van zijn landbouwbedrijf in het gedrang zou kunnen brengen, te meer daar hij reeds onteigend is in het kader van de uitvoering van een tijdelijk stortgebied van de "route de Piraumont" (4,5 ha) en van de toekomstige GEN-halte (0,7 ha);

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat de opnemings van het nieuwe gebied in het gewestplan vooral als gevolg zal hebben dat een hindernis uit de weg wordt geruimd, namelijk een duidelijk identificeerbare fysieke grens en dat de weg wordt voorbereid voor de opnemings van nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden naar Ophain-Bois-Seigneur-Isaac terwijl het gemeentelijk structuurplan in de handhaving van het landbouwgebied op die plaats voorziet;

Overwegende dat een bezwaarindiener zich afvraagt hoe het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag dat voor de uitvoering van het nieuwe gebied aangenomen moet worden, zal kunnen uitgaan van de beleidskeuzes inzake inrichting en duurzame ontwikkeling vervat in het gemeentelijk structuurplan van Eigenbrakel indien het gebied zelf reeds onverenigbaar is met dit plan;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de Waalse Regering het dossier wat betreft de het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, "Hayettes", niet ernstig heeft onderzocht;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat het nieuwe gebied schadelijk zou zijn voor de landschappelijke waarde van het grondgebied tussen Eigenbrakel en het dorp Ophain;

Overwegende dat bezwaarindieners opmerken dat het nieuwe gebied geheel verwijderd is van het centrum van Eigenbrakel terwijl uit een onderzoek van het gewestplan blijkt dat er nog niet voor bebouwing bestemde gebieden (namelijk landbouwgebieden) in het centrum van de gemeente Eigenbrakel bestaan;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de vermoedelijke niet te verwaarlozen effecten van het voorontwerp van plan, die door de auteur van het onderzoek zijn vastgesteld, zoals de belangrijke verhoging van het verkeer op de bestaande wegen, de verhoging van het volume geloosd water, de vermindering van de waterinsijpelingen in de grond ten gevolge van de verhoging van ondoorlatendheid ervan, de vermindering van de voor de landbouw bestemde gebieden en de duurzame wijziging van de landschappen rechtstreekse negatieve gevolgen hebben op het nieuwe gebied;

Overwegende dat een bezwaarindiener denkt dat de uitvoering van het nieuwe gebied de aanleg van infrastructuur, de heraanleg van de weg met de installatie van rotondes en vergaarkommen voor het regenwater zal inhouden en zeer waarschijnlijk onteigeningen als gevolg zal hebben;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat de auteur van het onderzoek de rechtstreekse effecten van het nieuwe gebied op de openbare infrastructuur niet in aanmerking heeft genomen, wat opnieuw bewijst dat de Waalse Regering haar beslissing niet met kennis van zaken heeft getroffen;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat de motivering van de Waalse Regering om af te zien van het door de auteur van het onderzoek voorgestelde alternatief om het nieuwe gebied te voorzien van een bijkomend voorschrift, dat als doel heeft de uitvoering ervan slechts aan het einde van de bezetting van de woongebieden gelegen in het noorden van de "route de Piraumont" toe te laten, niet relevant is; dat de openbare overheid immers nog de mogelijkheid heeft om tot de onteigening over te gaan om van de ontwikkeling van de individuele initiatieven af te hangen;

Overwegende dat een bewaarindiener erom verzoekt dat slechts het noord-oosten van het nieuwe gebied, tussen de "route de Piraumont" en het noorden van het perceel kadastraal bekend nr. 759 wordt bebouwd, aangezien dit perceel van het gebied wordt uitgesloten (als bufferzone tussen het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en het gehucht), aangezien de dichtheid van de woningen op maximum 40 woningen/ha wordt beperkt en aangezien het gebied voorzien moet worden van een bijkomend voorschrift om de uitvoering van dit deel van gebied slechts toe te laten na de bezetting van de woongebieden gelegen in het noorden van de "route de Piraumont";

Overwegende dat de gemeenteraad van Eigenbrakel zich radicaal verzet tegen de bebouwing van het gebied daar ze strijdig is met de materialisering van het stadsgrondgebied tot de "route de Piraumont" en met de wil om geen nieuwe ruimtes met een woonbestemming meer te ontwikkelen, waarbij die optie overigens bevestigd wordt door het gemeentelijk structuurplan;

Overwegende dat de CWEDD een gunstig advies uitbrengt over de opnemings van het nieuwe gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, in het gewestplan voor zover ze planologische volledig gecompenseerd wordt;

Overwegende dat de CWEDD dan ook acht dat de oppervlakte van het nieuwe gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, beperkt zou moeten worden tot de oppervlakte die door het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, van Lasne, dat als compensatie is gekozen, gecompenseerd kan worden;

Overwegende dat de CRAT een ongunstig advies uitbrengt over de opnemings van het nieuwe gebied in het gewestplan en het bijkomend voorschrift gemerkt "S.48" op het plan en de opnemings van een woongebied aanbeveelt;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat noch de diagnose van het gemeentelijk structuurplan, noch het effectenonderzoek over het voorontwerp van plan dat de Waalse Regering heeft doen uitvoeren, een opmerkelijk natuurlijk erfgoed in het zuid-westelijk kwadrant hebben geïdentificeerd; dat de bestaande biotoop in ieder geval niet als buitengewoon kan worden beschouwd;

Overwegende dat het ook het geval is voor de landschappelijke waarde van de betrokken gebieden; dat bovendien geen landschappelijk waardevolle omtrek opgenomen wordt als overdruk van het bestaande landbouwgebied; dat er ook geen waardevol gezichtspunt in het gewestplan bestaat;

Overwegende dat de Waalse Regering reeds geantwoord heeft op de redenen die haar ertoe brengen om een nieuw gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, op te nemen in de nabijheid van de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance; dat er immers geen beter gelokaliseerde gebieden bestaan op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel om de behoeften waarop ze wil inspelen, te implementeren;

Overwegende dat noch de CWEDD, noch de CRAT voorbehoud maken bij de kwaliteit van het effectenonderzoek;

Overwegende dat de door de bezwaarindieners genoemde effecten van het nieuwe gebied op het leefmilieu wel door de auteur van het effectenonderzoek zijn onderzocht, die geacht heeft dat ze niet voorkomen, verminderd of gecompenseerd kunnen worden door verschillende maatregelen;

Overwegende dat de Waalse Regering onderstreept dat alle effecten van het nieuwe gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, die in de bezwaren zijn opgemerkt, door de auteur van het effectenonderzoek zijn onderzocht en dat hij geen vermoedelijk niet te verwaarlozen effecten heeft vastgesteld, waarbij gerechtvaardigd wordt dat afgezien wordt van de wijziging van het bestaande landbouwgebied als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is;

Overwegende dat de Waalse Regering akte neemt van de onrust van de bezwaarindiener omtrent de bedreiging van de levensvatbaarheid van zijn landbouwbedrijf en eraan herinnert dat de auteur van het onderzoek geacht heeft dat het voorontwerp van plan effecten zou hebben op onze landbouwbedrijven;

Overwegende dat de Waalse Regering vaststelt dat het bedrijf van de bezwaarindiener in het effectenonderzoek onder nummer 6 opgelijst wordt en tot de bedrijven met een omvang hoger dan 80 ha behoort, waarvoor de effecten van het voorontwerp van plan op de landbouwactiviteit marginaal zijn;

Overwegende dat de Waalse Regering tot slot onderstreept dat de auteur van het onderzoek aanbeveelt de bestemming van het nieuwe gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, te bepalen wanneer gedragingen en inzake de mobiliteit geëvolueerd zullen zijn; dat de exploitant daarmee de betrokken terreinen enerzijds kan blijven bewerken en anderzijds over een redelijke termijn beschikt om naar nieuwe gronden te zoeken, indien hij het nodig acht of om een eventuele reconversie te overwegen;

Overwegende dat de Waalse Regering nochtans acht dat de besluiten van het effectenonderzoek zijn beoordeling over de balans van de belangen tussen de ontwikkeling van de Waalse landbouw en de bevordering van het GEN-gebruik in de nabijheid van de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance niet in twijfel trekken en haar in staat stellen de optie te bevestigen, die ze genomen heeft om de installatie te bevorderen van activiteiten die spoorwegstromen genereren op oppervlakten beperkt op de behoeften van het referentiegrondgebied;

Overwegende dat indien de gemeenteoverheden besloten hebben de toelaatbare grens van de ontwikkeling van het stedelijk grondgebied in het gemeentelijk structuurplan door de "route de Piraumont" te materialiseren, het past erop te wijzen dat die weg niet overgaat in de omtrek van de landschappelijke oppervlakte die de agglomeratie van Eigenbrakel volgens de atlas van de Waalse landschappen dekt, terwijl de nieuwe gebieden gericht op de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance en gelegen zowel in het noorden als in het zuiden van de "route de Piraumont" dan weer in de omtrek van de zogenaamde aangrenzende landschappelijke oppervlakte "platteland gelegen buiten de stad Nijvel" liggen; dat de optie van de Waalse Regering dan ook op landschappelijk gebied coherent is;

Overwegende dat de Waalse Regering, als antwoord op de waarneming van een bezwaarindiener over de redenen die hem ertoe gebracht hebben het voorstel van de auteur van het onderzoek niet te weerhouden om het nieuwe gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, te voorzien van een bijkomend voorschrift dat de uitvoering ervan slechts aan het einde van de bezetting van de nieuwe woongebieden zou machtigen, acht dat ze de openbare overheden niet wil onderwerpen aan de verplichting tot vergoeding van de eigenaren die hun goederen niet zouden willen valoriseren of, in het ergste geval, de retentie ervan zouden organiseren, om de projecten die ze voor de gemeenschap nuttig achten, uit te voeren;

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat ze instemt met de analyse van de auteur van het onderzoek over de voorrang van uitvoering van de nieuwe gebieden en dat het feit om de beslissing tot uitvoering van de zuid-westelijk kwadrant voor te behouden aan de openbare overheden, een voldoende garantie is ten opzichte van de bevoegdheden die ze hebben inzake de ruimtelijke ordening, waarvoor ze de beheerders en garant zijn;

Overwegende dat de Waalse Regering het voorstel van de CRAT tot opnemings van het zuid-westelijk kwadrant als woongebied wegens de besluiten van het effectenonderzoek niet weerhoudt; dat als de bestemming van de betrokken terreinen voor woning volgens de auteur van het onderzoek het beste antwoord is op de door de Waalse Regering nagestreefde doelstellingen, het past erop te wijzen dat hij verschillende argumenten vermeldt die dit besluit zouden kunnen nuanceren en aanbeveelt tijd te nemen alvorens het te bekrachtigen;

Overwegende dat slechts het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, de openbare overheden de mogelijkheid geeft om zowel het moment van de uitvoering van het gebied te beslissen als de voor de betrokken terreinen geschikteste bestemming te bepalen; dat het dan ook meer geschikt is die optie te weerhouden;

Overwegende dat de Waalse Regering daarentegen niet wenst op de drempel van de dichtheid van woningen terug te komen, die ze nageleefd wil zien in de gebieden die rond de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance aangelegd zullen worden en waarvan de relevantie door de auteur van het onderzoek is bekrachtigd; dat de concentratiedoelstelling van de stadskernen die ze nastreeft, gehandhaafd moet blijven indien de openbare overheden zouden beslissen het geheel of een gedeelte van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, als woongebied te bestemmen;

Overwegende dat het gezien de bezwaren en opmerkingen evenwel weinig geschikt is om de bovenvermelde doelstelling op te leggen aan het gehucht "Hayettes" waarvan de structuur grondig aangetast zou kunnen worden indien de weerhouden dichtheid van woningen erop was toegepast; dat de Waalse Regering bijgevolg beslist om het uit te sluiten van de omtrek van het nieuwe gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, zoals een niet-bebouwd aangrenzend gebied in het noorden zodat het voldoende verwijderd kan worden;

Overwegende dat het aldus geconfigureerd nieuwe gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, een oppervlakte van 23.60 ha heeft;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen de opnemings van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, in het zuid-westelijk kwadrant alsook de toepassing in het gebied van het bijkomend voorschrift gemerkt "S.48" op het plan beslist;

Overwegende dat de Waalse Regering als antwoord op de opmerking van de CWEDD bepaalt de compensatie van de opnemings van de nieuwe gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, niet bedoeld is in artikel 46, § 1, tweede lid, 3°, van het CWATUPE; dat er dan ook geen reden is om de opnemings van laatstgenoemd op het gewestplan te compenseren;

Noordwestelijke kwadrant

Woongebied (gelegen ten westen van GEN), parkgebied en woongebied (gelegen ten noorden van het parkgebied)

Bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat de aanleg van een nieuwe wijk de overeenkomsten met de omwonenden uit 2009 ter discussie stelt; dat er in het gemeentelijk mobiliteitsplan immers ervan gewag werd gemaakt dat niets in dat gebied gewijzigd mocht worden;

Overwegende dat bezwaarindieners zich tegen het feit kanten dat het ontwerp-plan een verdere verstedelijking toestaat dan wat overeen is gekomen met de gemeentelijke overheid en opgenomen heeft in het gemeentelijke plan van aanleg "Paradis", definitief aangenomen met het oog op de bouw van een zwembad en parkeerterreinen;

Overwegende dat een bezwaarindiener opmerkt dat hij besloot het andere deel van zijn woning over te kopen rekening houdend met de toentertijd genomen beslissingen over het ontwerp van gemeentelijk plan van aanleg om in een omgeving te blijven met een aangenaam en in zijn gemeente zeldzaam landschap;

Overwegende dat een bezwaarindiener opmerkt dat de bewoners van de wijk « Bouvreuils » ervoor gekozen hebben er te wonen en te investeren daar deze aansluit op een landbouwgebied en een garant was voor de continuïteit van het aspect "rustig groengebied";

Overwegende dat een bezwaarindiener meldt dat, als het is om dagelijks in de files te staan om 50 km naar het werk te rijden, hij dat dan doet om thuis een betere leefkwaliteit te hebben in een landelijke omgeving met alle onkosten van dien, en niet om de indruk te hebben dat hij zich in een stadscentrum bevindt met volledig dichtgeslibd verkeer;

Overwegende dat bezwaarindieners hun ongerustheid mededelen in verband met dichtgeslibd verkeer in de « Bouvrueil »-wijk en zich ernstige zorgen maken over het nog verergeren ervan als er nieuwe woningen bijkomen;

Overwegende dat bezwaarindieners vragen hoe de afbraak van een zgn. groengebied en de bebouwing ervan, met bijhorende geluidshinder, drukker wegverkeer (dat nu al zo druk is) en hogere uitgaven voor de gemeenschap, tot hun welzijn gaan bijdragen; dat het leefkader er eerder op achteruit zal gaan;

Overwegende dat het gemeentelijk structuurplan niet in de bebouwing van dat gebied voorziet;

Overwegende dat een bezwaarindiener van mening is dat "het betrekkelijk hoogdringend karakter van de in te vullen noden", zoals ingeroepen door de Waalse Regering om niet langer een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag hoeven te schrijven vóór de ontsluiting van het nieuwe gebied, ongeloofwaardig is gelet op de bestaande grondreserves in de gemeente;

Overwegende dat een bezwaarindiener vraagt dat er een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag wordt opgelegd om controle te hebben op de breedte van de toekomstige bouwwerken;

Overwegende dat de gemeenteraad van 's-Gravenbrakel zijn wil bevestigt om de herziening van het gewestplan Nijvel voltooid te zien wat betreft de noordwestelijke zone, en wel om volgende redenen :

- de benutting van het nieuwe zwembad voorzien in het woongebied,
- de mogelijkheid om het ecologisch netwerk van de vallei van de Hain sterker te verankeren door een gepast beheer van de bestaande natuurlijke ruimte en de aanleg van meerdere vijvers,
- de functie van het tijdelijk overstroombied, dat heden aangelegd wordt, waardoor de benedenstroomse overstromingen in deze vallei beperkt zullen worden;

Overwegende dat de CWEDD een gunstig advies verleent voor de opnemings van het gewestplan van beide woongebieden en het parkgebied;

Overwegende dat de CRAT een gunstig advies verleent voor de opnemings van het gewestplan van het woongebied gelegen benoorden het parkgebied;

Overwegende dat de CRAT een gunstig advies verleent voor de opnemings van het gewestplan van het woongebied gelegen ten westen van het GEN;

Overwegende dat de CRAT een ongunstig advies heeft uitgebracht voor het bijkomend voorschrift gemerkt "*S.48" op het gewestplan daar dit door zijn gedetailleerd karakter het kader van een planologische benadering overschrijdt;

Overwegende dat de CRAT bovendien acht dat de verplichting om een bebouwingsdichtheid van minstens 80 woningen per hectare te bereiken buitenmatig is, tegen de opties van het gemeentelijk structuurplan indruist en het bereiken van een bepaalde woningenmix onmogelijk zal maken;

Overwegende dat de CRAT acht dat het de gemeente toekomt, de richtsnoeren voor de inrichting van het gebied te beheren, meer bepaald in functie van de plaatselijke drukfactoren inzake leefmilieu, evenals de inrichtingsopties;

Overwegende dat de CRAT de opnemings van een parkgebied op het gewestplan gunstig gezind is;

Overwegende dat de CRAT acht dat het nieuwe gebied verantwoord is gelet op de behoefte aan een groengebied in Eigenbrakel;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de auteur van het onderzoek enerzijds de opnemings van een woongebied in het noordwestelijk kwadrant op het gewestplan zo verantwoord heeft dat er meer soepelheid gehanteerd kan worden voor de bebouwing van die gronden in termen van programmering en aanleg, en anderzijds het feit heeft verantwoord dat er geen voorafgaandelijk stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag verplicht moet worden gemaakt zodat die terreinen met onmiddellijke ingang in gebruik kunnen worden genomen, gelet op het relatief hoogdringend karakter van de in te vullen behoeften;

Overwegende dat de aanleg van een recreatief centrum sinds meer dan tien jaar op plaatselijk niveau besproken wordt, dat dit centrum vastgelegd werd in een plan van aanleg aangenomen door de gemeenteraad en als inrichtingsmaatregel opgenomen is in het gemeentelijk structuurplan; dat de ongerustheid bij de plaatselijke bevolking hoofdzakelijk te maken heeft met de vrees voor de totstandkoming van een ander type programma in hun omgeving;

Overwegende dat de gemeenteraad van Eigenbrakel in een advies nogmaals de actuele nood bevestigt van zijn voornemen om een nieuw zwembad te bouwen in een deel van het nieuwe gebied; dat de nood weldegelijk bestaat sinds de sluiting van het zwembad "Le Neptune" op 19 februari 2007; dat de nodige gronden werden aangekocht en dat er bij wijze van conclusie er niet aan getwijfeld moet worden dat er twijfel moet bestaan omtrent dit project, waarvan het beginsel aangenomen werd door de omwonenden na beëindiging van het openbaar onderzoek over het ontwerp van gemeentelijk plan van aanleg, goedgekeurd in dit opzicht door de gemeentelijke overheid;

Overwegende dat de concretisering van dit gemeentelijk project dat in het beleidsplan 2012-2018 opgenomen werd, ontegensprekelijk dringend is geworden; dat dit de reden is waarom de auteur van het onderzoek voorstelt om af te zien van het schrijven van een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag vóór de ontsluiting van het nieuwe woongebied;

Overwegende dat het uitblijven van beleidslijnen betreffende de inrichting van een grondgebied, evenals van duurzame ontwikkelings- en inrichtingsopties de gemeentelijke overheid er niet van vrijstelt elk verzoek voor een stedenbouwkundige vergunning ingediend voor binnen de omtrek van het nieuwe woongebied te beoordelen op de wijze van inrichting van haar grondgebied, waarvoor ze ook garant staat; dat dit eveneens de reden is waarom de Waalse Regering besloten heeft om het schrijven van een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag niet op te leggen, dat o.a. de breedte van de bouwwerken zou beogen;

Overwegende dat de Waalse Regering daarbij nog meldt dat een groot deel van de gronden van de betrokken omtrek eigendom is van de gemeente Eigenbrakel, wat een beter grondbeleid mogelijk zal maken;

Overwegende dat de Waalse Regering benadrukt dat het ontwerp-plan de bevestiging is van een inrichtingsoptie waarover ruime eensgezindheid bestaat en waarbij een afzonderingsmarge ingevoegd zou worden voor de bestaande woningen en ze zelfs een nog betere bescherming geboden wordt daar de keuze voor de opnemings van een parkgebied de aanleg van een groengebied met oog voor fraaiheid en landschapszorg verplicht maakt;

Overwegende dat de woningen die opgetrokken zouden kunnen worden in het nieuwe gebied in de ruimte terecht zullen komen die vrij zal blijven tussen de spoorlijn en de oostelijke grens van de gronden waar het zwembad gebouwd zal worden, dat ze in die opstelling niet in het verlengde zullen komen te liggen van de achtergevels van de huizen aan de "avenue des Bouvreuils" en dus bijna niet zichtbaar zullen zijn voor de bewoners aldaar;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de verkeersbewegingen toe te schrijven aan het ontwerp-gebied voor openbare voorzieningen van het voorontwerp van plan beoordeeld heeft door uit te gaan van de bouw van een Olympisch zwembad; dat hij het aantal gebruikers geschat heeft op 1500 voor een werkdag, waarbij nog de bewegingen geteld moeten worden van het zwembadpersoneel en dat hij daaruit afleidde dat die bewegingen zodanig te verwaarlozen zijn dat het niet verantwoord is ze mede in overweging te nemen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de bewegingen toe te schrijven aan het parkgebied beoordeeld heeft en daaruit besloten heeft dat ze tijdens de drukste uren van de dag te verwaarlozen zouden zijn voor het wegennet, namelijk tijdens de ochtendspits en de avondspits;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek zelf de opnemings van een woongebied op het gewestplan, noordwestelijk kwadrant, verantwoord heeft door het feit dat de effecten van die optie op de mobiliteit als verwaarloosbaar beschouwd mogen worden;

Overwegende dat het structurerend wegennet uit het gemeentelijk mobiliteitsplan bovendien in de mogelijkheid voorziet om het "recreatie- en natuurcentrum" te betreden zonder gebruik te maken van het plaatselijk wegennet (beleidsfiche 2.0); dat de woningen die gebouwd zouden worden ten oosten daarvan dezelfde toegangsvoorwaarden zullen krijgen daar ze zich op de frontlijn van de "route de Piraumont" bevinden; dat de effecten van het autoverkeer op de noordelijk gelegen woonwijken vermoedelijk beperkt zullen blijven tot plaatselijk verkeer;

Overwegende dat de ontworpen weg ten oosten van de spoorlijn eveneens ertoe zal bijdragen dat de negatieve effecten van het autoverkeer in de "rue du Saussois", in de "rue des Vignobles" en "rue Longue", toe te schrijven aan de ligging van de wegen via welke de spoorlijn overgestoken kan worden volgens de conclusies van het effectenonderzoek voor het gemeentelijk wijzigingsplan van aanleg nr. 1 "Paradis de la Santé", voorkomen zullen kunnen worden; dat die weg heden aangelegd is;

Overwegende dat de Waalse Regering benadrukt dat het bijkomend voorschrift dat zij oplegt in verband staat met de woningdichtheid en dat een dergelijk voorschrift niet onder de inrichting van het gebied en ook niet onder een inrichtingsoptie valt; dat zij in deze de CRAT niet bij kan treden;

Overwegende dat de Waalse Regering er immers aan herinnert dat de dichtheid een doel is dat zij als dusdanig beoogt en waar zij niet van af wil wijken; dat zij op grond van de conclusies van de auteur van het onderzoek besliste niet te tornen aan de woningdichtheid die zij had vastgelegd onmiddellijk na aanneming van het voorontwerp van plan; dat zij dus bij wijze van conclusie acht dat haar aanpak van planologische aard blijft;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen zowel de opnemings op het gewestplan van een woongebied in het noordwestelijk kwadrant, ten westen van de spoorlijn, als de vermelding voor dat gebied van een bijkomend voorschrift met als merk "S.48" op het gewestplan, van een park- en een woongebied (benoorden het parkgebied) bevestigt;

Langs de spoorlijn en de R0

Groengebieden :

Bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat de CWEDD een gunstig advies verleent voor de opnemings van groengebieden op het gewestplan;

Overwegende dat de CRAT een gunstig advies verleent voor de opnemings van een groengebied op het gewestplan bezuiden de "rue de Piraumont" langs de gemengde bedrijfsruimte;

Overwegende dat de CRAT een ongunstig advies verleent voor de opnemings van groengebieden op het gewestplan benoorden de "rue de Piraumont" langs het woongebied; dat het gepaster zou zijn die ruimte aan te wenden voor het woongebied om de aanleg van eventuele stedelijke spoorgerelateerde inrichtingen mogelijk te maken;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering onderstreept dat hij, door de voorlopige aanneming van het ontwerp-plan, besloten heeft niet langer vast te houden aan de groengebieden die zij voornemens was op te nemen benoorden de « route de Piraumont » langs de spoorlijn,;

Overwegende dat die beslissing zonder gevolg is voor de ontwikkeling van de spoorinfrastructuur, die op een als groengebied bestemd talud aangelegd wordt, en voor de bijkomende uitrustingen voor de halte van Braine-l'Alliance, reeds in rekening gebracht in het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen de opnemings bevestigt van een groengebied op het gewestplan, ten westen en ten zuiden van de nieuwe gemengde bedrijfsruimte;

Tracé en reserveringsomtrek van de geplande weg tussen de "chaussée d'Ophain" en de "chaussée de Tubize", evenals het tracé van de bestaande weg tussen spoorlijn 124 en de kruising met de "chaussée d'Ophain";

Bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat de gemeenteraad van Eigenbrakel acht dat de herkwalificatie van de "route de Piraumont" tot plaatselijke weg tegen het perspectief van een westelijke *** zoals bepaald in het gemeentelijk mobiliteitsplan indruist, waardoor de westelijke rand van het stadscentrum ontsloten en de toegang tot de zich uitbreidende ziekenhuiswijk vlotter gemaakt zou kunnen worden;

Overwegende dat de gemeenteraad van Eigenbrakel bovendien acht dat de “route de Piraumont” een logisch verlengde is naar de verbindingsweg, aan te leggen tussen de RN27 en de N5; dat hij deze weg onontbeerlijk acht, rekening houdend met de opwaardering van de site van de slag bij Waterloo;

Overwegende dat de CWEDD een gunstig advies overmaakt in verband met de schrapping, van het gewestplan, van de tracés en reserveringsomtrekken zoals voorgesteld;

Overwegende dat de CRAT te vinden is voor de schrapping, van het gewestplan, van het tracé en de reserveringsomtrek van de geplande weg tussen de “chaussée d’Ophain” en de “chaussée de Tubize”, evenals van het tracé van de bestaande weg tussen spoorlijn 124 en de kruising met de “chaussée d’Ophain”;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering aanstipt dat het ongunstig advies van de gemeenteraad van Eigenbrakel enkel betrekking heeft op de schrapping, van het gewestplan, van het tracé van de bestaande weg tussen spoorlijn 124 en de kruising met de “chaussée d’Ophain”;

Overwegende dat de Waalse Regering erop wijst dat zij voornemens is, een onderdeel van het net van hoofdwegen, opgenomen op het gewestplan Nijvel, te schrappen;

Overwegende dat de opneming van het tracé van een wegverbinding op het gewestplan ertoe beoogt, in te spelen op de mobiliteitsbehoeften van de gemeenschap; dat de Waalse Regering geacht heeft dat de optie van een zuidelijke “singel” rond de agglomeratie van Eigenbrakel niet op schaal van het gewestplan behouden moest worden daar dit een tegenstelling zou inhouden met haar doel om de verkeersmobiliteit over de weg binnen bepaalde grenzen te houden, dat er daarvoor reeds een alternatief bestaat via de R0 en de E19, zodat de voorkeur dient gegeven te worden aan een nadere oplossing, verband houdend met de complementariteit tussen de R0 en de N27 en de spoorlijn 124 in de nabijheid van de toekomstige GEN-halte Braine-l’Alliance;

Overwegende dat de Waalse Regering benadrukt dat de optie die zij op het gewestplan vastlegt om in te spelen op de mobiliteitsbehoeften van de gemeenschap de opties goedgekeurd door de gemeentelijke overheid op schaal van het gemeentelijk grondgebied niet in twijfel trekt et dat dit geen enkel gevolg heeft voor de procedures waaraan zijn aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning onderworpen zal worden;

Overwegende dat de Waalse Regering aanstipt dat het ongunstig advies van de gemeenteraad van Eigenbrakel enkel betrekking heeft op de schrapping, van het gewestplan, van het tracé van de bestaande weg tussen spoorlijn 124 en de kruising met de “chaussée d’Ophain”;

Overwegende dat het enig gevolg van die beslissing erin bestaat dat het dan de Waalse Regering – en niet de afgevaardigd ambtenaren bedoeld in artikel 272, § 1, van het Wetboek – toebehoort, de eventuele stedenbouwkundige vergunningen af te leveren;

Overwegende dat de Waalse Regering eveneens de schrapping, van het gewestplan, beoogt van het vak van het tracé en de reserveringsomtrek van de beoogde weg tussen de “chaussée d’Ophain” en de “chaussée de Tubize”;

Compensaties

Planologische compensatie

Bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de beslissing om de bestemming van het gemeentelijk overleggebied, gelegen in Plancenot, om te vormen tot een niet-bebouwingsgebied (landbouwgebied) in een milieueffectenbeoordeling bestudeerd had moeten worden;

Overwegende dat bezwaarindieners de gepastheid en het wettelijk karakter van de planologische compensatie, voorgesteld door de Waalse Regering, betwisten;

Overwegende dat bezwaarindieners vragen hebben bij de keuze van de zone die de Waalse Regering aangewezen heeft terwijl de gemeente Eigenbrakel de voornaamste – zelfs de enige – gemeente zou zijn die economisch baat zou hebben bij de toekomstige GEN-halte en de economische weerslag ervan en dat er in oppervlakte uitgedrukt gelijkwaardige bebouwingsgebieden bestaan op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel, die omgevormd zouden kunnen worden tot niet-bebouwingsgebieden, wat door de auteur van het onderzoek bevestigd wordt;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat het onverstandig is een planologische compensatie voor te stellen in de buurt van de toekomstige GEN-halte Barine-l’Alliance, rekening houdend met de druk waaraan het vastgoed in Waals-Brabant tegenwoordig blootgesteld is; dat een dergelijke compensatie buiten Waals-Brabant voorgesteld zou moeten worden;

Overwegende dat bezwaarindieners bemerken dat de omvorming van het gemeentelijk overleggebied tot landbouwgebied ertoe zal leiden dat de druk op het vastgoed in andere gemeentelijke overleggebieden van het grondgebied van de gemeente Lasne nog opgevoerd zal worden;

Overwegende dat een bezwaarindiener denkt dat het feit dat het gemeentelijk overleggebied tot landbouwgebied omgevormd wordt op termijn de mogelijkheid verwerpt om het gebied ooit te verstedelijken, mede langs de N5 waarvan het bebouwingspotentieel onmogelijk benut kan worden onder verwijzing naar de afwijkingsmechanismen van de artikelen 111 en 112 van het Wetboek;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners van mening zijn dat er geen rationele grond bestaat voor de omvorming van de bestemming van delen van het gemeentelijk overleggebied waarin activiteiten worden gevestigd die niets te maken hebben met landbouw;

Overwegende dat een bezwaarindiener van mening is dat de omvorming van het gemeentelijk overleggebied tot landbouwgebied de huidige evolutie ervan tegengaat, daar deze erin bestaat economische activiteit te ontwikkelen, waardoor de gemeenschap een bebouwbaar potentieel zou moeten missen waarvan de instandhouding wel eens zijn nut zou kunnen bewijzen voor andere toekomstige behoeften, zoals die welke verband zouden houden met het valoriseringsproject rond de site van de veldslag bij Waterloo;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners van mening zijn dat de bestemming die de Waalse Regering verkiest, een negatief effect zal hebben op de activiteiten die zij in het gebied beoefenen (kantoren, winkels en woningen) omdat deze laatsten de soepelheid waarmee ze tot ontwikkeling komen zouden verliezen;

Overwegende dat een bezwaarindiener bemerkt dat de omvorming van het gemeentelijk overleggebied Plancenot tot landbouwgebied vermoedelijk geen hinderpaal zal vormen voor een bouwlint op de westelijke, noordelijke en oostelijke flank daar artikel 111 van het Wetboek afwijkingen van het gewestplan toestaat;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners van mening zijn dat de planologische compensatie van de Waalse Regering zonder verantwoording blijft daar de bebouwingskenmerken ervan onberispelijk zijn (grote oppervlakte uit één stuk, kleine hellingsgraad, nabije verkeerswegen, vlotte toegang tot diensten en winkels, nutsvoorzieningen vlot aanlegbaar, geen bijzondere effecten op het landschap, bebouwingslimieten duidelijk begrensd door de N5, achterliggend gebied reeds bebouwd, enz.);

Overwegende dat een bezwaarindieners de topografische en landschappelijke kenmerken van het gemeentelijk overleggebied, de buurt en de bestaande voorzieningen opsomt en dat deze het belang van een ontsluiting van het gebied als woongebied verantwoorden; Overwegende dat een bezwaarindieners onderstreept dat het gemeentelijk overleggebied geen bijzonder belang vertoont op landschappelijk vlak, maar wel een uitzicht biedt op een uiterst waardevol landschapsgebied, waardoor de bebouwing ontegensprekelijk aan belang wint;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners vaststellen dat de Waalse Regering geen rekening houdt met het feit dat het gebied dat zij heeft vastgelegd niet uniform wordt bezet en bijgevolg vragen dat de keuze van de nieuwe bestemmingen verfijnd wordt; dat het van bijzonder veel incoherentie zou getuigen indien men de onbebouwde gronden aan de rand van de "avenue du Trianon" als landbouwgebied zou bestemmen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners van mening zijn dat het effectenonderzoek geen uitsluitel geeft over de vraag of eventuele alternatieven goed werden onderzocht terwijl er bijvoorbeeld op het grondgebied van de gemeenten Eigenbrakel en Lasne gemeentelijke overleggebieden bestaan die a priori bekendstaan als moeilijker te ontsluiten dan het gebied Plancenoit;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners van mening zijn dat men er niet van uit kan gaan dat de keuze van de Waalse Regering rekening houdt met de impact van de nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden op de buurt omdat het uitgekozen gebied ver van die laatste verwijderd is; dat artikel 46, § 1, tweede lid, 3^o, van het Wetboek bijgevolg niet werd nageleefd;

Overwegende dat een bezwaarindieners van mening is dat de omvorming van het gemeentelijk overleggebied tot niet voor bebouwing bestemd gebied in werkelijkheid geen echte compensatie is daar de gemeente Lasne reeds zou hebben megedeeld dat ze er toch niet wilde bebouwen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners van mening zijn dat de redenen die de Waalse Regering ter verantwoording van haar keuze voor het gemeentelijk overleggebied Plancenoit inroept ofwel verkeerd ofwel irrelevant zijn;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners van mening zijn dat het feit dat de gemeenteraad Lasne in 2000 besloot de ontsluiting van het gemeentelijk overleggebied op haar grondgebied te bevroren in het kader van het gemeentelijk structuurplan dat ze uitwerkte niet als beslissend element in beeld komt voor de keuze van het aangewezen gebied daar de optie die een stabiele bevolking beoogde hen vandaag de dag moeilijk na te streven lijkt, rekening houdend met de demografische perspectieven die de recentste onderzoeken bevestigen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners bovendien vaststellen dat het gemeentelijk structuurplan van Lasne de voorkeur verleent aan de ontsluiting van het gebied aangewezen door de Waalse Regering eerder dan aan andere gemeentelijke overleggebieden die in het bijzonder in hetzelfde dorp gelegen zijn; dat blijkt dat de keuze van de Waalse Regering er op het grondgebied van de gemeente Lasne, en in het bijzonder in Plancenoit, ertoe zal leiden dat gebieden in stand gehouden zullen worden waarvan de ontsluiting als minder relevant beschouwd werden in termen van gemeentelijke ruimtelijke ontwikkeling;

Overwegende dat een bezwaarindieners het verkeer vindt te beweren dat de omvorming van het gemeentelijk overleggebied tot niet voor bebouwing bestemd gebied geen negatief effect op het leefmilieu zal hebben daar dat op termijn betekent dat er andere gemeentelijke overleggebieden op termijn ontwikkeld zullen worden die minder interessante karakteristieken vertonen in termen van duurzame ontwikkeling;

Overwegende dat een bezwaarindieners de analyse van de auteur van het onderzoek betwist, met betrekking tot de « decentrale » ligging van het overleggebied, en daarvoor aanvoert, enerzijds, dat het dichtbij het centrum van de agglomeratie Plancenoit ligt en anderzijds dat het gebied ideaal gelegen is in het gebied waarin de weg die onvermijdelijk ooit aangelegd zal worden tussen de N5 en de N27 (en de R0), en die de Waalse Regering oplegt als alternatieve compensatie, volgens de auteur van het onderzoek zijn aantrekkelijkheid zal uitspelen;

Overwegende dat een bezwaarindieners gekant is tegen de bebouwing van het gemeentelijk overleggebied Plancenoit omdat het ver van het dorpscentrum gelegen is, nabij de N5 ligt en geluidshinder voortbrengt, een onaantrekkelijk reliëf vertoont en aan de langszijde van een toeristische kern gelegen is, de site van de veldslag bij Waterloo;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners van mening zijn dat het gebied, gekozen door de Waalse Regering, het gebied is, gelegen op het grondgebied van de gemeente Lasne, die het best in aanmerking komt als toegangsroute voor de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance, eveneens voor zacht vervoer, en dat de ontsluiting ervan bijgevolg een uitstekende zaak zou zijn voor het aanboren van een nieuw treinreizigerspubliek;

Overwegende dat een bezwaarindieners het standpunt van de auteur van het onderzoek betwist, dat de meeste gronden gelegen in de omtrek van het gebied gekozen door de Waalse Regering verwijderd van elke met voorzieningen uitgeruste weg zou liggen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners het feit betwisten dat het gebied gekozen door de Waalse Regering als te dicht bij de N5 gelegen beschouwd wordt als het erop aankomt er woonkernen te ontwikkelen; dat dit argument inderdaad niet afzonderlijk toepasbaar is op het gehele gebied, waar er bijna geheel omsloten gebieden in reeds bewoonde gebieden liggen, en niet stil lijkt te staan bij de voorwaarden waaraan de nieuwe gebieden (overleggebied en gemengde bedrijfsruimten), die gepland worden bij de toekomstige GEN-halte Braine-l'Alliance, blootgesteld zullen worden, in de onmiddellijke nabijheid van wegen die net zo druk zijn als wat op de N5 te waarnemen valt, namelijk de R0, de N27 en de "route de Piraumont";

Overwegende dat een bezwaarindieners zich erover verwondert dat de auteur van het onderzoek niet zegt dat de positieve effecten van de nieuwe verbindingsweg tussen de RN27 (en de R0) en de RN5 op de mobiliteit en de geluidsomgeving van het noordelijk en centrale deel van het gebied te danken zullen zijn aan een mogelijke bebouwing ervan;

Overwegende dat een bezwaarindieners onderstreept dat de drie gemeentelijke overleggebieden gelegen in de gemeente Lasne vóór de gemeente van Plancenoit weerhouden hadden mogen worden t.o.v. de omvang van de moeilijkheden dat het beheer van hun afvalwater zou veroorzaken;

Overwegende dat een bezwaarindieners laat opmerken dat het argument i.v.m. de agronomische kwaliteit van de gronden gelegen in de omtrek van het gemeentelijk overleggebied geen criterium vormt dat zou toelaten om dit gebied bij voorkeur in aanmerking te nemen t.o.v. elk nog niet bebouwd gebied dat dezelfde kwaliteit biedt;

Overwegende dat de bezwaarindieners erop wijzen dat de gronden gelegen nabij de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance van betere kwaliteit zijn op agronomisch vlak dan de gronden gelegen in de omtrek van het gemeentelijk overleggebied gelegen op het grondgebied van de gemeente Lasne om te concluderen dat de compensatie voorgesteld door de Waalse Regering niet evenwichtig is op dat vlak;

Overwegende dat een bezwaarindieners van mening is dat het feit dat het gebied weerhouden door de Waalse Regering een groot exploitatiebare oppervlakte op landbouw vlak vertegenwoordigt, niet voldoende is om ervan uit te gaan dat het hier zou gaan om het enig denkbaar gebied;

Overwegende dat een bezwaarindiener vindt dat de beoordeling van de Waalse regering over de geschiktheid voor teelt van de gronden gelegen in de omtrek van het gemeentelijk overleggebied verkeerd is en hieruit afleidt dat de rechtvaardiging die zij naar voren brengt om het voor landbouw te bestemmen, niet gegrond is;

Overwegende dat een bezwaarindiener erop wijst dat het percentage van grondinname bedoeld in de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening van Lasne niet van toepassing is op de gemeentelijke overleggebieden, wat in de toekomst een beoordelingsmacht geeft wat betreft de dichtheid die toegelaten zou moeten worden in het gebied wanneer het door een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag beschermd zal worden;

Overwegende dat de Commissie van advies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van Lasne voorstelt om het geheel van het gemeentelijk overleggebied niet in landbouwgebied te wijzigen om de stedenbouwkundige ontwikkeling naast de chaussée de Charleroi mogelijk te maken;

Overwegende dat de Commissie van advies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van Lasne voorstelt om de overleggebieden gelegen ten noorden, in het centrum en ten zuiden van Plancenoit van bestemming te veranderen om de vermindering van de landbouwoppervlakte te compenseren daar deze gebieden een niet te verwaarlozen landschappelijk belang bieden alsook een moeilijke bebouwing door het natuurlijk bodemreliëf en de moeilijkheid van toegang;

Overwegende dat de gemeenteraad van Lasne vindt dat het onrechtvaardig en dus ook onaantvaardbaar is dat de eigenaars van Lasne benadeeld worden t.o.v. de eigenaars van Eigenbrakel en de Waalse Regering uitnodigt om de planologische compensatie op het grondgebied van Eigenbrakel te vinden;

Overwegende dat de gemeenteraad van Lasne van mening is dat de uitvoering van het ontwerp-plan strijdig zou zijn met een degelijke ruimtelijke ordening en dus ook nadelig zou zijn voor de gemeente;

Overwegende dat de gemeenteraad van Lasne van mening is dat het gemeentelijk overleggebied over een belangrijk stedenbouwkundig potentieel beschikt, vooral t.o.v. de toekomstige ontwikkeling rond de GEN-halte van Braine l'Alliance, en dat het adequaat zou zijn het niet als landbouwgebied te bestemmen;

Overwegende dat de gemeenteraad van Lasne, ter aanvulling, voorstelt, en enkel indien de compensatie niet geheel of gedeeltelijk in Eigenbrakel gevonden kan worden, om maar een gedeelte van het gemeentelijk overleggebied in landbouwgebied te wijzigen, hetzij een approximatieve oppervlakte van 15,5 ha, en om het in elk geval te behouden langs de chaussée de Charleroi op een diepte van ongeveer 100 m alsook in het noorden en het noordoosten van de avenue du Trianon; elke andere regeling is schadelijk voor de ontwikkeling van de gemeente Lasne;

Overwegende dat de CWEDD een gunstig advies verleent voor de opnemings van het gebied op het gewestplan als planologische compensatie;

Overwegende dat het DGO4 van de Waalse Overheidsdienst van mening is dat de wijziging van het gemeentelijk overleggebied in landbouwgebied het project tot uitbreiding van de beschermde omtrek van de veldslag bij Waterloo niet in gevaar brengt;

Overwegende dat de CRAT akte neemt van de opnemings van een landbouwgebied op het gewestplan, op het grondgebied van de gemeente Lasne, als planologische compensatie;

Overwegende dat de CRAT zich vragen stelt over de keuze van het gebied aangewezen door de Waalse Regering terwijl op het grondgebied van de gemeente Lasne andere gemeentelijk overleggebieden blijven bestaan met een lagere prioriteit;

Overwegende dat de CRAT van mening is dat het gebied gekozen door de Waalse Regering bijzonder goed gelegen is om het westen van het grondgebied van de gemeente Lasne aan te sluiten op de GEN-halte van Braine-l'Alliance met het oog op de aanleg van een nieuwe verbindingsweg tussen de N27 (en deR0) en de N5;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering bepaalt dat de compensatie van de opnemings van nieuwe gemeentelijke overleggebieden op het gewestplan niet bedoeld is bij artikel 46, § 1, tweede lid, 3°, van het CWATUPE en dat zij zich dan ook gericht heeft op de compensatie van de nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden die zij wil laten opnemen in het gewestplan van Nijvel;

Overwegende dat de keuze van de Waalse Regering voor het weerhouden gebied op volgende motiveringen berust :

- gebied bestemd voor bebouwing slecht gelegen t.o.v. de doelstelling om het grondgebied te structureren door te steunen op bestaande polen (SDER);
- optie van het gemeentelijk structuurplan van Lasne om de bevolking te handhaven op 13 500 inwoners, wat de behoefte aan nieuwe woningen inperkt;
- orde van voorrang voor de ontsluiting van het gebied in het gemeentelijk structuurplan;
- landschappelijke waarde van het gebied;
- voordeel om de toekomstige bewoners te beschermen tegen de geluidshinder van de N5;
- voordeel doordat er tussen de bebouwde kernen een waardevolle groene overgang wordt aangelegd;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan beslist door de Waalse Regering de opnemings beoogt van gebieden waarvan de impact, de belangen of de effecten van gewestelijke aard zijn vermits zij de doelstelling nastreven om de ontwikkeling van het GEN te begeleiden dat een belangrijk project is in termen van beheer van de mobiliteit voor de provincie Waals-Brabant; dat de compensatie van de nieuwe gebieden die zij voor bebouwing bestemt (het geplande woongebied in het noordwestelijk kwadrant en de geplande gemengde bedrijfsruimte in het zuidoostelijk kwadrant) op schaal van het gewestplan kan worden georganiseerd en niet noodzakelijk tot het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel moet worden beperkt;

Overwegende dat artikel 46, § 1, tweede lid, 3°, van het CWATUPE twee voorwaarden bepaalt voor de keuze van de compensaties (het evenredigheidsbeginsel naleven en rekening houden, o.a., met de impact van het nieuw voor bebouwing bestemde gebied op de buurt) maar geen methode bepaalt voor de keuze van de compensaties;

Overwegende dat de niet-naleving van het "nabijheidsbeginsel" van de compensatie aangehaald door bepaalde bezwaarindieners om de keuze van de Waalse Regering te bekritisieren niet als dusdanig bestaat in het CWATUPE; dat artikel 46, § 1, tweede lid, 3°, van het CWATUPE bepaalt dat "de compensatie meer bepaald moet rekening houden met de impact van het nieuw voor bebouwing bestemde gebied op de buurt"; dat dit betekent dat als de keuze van de compensatie de impact van het nieuw bebouwingspotentieel op de buurt niet uit het oog mag verliezen, er niet kan afgeleid worden dat ze uitsluitend bestemd is om laatstgenoemde te compenseren, noch dat ze noodzakelijk moet gelegen zijn in de buurt van het nieuw voor bebouwing bestemde gebied;

Overwegende dat de Waalse Regering via de herziening van het gewestplan Nijvel ondernomen heeft om een grondgebruik te promoten dat minder verplaatsingen met personenwagens teweegbrengt in Waals-Brabant door de vestiging van woningen en ondernemingen te bevorderen in de nabijheid van de toekomstige GEN-halte van Braine l'Alliance; dat het dan ook in strijd zou zijn met deze doelstelling om als planologische compensatie de wijziging voor te stellen van niet-bezette gebieden die voor bebouwing bestemd zijn of van niet-uitgevoerde gemeentelijke overleggebieden die over een "potentieel" van overschakeling op het spoorverkeer beschikken door hun ligging in de nabijheid van lijn 124;

Overwegende dat het om die reden is dat de Waalse Regering het gemeentelijk overleggebied van Plancenoit voorgesteld heeft dat het eerste gebied met grote oppervlakte is, gelegen aan de rand van de bij de gewestplanherziening betrokken gebieden waarvan de bebouwing in strijd zou zijn met de doelstellingen die zij nastreeft daar het gebied ontegensprekelijk gelegen is buiten de omtrekken waarin men zich eventueel in "zachte modus" kan begeven naar de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance;

Overwegende dat de Waalse Regering op die manier de schrapping van een "bebouwingspotentieel" beoogd heeft die in strijd geweest zou zijn met de doelstellingen die zij nastreeft indien het voor woonkernen of economische activiteit was ontsloten, ongeacht het nagestreefde doel;

Overwegende dat door de beslissing van de gemeentelijke overheid om het gebied niet te ontsluiten, de kwaliteit van gemeentelijk overleggebied aan dit gebied niet ontnomen wordt; dat het dus kan worden voorgesteld als compensatie van de opneming van elk nieuw gebied bestemd voor bebouwing in het gewestplan;

Overwegende dat de Waalse Regering bovendien onderstreept dat de paar bestaande activiteiten die zich ontwikkeld hebben in de gebouwen en die in het gemeentelijk overleggebied bestonden een zeer geringe oppervlakte bezetten die niet toelaat om het niet-bebouwd karakter ervan aan de kaak te stellen

Overwegende dat de Waalse Regering daarentegen erop wijst dat het niet tegenstrijdig is om, enerzijds, de schrapping van het gemeentelijk overleggebied van Plancenoit in het gewestplan voor te stellen en om, anderzijds, rekening te houden met de bevolking die in de dorpen gelegen ten oosten van dit gebied woont om het potentieel van de toekomstige gebruikers van de GEN-halte van Braine-l'Alliance te beoordelen; dat het inderdaad gerechtvaardigd is om de effecten van een bestaande toestand op het potentiële cliënteel van het GEN te evalueren en om anderzijds te beoordelen dat het in strijd zou zijn met de doelstelling dat de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van de toekomstige GEN-halte van Braine l'Alliance beoogt door nieuwe gebieden te ontwikkelen waarvan de bewoners noodzakelijkerwijs de auto zouden moeten gebruiken om zich naar de halte te begeven gelet op de afstand;

Overwegende dat de planologische compensatie dat de Waalse Regering voorstelt als gevolg zal hebben om een gedeelte van het autoverkeer naar de GEN-halte van Braine l'Alliance te verminderen indien ze bijvoorbeeld voor het woongebied ontsloten zou zijn; dat ze een positieve impact zal hebben op de buurt van laatstgenoemde en dat ze bovenop de mogelijkheid zal bieden om de druk inzake verkeersmobiliteit te verminderen op het grondgebruik in het gewestplan Nijvel;

Overwegende dat de Waalse Regering erop wijst dat de geschiktheid van de gronden gelegen in de omtrek van het gemeentelijk overleggebied om al dan niet bebouwd te worden weinig belang heeft wat de bepaling van hun bestemming betreft; dat dit aspect niet voorkomt onder de criteria vermeld in artikel 33, § 1, van het CWATUPE; dat de bezwaarindieners de topografische en landschappelijke kenmerken van de betrokken gronden dus niet kunnen laten gelden en dat ze zich ook niet kunnen beroepen op bestaande activiteiten om hun ontsluiting te rechtvaardigen;

Overwegende dat criteria zoals de bebouwingskosten of de behoeften van de gemeenten daarentegen in aanmerking komen; dat het effectonderzoek in dit opzicht informatiegegevens heeft opgeleverd die ongunstig zijn voor de bebouwing van het gebied zoals de moeilijkheden inzake zuivering of de opties van het gemeentelijk structuurplan;

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat het gemeentelijk overleggebied geen potentieel vormt dat a priori in de toekomst bebouwd moet worden maar een gebied dat elke bestemming moet krijgen, ongeacht of het gaat om de gebieden bestemd voor bebouwing, met uitzondering evenwel van de industriële bedrijfsruimte en het ontginningsgebied, of om niet-bebouwingsgebieden; dat niemand zich kan beroepen op één of ander recht om daar te bouwen, zelfs in de toekomst;

Overwegende dat de Waalse Regering er ook aan herinnert dat de rechtsgrond waarop de stedenbouwkundige vergunningen kunnen worden verstrekt in afwijking van het gewestplan dezelfde is, ongeacht of het goed gelegen is in een gemeentelijk overleggebied of een landbouwgebied; dat de wijziging van het gemeentelijk overleggebied van Plancenoit in een landbouwgebied dus geen impact heeft op dit aspect behalve voor de landbouwactiviteit die zich dan zal kunnen ontwikkelen zonder afwijking daar ze op die manier zal overeenstemmen met de bestemming van het gebied;

Overwegende dat het voorwerp van de compensatie erin bestaat om het evenwicht dat in het gewestplan bestaat tussen bebouwingsgebieden en niet-bebouwingsgebieden in stand te houden; dat het CWATUPE niet oplegt om aan het gewestplan een potentieel terug te geven dat gelijkwaardig is inzake grondbestemming aan het potentieel dat geschrapt wordt; dat de Waalse Regering hier evenwel de optie weerhoudt om de effecten van de nieuwe gebieden op de landbouwactiviteit te verminderen door de beslissing te nemen om de landbouwgebieden die zij van plan is om te bebouwen te compenseren door de opneming van een nieuw landbouwgebied op het gewestplan;

Overwegende dat de Waalse Regering er niettemin op wijst dat de auteur van het onderzoek vindt dat de agronomische kwaliteit van de gronden gelegen in de omtrek van het gemeentelijk overleggebied gelegen op het grondgebied van de gemeente Lasne van betere kwaliteit is dan de agronomische kwaliteit van de nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden die zij wil laten opnemen in het gewestplan van Nijvel, wat haar de gelegenheid geeft om te bevestigen dat de herziening van het gewestplan dat ze heeft opgestart beperkte gevolgen zal hebben op het landbouwgebied;

Overwegende dat de optie om het gemeentelijk overleggebied te wijzigen in een landbouwgebied de heersende activiteit op de betrokken gronden bevestigt; dat het hier bovendien gaat om de meest geschikte activiteit voor de bebouwde en niet-bebouwde omgeving, onder de toelaatbare activiteiten in de niet-bebouwingsgebieden, rekening houdend met zijn kenmerken die bestaan uit bewoonde gebieden omringd door wijde bewerkte vlaktes;

Overwegende dat de Waalse Regering er ook aan herinnert dat men het argument van bestaande activiteiten in de gemeentelijk overleggebieden niet kan gebruiken om te rechtvaardigen dat er rekening moet gehouden worden met hun ontwikkelingsbehoeften in het nieuwe gebied, enerzijds, omdat ze reeds uitgeoefend worden in afwijking van het gewestplan en anderzijds, omdat het in strijd zou zijn met de doelstellingen die zij nastreeft om de vestiging van activiteiten die een druk spoorverkeer in de hand werken te bevorderen in de omgeving van de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance;

Overwegende dat de voornaamste functie van een gemeentelijk overleggebied erin bestaat om een niet bestemde reserve aan grondgebied te vormen die kan gebruikt worden door de overheid om aan de behoeften van de gemeenschap te voldoen wanneer zij dit nodig acht;

Overwegende dat de Waalse Regering erop wijst, wat betreft het onrealistisch karakter van de optie van de gemeentelijke overheid van Lasne om de gemeentelijke overleggebieden gelegen op het gemeentelijk grondgebied niet te ontsluiten, met name, als men de evolutie van de demografie in Wallonië bekijkt, dat zij evenwel in overeenstemming blijft met de beginselen van het CWATUPE dat zij de manier waarop zij het gemeentelijk grondgebied willen ontwikkelen, kunnen oriënteren;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de wijziging van het gemeentelijk overleggebied van Plancenoit in een landbouwgebied geen noemenswaardige negatieve effecten tot gevolg zullen hebben op de andere gemeentelijke overleggebieden van de gemeente Lasne; dat men dan ook niet moet vrezen dat ze hun ontsluiting sneller tot gevolg zal hebben, meer bepaald wegens de gemeentelijke wil om ze niet te ontsluiten en wegens het bestaan van belangrijke beschikbare grondreserves;

Overwegende dat de Waalse Regering erop wijst dat er geen tegenstrijdigheid bestaat voor haar om argumenten te halen uit de bepalingen van het gemeentelijk structuurplan van Lasne daar het de doestellingen dient die ze nastreeft; dat het echter overeenstemt met haar beleid om nieuwe bewoners te verwelkomen in de nabijheid van een ontwikkeld spooraanbod eerder dan in verstedelijkte gebieden die uitsluitend met de wagen bereikbaar zijn;

Overwegende dat de Waalse Regering bepaalt dat de orde van voorrang voor de ontsluiting van de gemeentelijke overleggebieden die in het gemeentelijk structuurplan van Lasne voorkomen, uitsluitend gegrond is op de landschappelijke waarde van de betrokken gebieden; dat het zeer simplistisch is om te beweren dat de wijziging van het gemeentelijk overleggebied van Plancenoit als gevolg zal hebben om op het grondgebied van de gemeente Lasne en, in het bijzonder, in Plancenoit, gebieden in stand te houden waarvan de ontsluiting minder relevant werd geacht in termen van gemeentelijke ruimtelijke ontwikkeling; dat er bijvoorbeeld opgemerkt moet worden dat de ontsluiting van laatstgenoemden zeker zou bijdragen tot het verdichten van de bebouwing in de buurt van het bestaande agglomeratiegebied en tot een sterkere profilering van het centrale karakter van het dorp van Plancenoit;

Overwegende dat de Waalse Regering evenwel beslist om de alternatieve te weerhouden die vermeld is in het advies van de gemeenteraad van Lasne dat het gemeentelijk overleggebied handhaaft in de bestaande enclave die nu in het noorden en het noordoosten van de avenue Trianon gelegen is; dat het hier gaat om het gemeentelijk overleggebied dat het dichtst bij het centrum van het dorp Plancenoit gelegen is en dat waarschijnlijk het best gelegen is om zijn structuur te versterken in het geval dat de gemeentelijke overheid tot zijn ontsluiting zou overgaan;

Overwegende dat het landbouwgebied in deze gedaante een oppervlakte van 33,6 ha bevat;

Alternatieve compensatie - verbindingsweg

Bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat een bezwaarindienaar vindt dat de alternatieve compensatie opgelegd door de Waalse Regering de nadelen dat de omwonenden van de nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden zullen moeten ondergaan niet rechtstreeks zal compenseren;

Overwegende dat een bezwaarindienaar van mening is dat men de milieugevolgen van de alternatieve compensatie niet ernstig kan evalueren wegens het feit dat men zijn tracé niet kent;

Overwegende dat de bezwaarindieners vinden dat het geplande tracé van de nieuwe verbindingsweg tussen de N27 (en de R0) en de N5 in het planontwerp opgenomen had moeten worden;

Overwegende dat bezwaarindieners betreuren dat het planontwerp geen gevolg geeft aan de optie van het gemeentelijk structuurplan van Eigenbrakel dat van mening is dat de wegverbinding tussen de N27 (en de R0) en de N5 een structurerende as vormt op regionale schaal en dus voorstelt om deze verbinding in het gewestplan op te nemen;

Overwegende dat bezwaarindieners vinden dat de verbindingsweg opgelegd door de Waalse Regering alle kenmerken van een weg vertoont die tot het net van hoofdwegen behoort in de zin van artikel 23 van het CWATUPE en dat hij in dit geval in het gewestplan opgenomen zou moeten worden wat niet het geval is;

Overwegende dat de bezwaarindieners vinden dat er uit deze elementen blijkt dat het project indruist tegen het gemeentelijk structuurplan van Eigenbrakel;

Overwegende dat de bezwaarindieners vragen om elke mogelijkheid te onderzoeken die zoveel mogelijk landbouwgrond zal beschermen en een bijkomende verkaveling van het grondgebied zal voorkomen;

Overwegende dat de bezwaarindieners voorstellen om de mogelijkheid te onderzoeken om de nieuwe verbindingsweg op de grondslag van de Chemin de la Maison du Roi aan te leggen; deze alternatieve zou als logisch gevolg hebben dat de personen die zich naar de GEN-halte van Braine-l'Alliance willen begeven de N27 zouden moeten gebruiken met een rechtstreekse toegang tot de R0 (zonder de N27 te moeten oversteken), of tot de avenue Allard, voor diegene die zich naar het station van Eigenbrakel willen begeven;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners de haalbaarheid en het wettelijk karakter van de alternatieve compensatie betwisten;

Overwegende dat bezwaarindieners vinden dat er uit het effectonderzoek blijkt dat de doelstelling van de alternatieve compensatie niet uitsluitend voorziet in de compensatie van de opnemings van de nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden in het gewestplan daar zij vooral :

- één element vormt van het project daar zij de toegankelijkheid tot de GEN-halte die nog niet bestaat, verbetert, maar ook tot het geheel van de voor bebouwing bestemde gebieden die aldus aangelegd worden; m.a.w., deze nieuwe verbindingsweg maakt volledig deel uit van het project omdat hij noodzakelijk met zijn uitvoering verbonden is;

- een compensatie vormt voor de sluiting van de route du Lion (N5f) die niet het voorwerp uitmaakt van deze gewestplanherziening; de nieuwe verbindingsweg is geen compensatie voor de effecten van het plan-ontwerp op het milieu, maar wel voor een ander project;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners vinden dat de gebruikers van de N5 en de N25 zullen kunnen genieten van de alternatieve compensatie omdat ze, volgens het effectonderzoek, Eigenbrakel beter zullen kunnen bereiken; dat, in dit opzicht, de compensatie niet voldoet aan de voorwaarde vermeld in artikel 46, § 1, tweede lid, 3°, van het CWATUPE, namelijk, rekening houden "met de impact van het bebouwingsgebied op de buurt";

Overwegende dat bezwaarindieners vinden dat de alternatieve compensatie opgelegd door de Waalse Regering in veel te algemene en onnauwkeurige termen wordt geformuleerd in het besluit tot voorlopige aanneming van het ontwerp-plan;

Overwegende dat bezwaarindieners vinden dat een eventuele uitvoering in fases van de alternatieve compensatie de Waalse Regering niet vrijstelt van de opdracht om de aard, de draagwijdte en de juiste ligging van de compensatie te bepalen;

Overwegende dat bezwaarindieners vinden dat de motivering van het besluit tot voorlopige aanneming van het ontwerp-plan de elementen bevat die aantonen dat de bepaling van het juiste tracé van de verbindingsweg afhankelijk is van toekomstige en onzekere elementen zoals het project tot uitbreiding van de site van de veldslag bij Waterloo;

Overwegende dat bezwaarindieners vinden dat de alternatieve compensatie niet nauwkeurig genoeg is (het gebied van potentiële tracés is veel te breed) en dat de Waalse Regering niet over alle elementen beschikt die noodzakelijk zijn om een beslissing te nemen in de huidige stand van zaken;

Overwegende dat bezwaarindieners vinden dat sommige fragmenten van het effectonderzoek aantonen dat de effecten op het milieu van de weg opgelegd door de Waalse Regering niet volledig werden geëvalueerd wegens de aanwezigheid van een aantal onbekende factoren op zijn tracé;

Overwegende dat bezwaarindieners erop wijzen dat de conclusies van het effectonderzoek over de effecten van de weg op het landschap dubbelzinnig zijn daar zij alleen maar rekening houden met de hypothese waarbij de grondslag van de Chemin de la Maison du Roi gebruikt zou worden;

Overwegende dat bezwaarindieners erop wijzen dat de alternatieve compensatie belangrijke effecten zal hebben op de landbouwactiviteit (verkaveling van de gronden);

Overwegende dat bezwaarindieners vinden dat het moeilijk is om het gebruik van het GEN aan te moedigen zonder een verkeersweg tussen de N5 en de Parc de l'Alliance aan te leggen die de toegang tot de toekomstige GEN-halte zou vergemakkelijken en dat laatstgenoemde een positief effect zal hebben op verschillende wegen die vandaag door autobestuurders worden gebruikt die aan de verkeersopstoppingen op de N5 willen ontsnappen;

Overwegende dat bezwaarindieners vinden dat de weg opgelegd door de Waalse Regering niet als een geldige compensatie mag worden beschouwd voor zover zijn tracé nog onbekend is en dat, bovendien, deze weg eerder moet beschouwd worden als een gevolg van de sluiting voor het verkeer van de route du Lion in het kader van het project tot valorisatie van de site van de veldslag bij Waterloo;

Overwegende dat de gemeenteraad van Lasne van mening is dat het niet bewezen is dat de verbindingsweg een positief effect zal hebben op het grondgebied van de gemeente Lasne;

Overwegende dat de gemeenteraad van Lasne de Waalse Regering verzoekt om betrokken te worden bij de keuze van het tracé van de nieuwe verbindingsweg die de chaussée de Charleroi (N5) verbindt met de route de Piraumont;

Overwegende dat de CWEDD een ongunstig advies uitbrengt m.b.t. de alternatieve compensatie opgelegd door de Waalse Regering die een bijkomende, niet gecompenseerde bebouwing voorziet in een landbouwgebied;

Overwegende dat het DGO4 van de Waalse Overheidsdienst zich niet uitspreekt over de alternatieve compensatie opgelegd door de Waalse Regering omdat het niet over de noodzakelijke informatie beschikt maar vindt dat het schadelijk zou zijn dat de nieuwe verbindingsweg de uitbreiding van de beschermde omtrek van de site van de veldslag bij Waterloo zou doorkruisen;

Overwegende dat de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen zich niet verzet tegen het ontwerp-plan aangezien de betrokken gebieden buiten de beschermde site van de veldslag bij Waterloo gelegen zijn; ze dringt er echter op aan dat de Directie Archeologie van het DGO4 van de Waalse Overheidsdienst geraadpleegd zou worden vóór elke bebouwing van een nieuw gebied;

Overwegende dat de CRAT een gunstig advies verleent voor de aanleg van een nieuw verbindingstuk tussen de N27 (en de R0) en de N5 als alternatieve compensatie in termen van mobiliteit;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat de alternatieve compensatie dat zij oplegt haar oorsprong vindt in de toepassing van het evenredigheidsbeginsel vermeld in artikel 46, § 1, tweede alinea, 3°, van het CWATUPE omdat er een tekort van ongeveer 20 ha blijft bestaan tussen de oppervlakte gedekt door de nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden en de oppervlakte van de voor bebouwing bestemde gebieden en de gemeentelijke overleggebieden waarvoor ze voorstelt om die in niet-bebouwingsgebieden te wijzigen;

Overwegende dat de Waalse Regering niet verplicht is om alle potentialiteiten van de planologische compensatie te gebruiken om een alternatieve compensatie te bepalen en op te leggen en, dat zij kan beslissen om de ontsluiting van het "bebouwingspotentieel" van de bestaande gebieden te moduleren om de effecten ervan op operationeel, milieu, energetisch en mobiliteitsvlak te beperken bij gebrek aan schrapping in het gewestplan van een "bebouwingspotentieel" dat gelijk is in oppervlakte aan het potentieel dat zij van plan is om erin op te nemen;

Overwegende dat als er in het gewestplan geen nieuwe ligging aan de activiteiten kan gegeven worden om de verkeersmobiliteit beter te beheersen, de Waalse Regering ook kan handelen door de verhouding tussen de vraag inzake mobiliteit in het algemeen en het sporaanbod in het bijzonder te verbeteren; dat de komst van een nieuwe dienst zoals het GEN de gelegenheid moet bieden om de ligging van nieuwe activiteiten in het gewestplan te bekijken maar ook om de vraag inzake mobiliteit te heroriënteren naar het nieuwe aanbod; dat beide initiatieven mekaar aanvullen;

Overwegende dat de oriëntatie van de vraag inzake mobiliteit uitgaande van de bestaande gebieden bestemd voor bebouwing naar de grote verkeersinfrastructuren, het spoor in het bijzonder, hun mobiliteitsprofiel wijzigt en de effecten van hun ontsluiting op de mobiliteit in het algemeen verzacht; dat de nieuwe verbindingsweg op die manier een alternatieve compensatie vormt voor de opnemings van nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden in het gewestplan, in de nabijheid van de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance;

Overwegende dat de ontwikkeling van nieuwe infrastructuren die de overschakeling van de wagen naar het openbaar vervoer vergemakkelijkt één van de maatregelen van het "Lucht/Klimaat" plan vormt; dat deze maatregel naast de positieve effecten van de nieuwe verbindingsweg op het beheer van de mobiliteit in het gewestplan, ook een onbetwistbaar effect zal hebben op de lucht en het klimaat en dus op het milieu;

Overwegende dat door de toegang te vergemakkelijken tot de toekomstige GEN halte van Braine-l'Alliance en tot het station van Eigenbrakel waarvan één gelegen is aan de kruising met twee belangrijke verkeersinfrastructuren die in het gewestplan zijn opgenomen, de nieuwe verbindingsweg, enerzijds, tot gevolg zal hebben om de ruimtelijke structuur omschreven door het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan te versterken en, anderzijds, om de gevolgen van de ontsluiting van de gebieden opgenomen in het gewestplan inzake verkeersmobiliteit te verminderen, wat een positief effect zal hebben op de bevolking van Lillois en op de toeristische site van de veldslag bij Waterloo wegens de vermindering van het autoverkeer op de N5, de N5f en de N27; dat de alternatieve compensatie omschreven door de Waalse Regering wel in de lijn ligt van de gepaste schaal;

Overwegende dat de verbindingsweg opgelegd door de Waalse Regering ook niet onder een inrichtingsmaatregel en ook niet onder een stedenbouwkundige last valt;

Overwegende dat er niet kan worden beweerd dat de nieuwe verbindingsweg een gevolg zou zijn van de sluiting voor het verkeer van de route du Lion in het kader van het project tot valorisatie van de site van de veldslag bij Waterloo; dat de Waalse Regering zich tegen de sluiting van de route du Lion verzet heeft zolang de nieuwe verbindingsweg niet uitgevoerd zou zijn;

Overwegende dat het feit dat de nieuwe verbindingsweg zou bijdragen tot het halen van de doelstellingen die de Waalse Regering zich tot doel gesteld heeft (of volledig deel uitmaakt van het project volgens bepaalde bezwaarindieners), niets te maken heeft met haar hoedanigheid om de nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden te compenseren die zij wil laten opnemen in het gewestplan van Nijvel; dat het van belang is om te beoordelen in welke mate deze weg een aanvaardbaar alternatief zou vormen t.o.v. de criteria omschreven door artikel 46, § 1, tweede lid,

3°, van het CWATUPE voor de schrapping van een bebouwingspotentieel dat gelijk is aan het potentieel die men wil laten opnemen in het gewestplan; dat dit het geval is, volgens de auteur van het onderzoek, daar hij de mogelijkheid zal bieden om het wegverkeer in goede banen te leiden en om de impact te voorkomen van zijn spreiding over de wijken die door autobestuurders worden doorkruist die zich naar de GEN-halte van Braine l'Alliance of naar het station van Eigenbrakel willen begeven;

Overwegende dat de Waalse Regering hier verduidelijkt dat haar beslissing om het project van het tracé van de nieuwe verbindingsweg in het gewestplan niet op te nemen, niet beïnvloed is door de wil om hem in fases uit te voeren of om de uitvoering ervan uit te stellen, zoals bepaalde bezwaarindieners beweren, maar wel omdat zij het voorbarig vindt om zich over deze kwestie uit te spreken; dat deze optie de mogelijkheid om deze weg te bouwen geenszins uitsluit;

Overwegende dat noch het tracé, noch de technische kenmerken van de nieuwe verbindingsweg, gekend moeten zijn in het stadium van de herziening van het gewestplan; dat de alternatieve compensatie op schaal van het gewestplan omschreven is en dus geen nauwkeurigheid moet vertonen die gelijk is aan de nauwkeurigheid die vereist is om het plan te ontsluiten zoals dit het geval is met een stedenbouwkundige vergunning; dat het om deze reden is, dat de Waalse Regering alleen maar zijn oorsprong en zijn bestemming bepaalt;

Overwegende dat de Waalse Regering erop wijst dat hetzelfde geldt voor het effectonderzoek dat de compensaties voorgesteld door de Regering moet analyseren op schaal van het gewestplan; dat het niveau van de vereiste details op deze schaal niet dezelfde is als het niveau dat voor een stedenbouwkundige vergunning vereist is;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de alternatieve compensatie weerhouden door de Waalse Regering heeft gevalideerd niet alleen wat het doel betreft maar ook wat de haalbaarheid betreft op technisch en milieu vlak; dat er geen concrete redenen zijn om te twijfelen dat de "strook" waarin de nieuwe verbindingsweg aangelegd zou moeten worden niet op een gelijkvormige manier geanalyseerd zou zijn;

Overwegende dat hoewel hij het uitbreidingsproject van de beschermde site van de veldslag bij Waterloo niet heeft kunnen raadplegen, de auteur van het onderzoek een voldoende brede "strook" heeft onderzocht om beide projecten gelijktijdig te laten bestaan;

Overwegende dat zijn onderzoek geenszins toegeeft, wat betreft het veld van de geanalyseerde milieuc componenten, aan het onderzoek dat uitgevoerd zou moeten worden voor de opnemings in het gewestplan van het geplande tracé en van de reserveringsomtrek van een belangrijke verkeersinfrastructuur, dat het bijzonder onjuist is om te beweren dat het een tracé zou bevoorstellen dat gebruik zou maken van de chemin de la maison du Roi; dat het in dit opzicht vollediger is daar het een breder gebied dekt;

Overwegende dat er uit het effectonderzoek blijkt dat er verschillende tracé-opties in aanmerking komen die gelijkwaardige effecten hebben op het milieu; dat de Waalse Regering geen beslissing mag nemen wat de verschillende initiatieven betreft die door de bezwaarindieners worden voorgesteld op het niveau van het gewestplan;

Overwegende dat de Waalse Regering eraan herinnert dat de auteur van het onderzoek vindt dat de nieuwe verbindingsweg een verlies van 4 ha van goede landbouwgrond zal veroorzaken en dat de gevolgen ervan op de economische leefbaarheid van het bedrijf dat het meest getroffen wordt door de impact marginaal zal blijven (-3% landbouwoppervlakte) wegens het feit dat het opgenomen is in de klasse van de bedrijven met een oppervlakte van meer dan 80 ha;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek er ook op wijst dat de landbouwbedrijven gelegen in het oosten, langs de N5, het meest getroffen zullen worden door een eventuele vermindering van hun oppervlaktes wegens het feit dat de meeste worden opgenomen in de klasse van de bedrijven met een oppervlakte van minder dan 50 ha; dat er ook een bijzondere aandacht moet uitgaan naar de bedrijven 2 en 5, van minder dan 30 ha, waarvoor de aanleg van de verbindingsweg een verdeling van sommige landbouwpercelen zal teweegbrengen;

Overwegende dat de eventuele verkaveling van de landbouwbedrijven echter beperkt of gecompenseerd kan worden door grondenruilen die de teelten kunnen optimaliseren;

Overwegende dat de Waalse Regering voor het overige vaststelt dat de nieuwe verbindingsweg de toegang tot de landbouwgronden zal vergemakkelijken;

Overwegende dat de Waalse Regering bepaalt, in antwoord op de opmerking van de CWEDD, dat artikel 46, § 1, tweede lid, 3°, van het CWATUPE alleen maar de compensatie van de opnemings van een nieuw voor bebouwing bestemd gebied in het gewestplan beoogt; dat de maatregelen die aangewend moeten worden om de eventuele negatieve gevolgen van de nieuwe verbindingsweg op het milieu te voorkomen, beperken of compenseren, in het kader van de behandeling van de stedenbouwkundige vergunning onderzocht zullen moeten worden;

Overwegende dat de Waalse Regering tenslotte onderstreept dat de ontsluiting van de alternatieve compensatie niet aan een derde overgelaten zal worden daar zij de opdrachtgever zal zijn en dat zij de voorwaarden zal moeten bepalen;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen de alternatieve compensatie bevestigt die zij in termen van mobiliteit heeft bepaald;

Overwegende dat door rekening te houden met de positieve en gebundelde effecten op het milieu van de overschakeling op het spoorverkeer, de concentratie van de activiteiten in de omgeving van de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance, de inneming van de bodem met een hoge dichtheidsstandaard van de woningen en met de voorgestelde compensaties, de Waalse Regering tot slot van mening is dat ze de nieuwe voor bebouwing bestemde gebieden die zij in het gewestplan van Nijvel opneemt, compenseert, en dat ze het evenredigheidsbeginsel vermeld in artikel 46 van het CWATUPE naleeft;

Archeologische evaluatie

Bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat de KCMLLO erop aandringt dat de archeologische dienst van het Operationeel directoraat n° 4 van de Waalse Overheidsdienst geraadpleegd zou worden vóór elke bebouwing van een nieuw gebied zodat zij kunnen nagaan of er archeologische overblijfselen aanwezig zijn en in voorkomend geval opgravingen kunnen uitvoeren;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Directie Archeologie van het Operationeel Directoraat-generaal n° 4 van de Waalse Overheidsdienst de aanwezigheid van verschillende gebieden heeft bevestigd die archeologische overblijfselen zouden kunnen bevatten in het referentiegebied;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek aanbeveelt om deze dienst te raadplegen vóór de bebouwing van elk nieuw gebied zodat hij zou kunnen nagaan of er eventuele archeologische overblijfselen aanwezig zijn en in voorkomend geval beslissen om opgravingen uit te voeren;

Overwegende dat de Waalse Regering beslist gevolg te geven aan de vraag van de KCMLO en ook oplegt om een archeologische evaluatie uit te voeren vóór de ontsluiting van de nieuwe gebieden;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Besluit :

Artikel 1. De herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) wordt definitief aangenomen overeenkomstig de kaart als bijlage bij dit besluit, met het oog op :

- de opnemings van :

* een woongebied op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;

* twee woongebieden in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt met “*S.48” (op het plan), op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;

* een gemengde bedrijfsruimte, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt met *S.49” (op het plan), op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;

* twee gemengde overleggebieden, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt met “*S.48” (op het plan), op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;

* een groengebied op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;

* een parkgebied op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;

- de schrapping van :

* het tracé en de reserveringsomtrek van de beoogde weg tussen de “chaussée d’Ophain” en de “chaussée de Tubize” op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;

* het tracé van de bestaande weg tussen spoorlijn nr. 124 en de kruising met de “chaussée d’Ophain” op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;

en als planologische compensatie :

- de opnemings van :

* een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Lasne.

Art. 2. Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt “*S.48”, is van toepassing op twee van de woongebieden en het gemeentelijk overleggebied opgenomen op het plan bij dit besluit : “De dichtheid van woningen in de woonruimtes bedraagt minstens 80 woningen per hectare, met uitsluiting van de openbare ruimtes (wegen en groengebieden).”.

Art. 3. Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt “*S.49”, is van toepassing op de gemengde bedrijfsruimte opgenomen op het plan bij dit besluit : “De gemengde bedrijfsruimte is bedoeld voor dienstverlening in een straal van 350 m rond de toegang tot de GEN-halte van Braine-l’Alliance en voor het overige alle activiteiten toegelaten bij artikel 30 van het Wetboek. De kleine opslagplaatsen die geen verband houden met die activiteiten worden er niet toegelaten. Het parkeren wordt verboden op het openbaar domein en het parkeeraanbod wordt beperkt op de privaatieve gedeelten.”.

Art. 4. De aanleg, op een nader te bepalen wijze, van een nieuw verbindingsstuk tussen de N27 (en de R0) en de N5 buiten de site die beschermd is bij de wet van 26 maart 1914 wordt als alternatieve mobiliteitscompensatie opgelegd.

Art. 5. Er wordt een archeologische evaluatie uitgevoerd vóór de ontsluiting van de nieuwe gebieden. Het tijdschema voor de werkzaamheden betreffende de archeologische evaluatie wordt in overleg met de Directie Archeologie van de Waalse Overheidsdienst opgesteld naar gelang van de beschikbaarheid van de betrokken terreinen.

Art. 6. De milieuverklaring opgemaakt door de Waalse Regering op grond van artikel 44 van het Wetboek wordt als bijlage bij dit besluit gevoegd.

Art. 7. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 september 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 1

Milieubeleidsverklaring betreffende de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van de toekomstige GEN-halte van Braine-l’Alliance

I. Inleiding

Deze milieubeleidsverklaring wordt vereist krachtens artikel 44, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (hierna het “Wetboek”).

Ze is gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering waarbij de herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) definitief wordt aangenomen met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van de toekomstige GEN-halte van Braine-l’Alliance. Ze wordt samen met dat besluit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze milieubeleidsverklaring is een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in de herziening van het gewestplan en waarop het milieueffectonderzoek, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in overweging werden genomen.

Ze is ook een samenvatting van de redenen voor de keuzes van de herziening van het gewestplan, rekening houdende met de andere in het vooruitzicht gestelde redelijke oplossingen.

Daar deze milieubeleidsverklaring hypothetisch gesproken een samenvatting is, zij voor de details verwezen naar de tekst van het besluit van de Waalse Regering.

Voor een goede leesbaarheid werd deze milieubeleidsverklaring opgedeeld in drie hoofdstukken : het eerste hoofdstuk gaat over de inhoud van de herziening van het gewestplan, het tweede gaat in op de chronologie ervan en het derde op de milieuoverwegingen.

II. Doel van de herziening van het gewestplan

De herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) wordt onderworpen aan de procedure waarin de artikelen 42 tot 44 van het CWATUPE voorzien.

Met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance slaat de herziening van het gewestplan op :

- de opnemings van :

* een woongebied op het grondgebied van Eigenbrakel;

* twee woongebieden, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt met (op het plan), op het grondgebied van Eigenbrakel;

een gemengde bedrijfsruimte, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt met « *S.49 » (op het plan), op het grondgebied van Eigenbrakel;

een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt met (op het plan), op het grondgebied van Eigenbrakel;

een groengebied op het grondgebied van Eigenbrakel;

een parkgebied op het grondgebied van Eigenbrakel;

- de schrapping van :

* het tracé en de reserveringsomtrek van de geplande weg tussen de “chaussée d'Ophain” en de “chaussée de Tubize”;

* het tracé van de bestaande weg tussen spoorlijn nr. 124 en de kruising met de “chaussée d'Ophain”;

- de opnemings van :

een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Lasne, als planologische compensatie.

Bij wijze van alternatieve compensatie legt de Waalse Regering hetgeen volgt op :

op mobiliteitsvlak :

- de bouw van een nieuwe verbindingsweg tussen de N27 (en de R0) en de N5 buiten de locatie beschermd bij de wet van 26 maart 1914.

Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt met « *S.48 », is van toepassing in twee woongebieden en in het bij dit besluit op het plan opgenomen gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is. « De woningdichtheid in de voor woning bestemde zones bedraagt minstens 80 woningen per hectare, met uitsluiting van de openbare ruimtes (wegen en groengebieden) ».

Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt met « *S.49 », is van toepassing in de gemengde bedrijfsruimte opgenomen op het plan bij dit besluit : « De gemengde bedrijfsruimte is bestemd voor dienstactiviteiten binnen een straal van 350 m van de toegang tot de halte van Braine-l'Alliance en, voor het overige, voor alle activiteiten toegelaten bij artikel 30 van het Wetboek. De kleine opslagplaatsen die geen verband houden met die activiteiten zijn er niet toegelaten. Parkeren is verboden op het openbaar domein en het parkeeraanbod beperkt op de privaatieve gedeelten. ».

De volgens te bepalen modaliteiten aanleg van een nieuw verbindingstuk tussen de N27 (en de R0) en de N5 buiten de locatie die beschermd is bij de wet van 26 maart 1914 wordt als alternatieve mobiliteitscompensatie opgelegd.

Voor de inrichting van de nieuwe gebieden wordt een archeologische evaluatie gemaakt. Het tijdschema voor de werkzaamheden betreffende de archeologische evaluatie wordt in overleg met de Directie Archeologie van de Waalse Overheidsdienst opgesteld naar gelang van de beschikbaarheid van de betrokken terreinen.

III. Chronologie van de herziening van het gewestplan

30 september 2010 (B.S. : 24 november 2010) - Besluit van de Waalse Regering waarbij beslist wordt het gewestplan Nijvel te herzien en waarbij het voorontwerp van plan (blad 39/3) aangenomen wordt met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van het toekomstige GEN-station van Braine-l'Alliance.

De Waalse Regering overweegt de opnemings van 58,2 ha nieuwe bebouwingsgebieden waarvan 14,02 ha gecompenseerd worden in de herzieningsomtrek en 37,7 ha door de omzetting in landbouwgebied van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is.

De planologische compensatie wordt aangevuld met een alternatieve mobiliteitscompensatie, met name de bouw van een nieuwe verbindingsweg tussen de N27 (en de R0) en de N5 buiten de locatie die beschermd is bij de wet van 26 maart 1914.

3 februari 2011 (B.S. : 21 februari 2011) - Besluit van de Waalse Regering waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van het toekomstige GEN-station van Braine-l'Alliance.

14 juni 2011 - Aanwijzing van het bureau Ariès en van zijn onderaannemer als auteur van het effectenonderzoek betreffende het voorontwerp van plan.

4 juli 2012 - Overlegging van de eindversie van het effectenonderzoek.

18 oktober 2012 (B.S. : 30 oktober 2012) - Besluit van de Waalse Regering waarbij het ontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) voorlopig aangenomen wordt met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van het toekomstige GEN-station van Braine-l'Alliance.

3 december 2012 tot 21 januari 2013 - Openbaar onderzoek in de gemeenten Eigenbrakel en Lasne.

6 december 2012 - Informatievergaderingen in de gemeenten Eigenbrakel en Lasne.

21 januari 2013 - Vergaderingen tot afsluiting van het openbaar onderzoek in de gemeenten Eigenbrakel en Lasne.

24 januari 2013 - Overlegvergaderingen in de gemeenten Eigenbrakel en Lasne.

25 februari 2013 - Advies, vergezeld van opmerkingen, van de gemeenteraad van Eigenbrakel, uitgebracht binnen de termijnen bepaald bij artikel 43, § 3, van het Wetboek.

26 februari 2013 - Ongunstig advies, vergezeld van opmerkingen, van de gemeenteraad van Lasne, uitgebracht binnen de termijnen bepaald bij artikel 43, § 3, van het Wetboek.

15 april 2013 - Gunstig advies, vergezeld van opmerkingen, van de “CWEDD”, uitgebracht binnen de termijnen bepaald bij artikel 43, § 4, van het Wetboek.

18 april 2013 - Gunstig advies, vergezeld van opmerkingen, van het Operationeel directoraat-generaal nr.4 (DGO4) van de Waalse Overheidsdienst, uitgebracht binnen de termijnen bepaald bij artikel 43, § 4, van het Wetboek.

6 mei 2013 - Gunstig advies, vergezeld van opmerkingen, van de "CRMSF", uitgebracht binnen de termijnen bepaald bij artikel 43, § 4, van het Wetboek.

30 mei 2013 - Gunstig advies, vergezeld van opmerkingen, van de « CRAT », uitgebracht binnen de termijnen bepaald bij artikel 43, § 4, van het Wetboek.

Gunstig geacht advies van het Operationeel directoraat-generaal nr.1 (DGO1) van de Waalse Overheidsdienst, niet overgemaakt binnen de termijnen bepaald bij artikel 43, § 4, van het Wetboek.

IV. Leefmilieuoverwegingen

De Waalse Regering heeft na afloop van de raadplegings- en overlegfase de aanpassingen aangebracht aan het planontwerp dat aan een openbaar onderzoek werd onderworpen, om in te gaan op de bemerkingen en adviezen voor zover deze verantwoord waren en bijdroegen tot een betere bescherming tegen milieurisico's.

Deze milieubeleidsverklaring legt de samenvatting vast van de wijze waarop het besluit tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan ze in aanmerking genomen heeft, met verwijzing naar de tekst van het besluit en naar het advies van de "CRAT » voor uitvoerige informatie.

De Waalse Regering heeft dus de volgende beslissingen genomen :

Effecten op lucht en klimaat

Het planontwerp speelt in op de doelstellingen van het plan lucht/klimaat via een dichte bebouwing rondom de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance en de bevordering van de modale shift van de reizigers dankzij een betere toegankelijkheid van de toekomstige GEN-stations van Eigenbrakel en Braine-l'Alliance.

De vestiging van woningen met een bepaalde dichtheid en van kantoren rondom de GEN-halte van Braine-l'Alliance zal tot gevolg hebben dat een deel van het vervoer dat verontreinigende emissies genereert, zoals het wegverkeer, vermindert ten gunste van minder vervuilende vervoerswijzen, zoals de trein en het GEN. Een vergelijking van de toestand in de al dan niet door de trein bediende gebieden heeft aan het licht gebracht dat in de door de trein bediende gebieden 3083 ton equivalent CO₂/jaar minder uitgestoten worden.

De Waalse Regering heeft dus besloten om de woningdichtheid te behouden die ze vastgelegd had bij de aanneming van het voorontwerp van plan.

De auteur van het onderzoek heeft aanbevelingen gemaakt met het oog op de integratie van buurtwinkels en kwaliteitsvolle openbare ruimtes binnen de woon- en kantoorgebieden ten einde een wijk te creëren waar verplaatsingen te voet en met de fiets bevorderd worden en het autogebruik verminderd wordt, alsook met het oog op het nastreven van hoge prestaties inzake duurzame bouw en energetische efficiëntie voor de gebouwen van de residentiële, publieke en tertiaire sector.

Ze zijn niet relevant in het kader van het gewestplan en vallen onder de stedenbouwkundige vergunning.

Effecten op de oppervlakte- en grondwateren

Oppervlaktewateren :

De auteur van het onderzoek heeft geacht dat geen bijkomende maatregelen genomen moesten worden bovenop hetgeen de bestaande wetgeving oplegt ter voorkoming van de negatieve effecten die hij opgemerkt heeft.

De Waalse Regering heeft met dat advies ingestemd.

De auteur van het onderzoek beveelt aan dat de bestaande parking van het cinematografisch complex gelegen in het noordoostelijke kwadrant in overeenstemming gebracht wordt met de bepalingen van het Waterwetboek om alle gevaar voor verontreiniging van de waterwinplaats te voorkomen.

Deze aanbeveling is niet relevant in het kader van het gewestplan en valt onder de stedenbouwkundige vergunning.

Oppervlaktewateren :

De capaciteit van het zuiveringsstation van de « vallée du Hain » (92.000 inwonerssequivalenten) zal de opneming van bijkomende afvalwateren mogelijk maken (al naar gelang van de verschillende scenario's, tussen 5 700 en 10 700 inwonerssequivalenten).

De Waalse Regering heeft dus besloten om geen specifieke maatregel daartoe te treffen.

Volgens de Waalse Regering is de aanbeveling van de auteur van het onderzoek om het afwateringsnet tot het zuiveringsstation van de « vallée du Hain » voor de uitvoering van de betrokken gebieden te finaliseren ten einde de effecten van het voorontwerp van plan op het natuurlijke milieu te beperken niet relevant daar zij de mening toegedaan is dat de uitrusting van de wegen voorafgaat aan de bebouwing van de gebieden.

De Waalse Regering vindt de aanbeveling van de auteur van het onderzoek interessant volgens welke de restitutie van het regenwater aan het hydrografische netwerk vertraagd en beperkt dient te worden door de afdichting van de gronden te beperken (gebruik van waterdoorlatende materialen), door gebruik te maken van systemen tot herinsijpeling in de gronden (drainerende grachten, greppeltjes ...) en, in laatste instantie, door de aanleg van waterretentiesystemen (vergaarkom, enz.) maar acht dat ze niet relevant is in het kader van het gewestplan en opgelegd moet worden in het kader van de verschillende types van vergunning (bebouwing, stedenbouw, leefmilieu...).

De Waalse Regering vindt de aanbeveling van de auteur van het onderzoek relevant m.b.t. de installatie van een nieuw separatief afwateringsnet langs de weg van Piraumont om een gescheiden beheer van afval- en regenwater mogelijk te maken.

De aanbeveling is echter niet relevant in het kader van het gewestplan en moet opgelegd worden in het kader van de toekenning van de verschillende types vergunning (bebouwing, stedenbouw, leefmilieu...).

Effecten op de grond en de ondergrond

Gelet op de aanwezigheid van gebieden met een aanzienlijke ondergrondse instabiliteit, beveelt de auteur van het onderzoek de uitvoering van een campagne van geotechnische proeven aan op het geheel van de terreinen betrokken bij het voorontwerp van plan zodat maatregelen genomen zullen kunnen worden om eventuele zwakheden van de ondergrond te verhelpen.

De Waalse Regering vindt dat deze aanbeveling niet in het kader van het gewestplan past.

Effecten op de fauna en de flora

De bezwaarindieners hebben hun onbegrip geuit i.v.m. de wijziging van de bestemming van het in het zuidwestelijke kwadrant opgenomen landbouwgebied, dat volgens hen een uitzonderlijke biotoop inhoudt.

Noch de diagnose van het gemeentelijk structuurschema, noch het effectonderzoek dat de Waalse Regering i.v.m. het voorontwerp van plan heeft laten uitvoeren hebben een opmerkelijk natuurlijk erfgoed in het zuidwestelijke kwadrant geïdentificeerd. De bestaande biotoop kan hoe dan ook niet als uitzonderlijk genoemd worden.

De auteur van het onderzoek beveelt aan een dicht en verbonden ecologisch netwerk veilig te stellen met het oog op de instandhouding van een biodiversiteit in de gebieden die elementen van het ecologische netwerk dreigen te verliezen (hagen, bosjes, beboste stroken en rijen bomen, enz.) en in het parkgebied te voorzien in landschappelijke en ecologische inrichtingen die zowel de vegetatie als de waterloop en de omgeving ervan opwaarderen en de instandhouding van de vochtige milieus bevoorrechten.

De gemeentelijke autoriteiten hebben de inrichting van de ten noorden van de weg van Piraumont gelegen gebieden al hetzij bepaald, hetzij bedacht aan de hand van een gemeentelijk plan van aanleg voor de westelijke kant en een stedenbouwkundig en milieurapport voor de oostelijke kant. Beide documenten hebben al maatregelen in aanmerking genomen die de biodiversiteit gunstig gezind zijn. Voor de gebieden gelegen ten zuiden van de weg van Piraumont heeft de Waalse Regering een groengebied langs de weg- en spoorverbindingen opgenomen met het oog op de aanleg van een ecologisch netwerk.

Effecten op de gezondheid en de veiligheid van de mensen

De auteur van het onderzoek is de mening toegedaan dat de toename van het wegverkeer statistisch gezien een effect zal hebben op het ongevalrisico, met name op de weg van Piraumont, en beveelt aan, enerzijds, de weg van Piraumont uit te rusten met veiligheidsvoorzieningen (rotondes) waarmee het lineaire karakter van de weg "gebroken" kan worden om toegang te verlenen tot de aan te leggen zones, en, anderzijds, de bestaande kruispunten aan te passen om in te spelen op de toename van het verkeer i.v.m. de uitvoering van het voorontwerp van plan.

Deze aanbevelingen zijn niet relevant in het kader van het gewestplan en vallen onder de stedenbouwkundige vergunning.

Effecten op de erkenning van de leefomstandigheden

Versillende reclamanten hebben bezwaren geuit wat betreft de effecten die de door de Waalse Regering opgelegde dichte bewoning en de opnemings van voor bebouwing bestemde nieuwe gebieden op hun levenskader zullen hebben.

De bezwaren en opmerkingen betreffende de twee nieuwe gebieden opgenomen ten noorden van de weg van Piraumont slaan niet op elementen die nog niet in aanmerking zouden zijn genomen door de gemeenteraad van Eigenbrakel bij de aanneming van het stedenbouwkundig en milieurapport (in het oosten) en het gemeentelijk plan van aanleg « Paradis » (in het westen). Er dient te worden verwezen naar de milieubeleidsverklaring die bij die twee documenten gevoegd is.

Om in te spelen op de bezwaren van sommige reclamanten die voor een diepgaande wijziging van de structuur van het gehucht « Les Hayettes » vreezen, besluit de Waalse Regering tot de wijziging van de configuratie van het in het zuidwestelijke kwadrant in de omgeving van het gehucht gelegen gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is.

De auteur van het effectenonderzoek beveelt aan :

- te zorgen voor een landschappelijke en harmonieuze integratie van de in elke zone geplande gebouwen, door een oordeelkundige keuze van de materialen, afmetingen en aanplantingen binnen de zones en in de omgeving ervan.

- het in het zuidwestelijke kwadrant in de omgeving van het gehucht gelegen gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, alsook het langs de spoorweglijn en de ring 0 gelegen groengebied opnieuw te beplanten na voltooiing van de GEN-werken.

- de beboste taluds rondom de gemengde bedrijfsruimte te behouden.

- de twee beboste stroken binnen het in het noordoostelijke kwadrant gelegen woongebied te behouden.

Deze aanbevelingen zijn niet relevant in het kader van het gewestplan en vallen onder de stedenbouwkundige vergunning.

Effecten op het landschap

Sommige bezwaarindieners hebben opmerkingen gemaakt i.v.m. de effecten van het planontwerp op het landschap.

De auteur van het onderzoek wijst erop dat de toekomstige verbindingsweg zichtbaar zal zijn vanaf de heuvel met de Leeuw alsook vanaf een door Adesa opgemerkt buitengewoon uitzichtspunt. Hij vindt evenwel dat het effect ervan op het landschap beperkt kan worden voor zover de aandacht van de weg afgeleid wordt met rijen bomen en openbare verlichting.

De Waalse Regering merkt op dat de optie om de nieuwe gebieden op de toekomstige GEN-halte van Braine-l'Alliance te concentreren, zowel ten noorden als ten zuiden van de weg van Piraumont, coherent is op landschappelijk vlak. De weg van Piraumont, die de grens van de toelaatbare ontwikkeling van het stedelijk grondgebied volgens het gemeentelijke structuurschema belichaamt, vermengt zich immers niet met de omtrek van het landschappelijk gebied dat de agglomeratie van Eigenbrakel bestrijkt volgens de atlas van de landschappen van Wallonië terwijl de nieuwe gebieden opgenomen worden in de omtrek van het aangrenzend landschappelijk gebied « campagne périurbaine de Nivelles ».

De Waalse Regering benadrukt dat alle in de bezwaren vermelde milieueffecten van het nieuwe gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is geanalyseerd werden door de auteur van het onderzoek, die geen vermoedelijk noemenswaard effect heeft opgemerkt dat rechtvaardigt om af te zien van de omzetting van het bestaande landbouwgebied in een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is.

Effecten op de geluidsomgeving

De auteur van het onderzoek beveelt aan bij voorkeur hoge gebouwen met een dagactiviteit op te trekken in de gebieden nabij de spoorweglijn, waardoor, enerzijds, een schermeffect zal ontstaan en, anderzijds, het hinderrisico overnacht zal afnemen.

De aanbeveling van de auteur van het onderzoek past niet in het kader van het gewestplan.

De auteur van het onderzoek stelt voor te zorgen voor een monitoring van de geluidsmaatregelen in de buurt van de woningen met het oog op de evaluatie van de geluidshinder waaraan de bewoners blootgesteld worden in de verschillende bebouwfases.

De Waalse Regering vindt dat die aanbeveling relevant is maar is de mening toegedaan dat dat soort initiatief onder de bevoegdheid van de gemeentelijke autoriteit valt.

Effecten op de materiële en patrimoniale goederen

De dienst archeologie van het Operationeel directoraat-generaal nr. 4 van de Waalse Overheidsdienst heeft bevestigd dat verschillende gebieden in het referentiegrondgebied archeologische overblijfsels zouden kunnen bevatten.

De Koninklijke Commissie Monumenten, Vindplaatsen en Opgravingen is het daarmee eens en dringt erop aan dat de dienst archeologie van het Operationeel directoraat-generaal nr. 4 van de Waalse Overheidsdienst geraadpleegd wordt voor elke bebouwing van een nieuw gebied opdat hij zich kan vergewissen van de eventuele aanwezigheid van archeologische overblijfsels en desgevallend opgravingen kan uitvoeren.

De Waalse Regering heeft besloten gevolg te geven aan de aanbeveling van de auteur van het onderzoek en aan het advies van de « CRMSF » en een archeologische evaluatie voor de aanleg van de nieuwe gebieden op te leggen. Het tijdschema voor de werkzaamheden betreffende de archeologische evaluatie wordt in overleg met de Directie Archeologie van de Waalse Overheidsdienst opgesteld naar gelang van de beschikbaarheid van de betrokken terreinen.

Effecten op de mobiliteit

De auteur van het onderzoek heeft aanbevolen te voorzien in een voorkeursvolgorde bij de tenuitvoerlegging van de gebieden met het oog op de compensatie van een negatief effect i.v.m. de mobiliteit en de verkeersoverlast veroorzaakt door de tenuitvoerlegging ervan.

De auteur van het onderzoek heeft voorgesteld de tenuitvoerlegging van het zuidelijke gedeelte van de bedrijfsruimte (kwadrant zuid-oost) alsook van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is (kwadrant zuid-west) te vertragen.

Hij heeft ook hogere tewerkstellingsdichtheden in het noordelijke gedeelte dan in het zuidelijke gedeelte van de gemengde bedrijfsruimte voorgesteld.

De Waalse Regering heeft besloten de gemengde bedrijfsruimte te bestemmen voor dienstactiviteiten binnen een straal van 350 m van de toegang tot de halte van Braine-l'Alliance en voor het overige voor alle activiteiten toegelaten bij artikel 30 van het Wetboek.

Om de mobiliteit te verbeteren heeft de auteur van het onderzoek de volgende maatregelen aanbevolen :

- de aanpassing van de kruispunten op de weg van Piraumont;
- verbetering van een afslag naar links vanaf de ring R0 afkomstig van Itter (herinrichting en verplaatsingen van de oprit van ring R0 naar Brussel + aanleg van een middenstrook waar de afslag naar links in twee fasen mogelijk is);
- verhoging van de capaciteit van de rotonde N27/weg van Piraumont (inrichting van by-Pass);
- verhoging van de capaciteit van de rotonde richting "Parc de l'Alliance" (verbreding van de rotonde met een dubbele middenstrook + toegangen met dubbele verkeersstrook op de weg van Piraumont);
- aanpassing van de afslag naar links vanaf de weg van Piraumont naar de ring R0 richting Itter (voorselectiestrook afslag naar rechts vanaf de "Parc de l'Alliance" naar de ingang van ring 0);
- de tewerkstelling vlakbij het station lokaliseren.

De door de auteur van het onderzoek voorgestelde maatregelen passen niet in het kader van het gewestplan.

Voor de monitoring van de effecten beveelt de auteur van het onderzoek aan een mobiliteitsplan van de activiteitszones op te stellen en oog te hebben voor :

- het modale aandeel van de bewoners voor hun dagelijkse verplaatsingen;
- het modale aandeel van de werknemers voor hun dagelijkse verplaatsingen;
- het aantal parkeerplaatsen voorbehouden aan de bewoners en de werknemers;
- het gebruik van het openbaar vervoer (trein, bus, GEN);
- de graad van voldoening van de gebruikers van het openbaar vervoer;
- de trajecten afgelegd door de voetgangers en fietsers.

De Waalse Regering vindt dat die aanbeveling relevant is maar is de mening toegedaan dat dat soort plan onder de bevoegdheid van de gemeentelijke autoriteit valt.

Om in te spelen op de bezwaren van sommige reclamanten die vrezden voor een opstopping van de wegen van de wijk « Les Bouvreuils » ten gevolge van de uitvoering van het kwadrant noord-west, vindt de Waalse Regering dat de conclusies van het effectonderzoek dat in het kader van het onderzoek van het gemeentelijk plan van aanleg « Paradis » werd gevoerd al relevante aanbevelingen bevat.

Deze aanbevelingen passen evenwel niet in het kader van het gewestplan.

Effecten op de netwerken en infrastructuren

De auteur van het onderzoek beveelt aan de verschillende gebieden te voorzien van elektriciteit, gas, water en van een communicatienetwerk, naar gelang de bebouwing ervan.

De Waalse Regering vindt dat deze aanbeveling niet in het kader van het gewestplan past.

Effecten op de activiteiten

Landbouw :

De in de bezwaren vermelde milieueffecten van het nieuwe gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is werden geanalyseerd door de auteur van het onderzoek, die geen vermoedelijk noemenswaard effect heeft opgemerkt dat rechtvaardigt om af te zien van de omzetting van het bestaande landbouwgebied in een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is.

Anderzijds beveelt de auteur van het onderzoek aan te zorgen voor een individuele monitoring van de landbouwers en hen te helpen bij het zoeken naar nieuwe landbouwgrond alsook te voorzien in een systeem waarmee de landbouwgrond die openbare instanties toebehoort bij voorrang te huur geboden zou worden aan landbouwers die het meest bloot gesteld zijn ten gevolge van de tenuitvoerlegging van het voorontwerp van gewestplanherziening. Hij vindt evenwel dat de doeltreffendheid van de maatregelen ook zal afhangen van de wil van de landbouwers om hun bedrijf voort te zetten.

De keuze van de omzetting van het in het kwadrant zuid-west gelegen landbouwgebied geeft de landbouwers de mogelijkheid om de betrokken gronden verder te bebouwen en laat hen een redelijke termijn om naar nieuwe grond te zoeken als ze zulks nuttig achten of om eventueel een omschakeling te overwegen.

De Waalse Regering heeft akte genomen van de bezorgdheden van een bezwaarindiener die vreest dat de leefbaarheid van zijn landbouwbedrijf in gevaar gebracht wordt. Het gaat echter om een bedrijf van meer dan 80 ha waarop de effecten van het voorontwerp marginaal zijn.

De Waalse Regering vindt dat de conclusies van het effectonderzoek haar beoordeling van de balans van de belangen tussen de ontwikkeling van de Waalse landbouw en de bevordering van het GEN-gebruik in de buurt van de GEN-halte van Braine-l'Alliance niet op het spel zetten en haar keuze bevestigen voor de bevordering van de vestiging van activiteiten op regionaal niveau met een spoorwegmobiliteitsprofiel in de buurt van het station op oppervlaktes beperkt tot de behoeften van het referentiegrondgebied.

Cinematografisch complex :

De optie om het bestaande multizalen cinematografisch complex deels in woongebied en deels in gemengde bedrijfsruimte om te zetten laat toe om in te spelen op de bezwaren geuit door de auteur van het onderzoek en de « CRAT » i.v.m. het behoud van de bestaande handelsactiviteit zonder verlies van het voordeel dat de ontwikkeling van culturele activiteiten inzake spoorwegmobiliteitsvraag zal verschaffen.

Zwembad :

De Waalse Regering heeft het voorstel tot opnemning van een woongebied in het kwadrant zuid-oost bekrachtigd. Deze optie biedt de mogelijkheid om een globaal ontwerp uit te voeren dat soepeler is voor de bebouwing van die gronden inzake programmatie en inrichting.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 septembre 2013 betreffende de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van de toekomstige GEN-halte Braine l'Alliance.

Namen, 26 september 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 2

Advies van de « CRAT » van 30 mei 2013 betreffende het ontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van het toekomstige GEN-station van Braine-l'Alliance (Eigenbrakel).

1. INTRODUCTIE

1.1. Aanhangigmaking en antwoord

- In haar schrijven van 22 maart 2013 heeft de Cel Ruimtelijke ontwikkeling verzocht om het advies van de « Commission régionale d'aménagement du territoire (CRAT) » over genoemd ontwerp.

- Overeenkomstig artikel 43, 4, van het « CWATUPE », heeft het advies van de « CRAT » betrekking op het dossier bestaande uit het planontwerp dat vergezeld gaat van het effectonderzoek en de bezwaren, opmerkingen, notulen en adviezen geformuleerd tijdens het openbaar onderzoek.

- De « CRAT » heeft kennis genomen van het geheel van de hierboven vermelde elementen van het dossier en heeft ze geanalyseerd.

1.2. Beschrijving van het ontwerp

Het ontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel slaat op :

- De opnemning op het grondgebied van Eigenbrakel van :

* een woongebied;

* twee woongebieden, voorzien van het bijkomend voorschrift « *S.48 »;

* een gemengde bedrijfsruimte voorzien van het bijkomend voorschrift « *S.49 »;

een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, voorzien van het bijkomend voorschrift « *S.48 »;

* een groengebied;

* een parkgebied.

- de schrapping op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel van :

o het tracé en de reserveringsomtrek van de weg tussen de “chaussée d'Ophain” en de “chaussée de Tubize”;

o het tracé van de bestaande weg tussen spoorlijn nr. 124 en de kruising met de “chaussée d'Ophain”;

- De opnemning van een landbouwgebied op het grondgebied van Lasne, als planologische compensatie.

Het ontwerp voorziet ook, als alternatieve mobiliteitscompensatie, in de aanleg van een nieuw verbindingstuk tussen de N27 (en de R0) en de N5 buiten de locatie die beschermd is bij de wet van 26 maart 1914.

1.3. Voorgeschiedenis

De « CRAT » heeft al verschillende adviezen over dat ontwerp uitgebracht :

1. Op 22 december 2010 heeft de « CRAT » advies uitgebracht over het voorontwerp en de inhoud van het effectonderzoek (Ref : 10/CRAT A.958-AN). « Ze is de inhoud van het effectonderzoek gunstig gezind.

De Commissie neemt akte van de opties van het voorontwerp en dringt erop aan dat het effectonderzoek het dossier globaal analyseert en meer bepaald het volgende uitvoerig beschrijft :

- de complementariteiten tussen het station van Eigenbrakel en de halte van Braine-l'Alliance, die op minder dan 2 km afstand van elkaar liggen en in dezelfde agglomeratie opgenomen zijn;

- de scherpe analyse inzake mobiliteit in een globaal ontwikkelingsperspectief van het GEN-net. De « CRAT » dringt erop aan dat het onderzoek analyseert welke weerslag inzake compensatie de afschaffing van de reserveringsomtrek Noord-West zal hebben op het toekomstige gebruik van de pool van Braine-l'Alliance. De Commissie dringt erop aan dat het tracé van de verbindingsweg tussen de N27 en de N5 in het zuidoosten van duidelijk bepaald wordt en dat de effecten ervan onderzocht worden.

- Wat de zachte en collectieve mobiliteit betreft, dringt de Commissie erop aan dat het onderzoek o.a. de haalbaarheid van een intern pendelsysteem tussen Eigenbrakel en Braine-l'Alliance analyseert.

- Anderzijds stelt de « CRAT » zich vragen omtrent de coherentie van de afschaffing van het Park and Ryde gelet op de doelstellingen die door de NMBS overwogen worden voor de halte van Braine-l'Alliance.

- Bestemming van de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is (« ZACC »). De « CRAT » wijst er immers op dat het voorontwerp niet voorziet in een duidelijke bestemming wat de « ZACC » betreft. In dat verband beveelt de « CRAT » aan dat de Waalse Regering voor die gebieden de algemene opties vastlegt;

- Relevantie van de bijkomende voorschriften. De « CRAT » maakt immers attent op de noodzaak om na te gaan of de bijkomende voorschriften de regionale ontwikkeling van het gebied niet in gevaar brengen. In dat verband stelt de « CRAT » zich vragen omtrent de definitie van het voorschrift «*S.49» omdat het de vestiging van kleine opslaghallen niet toelaat terwijl het gaat om installaties die noodzakelijk zijn voor de vlotte werking van talrijke bedrijven. Bovendien stelt de Commissie voor dat voorzien wordt in een scherpe analyse van de globale weerslag van de bij het voorschrift *S.48 opgelegde woningendichtheid op de pool van Braine-l'Alliance ».

2) Op 12 januari 2012 heeft de « CRAT » overwegingen naar voren gebracht over de eerste fase van het effectonderzoek (Ref : CRAT/12/AV.3). « De CRAT neemt akte van de eerste fase van het effectonderzoek en is de voortzetting van de procedure gunstig gezind.

Zoals bij haar eerste adviesverlening, merkt ze op dat het voorontwerp niet voorziet in een duidelijke bestemming voor de voorgedragen gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is. In dat verband beveelt de « CRAT » aan dat de Waalse Regering minstens de algemene opties vastlegt. De Commissie suggereert in het bijzonder dat de bij het voorschrift *S.48 opgelegde woningendichtheid verduidelijkt wordt (wat wordt onder « voor bewoning bestemde zones » verstaan ?) alsook dat een scherpe analyse van de globale weerslag van dat voorschrift op de pool van Braine-l'Alliance gemaakt wordt.

De « CRAT » stelt zich ook vragen omtrent de definitie van het voorschrift *S.49 i.v.m. de opnemingsruimte van de gemengde bedrijfsruimte omdat het de vestiging van kleine opslaghallen niet toelaat terwijl het gaat om installaties die noodzakelijk zijn voor de vlotte werking van talrijke bedrijven.

Ze stelt zich ook vragen omtrent het begrip « kleine » opslaghal.

De « CRAT » vraagt dat de volgende gegevens in fase 2 van het effectonderzoek vermeld worden :

- Een duidelijk afgebakend tracé van de verbindingsweg tussen de N27 en de N5 in het zuidoosten van Braine-l'Alliance en het onderzoek van de effecten ervan. In het kader van die alternatieve compensatie dringt de Commissie erop aan dat fase 2 onderzoek doet naar de potentiële winst van voertuigen « aangetrokken » dankzij die nieuwe verbindingsweg naar de halte van Braine-l'Alliance;

- Een diepgaande analyse van de toegang tot de parkeerplaatsen en het parkeeraanbod i.v.m. de halte van Braine-l'Alliance in het woongebied ten oosten van de GEN-lijn. Als blijkt dat dat aanbod niet volstaat, kan concurrentie ontstaan met de parkeerplaatsen voorbehouden aan de omwonenden;

- Een grondig onderzoek van de overstromingsrisicoproblematiek, voornamelijk in het parkgebied, i.v.m. de toekomstige impermeabilisatie van de grond in de verschillende gebieden gepland ten westen van de infrastructuur;

- De adequate tussen de bestaande bioscopencomplex Imagibraine (groep Kinopolis) en de opnemingsruimte van het gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen overwogen ten oosten van de GEN-lijn. In dat verband stelt de « CRAT » zich vragen omtrent de conclusie van het Studiebureau, dat de onverenigbaarheid van die activiteit in dat gebied benadrukt;

- De gegrondheid van de opnemingsruimte van de toekomstige halte van Braine-l'Alliance en van de GEN-spoorwegen als groengebied, terwijl ze nu grotendeels als wit gebied opgenomen zijn. Daarenboven wenst de Commissie dat nagedacht wordt over de mogelijkheden om de spoorweginfrastructuur over te steken daar in de huidige stand van het ontwerp blijkt dat ze een duidelijke onderbreking is tussen de aan weerskanten overwogen ontwikkelingsgebieden en voor problemen zorgt inzake verenigbaarheid met de doelstellingen die de herziening van het gewestplan hebben gerechtvaardigd, met name wat betreft de bevordering van een duurzame bebouwing nabij het station en de verbetering van de toegankelijkheid van het station en de parkeerinfrastructuur ervan ».

3) Op 24 mei 2012 heeft de « CRAT » overwegingen naar voren gebracht over de tweede fase van het effectonderzoek (Ref : CRAT/12/AV.214). « De CRAT neemt akte van de tweede fase van het effectonderzoek.

De Commissie stelt echter vast dat de analyse van het voorontwerp zoals voorgedragen voornamelijk past in een logica van stedenbouwkundige ontwikkeling van het zuiden van Eigenbrakel. Ze beveelt ten eerste aan dat het onderzoek van het voorontwerp meer beantwoordt aan de oorspronkelijke doelstelling, namelijk de opwaardering van het GEN-gebruik in de omgeving van het toekomstige station van Braine-l'Alliance.

Dat gebruik past immers in een globale context van ontwikkeling van het GEN-net in een geografisch gebied dat gelegen is binnen de ring van Brussel, in het hart van de tertiaire driepool van Waals Brabant, en waarvan de demografische, economische en sociale behoeften ontegenzeggelijk zullen evolueren.

De « CRAT » komt dan ook op haar vorige adviezen terug (22 december 2010 en 11 januari 2012) waarin ze duidelijke antwoorden wenst, voornamelijk m.b.t. :

- « De complementariteiten te ontwikkelen tussen het station van Eigenbrakel en de halte van Braine-l'Alliance, die op minder dan 2 km afstand van elkaar liggen en in dezelfde agglomeratie opgenomen zijn;

- De scherpe analyse inzake mobiliteit in een globaal perspectief van ontwikkeling van het GEN-net alsook de collectieve mobiliteit, o.a. de haalbaarheid van een intern pendelsysteem tussen Eigenbrakel en Braine-l'Alliance. Anderzijds stelt de « CRAT » zich nog steeds vragen omtrent de coherentie van de afschaffing van Park & Ride gelet op de doelstellingen overwogen door de NMBS voor de halte van Braine-l'Alliance ».

De « CRAT » stelt zich ook vragen over het detailniveau van de bijkomende voorschriften, die een uiterst dwingend karakter zullen hebben op plaatselijke schaal. Ze vindt dat ze het kader van een planologische herziening te buiten gaan. Weliswaar moet het gewestplan de planologische opties van een grondgebied bepalen. Desalniettemin stelt ze vast dat de aanbevolen voorschriften in het kader van de herziening van het gewestplan zo precies zijn dat men eerder stedenbouwkundige opties naderbij komt dan dat men zich van een planologische aanpak verwijderd.

Zodoende wijkt het onderzoek af van de doelstelling die bestaat in het cibleren van de planologische opties die een echte opwaardering van de vestiging van het GEN mogelijk zullen maken.

Anderzijds herinnert de « CRAT » eraan dat er geschiktere middelen dan het gewestplan bestaan om de stedenbouwkundige opties van een gebied te bepalen.

Wat betreft de opmerkingen waarop al in haar vorige adviezen ingegaan werd, vraagt de « CRAT » dat het effectonderzoek zich op duidelijke wijze op de volgende gegevens richt :

- Een nauwkeurige bestemming voor de voorgedragen gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is. In dat verband beveelt de « CRAT » aan dat de Waalse Regering minstens de algemene opties vastlegt.

- Een duidelijk afgebakend tracé van de verbindingsweg tussen de N27 en de N5 in het zuidoosten van Braine-l'Alliance inzake de effecten en varianten ervan;

- Een verificatie van de adequatie tussen het bestaande bioscopencomplex Imagibraine (groep Kinopolis) en de opnemings van het gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen overwogen ten oosten van de GEN-lijn. In dat verband stelt de « CRAT » zich vragen omtrent de conclusie van het Studiebureau, dat een betere verenigbaarheid van die activiteit in dat gebied benadrukt;

- Een analyse van de gegrondheid van de opnemings van de toekomstige halte van Braine-l'Alliance en van de GEN-spoorwegen als groengebied, terwijl ze nu grotendeels als wit gebied opgenomen zijn. Daarenboven wenst de Commissie dat nagedacht wordt over de mogelijkheden om de spoorweginfrastructuur over te steken. In de huidige stand van het ontwerp blijkt dat ze een duidelijke onderbreking is tussen de aan weerskanten geplande ontwikkelingsgebieden. Ze zorgt voor problemen inzake verenigbaarheid met de doelstellingen die de herziening van het gewestplan gerechtvaardigd hebben, namelijk wat betreft de bevordering van een duurzame bebouwing nabij het station en een betere toegankelijkheid van het station en de parkeerinfrastructuur ervan.

Tot slot wijst de « CRAT » op het gebrek aan strategische visie van bij het begin van het voorontwerp. Dat geeft aanleiding tot voorstellen (varianten...) die niet gegrond lijken te zijn inzake behoefte. Dat geldt namelijk voor de voorstellen van het studiebureau, dat bepaalde opwaarderingen van gebieden (« ZACC » - Gebied 4) tot 2025 uitstelt. Het heeft volgens haar blijkbaar moeite om de opties en de behoeften kracht bij te zetten en stelt zich bijgevolg onrechtstreeks vragen over bepaalde compensaties die niet noodzakelijk zouden kunnen zijn ».

2. ADVIES

De « CRAT » stemt in met de doelstellingen van de herziening van het gewestplan die trachten in te spelen op de bewezen behoeften inzake woningen en inzake terreinen bestemd voor de economische activiteit te Eigenbrakel, en, bijgevolg met de opnemings van woongebieden en van een bedrijfsruimte op het gewestplan. Ze benadrukt overigens de positieve en coherente evolutie van het ontwerp dat inspeelt op een reeks vragen van de Commissie bij haar vorige adviesverleningen.

Ze betreft evenwel dat gebruik gemaakt wordt van de planologie om het GEN-gebruik te bevorderen in de omgeving van het station van Braine-l'Alliance. De « CRAT » vindt immers dat de vestiging van een GEN-station moet voldoen aan een behoefte inzake mobiliteit, terwijl het ontwerp tot doel heeft een dergelijke behoefte te creëren om de vestiging van een GEN-station te rechtvaardigen.

De « CRAT » stelt zich vragen omtrent het feit dat het ontwerp voorziet in een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, in combinatie met bijkomende voorschriften tot nadere bepaling van de toekomstige bestemming. De Commissie wenst dat de Waalse Regering voor dat gebied een duidelijke bestemming vastlegt t.o.v. de regionale uitdagingen inzake de ontwikkeling van dat geografisch gebied dat gelegen is binnen de ring van Brussel, in het hart van de tertiaire driepool van Waals Brabant, waarvan de demografische, economische en sociale behoeften ontegenzeggelijk zullen evolueren.

De « CRAT » stelt voor om duidelijk een woongebied op te nemen in plaats van het in het zuidwesten van de "rue de Piraumont" gelegen gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is.

De « CRAT » stelt zich ook vragen over het detailniveau van de bijkomende voorschriften, die een uiterst dwingend karakter zullen hebben op plaatselijke schaal. Ze vindt dat ze het kader van een planologische herziening te buiten gaan. Weliswaar moet het gewestplan de planologische opties van een grondgebied bepalen. Desalniettemin stelt ze vast dat de aanbevolen voorschriften in het kader van de herziening van het gewestplan zo precies zijn dat men eerder stedenbouwkundige opties naderbij komt dan dat men zich van een planologische aanpak verwijderd.

Met het oog op administratieve vereenvoudiging en een betere leesbaarheid van het gewestplan is de « CRAT » het geheel van de overgelegde bijkomende voorschriften dan ook ongunstig gezind. Ze is de mening toegedaan dat er geschiktere middelen dan het gewestplan bestaan om de stedenbouwkundige opties van een gebied te bepalen (stedenbouwkundig en milieurapport, stedenbouwkundige vergunning...) en dat het de gemeenten toekomt om hun grondgebied op dat niveau te beheren.

2.1. Opnemings van een woongebied (ten noorden van het parkgebied)

De « CRAT » is de opnemings van dat woongebied gunstig gezind.

2.2. Opnemings van een parkgebied.

De « CRAT » is de opnemings van dat parkgebied gunstig gezind.

Ze acht dat dat nieuwe gebied gerechtvaardigd is wegens de behoeften aan groene ruimte in Eigenbrakel.

2.3. Opnemings van een woongebied ten westen van de GEN-lijn

De « CRAT » is de opnemings van dat woongebied gunstig gezind.

Ze acht dat dat nieuwe woongebied gerechtvaardigd is wegens de bevestigde woonnood in Eigenbrakel. Bovendien vindt ze dat het gaat om een soepele oplossing om het toekomstige zwembad op te vangen.

Behalve dat ze het overgelegde bijkomend voorschrift om de hierboven aangehaalde redenen ongunstig gezind is, vindt de « CRAT » dat de verplichting om een woningdichtheid van minimum 80 woningen/ha netto te halen bovenmatig is, dat ze ingaat tegen de opties van het gemeentelijk structuurschema en dat ze een bepaalde gemengdheid van woningen (appartementen, eengezinshuizen) niet mogelijk zal maken. De « CRAT » acht dat het de taak van de gemeente is de richtlijnen van de fysische organisatie van het gebied te beheren, met name naar gelang de plaatselijke milieueisen, alsook de inrichtingsopties.

2.4. Opnemings van een groengebied

2.4.1. Ten zuiden van de « rue de Piraumont », langs de gemengde bedrijfsruimte.

De « CRAT » is de opnemings van dat groengebied ten zuiden van de « rue de Piraumont » gunstig gezind.

2.4.2. Ten noorden van de « rue de Piraumont », langs het woongebied

De « CRAT » is de opnemings van een groengebied ten noorden van de « rue de Piraumont » ongunstig gezind.

Ze acht dat het geschikter zou zijn om dat gebied als woongebied te bestemmen om de bouw van eventuele stedelijke inrichtingen i.v.m. de spoorweginfrastructuur mogelijk te maken.

2.5. Opneming van een woongebied ten oosten van de GEN-lijn

De « CRAT » is de opneming van dat woongebied gunstig gezind.

Ze vindt dat dat nieuwe woongebied gerechtvaardigd is wegens de bevestigde woonneed in Eigenbrakel. Bovendien vindt ze dat die optie strookt met het Stedenbouwkundig en Milieurapport dat m.b.t. die omtrek is opgemaakt.

Behalve dat ze het overgelegde bijkomend voorschrift om de hierboven aangehaalde redenen ongunstig gezind is, vindt de « CRAT » dat de verplichting om een woningdichtheid van minimum 80 woningen/ha netto te halen bovenmatig is, dat ze ingaat tegen de opties van het gemeentelijk structuurschema en dat ze een bepaalde gemengdheid van woningen (appartementen, eengezinshuizen) niet mogelijk zal maken. De « CRAT » vindt dat het de taak van de gemeente is de richtlijnen van de fysische organisatie van het gebied te beheren, met name naar gelang de plaatselijke milieueisen, alsook de inrichtingsopties.

2.6. Opneming van een gemengde bedrijfsruimte

De « CRAT » is de opneming van die gemengde bedrijfsruimte gunstig gezind.

Ze acht dat dat nieuwe gebied gerechtvaardigd is wegens de bevestigde behoeften aan terreinen met een economische bestemming in dat geographisch gebied dat gelegen is binnen de ring van Brussel, in het hart van de tertiaire driepool van Waals Brabant.

2.7. Opneming van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg

De « CRAT » is de opneming van dat gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan overleg onderworpen is ongunstig gezind.

De « CRAT » meent dat de bestemming van dat gebied duidelijk omschreven moet worden t.o.v. de regionale uitdagingen inzake de ontwikkeling van dat geographisch gebied dat gelegen is binnen de ring van Brussel, in het hart van de tertiaire driepool van Waals Brabant en waarvan de demografische, economische en sociale behoeften onderzeggelijk zullen evolueren.

De « CRAT » stelt dus voor om een woongebied zonder bijkomend voorschrift op te nemen in plaats van het ten westen van de spoorweginfrastructuur gelegen gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is.

2.8. Schrapping van het tracé en de reserveringsomtrek van de weg tussen de “Chaussée d’Ophain” en de “Chaussée de Tubize”.

De « CRAT » is de schrapping van het tracé en de reserveringsomtrek van de weg tussen de “Chaussée d’Ophain” en de “Chaussée de Tubize” gunstig is.

Ze acht dat dat tracé en de reserveringsomtrek ervan geen zin meer hebben gelet op de aanwezigheid van bedrijven langs de « Chaussée de Tubize » aan de intersectie met het tracé en de reserveringsomtrek ervan.

2.9. Schrapping van het tracé van de bestaande weg tussen spoorlijn nr. 124 en de kruising met de “chaussée d’Ophain”

De « CRAT » is de schrapping van het tracé van de bestaande weg tussen spoorlijn nr. 124 en de kruising met de “chaussée d’Ophain” gunstig gezind.

2.10. Opneming van een landbouwgebied op het grondgebied van Lasne, als planologische compensatie.

De « CRAT » neemt akte van de opneming van een landbouwgebied op het grondgebied van Lasne als planologische compensatie.

Het blijkt dat dat landbouwgebied opgenomen zou worden in plaats van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is (prioriteit 2). De Commissie stelt zich dus vragen over de keuze van die compensatie terwijl er op het gemeentelijk grondgebied van Lasne andere gebieden zijn waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is (prioriteit 3).

Anderzijds acht de Commissie dat dat gebied, dat potentieel bebouwbaar is, bijzonder goed gelegen is met het oog op de toekomstige bouw van een nieuwe verbindingsweg tussen de N27 en de N5, waarbij laatstgenoemde bovendien de aansluiting van het westen van Lasne op de GEN-halte van Braine-l’Alliance mogelijk maakt.

2.11. Bouw van een nieuw verbindingstuk tussen de N27 en de N5 buiten de locatie die beschermd is bij de wet van 26 maart 1914, als alternatieve mobiliteitscompensatie.

De « CRAT » is de bouw van een nieuw verbindingstuk tussen de N27 en de N5 als alternatieve mobiliteitscompensatie gunstig gezind.

2.12. Kwaliteit van het milieueffectonderzoek

De CRAT vindt dat het effectonderzoek van goede kwaliteit is.

Ze wijst erop dat het effectonderzoek de milieueffecten van het ontwerp volledig en uitvoerig analyseert. Bovendien biedt het onderzoek gedurende het gehele proces van herziening van het gewestplan coherente en realistische alternatieven voor het oorspronkelijk ontwerp.

BIJLAGE 3

Naam	Voornaam	Nr.	Straat	PC	Stad
ADESA - PONCHELET	Martine	25	Rue de Charleroi	1400	Nijvel
ANTINORO	M		Valle du Hain	1440	Wauthier-Braine
ANTOINE TEMMERMAN	Martine	14	Clos du Bois du Capitaine	1380	Lasne
AUPPENS	L	6	Rue du Pirois	1421	Ophain
BAHADORANI	Rebeka	178	Chemin de la Maison du Roi	1420	Eigenbrakel
BARBIEUX	Cindy	144	Rue du Village	7390	Quaregnon
BATAILLE DE WATERLOO - Du PARC LOCMARIA	Nathalie	299	Route du Lion	1410	Waterloo
BATAILLE DE WATERLOO ASBL		299	Route du Lion	1410	Waterloo
BATH	Richard	2a	Avenue du Trianon	1380	Lasne
BEEMAERT	Monique		Rue Pré de la Blanche Maison	1421	Ophain
BEENS	Kathy	321	Chaussée d'Ophain	1420	Eigenbrakel
BELLET	G	43	Avenue du 112 ^e	1420	Eigenbrakel
BENOIT		25	Route du Lion	1420	Eigenbrakel
BERTHELON	Myriam	29	Rue Les Hayettes	1421	Eigenbrakel
BIA	Carine	91	Route de Genval	1380	Lasne
BINJE	Hélène	8	Rue Cloquet	1420	Eigenbrakel
BLICQ	Annie	23	Rue du Berger	1428	Lillois
BOGAERTS	Marie-Anne	23/5	Avenue Abbessede Remiremont	1420	Eigenbrakel
BORTELS-ROSE	Françoise	311	Route de l'Etat	1380	Lasne
BOURDON	Léa		Rue Timpe et Tard	1421	Ophain
BOURSOINS - GILLET		26	Route du Lion	1420	Eigenbrakel
BRIHAYE	Daisy	53	Avenue du Bouvreuil	1420	Eigenbrakel
BRISBOSIA	Shaya	178	Chemin de la Maison du Roi	1420	Eigenbrakel
BRISBOSIA	Maximilien	178	Chemin de la Maison du Roi	1420	Eigenbrakel
BROCHMANS		207	Grand'Route Lillois	1420	Eigenbrakel
BRUSSELMANS	Denis	9	Rue Ottiamont	5140	Sombreffe
BURGRAEVE	Patrick	32	Rue des Joncs	1420	Eigenbrakel
BUSANEL		12	Boulevard PL Desnutter		
BUXIN	R	46	Rue Frères Herpain	1490	Court-Saint-Etienne
CALLEEUW	Willy	12	Rue du Mouton	1380	Lasne
CAPRON	F	130	Rue Henri Pochez	7379	Dour
CARDON	Laurent	17	Avenue de la Grande Armée	1420	Eigenbrakel
CARPENTIER	Jacques	20	Rue des Tisserands	1420	Eigenbrakel
CARREZ	Jacques	27	Rue Les Hayettes	1421	Eigenbrakel
CELOTTI	JC	46	Rue Joseph Gos	1420	Eigenbrakel
CHEAITAN	Mohamed	51	Rue Sainte-Anne	1420	Eigenbrakel
CHEAITAN	Fatmé	33	Avenue du 112 ^e	1420	Eigenbrakel
CLARIJS		12	Clos de la Ferme l'Agent	1421	Ophain
COLLET	Joëlle	2A	Bois Héron	1380	Lasne
COLLETTE		6	Rue Les Tiennes	1421	Ophain

Naam	Voornaam	Nr.	Straat	PC	Stad
COMITE DE QUARTIER BERGES DU RUISSEAU - LIEGEOIS	Marc	6	Clos des Epinoches	1420	Eigenbrakel
COMITE DE QUARTIER BERGES DU RUISSEAU - PIRARD	Thierry	6	Clos des Epinoches	1420	Eigenbrakel
COMITE DE QUARTIER BERGES DU RUISSEAU - RODRIGUEZ	Ruben	6	Clos des Epinoches	1420	Eigenbrakel
CONREUR	Gatien	28	Rue Libert Lanis	1440	Kasteelbrakel
COPAIN	Daniel	73	Chemin de l'Infante	1420	Eigenbrakel
CORIN	Jean	106	Avenue Alphonse Allard	1420	Eigenbrakel
COURBET		75	Chaussée d'Alseberg	1420	Eigenbrakel
COUVREUR		1	Rue des Salamandres	1420	Eigenbrakel
CRAMA	Nicolas	79	Avenue Prince d'Orange	1420	Eigenbrakel
DAGNIAU	Frédéric	19	Rue du Culot	1380	Lasne
DAENEN	G	18	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
DE BOTH	Michel	31	Avenue Général Ruquoy	1420	Eigenbrakel
DE BUYSSCHER	Auber	12	Avenue du Pré Hérault	1428	Lillois
de CASTELBERG	Aline	14	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
De CLERCK	Philippe	39	Rue Les Hayettes	1421	Eigenbrakel
DE GRANDE		33	Rue Albert 1 ^{er}	1490	Court-Saint-Etienne
DE HERTOUGH		21	Rue des Joncs	1420	Eigenbrakel
de KESTEMONT		29	Chaussée de Charleroi	1380	Fleurus
DE KEYSER	F	19	Chemin de Noucelles	1440	Ophain
DE KRIEK	JF	71	Chaussée du Bois de Hal	1420	Eigenbrakel
DE LOUVIEN		17	Rue Marcel	1420	Eigenbrakel
DE NIEF		28	Van Immerseellaan	1860	Meise
DE RIDDER/GALLANT	Serge/B.	17-19	Keizerinlaan	1000	Brussel
DE SANTIS			Rue Scolasse		
DE WULF	Sébastien	12	Rue des Berges du Ruisseau	1420	Eigenbrakel
DE WULF	Julie	12	Rue des Berges du Ruisseau	1420	Eigenbrakel
DEBRUE	Françoise	41	Rue du Faisan	1420	Eigenbrakel
DEBRUYN	Nathalie	115	Chaussée d'Ophain	1420	Eigenbrakel
DECHAMPS	Christine	100	Chaussée de Mont-Saint-Jean	1420	Eigenbrakel
DECHAMPS	Marie	8	Rue des Vignes	1435	Mont-Saint-Guibert
DEJARDIN	Fernand	46	Avenue du 112 ^e	1420	Eigenbrakel
DELAHAUT	Robert	31	Avenue des Alouettes	1420	Eigenbrakel
DELBS		67	Rue Landuyt	1440	Kasteelbrakel
DELCORDE	Patricia	13	Clos des Epinoches	1420	Eigenbrakel
DELPOLCHIN	Julie	5	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
DEMOULIN	Francine	6	Rue du Pirois	1421	Ophain
DENIS		30	Chaussée d'Alseberg		
DERYCKE		58	Rue du Château d'Eau	1420	Eigenbrakel
DETHIER	Odette	19	Chemin de Noucelles	1421	Ophain
DEVLEESCHOUWER	Francine	59	Rue Jean Volders	1420	Eigenbrakel

Naam	Voornaam	Nr.	Straat	PC	Stad
DEVRIENDT		62	Chaussée de Nivelles	1420	Eigenbrakel
DEWULF	Michel	103/0001	Boulevard de l'Europe	1420	Eigenbrakel
DHEULIN		62	Avenue Garde Impériale	1420	Eigenbrakel
DHEYGERE	Ann	10	Rue de la Bruyère	1428	Eigenbrakel
DHEYGERE	Ghislain	35A	Rue de Nivelles	1440	Kasteelbrakel
DU BRUCQ	Hervé	19	Clos du Sadin	1420	Eigenbrakel
du PARC	Yveline	180	Chemin de la Maison du Roi	1428	Lillois
du PARC LOCMARIA	Nathalie	299	Route du Lion	1410	Waterloo
DUBOIS	Olivier	37	Chemin Jean Lanneau	1420	Eigenbrakel
DUBOIS			Rue Rivelaine	1428	Lillois
DUCULOT			Chaussée d'Alseberg	1420	Eigenbrakel
DUWEZ	Frédéric	35	Rue Les Hayettes	1421	Eigenbrakel
Ecolo				1380	Lasne
ECOLO -SNOY	Thérèse	1	Natieplein	1008	Brussel
ENGLEBERT	David	13	Rue des Joncs	1420	Eigenbrakel
CROKAERT		28	Drève du petit père Denis	1420	Eigenbrakel
FAURE	H	56	Avenue Grand'Peine	1428	Lillois
FEMON	Michèle	250	Rue Jean Volders	1420	Eigenbrakel
FLAMENT	Marie-Paule	49	Avenue du Bouvreuil	1420	Eigenbrakel
FLEUVY	Jean-Pierre	12 Bus 51	Avenue de Menden	1420	Eigenbrakel
FLEUVY	Danielle	10	Rue Givet	6940	Petit-Han
FLEUVY	Nadine	104	Chaussée Bara	1420	Eigenbrakel
FOUCART	Rudolph		Chaussée d'Ophain	1420	Eigenbrakel
FOUCART	Raphael	34	Avenue des Sorbiers	1420	Eigenbrakel
GAFFAUX	Pol	10	Clos du Sarty	1428	Lillois
GANTOIS	G	44	Rue Champs Bois	1421	Ophain
GELIANER	Ewa	37	Chemin Jean Lanneau	1420	Eigenbrakel
GEYS	Christiane	33	Avenue du Tonnelier	1428	Lillois
GHAYE		25	Route du Lion	1420	Eigenbrakel
GHAYE	Pauline		Rue Cloquet	1420	Eigenbrakel
GHERRAILLE		21	Rue des Joncs	1420	Eigenbrakel
GLIBERT	Eugène	167	Rue de la Légère Eau	1420	Eigenbrakel
GILOT	Daniel	65	Rue de la Chiennerie	1420	Eigenbrakel
GILOT	Sabine	58	Rue de la Chiennerie	1420	Eigenbrakel
GILOT	E	152	Rue du Try	1421	Ophain
GLIBERT	Lucien	184	Chaussée de Tubize	1420	Eigenbrakel
GOCHET	Michel	34	Square Drouet d'Erlon	1420	Eigenbrakel
GOETGHEBUER	Tessa	21	Rue Les Hayettes	1421	Eigenbrakel
GONDRY		28	Drève du petit père Denis	1420	Eigenbrakel
GOREUX	Jean-Philippe	2	Rue de la Neuve Cour	1428	Lillois
GREGOIRE	Françoise	18	Boulevard Desnouettes	1420	Eigenbrakel

Naam	Voornaam	Nr.	Straat	PC	Stad
GROUX	Julien	29	Rue des Radoux	1440	Kasteelbrakel
GUIOT	Matthieu	431f	Chaussée de Louvain	1380	Lasne
GULIERREZ	Laurent	115	Chaussée d'Ophain	1420	Eigenbrakel
GWINS	Martine	14	Avenue P. Charles de Lorraine	1420	Eigenbrakel
HAINÉ		9	Rue Champs Bois	1421	Ophain
HARNIE	M Cl	12	Clos Sainte-Rolande	1420	Eigenbrakel
HERDIES	Michel	36	Rue des Joncs	1420	Eigenbrakel
HERVERS	Elisabeth		Clos du Champ d'Abeille	1420	Eigenbrakel
HEUDRICK	Micheline		Rue du Château d'Eau	1420	Eigenbrakel
HEYMANS	Etienne	27	Avenue des Châtaigniers	7090	's Gravenbrakel
HEYMANS	Philippe	2	Rue des Cinq Etoiles	7133	Buvrines
HEYMANS	A	71	Rue Pierre Flamand	1420	Eigenbrakel
HEYMANS	Marc	86	Rue de la Dîme	7133	Buvrines
HOCHART	Luc	29	Rue Les Hayettes	1421	Eigenbrakel
HOCHART	Arnaud	29	Rue Les Hayettes	1421	Eigenbrakel
HOCHART	Arnaud	25	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
HOEBRECHTS	Michaël	18	Rue des Joncs	1420	Eigenbrakel
HOEGAERT			Rue du Chevreuil		
HOUEE	Christiane	38	Clos Sainte-Rolande	1420	Eigenbrakel
HUBLAU	Christian	33	Rue Cala	1473	Glabais
HUYGHENS	Corine	20	Rue G. Vervueren	1460	Itter
IDEAL TIMES SA - DUMORTIER	Thibaut	8	Gabriellestraat	1180	Brussel
Immobilière du Brabant (IMBRA)		60	Onderzoekslaam	1070	Anderlecht
INFANTINO	Sandrine	32	Rue Nénufars	1420	Eigenbrakel
JALLET	Marina	339	Route de l'Etat	1380	Lasne
JANSON BAUGNIET - LAGASSE	D	187	Terhulpesteenweg	1170	Brussel
JAVAUX	Anne-Cécile	32	Rue des Joncs	1420	Eigenbrakel
JANOSI	Gabor	28	Rue des Joncs	1420	Eigenbrakel
JONLET	Bernadette	49	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
JORIS	Marie-Paule	106	Avenue Alphonse Allard	1420	Eigenbrakel
KELLER	Jean-François	6	Rue des Fleurs	1421	Ophain
KEMP	Josiane	27	Rue du Berger	1428	Lillois
KINET	Philippe	24	Rue des Joncs	1420	Eigenbrakel
KREEVELS	Xavier	8	Clos Sainte-Rita	1420	Eigenbrakel
KREMER		4	Rue Delaleau	1421	Ophain
KUMPS	Nadine	39	Rue Les Hayettes	1421	Eigenbrakel
LABIS	Sylvianne	8	Clos du Bois d'Aywiers	1380	Lasne
LACATEMA		44	Avenue de la Liberté	1420	Eigenbrakel
LACIRIGNOLA	Dora	238	Rue Emily Bury	1420	Eigenbrakel
LACROIX	Michèle	49	Avenue du Tonnelier	1428	Lillois
LAMBERT	Nadine	24	Rue des Joncs	1420	Eigenbrakel

Naam	Voornaam	Nr.	Straat	PC	Stad
LAMBERT	Jean-Louis	8	Rue du cours d'Eau	1428	Lillois
LAMBIOTTE	Jean-Pierre	13	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
le HARDY	Sybille	180	Chemin de la Maison du Roi	1428	Lillois
LEBRUN	Roger	529	Chaussée de Louvain	1380	Lasne
LECHIEN	Eric	13	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
LECHIEN	Julien	13	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
LECHIEN	Jonathan	13	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
LECHIEN	Bao	13	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
LECLERCQ	Ganivi	30	Avenue du 112°	1420	Eigenbrakel
LEJEUNE	Nicole	34	Square Drouet d'Erlon	1420	Eigenbrakel
LEPOUTRE	Frédéric	15	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
LEVEAU	Baudouin	1	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
LEYNSEELE	Véronique	35	Rue Les Hayettes	1421	Eigenbrakel
LHOIR	Simon	126	Rue de Hal	1421	Ophain
LHOIR	Kévin	126	Rue de Hal	1421	Ophain
LORGE	Marc	67	Rue Landuyt	1440	Kasteelbrakel
LOSDYCK	Vincent	15	Avenue de l'Ermitage	5000	Namen
LOSFELD	S	8	Rue des Hirondelles	1420	Eigenbrakel
LURQUIN	Michel	40	Rue du Dessus	1420	Eigenbrakel
LUYCKX	Brigitte	8	Rue du cours d'Eau	1428	Lillois
MAERTENS		20	Rue des Joncs	1420	Eigenbrakel
MAERTENS	Jean	71	Eikhofstraat	8600	Diksmuide
MAHIEU	Monique	63	Avenue Beau Vallon	1410	Waterloo
MAHIEUX		8	Rue des Warrois	1420	Eigenbrakel
MALLER	Catherine	19	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MAQUET	Annie	37	Chaussée de Charleroi	1380	Plancenoit
MARCELIS	Béatrice	6	Avenue Napoléon	1420	Eigenbrakel
MARCHANDT	Agnès	27	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANDT	Robert	52	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANT	Arnaud	21	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANT	Marie	21	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANT	Françoise	21	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARCHANT	François	21	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
MARTIN	Marie-Laure	103/0001	Boulevard de l'Europe	1420	Eigenbrakel
MASSON	Laurent				
MEIRESSE	Marc	16	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
MENGEAT	M		Avenue Léon Jourez	1420	Eigenbrakel
MERLIN		12	Rue des Cattys	1440	Kasteelbrakel
MERTENS	Christian	34	Chemin des Pères	1420	Eigenbrakel
METENS	Suzanne	1	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
MEURS	Frédéric	58	Rue de la Chiennerie	1420	Eigenbrakel

Naam	Voornaam	Nr.	Straat	PC	Stad
MICHEL		8	Rue des Warrois	1420	Eigenbrakel
MICHIELS			Avenue Alphonse Allard	1420	Eigenbrakel
MILANTS	Yves	17	Avenue des Tarins	1420	Eigenbrakel
MINNE	François	59	Rue Jean Volders	1420	Eigenbrakel
MOONS	Jean-Paul	51	Avenue du Bouvreuil	1420	Eigenbrakel
MOREAU	Valérie	165	Rue de la Légère Eau	1420	Eigenbrakel
MOREAU de MELEN	Frédéric	90	Chemin de la Maison du Roi	1420	Eigenbrakel
MOREAU de MELEN	Nicolas	88	Chemin de la Maison du Roi	1420	Eigenbrakel
MOREL DE WESTGAVER	Yves				
MORTIER	Michèle	20	Rue des Tisserands	1420	Eigenbrakel
MORTIER		21	Rue des Alliés	1420	Eigenbrakel
MUHEL	Pierre	7	Rue du Try	1428	Lillois
NEMETH	Judith	52	Chaussée d'Alseberg	1420	Eigenbrakel
NIEGO	Pierre	19	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
NIEGO	Pascal	94C	Avenue Abbessé de Remiremont	1420	Eigenbrakel
NINANNE	Joël	4/A	Rue des Croix du Feu		
NOEL	Charlotte	21	Rue Notre Dame	1420	Eigenbrakel
NUTTIN	Joseph		Avenue Geneviève de Brabant	1420	Eigenbrakel
OSI	JF	20	Rue des Croix du Feu	1420	Eigenbrakel
PACIFICI	Antoinette	73	Avenue Prince Albert	1410	Waterloo
PAPADOKIS	Georges	43	Rue Latérale	1440	Kasteelbrakel
PARC DE L'ALLIANCE - DONNET	JL	25	Vorstlaan	1170	Brussel
PARC DE L'ALLIANCE - NOIR-HOMME	B.	25	Vorstlaan	1170	Brussel
PARMENTIEN		4	Rue des Archers	1420	Eigenbrakel
PARVAY	Oumer	55	Rue de R	1421	Ophain
PECHEUR	Arlette	4	Avenue du Forger	1428	Lillois
PERIN		142	Chaussée d'Alseberg	1420	Eigenbrakel
PESSAN	Ewa		Place Saint-Sébastien	1420	Eigenbrakel
PIVETTA	Roberto	53	Avenue du Bouvreuil	1420	Eigenbrakel
POLET- TEMMERMAN	Francine	15	Chemin des Hayes	1380	Lasne
PREVOT		62	Chaussée de Nivelles	1420	Eigenbrakel
PRIJS		34	Avenue lin	1420	Eigenbrakel
RANSQUIN	Thérèse	23A	Rue Pierre Van Dijck	1310	Terhulpen
RANSQUIN	Geneviève	20/061	Bld Joseph Tirou	6000	Charleroi
RANSQUIN	Paul	36	Rue de la Champagne	5670	Olloy-sur-Viroin
REGIMA SPRL		3	Chemin du Champ de la Clôture	1420	Eigenbrakel
RENAULT	Claire	43	Rue du Try	1421	Ophain
RENS		47	Avenue du Bouvreuil	1420	Eigenbrakel
REUSENS	Brigitte	36	Rue des Berges du Ruisseau	1420	Eigenbrakel
REYNAERT	L	15	Avenue des Frênes	1410	Waterloo
RICHARD	Françoise	74	Rue de la Croix	1420	Eigenbrakel

Naam	Voornaam	Nr.	Straat	PC	Stad
RIMBERT			Chaussée d'Alseberg	1420	Eigenbrakel
RITS	Denise	2	Hameau de l'Enfer	7070	Le Rœulx
ROELANDT	D	28	Avenue du Tonnelier	1428	Lillois
RONGY	Sophie	34	Avenue des Sorbiers	1420	Eigenbrakel
ROSY	Philippe	178	Chemin de la Maison du Roi	1420	Eigenbrakel
RO TSAERT		65	Rue de Bois-Seigneur-Isaac	1421	Ophain
SA BURCO - DE CLOEDT	Jean	11	Franklin D. Rooseveltlaan	1050	Brussel
SACCOL	Jean	73	Avenue Prince Albert	1410	Waterloo
SACCOL	Giovani	73	Avenue Prince Albert	1410	Waterloo
SACCOL	Sylvie	10	Avenue du 112 ^e	1420	Eigenbrakel
SALIEZ	Jacqueline		Avenue du Dernier Carré	1420	Eigenbrakel
SCHERREWS		74	Stationsstraat	1730	Asse
SCHIMP	Cl	28	Clos Sainte-Rolande	1420	Eigenbrakel
SENERRE	Francine	40	Rue du Dessus	1420	Eigenbrakel
SEPTON	Nicolas	45	Chaussée d'Alseberg	1420	Eigenbrakel
SERPIETER			Vrijwilligerslaan		Auderghem
SIMON	Béatrice	43	Rue Les Hayettes	1421	Ophain
SIMON	Georges		Avenue Pr Ch de Lorraine	1420	Eigenbrakel
SMETS		21	Van Immerseellaan	1860	Meise
Société PLANT DEVELOPMENT SPRL		180	Chemin de la Maison du Roi	1428	Lillois
SPEECKAERT	P	15	Clos du Mélèze	1420	Eigenbrakel
STAPELS	Francine	18/31	Rue des Jambes	1420	Eigenbrakel
STERCK	MC	73	Avenue Hirondelles		Ceroux-Mousty
STEMMANS	Thierry	21	Rue Duboit	1440	Wauthier-Braine
STEVEN	JC	455	Chaussée de Mons		
STEWART	Georges	6	Avenue du Bouvreuil	1420	Eigenbrakel
STOUFFS	Henry	209	Chaussée de Louvain	1410	Waterloo
TAMINIAU	Etienne	103	Chemin des Pères	1420	Eigenbrakel
TASIAUX	N	13	Boulevard des Mouettes		
TEMMERMAN	Marc	3	Rue du Champ de Bataille	1380	Lasne
TEMMERMAN	Martine	14	Clos du Bois du Capitaine	1380	Lasne
TEMMERMAN	Thierry	133	Rue de la Bâchée	1380	Lasne
TERMOTE	Noël	56	Rue des Terres Pelées	7180	Seneffe
THIBAUT		90	Rue du Vignoble	1420	Eigenbrakel
THIRY	Jeannine	144	Pré Blanche Maison	1421	Ophain
THOMAS		1	Rue des Salamandres	1420	Eigenbrakel
THOMAS	A		Chaussée de Nivelles	1420	Eigenbrakel
TILLIER	Michèle	51	Avenue du Bouvreuil	1420	Eigenbrakel
TOUTH	Joséphine	45	Rue de Paudure	1420	Eigenbrakel
TRANSON	Monique	8	Rue des Salamandres	1420	Eigenbrakel
TRICAUX	André	268	Chaussée d'Ophain	1420	Eigenbrakel

Naam	Voornaam	Nr.	Straat	PC	Stad
TRICOT		20	Rue des Joncs	1420	Eigenbrakel
UYTTENDAELE	Germaine	1	Rue du Vignoble	1420	Eigenbrakel
VAN ASSELBERSH	N	13	Rue Croix de Pierre	1428	Lillois
VAN BROUTAGER					
VAN BUGYENMOUT	Madeleine	7	Avenue de la Grande Armée	1420	Eigenbrakel
VAN CALOEN	Alexandre	47	Rue Comte Jacques de Meeus	1428	Eigenbrakel
VAN DUUREN	Giovanni	20	Rue G. Vervueren	1460	Itter
VAN LAETHEM	Gaëtan	56	Route de Rixensart	1300	Limal
VAN NEDERVELDE	Chantal	455	Bergensesteenweg		Sint-Pieters-Leeuw
VAN NUWENBORG	Brigitte	71	Chaussée du Bois de Hal	1420	Eigenbrakel
VAN ROSSOM	Robert	3	Rue des Châtaigniers	1421	Ophain
VANDEKERCKHOVE		62	Chaussée de Tervuren	1410	Waterloo
VANDEKERCKHOVE	A	62	Chaussée de Tervuren	1410	Waterloo
VANDENPLAS	Olivier	32	Rue Nénufars	1420	Eigenbrakel
VANDER CRUYSEN	Yves	299	Route du Lion	1410	Waterloo
VANDEVELDE	Philippe	232	Chaussée de Tubize	1420	Eigenbrakel
VANHACLEN		14	Rue Mathias	1440	Kasteelbrakel
VANHAM	Olivier	13	Clos des Epinoches	1420	Eigenbrakel
VANHAM	Véronique		Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
VANHORICK		195	Rue Pierre Flamand	1420	Eigenbrakel
VANKEXK		19	Clos du Sadin	1420	Eigenbrakel
VERDIN	Régina	14	Rue Pré Blanche Maison	1421	Ophain
VERMEERSCH	Isabelle	104	Chemin des Pères	1420	Eigenbrakel
VERNIEUNE	Olivier	21	Rue Notre Dame	1420	Eigenbrakel
VERSTRAETEN		47	Avenue du Bouvreuil	1420	Eigenbrakel
VINCOTTE	Tanguy	74	Clos du Sadin	1420	Eigenbrakel
VINCOTTE	Geneviève	74	Clos du Sadin	1420	Eigenbrakel
VINCOTTE	Tanguy	142	Clos du Sadin	1420	Eigenbrakel
VIVAQUA - POLLEFEYS	Anne	17-19	Keizerinlaan	1000	Brussel
VLEMIERCKX	Martine		Chaussée de Tubize	1420	Eigenbrakel
WASHER	Catherine	88A	Chemin de la Maison du Roi	1420	Eigenbrakel
WAUTIER	H	83	Rue du Try	1421	Ophain
WELLENS	Joseph	37	Rue Les Hayettes	1420	Eigenbrakel
WERY	Gilberte	10	Clos du Sarty	1428	Lillois
YERLES	Françoise	63	Rue du Bouvreuil	1420	Eigenbrakel
ZINQUE	Michel	49	Avenue du Bouvreuil	1420	Eigenbrakel

Révision du plan de secteur de Nivelles

en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future gare de Braine-l'Alliance.

